



réinventons / notre métier

AXA

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.784.210.992,74 euros

Siège social : 25, avenue Matignon, 75008 Paris

572 093 920 R.C.S. Paris

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2008



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 novembre 2009 conformément à l'article 212-3 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 mars 2009 sous le numéro D.09-0158.

Le document de référence et la présente actualisation ne peuvent être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Des exemplaires du document de référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social d'AXA, 25, avenue Matignon, 75008 Paris, sur le site Internet d'AXA (www.axa.com) ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE 1 PERSONNES RESPONSABLES.....	5
CHAPITRE 2 CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	6
CHAPITRE 3 RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009	7
CHAPITRE 4 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS AU 26 MARS 2009.....	127
TABLE DE CONCORDANCE.....	193

REMARQUES GÉNÉRALES

La présente actualisation a pour objet de mettre à jour le document de référence d'AXA déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 mars 2009 sous le numéro D.09-0158 (le « **Document de Référence 2008** »).

Dans la présente actualisation du Document de Référence 2008, les expressions « **AXA** » ou la « **Société** » désignent la société AXA S.A. L'expression le « **Groupe** » désigne le groupe de sociétés constitué de la Société et de l'ensemble de ses filiales consolidées.

La présente actualisation contient des déclarations prospectives qui comportent par nature des risques et des incertitudes, identifiés ou non, et peuvent être affectées par d'autres facteurs pouvant donner lieu à un écart significatif entre les résultats réels ou les objectifs d'AXA et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations (ou les résultats précédents). Ces risques et incertitudes comprennent notamment les conséquences d'éventuels événements catastrophiques, tels que les catastrophes d'ordre météorologique ou les actes de terrorisme. Vous pouvez vous reporter à la Partie IV « Facteurs de risque, risques de marché et informations liées » du Document de Référence 2008 afin d'obtenir une description de certains facteurs, risques et incertitudes importants, susceptibles d'influer sur les activités d'AXA.

CHAPITRE 1

PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2008

M. Henri de Castries
Président du Directoire d'AXA

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2008

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2008 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation du Document de Référence 2008 (à l'exception des informations concernant l' « European Embedded Value », qu'ils n'ont pas revues mais dont ils se sont assurés de la concordance avec les conclusions des travaux de l'actuaire indépendant Tillinghast (Towers Perrin) établies en date du 18 février 2009), ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du Document de Référence 2008.

Paris, le 6 novembre 2009

M. Henri de Castries
Président du Directoire d'AXA

1.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

M. Denis Duverne
Membre du Directoire d'AXA,
en charge des Finances, du Contrôle et de la Stratégie

AXA
25, avenue Matignon, 75008 Paris, France

CHAPITRE 2

CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

2.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

PricewaterhouseCoopers Audit :

63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine, représenté par M. Eric Dupont, dont le premier mandat a commencé à courir le 28 février 1989. Le mandat en cours a une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

Appartenance à un organisme professionnel :

PricewaterhouseCoopers Audit est enregistré comme commissaire aux comptes auprès de la *Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles*.

Mazars :

Tour Exaltis – 61, rue Henri Régnauld – 92400 Courbevoie, représenté par MM. Philippe Castagnac et Jean-Claude Pauly, dont le premier mandat a commencé à courir à partir du 8 juin 1994. Le mandat en cours a une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

Appartenance à un organisme professionnel :

Mazars est enregistré comme commissaire aux comptes auprès de la *Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles*.

2.2. COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

M. Patrick Frotiée : 63, rue de Villiers – 92208 Neuilly-sur-Seine, dont le premier mandat a commencé à courir le 17 mai 1995. Le mandat en cours a une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

M. Jean Louis Simon : Tour Exaltis – 61, rue Henri Régnauld – 92400 Courbevoie, dont le premier mandat a commencé à courir le 21 avril 2004. Le mandat en cours a une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

CHAPITRE 3

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009

SOMMAIRE

	Pages
I Rapport d'Activité	8
II Etats financiers consolidés	73
III Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel	122
IV Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	123

I – RAPPORT D’ACTIVITÉ - 30 JUIN 2009

Avertissements relatifs à l’utilisation de soldes intermédiaires de gestion et à la mention de prévisions

Ce rapport d’activité fait référence à certains termes qui sont utilisés par AXA dans le cadre de l’analyse de son activité et qui peuvent donc ne pas être comparables avec ceux employés par d’autres sociétés. Ces termes sont définis dans un glossaire figurant à la fin du rapport.

Certaines déclarations figurant ci-après contiennent des prévisions qui portent notamment sur des événements futurs, des tendances, projets ou objectifs. Ces prévisions comportent par nature des risques et des incertitudes, identifiés ou non. Prière de se référer au rapport annuel d’AXA (formulaire 20-F) et au Document de référence du Groupe, pour l’exercice clos au 31 décembre 2008 afin d’obtenir une description de certains facteurs, risques et incertitudes importants, susceptibles d’influer sur les activités d’AXA. AXA ne s’engage d’aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, que ce soit pour refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou toute autre circonstance.

Avertissements relatifs à l’utilisation de soldes intermédiaires de gestion et à la mention de prévisions.....	8
Les conditions de marché au premier semestre 2009.....	9
Événements significatifs.....	11
Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2009.....	13
Résultats consolidés	14
Vie, épargne, retraite.....	23
Dommages	44
Assurance Internationale	57
Gestion d’actifs.....	60
Banques	63
Holdings et autres	65
Perspectives.....	68
Glossaire	69

Les conditions de marché au premier semestre 2009

Après une fin d'année 2008 difficile et l'aggravation de la récession au premier trimestre 2009, l'économie mondiale a donné des signes de redressement au printemps, sous l'effet d'indices de conjoncture plus favorables, en particulier dans le secteur des entreprises, et de la dissipation des inquiétudes à l'égard du système financier et de la solidité des banques. En conséquence, les investisseurs ont recommencé à s'intéresser aux actifs risqués (comme les actions et les obligations du secteur privé) au second trimestre.

Du point de vue macro-économique, le prix du pétrole est remonté, dépassant 70 dollars le baril en juin 2009, contre 36 dollars au début de l'année. Cependant, le ralentissement de la demande en énergie a tiré l'inflation à la baisse, celle-ci reculant à -1,3% aux Etats-Unis en mai et à -0,1% en Europe en juin.

Les signes de stabilisation économique se multiplient aux Etats-Unis et en Europe. Cependant, l'endettement élevé des ménages, l'incertitude sur l'immobilier et la hausse du chômage (à 9,5% en juin 2009 aux Etats-Unis, son plus haut niveau en 25 ans) ne laissent guère espérer de véritable reprise à court terme. Le contraste se creuse avec le continent asiatique, entraîné dans une dynamique de reprise par la locomotive chinoise.

Dans nombre de pays, les gouvernements se sont employés à assainir la situation de leurs systèmes bancaires nationaux et à soutenir leur économie. Le plan de relance présenté par le Président Obama, qui s'élève à 787 milliards de dollars ou 5,5 points du PIB, constitue un soutien massif à l'économie américaine sur les deux à trois prochaines années. Le Programme PPIP (Public-Private Investment Program ou Programme d'investissement public-privé), proposé par le Trésor américain, consiste à racheter les actifs douteux des banques afin d'assainir les bilans bancaires, mais n'a pour l'instant pas montré de résultat significatif.

La politique monétaire de taux d'intérêt zéro est quasi générale au sein des économies développées, tandis que les banques centrales commencent à appliquer des mesures de monétisation de la dette. Aux Etats-Unis, la Fed (Réserve Fédérale américaine) a maintenu son taux cible entre 0% et 0,25% et a annoncé des mesures d'achat d'obligations du Trésor américain pour 300 milliards de dollars, ainsi qu'un élargissement des programmes de rachat des titres d'agences hypothécaires (Freddie Mac et Fannie Mae) et des créances hypothécaires (MBS ou Mortgage-Backed Securities). La Banque Nationale Suisse a poursuivi l'abaissement de son taux cible, le ramenant dans une fourchette comprise entre 0% et 0,75% et a commencé à racheter la dette du secteur privé helvétique tout en injectant des francs suisses sur le marché des changes. La Banque du Japon a laissé son taux directeur inchangé à 0,1% et s'est engagée à racheter les actions détenues par les banques japonaises à hauteur de 1.000 milliards de yens. En Europe, la Banque d'Angleterre a également participé à ce mouvement, ramenant son taux directeur à 0,5% en mars et rachetant des Gilts pour un montant total de 150 milliards de livres sterling à partir du mois de mars. La BCE (Banque Centrale Européenne) a, quant à elle, baissé son taux directeur à 1% en mai 2009. Elle a, par ailleurs, décidé d'allonger ses opérations de refinancement à 12 mois, injectant environ 442 milliards d'euros au premier semestre 2009. Elle a également décidé de la mise en œuvre d'un programme d'achat d'obligations sécurisées, pour un montant de 60 milliards d'euros à partir du mois de juillet 2009.

Marchés des actions

Les marchés actions ont connu des tendances contrastées au cours des deux premiers trimestres 2009. Ainsi la baisse de 9,5% des deux premiers mois de l'année a-t-elle été suivie d'une amélioration des marchés actions internationaux, en particulier émergents, grâce aux mesures complémentaires annoncées par la Réserve fédérale américaine (dont celles portant sur le rachat d'obligations du Trésor américain à long terme) et par le Trésor américain (acquisition d'actifs douteux) ainsi qu'à la publication de meilleurs indicateurs économiques qu'au premier trimestre. Enfin, les prises de bénéfices de la fin du premier semestre 2009 se sont soldées par une baisse de 2% du marché global des actions en juin.

Sur le premier semestre 2009, le Dow Jones à New York et le FTSE à Londres reculent de 4%, alors que le S&P 500 gagne 2%. Le CAC 40 et le DJ Euro stoxx 50 se replient tous deux de 2% au premier semestre 2009. Au Japon, le Nikkei augmente de 12%. L'Indice MSCI World progresse de 5% et le MSCI Emerging de 34% au premier semestre de cette année.

Marchés obligataires

Les taux longs ont également connu une évolution en dents de scie au premier semestre 2009, avec une augmentation au cours des deux premiers mois ainsi qu'en mai, et une baisse en mars et en juin. Le taux à 10 ans américain termine le semestre à 3,53%, en hausse de 128 pbb par rapport au 31 décembre 2008 et le rendement du Bund augmente de 44 pbb à 3,38%, tandis que l'Euribor et le Libor restent quasiment inchangés à 3,65%.

Les spreads s'élargissent quant à eux considérablement au début de l'année en Europe sous l'effet de l'abaissement, en janvier, de la note des dettes souveraines en Espagne, en Grèce et au Portugal. Si les spreads se sont depuis resserrés avec l'annonce d'une solidarité budgétaire en cas de problème au sein de l'Union européenne, ils restent à des niveaux d'avant la création de l'Union monétaire. Sur le premier semestre 2009, l'iTRAXX Main (« *Investment Grade* ») est passé de 178 pdb à 112 pdb alors que l'iTRAXX Crossover (« *Below Investment Grade* ») a diminué de 1.029 pdb à 713 pdb.

Taux de change

Par rapport au 31 décembre 2008, le dollar reste stable face à l'euro, le taux de clôture passant de 1,40 dollar au 31 décembre 2008 à 1,41 dollar au 30 juin 2009. L'euro gagne 4% contre le yen sur les six mois finissant le 31 mars 2009, le taux de clôture passant de 126,8 yens à la fin du mois de septembre 2008, taux utilisé pour les comptes de l'année 2008, à 131,4 yens à la fin du mois de mars 2009, taux utilisé pour les comptes clôturés à la mi-année 2009. L'euro concède 11% face à la livre sterling, le taux de clôture passant de 0,958 livre sterling à la fin de l'année 2008 à 0,853 livre sterling à la fin juin 2009. L'euro progresse en revanche de 2% face au franc suisse, le taux de clôture passant de 1,49 franc suisse à la fin de l'année 2008 à 1,52 franc suisse à la fin juin 2009.

Sur la base du taux de change moyen et par rapport au premier semestre 2008, l'euro perd 13% face au dollar (de 1,53 dollar au premier semestre 2008 à 1,33 dollar au premier semestre 2009) et cède 23% contre le yen (de 160,8 yens sur les six mois finissant le 31 mars 2008, taux utilisé pour les comptes semestriels 2008, à 124,5 yens sur les six mois finissant le 31 mars 2009, taux utilisé pour les comptes semestriels 2009). L'euro progresse de 15% face à la livre sterling (de 0,775 livre sterling au premier semestre 2008 à 0,895 livre sterling au premier semestre 2009). L'euro perd 6% face au franc suisse au premier semestre 2009 (de 1,61 franc suisse au premier semestre 2008 à 1,51 franc suisse au premier semestre 2009).

Evénements significatifs

Principales acquisitions

Dans le cadre de l'acquisition par **AllianceBernstein** de Sanford C. Bernstein, Inc. en 2000, AXA Financial Inc. a conclu un accord de rachat aux termes duquel certains anciens actionnaires de Sanford C. Bernstein ont le droit de vendre (« option de vente ») à AXA Financial, sous réserve de certaines restrictions stipulées dans l'accord, des parts dans AllianceBernstein L.P. (« unités AllianceBernstein ») émises lors de l'acquisition.

Au 31 décembre 2008, AXA Financial a directement ou indirectement, par l'intermédiaire de filiales à 100 %, acquis un total de 32,7 millions d'unités AllianceBernstein pour un montant total de 1.631 millions de dollars au travers de plusieurs opérations de rachat réalisées conformément à l'option de vente. Au 31 décembre 2008, la part d'AXA dans AllianceBernstein L.P. s'élevait à 62,4 %.

Le 6 janvier 2009, le rachat de la dernière tranche de 8,16 millions d'unités AllianceBernstein a été finalisé pour un prix de 18,3 dollars par unité pour un prix total de 150 millions de dollars. Au 30 juin 2009, la part d'AXA dans AllianceBernstein L.P. s'élève à 64,2%.

Opérations de capital

Au cours du premier semestre 2009, AXA a poursuivi activement son programme de couverture afin de réduire l'exposition du Groupe aux variations des marchés actions au sein de ses activités Dommages et Vie non participative.

En janvier 2009, AXA a débouclé 11 milliards d'euros sur les 14 milliards d'euros de la première tranche et la totalité des 9 milliards d'euros de la seconde tranche de ce programme afin de capturer la valeur de marché positive de cette stratégie. De plus, 2,5 milliards d'euros de calls au titre de l'exposition résiduelle ont été rachetés. Cela a permis de réaliser un gain de 46 millions d'euros enregistré en résultat courant.

En mars 2009, AXA a complété son programme de couverture avec une nouvelle stratégie de "put spreads" sur l'indice Eurostoxx 50 pour un nominal de 4 milliards d'euros arrivant à maturité le 30 juin 2009 et le 1^{er} juillet 2009. Cela a généré une perte de 66 millions d'euros comptabilisée en résultat courant. Enfin, suite à la forte reprise des marchés financiers entre mars et mai 2009, AXA a rallongé son programme de couverture en juin 2009 avec une couverture additionnelle de 3,5 milliards d'euros sous forme de "put spreads" sur l'indice Eurostoxx 50, arrivant à maturité le 30 décembre 2009. Cette couverture est efficace entre 17% et 27% au dessous du niveau au 30 juin de l'indice Eurostoxx 50.

Au 30 juin 2009, l'exposition résiduelle d'AXA se compose de :

- 250 millions d'euros de "put spreads" financés par la vente d'options d'achat sur l'indice FTSE 100 et 2,5 milliards d'euros de "put spreads" sur l'indice Eurostoxx 50, arrivant tous à maturité en mars 2010 pour une valeur de marché de 496 millions d'euros. L'écart avec la valeur de marché au 31 décembre 2008, +57 millions d'euros après impôt, a été comptabilisé en résultat courant compte tenu du fait qu'AXA a débouclé sa position résiduelle 2008.
- 4 milliards d'euros sous forme de puts avec un prix d'exercice de 24% au dessous du niveau de l'Eurostoxx 50 à fin décembre 2008 arrivant à maturité le 1er juillet 2009 et 3,5 milliards d'euros de "put spreads" arrivant à maturité le 30 décembre 2009 avec une couverture efficace entre 17% et 27% au dessous du niveau au 30 juin de l'indice Eurostoxx 50. La valeur de marché était de 62 millions d'euros, résultant en un gain de 41 millions d'euros après impôt, enregistré en résultat net.

Au 30 juin 2009, **AXA Equitable** bénéficie d'un programme de couverture pour un nominal de 6,6 milliards de dollars sur l'indice S&P via des stratégies de type « put spread collar ». Ces positions ont été mises en place pour atténuer l'impact de la baisse des marchés actions sur les passifs statutaires d'AXA Equitable. La prime totale de ce programme s'élève à 0,5 milliard de dollars. La variation de juste valeur de ces dérivés a été constatée en résultat, un impact négatif de -0,2 milliard d'euros net d'impôts étant comptabilisé dans les résultats du premier semestre 2009.

L'amélioration des conditions de marché a permis à **AXA** d'émettre en juin 2009 une dette senior de 1 milliard d'euros (maturité 2015, coupon annuel : 4,5%, spread d'émission net égal à 146 points de base au dessus de l'Euribor).

Au cours du premier semestre 2009, **AXA** a souscrit à hauteur de sa participation (environ 53,1%) à l'augmentation de capital de 878 millions de dollars australiens d'**AXA Asia Pacific Holdings** (AXA APH), correspondant à un montant d'environ 234 millions d'euros pour AXA SA. Cette opération (i) n'a pas d'impact sur le ratio de Solvabilité I du Groupe et (ii) n'a pas d'impact significatif sur la liquidité d'AXA SA, car AXA APH a utilisé une partie des fonds provenant de cette augmentation de capital pour rembourser environ 214 millions d'euros d'un prêt existant à AXA SA.

Autre fait marquant

Au Royaume-Uni, à partir du 31 janvier 2008, certaines transactions sur les fonds **AXA Life Property Fund** (0,7 milliard de livres sterling ou 0,8 milliard d'euros au 30 juin 2009) et **AXA Pension Property Fund** (0,5 milliard de livres sterling ou 0,6 milliard d'euros au 30 juin 2009) ont été temporairement suspendues pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois, comme l'autorisent les contrats signés avec la clientèle. Au cas où les cessions d'immeubles détenus par les fonds et autres sources de liquidité dont disposent les fonds ne permettraient pas de générer des liquidités suffisantes pour honorer l'ensemble des demandes de remboursement à la fin de la période de suspension,

AXA UK, en tant que promoteur des Fonds, est tenu de procurer aux fonds les liquidités nécessaires pour procéder aux remboursements demandés. Au 30 juin 2009, la liquidité des deux fonds est restée à des niveaux équivalents à ceux de fin décembre 2008. AXA Pension Property Fund a commencé à accélérer le paiement et réduit la période de suspension au cours du dernier trimestre 2008 du fait de l'amélioration de sa liquidité. Cependant, les incertitudes, la poursuite de la décollecte nette affectant ce fond et les conditions difficiles de négociation sur les marchés justifient une approche prudente de sorte que les deux fonds ont maintenu la période de suspension temporaire (mais tout en continuant à accélérer le paiement et à réduire la période de suspension si les conditions de liquidité le permettent).

Transactions avec parties liées

Au cours du premier semestre 2009, (1) il n'y a pas eu de modification des transactions avec les parties liées, telles que décrites dans la Note 27 « Parties liées » des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2008 figurant dans le Document de Référence 2008 (pages 410 et 411) déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.axa.com), qui ait influé significativement la situation financière ou les résultats de la Société durant les six premiers mois de l'exercice 2009, et (2) aucune transaction nouvelle entre AXA SA et des parties liées ayant influé significativement la situation financière ou les résultats de la Société, n'est intervenue.

Facteurs de risque

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits de manière détaillée dans la Section 4.1 « Facteurs de risques » ainsi que dans la Section 2.2 « Autres facteurs susceptibles d'influer sur l'activité d'AXA » du Document de Référence 2008 (respectivement pages 196 à 211 et pages 40 à 47), déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.axa.com).

Cette description contenue dans le Document de Référence 2008, reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est exposé à la date du 30 juin 2009 ou qui, de l'avis du management, seraient susceptibles de l'affecter sur la fin de l'exercice en cours.

Evénements postérieurs à la clôture du 30 juin 2009

En juillet 2009, AXA a débouclé toute sa position résiduelle de 2008 de protection sur les marchés actions (2.500 millions d'euros sur l'Eurostoxx50 et 250 millions d'euros sur le FTSE 100), cette opération se soldant par une perte de 19 millions d'euros.

Résultats consolidés

Chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES (a)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008	30 Juin 2009/30 Juin 2008
Vie, épargne, retraite	30.065	30.826	57.977	-2,5%
Dont primes émises	29.254	29.884	56.071	-2,1%
Dont prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	274	342	662	-20,0%
Dommages	14.919	14.519	26.039	2,8%
Assurance Internationale	1.731	1.673	2.841	3,5%
Gestion d'actifs	1.503	2.102	3.947	-28,5%
Banques (b)	195	197	412	-0,7%
Holdings et autres (c)	1	2	5	-38,7%
TOTAL	48.414	49.319	91.221	-1,8%

(a) Net des éliminations internes.

(b) Excluant les plus-values réalisées nettes et les variations de juste valeur sur les actifs comptabilisés en juste valeur par résultat et les dérivés s'y rapportant, le produit net bancaire et le chiffre d'affaires du Groupe s'élevaient respectivement à 209 millions d'euros et 48.431 millions d'euros au premier semestre 2009, 191 millions d'euros et 49.316 millions d'euros au premier semestre 2008, 473 millions d'euros et 91.285 millions d'euros pour l'exercice 2008.

(c) Inclut notamment les CDOs et entités immobilières.

A données comparables signifie que les données relatives à la période de l'exercice courant considérée sont retraitées en utilisant les taux de change applicables pour la même période de l'exercice précédent (**taux de change constant**). L'expression indique également que les données dans l'une des deux périodes comptables comparées ont été retraitées pour tenir compte des acquisitions, cessions et changements de périmètre (**périmètre constant**) et des changements de méthode comptable (**méthodologie constante**).

De façon plus spécifique, le chiffre d'affaires et les APE à données comparables incluent les acquisitions, cessions et transferts et s'entendent nets des éliminations internes, pour les deux périodes comptables.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2009 s'élève à 48.414 millions d'euros, en baisse de 2% par rapport au premier semestre 2008.

En tenant compte des retraitements à base comparable, principalement la dépréciation de l'euro contre la plupart des autres devises (1.157 millions d'euros, soit -2,3 points, principalement sur le dollar américain et le yen japonais), ainsi que l'incidence de l'acquisition de Seguros ING au Mexique (688 millions d'euros, soit -1,3 point), **le chiffre d'affaires baisse de 6% à données comparables.**

Le chiffre d'affaires Vie, Epargne, Retraite est en baisse de 2% à 30.065 millions d'euros, soit -7% à données comparables, principalement tiré par les Etats-Unis, la Belgique, le Royaume-Uni et le Japon, partiellement compensés par la France et l'Allemagne.

Les affaires nouvelles en base APE¹ s'élèvent à 3.111 millions d'euros, en baisse de 14% par rapport au premier semestre 2008. A données comparables, les APE baissent de 16%, principalement tirés par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et l'Australie/Nouvelle-Zélande, partiellement compensés par la France.

Aux Etats-Unis, les APE diminuent de 305 millions d'euros (-38%) à 576 millions d'euros sous l'effet de : (i) la diminution de 35% des contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« *Variable Annuities* »), principalement sur les réseaux de distribution tiers, reflétant les conditions difficiles des marchés financiers et l'impact des mesures de révision de la tarification des produits, (ii) la baisse de 39% des contrats d'assurance vie suite aux modifications apportées à ces produits au premier semestre 2008 et à la suppression de certaines garanties sur les contrats de type « Vie Universelle » au premier semestre 2009 et (iii) le recul de 44% des OPCVM, reflétant la baisse des ventes dans des conditions de marché difficiles.

Au Royaume-Uni, les APE baissent de 122 millions d'euros (-18%) à 493 millions d'euros, principalement sous l'effet de (i) la diminution des volumes en épargne (-92 millions d'euros, soit -46%), en raison de l'impact des incertitudes économiques sur la confiance des ménages, et (ii) la baisse de 57 millions d'euros (-31%) des contrats de retraite individuels et cadres dirigeants, la situation économique ayant érodé la confiance des épargnants, partiellement compensées par (iii) une augmentation de 23 millions d'euros (+10%) des volumes en retraite collective, grâce à l'obtention d'importants contrats conformément à la décision stratégique récente portant sur le repositionnement de l'activité d'un modèle avec commissionnement à l'entrée vers un modèle où l'apporteur d'affaires est directement rémunéré sur l'encours et (iv) une augmentation de 7 millions d'euros (+18%) des volumes de prévoyance en raison de la progression de la marque AXA Protection sur le marché.

Au Japon, les APE sont en baisse de 59 millions d'euros (-23%) à 254 millions d'euros. En excluant l'impact de la faillite de LINA (baisse de 36 millions d'euros des ventes en Vie et en assurance médicale), les APE diminuent de

¹ Les "Annual Premium Equivalent" (APE) correspondent à la somme de 100% des affaires nouvelles en primes périodiques et de 10% des primes uniques, en ligne avec la méthodologie EEV du Groupe. L'APE est en part du Groupe.

22 millions d'euros (-10%). Cette évolution s'explique par une diminution de 15 millions d'euros (-17%) à 94 millions d'euros en Vie suite à la baisse du chiffre d'affaires des produits d'assurance temporaire-décès et par un repli de 11 millions d'euros (-12%) à 105 millions d'euros de l'activité santé, consécutif au repli des ventes de produits couvrant le cancer. Cette baisse a été partiellement compensée par une hausse de 4 millions d'euros (+10%) des ventes en épargne-retraite à 55 millions d'euros, principalement en raison de l'accroissement des ventes de contrats en unités de compte (« Variable Annuities »).

En Australie/Nouvelle-Zélande, les APE diminuent de 76 millions d'euros (-36%) à 129 millions d'euros principalement en raison du repli des ventes nettes d'OPCVM et des ventes de la joint venture avec AllianceBernstein, dû à la mauvaise conjoncture des marchés. Ces effets négatifs sont partiellement compensés par les primes uniques souscrites pour les produits d'Épargne garantie et par les ventes de produits de la gamme Accumulator.

En France, les APE progressent de 86 millions d'euros (+13%) à 776 millions d'euros, principalement en raison de la très bonne performance des produits collectifs (+48%), du fait de contrats importants ainsi que d'un bon niveau de vente sur les produits collectifs de protection, et d'une contribution positive des produits individuels (+1%).

Le chiffre d'affaires Dommages est en hausse de 3% à 14.919 millions d'euros ou de 1% à données comparables, principalement tiré par l'activité de Particuliers (+1%), notamment en France et en Belgique, partiellement compensées par l'Allemagne et la Région Méditerranéenne et Amérique Latine. L'activité Entreprises reste stable.

L'activité de Particuliers (59% du chiffre d'affaires) est en hausse de 1% à données comparables, tant en assurance automobile (+1%) que dans les branches non automobiles (+1%).

Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile augmente de 1%, principalement tiré par (i) le Royaume-Uni et l'Irlande (+19%), du fait de la croissance de 59% des affaires nouvelles souscrites par la plate-forme Internet Swiftcover, (ii) la France (+3%) reflétant un apport net positif (+46.000 contrats) sur un marché compétitif, et (iii) le Canada (+21%) notamment grâce aux hausses tarifaires appliquées en Ontario, partiellement compensés par (iv) la Région Méditerranéenne et Amérique Latine (-4%) suite à des conditions de marché difficiles en Espagne, au Portugal, en Turquie et dans la Région du Golfe, alors que le Mexique et le Maroc enregistrent d'excellentes performances, ainsi que par (v) l'Allemagne (-3%) en raison de la perte de contrats et de la baisse de la prime moyenne dans un contexte de marché très compétitif.

Le chiffre d'affaires des branches non automobiles progresse de 1% tiré notamment par (i) la France (+4%) grâce à un apport net positif (+28.000 contrats) conjugué à une augmentation de la prime moyenne en habitation et (ii) le Canada (+26%) principalement grâce à la branche dommages aux biens au Québec et en Ontario, partiellement compensés par (iii) le Royaume-Uni et l'Irlande (-7%) en raison d'une souscription sélective notamment en assurance voyages et malgré une progression de 8% de la branche dommages aux biens qui a bénéficié de nouveaux contrats sur le marché du courtage et d'accords avec des sociétés partenaires.

L'activité Entreprises (40% du chiffre d'affaires) reste inchangée à données comparables, l'assurance automobile diminuant de 1% tandis que les branches non automobiles restent stables.

Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile baisse de 1%, tiré par (i) le Royaume-Uni et l'Irlande (-8%) en raison d'une stratégie axée sur la rentabilité, les hausses tarifaires affectant le taux de renouvellement des polices, et (ii) la France (-3%) en raison d'un ajustement négatif des primes avec un effet volume négatif, partiellement compensés par (iii) l'Asie (+31%) dont la progression est essentiellement due à la hausse des tarifs.

Le chiffre d'affaires des branches non automobiles reste stable avec notamment une baisse de 3% du Royaume-Uni et de l'Irlande dans un marché peu porteur, alors que la Suisse progresse de 3% principalement grâce à de nouveaux contrats importants conclus dans la branche santé.

Le chiffre d'affaires de l'Assurance internationale progresse de 3% à 1.731 million d'euros, ou de 3% à données comparables, principalement grâce à **AXA Corporate Solutions Assurance** (+3% à 1.256 millions d'euros) en raison de la croissance du portefeuille en responsabilité civile et assurance maritime, et d'ajustements positifs de primes sur exercices antérieurs en construction.

Le chiffre d'affaires de la Gestion d'actifs diminue de 28%, ou de 34% à données comparables, à 1.503 millions d'euros principalement suite à la baisse des commissions de gestion (-36%) due au repli des actifs moyens sous gestion (-26%) et à la diminution des commissions moyennes de gestion (-4,1 pdb).

AllianceBernstein : le chiffre d'affaires recule de 40% à 924 millions d'euros sous l'effet du recul de 45% des commissions de gestion consécutif à la baisse de 43% des actifs moyens sous gestion, du recul de 44% des commissions de distribution sous l'effet de la baisse de la valeur moyenne des OPCVM et du repli de 5% de l'activité d'analyse financière pour la clientèle institutionnelle suite à la baisse des opérations de courtage sur hedge funds.

Les actifs sous gestion d'AllianceBernstein diminuent de 13 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2008, à 318 milliards d'euros au 30 juin 2009, en raison d'une décollecte nette de -33 milliards d'euros (-24 milliards d'euros pour la clientèle institutionnelle, -5 milliards d'euros pour la clientèle des particuliers et -4 milliards d'euros pour la clientèle privée) et d'un effet de change négatif de -2 milliards d'euros, en partie compensés par une appréciation des marchés de 22 milliards d'euros.

AXA Investment Managers : le chiffre d'affaires diminue de 182 millions d'euros (-24%) à 579 millions d'euros. Hors commissions rétrocédées aux réseaux de distribution, le chiffre d'affaires baisse de 122 millions d'euros (-19%) en

raison principalement de la diminution des commissions de gestion (-107 millions d'euros), en raison de la baisse des actifs moyens sous gestion et d'un mix clients et produits défavorable.

Les actifs sous gestion restent stables par rapport au 31 décembre 2008, à 485 milliards d'euros au 30 juin 2009 en raison principalement (i) d'une décollecte nette de -5 milliards d'euros (surtout sur les fonds généraux d'AXA), et (ii) -4 milliards d'euros d'effet marché défavorable (surtout sur les fonds structurés) en partie compensés par (iii) +7 milliards d'euros d'effet de change positif (principalement sur la livre sterling).

Le produit net bancaire diminue de 1%, ou augmente de 1% à données comparables, à 195 millions d'euros, une évolution principalement imputable à AXA Banque (+8% en raison notamment de l'augmentation de la marge commerciale) et à AXA Bank Zrt en Hongrie (+55% sous l'effet essentiellement de la hausse de la marge d'intérêts), partiellement compensées par AXA Bank Europe (-4% en raison d'une baisse des plus-values nettes et des provisions pour dépréciation d'actifs, en partie compensée par la hausse des marges d'intérêts et de commissions).

Résultat opérationnel, résultat courant et résultat net part du Groupe

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Primes émises	45.770	45.942	84.662
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	274	342	662
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	46.044	46.284	85.324
Produit net bancaire	209	191	473
Produits des autres activités	2.178	2.841	5.488
Chiffre d'affaires	48.431	49.316	91.285
Variation des primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis	(3.265)	(3.121)	(208)
Résultat financier hors coût de l'endettement net (a)	7.098	(7.663)	(27.620)
Charges techniques relatives aux activités d'assurance (a)	(38.982)	(24.312)	(37.493)
Résultat net des cessions en réassurance	(391)	(576)	(101)
Charges d'exploitation bancaire	(54)	(23)	(59)
Frais d'acquisition des contrats	(4.445)	(4.062)	(8.672)
Amortissements des valeurs de portefeuille et autres actifs incorporels	(142)	(149)	(473)
Frais d'administration	(4.938)	(4.940)	(10.076)
Pertes de valeur constatées sur immobilisations corporelles	(0)	(2)	(1)
Variation de la valeur de goodwill	(8)	(1)	(7)
Autres	(136)	(97)	(181)
Autres produits et charges	(49.095)	(34.162)	(57.063)
RESULTAT BRUT DES OPERATIONS COURANTES	3.169	4.369	6.394
Quote part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	15	18	23
Charges liées aux dettes de financement	(250)	(350)	(685)
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT IMPOT	2.933	4.038	5.732
Impôt sur le résultat	(657)	(964)	(1.150)
Intérêts minoritaires	(161)	(307)	(538)
RESULTAT OPERATIONNEL	2.116	2.766	4.044
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(379)	524	(345)
RESULTAT COURANT	1.736	3.290	3.699
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(335)	(1.057)	(2.501)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(10)	13	(49)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(42)	(43)	(99)
Coûts d'intégration	(26)	(41)	(127)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1.323	2.162	923

(a) Pour les comptes clos au 30 juin 2009, 30 juin 2008 et 31 décembre 2008, l'impact de la variation de juste valeur des actifs sur les contrats dont le risque financier est supporté par les assurés est respectivement de +3.132 millions d'euros, -14.755 millions d'euros et -43.687 millions d'euros, les montants impactant de manière symétrique le résultat financier et les charges techniques relatives aux activités d'assurance.

NB: Les lignes de ce compte de résultat sont sur une base "résultat opérationnel" et pas sur une base "résultat net".

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Vie, épargne, retraite	1.232	1.396	1.508
Domages	986	1.133	2.394
Assurance Internationale	122	172	188
Gestion d'actifs	176	285	589
Banques	15	24	33
Holdings et autres (a)	(415)	(245)	(668)
RESULTAT OPERATIONNEL	2.116	2.766	4.044
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(379)	524	(345)
RESULTAT COURANT	1.736	3.290	3.699
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(335)	(1.057)	(2.501)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(10)	13	(49)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(42)	(43)	(99)
Coûts d'intégration	(26)	(41)	(127)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1.323	2.162	923

(a) Inclut notamment les CDOs et entités immobilières.

Le **résultat opérationnel consolidé** s'élève à 2.116 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat opérationnel baisse de 714 millions d'euros (-26%), en raison de l'évolution de toutes les branches d'activité.

En **Vie, Epargne, Retraite**, le résultat opérationnel s'établit à 1.232 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat opérationnel Vie, Epargne, Retraite baisse de 228 millions d'euros (-16%) principalement en raison de la France (-166 millions d'euros) et des Etats-Unis (-90 millions d'euros), en partie compensés par le Royaume-Uni (+62 millions d'euros).

Hors changement de périmètre dû aux acquisitions de Seguros ING au Mexique (1 million d'euros), de Quadrifoglio Vita (5 millions d'euros), de la société de courtage SBJ au Royaume-Uni (1 million d'euros), et de la société de conseil financier Genesys en Australie (-4 millions d'euros), ainsi qu'au rachat des intérêts minoritaires en Turquie (3 millions d'euros), et à taux de change constant, le **résultat opérationnel** en Epargne, Vie, Retraite diminue de 235 millions d'euros (-17%) en raison principalement de :

- (i) **La baisse de la marge financière** (-320 millions d'euros ou -24%). La marge financière est affectée par -12 millions d'euros de reclassement en chargements et autres produits au Royaume-Uni. Hors l'impact de ce reclassement, la marge financière diminue de 308 millions d'euros (-23%), les **revenus financiers** diminuant de 270 millions d'euros (-4%) en raison principalement de la baisse des rendements sur actifs, tandis que la **participation des assurés** est en hausse de 39 millions d'euros (+1%), en raison essentiellement de la progression de la participation des assurés aux bénéfices en France et en Suisse.
- (ii) **La baisse des chargements et autres produits** (-300 millions d'euros ou -9%). Les chargements et autres produits ont été affectés par +10 millions d'euros de reprise de provisions pour chargements non acquis en France (compensés par l'amortissement des frais d'acquisition reportés) et +12 millions d'euros de reclassement de la marge financière au Royaume-Uni. Hors ces effets, les chargements et autres produits diminuent de 322 millions d'euros (-10%), en raison de :
 - a. La baisse de 38 millions d'euros (-2%) des **chargements sur primes et OPCVM** sous l'effet principalement du Royaume-Uni (-39 millions d'euros dus à la baisse des volumes sur les contrats d'assurance emprunteur et les produits d'investissements « offshore ») et de l'Allemagne (-29 millions d'euros dus à la diminution des chargements sur primes périodiques des contrats en unités de compte, en ligne avec l'évolution des affaires nouvelles), en partie compensés par le Japon (+26 millions d'euros dus principalement à la hausse de 22 millions d'euros de l'amortissement au titre des provisions pour chargements non acquis sur les contrats épargne-retraite en unités de compte, compensée par un amortissement plus élevé des coûts d'acquisition reportés).
 - b. La baisse de 212 millions d'euros (-21%) des **chargements sur produits en unités de compte**, tirée principalement par les Etats-Unis (-143 millions d'euros ou -25%), la France (-49 millions d'euros ou -27%), et le Royaume-Uni (-16 millions d'euros ou -8%), suite à la baisse de 18% des encours moyens en unités de compte (recul de 25% aux Etats-Unis, de 27% en France et de 12% au Royaume-Uni) conjuguée à une légère baisse des commissions moyennes en raison d'un mix pays défavorable.
 - c. La baisse des 72 millions d'euros (-24%) des **autres chargements et autres produits**, en raison notamment de l'Australie/Nouvelle Zélande (-40 millions d'euros reflétant l'impact de la diminution des fonds sous gestion sur les commissions de conseil financier).

- (iii) **La hausse de la marge technique nette**, en progression de 484 millions d'euros (+85%), tirée principalement par (i) la croissance de 199 millions d'euros des marges sur garanties planchers associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« GMxB ») aux Etats-Unis (due principalement à une baisse significative des coûts liés au risque de base, au resserrement des spreads de crédit et aux gains sur couverture de taux d'intérêt, partiellement compensés par la hausse de la volatilité des marchés financiers), (ii) un gain non récurrent de 165 millions d'euros au Royaume-Uni dû à la réduction des passifs liée à l'application d'un taux d'actualisation plus élevé suite à la restructuration interne d'un portefeuille de rentes et (iii) une hausse de 71 millions d'euros liée à une évolution plus favorable des exercices antérieurs sur les contrats collectifs de santé et de prévoyance en France.
- (iv) **La hausse des frais généraux** (en augmentation de 193 millions d'euros ou 6%). Les frais généraux ont été impactés par une hausse de 10 millions d'euros de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés compensant l'augmentation de la reprise de provisions pour chargements non acquis en France. Hormis cet effet, les frais généraux augmentent de 183 millions d'euros (+6%), les **frais d'acquisition** augmentant de 145 millions d'euros (+10%) en raison principalement de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés (en hausse de 216 millions d'euros ou 31%), reflétant notamment la hausse des marges sur garanties GMxB, tandis que les **frais administratifs** augmentent de 38 millions d'euros (+2%).
- (v) **La baisse de la charge d'impôt et des intérêts minoritaires** (en recul de 85 millions d'euros ou -15%). Hors la hausse de 24 millions d'euros des éléments fiscaux favorables non récurrents (52 millions d'euros en Belgique au premier semestre 2009 au titre des Revenus Définitivement Taxés - exonération fiscale de 95% des dividendes sur actions - contre 19 millions d'euros au Royaume-Uni au premier semestre 2008), la charge d'impôt et les intérêts minoritaires diminuent de 61 millions d'euros (-11%), en raison du recul du résultat avant impôt.

Le résultat opérationnel **Dommmages** s'élève à 986 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat opérationnel Dommmages diminue de 141 millions d'euros (-12%) en raison principalement de la hausse du **ratio combiné** de 1,7 point à 98,0%. Hors évolutions de périmètre liées à l'acquisition de Seguros ING au Mexique (12 millions d'euros) et Reso en Russie (15 millions d'euros consolidés par mise en équivalence) ainsi qu'au rachat des intérêts minoritaires en Turquie (8 millions d'euros), et à taux de change constant, le résultat opérationnel Dommmages baisse de 181 millions d'euros (-16%) en raison principalement de la hausse de 1,5 point du ratio combiné à 97,8% due à presque tous les pays.

- (i) **Le résultat technique net (y compris les frais généraux)** est en baisse de 204 millions d'euros (baisse de 183 millions d'euros hors Mexique) en raison de:
 - a. **un ratio de sinistralité tous exercices** en hausse de 2,0 points à 70,3%. Hors contribution du Mexique, le ratio de sinistralité tous exercices croît de 1,7 point à 70,0% en raison principalement de l'augmentation de l'impact des événements naturels en 2009 (tempête Klaus pour 1,4 point et autres événements naturels en France et au Royaume-Uni pour 0,9 point) par rapport à 2008 (tempêtes en Allemagne pour 0,2 point).

En partie compensé par :

- b. **un taux de chargement** en diminution de 0,2 point à 27,7%. Hors contribution du Mexique, le **taux de chargement** recule de 0,2 point à 27,7% en raison de la baisse du ratio d'administration de 0,4 point à 9,8%, en partie compensée par l'augmentation du ratio d'acquisition de 0,2 point à 17,9% (principalement en raison de l'impact positif non récurrent du changement du plan de retraite des salariés en 2008 et d'une nouvelle organisation commerciale en Suisse).
- (ii) **Le résultat financier** décroît de 35 millions d'euros ou -72 millions d'euros (-7%) hors contribution du Mexique, en raison de la baisse du rendement des actifs.
- (iii) **La charge d'impôt et des intérêts minoritaires** est en baisse de 98 millions d'euros. Hors le Mexique, Reso et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie, la charge d'impôt et les intérêts minoritaires reculent de 101 millions d'euros. Hors la baisse de 4 millions d'euros des éléments fiscaux favorables non récurrents (23 millions d'euros en Belgique au premier semestre 2009 principalement au titre des Revenus Définitivement Taxés – exonération fiscale de 95% des dividendes sur actions, contre 13 millions d'euros au Royaume-Uni et 14 millions d'euros en Allemagne au premier semestre 2008), la charge d'impôt et les intérêts minoritaires baissent de 105 millions d'euros (-22%) en raison de la diminution du résultat avant impôt.

Le résultat opérationnel de l'**Assurance internationale** s'élève à 122 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat opérationnel de l'Assurance internationale diminue de 52 millions d'euros (-30%) en raison principalement de la baisse des résultats du portefeuille non vie mis en run-off.

Le résultat opérationnel de la **Gestion d'Actifs** s'établit à 176 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat opérationnel de la gestion d'actifs recule de 120 millions d'euros (-42%) en raison principalement de la baisse du chiffre d'affaires (-34% qui s'explique essentiellement par la diminution de 36% des commissions de gestion suite à la baisse des actifs moyens sous gestion (-26%) et à la diminution des commissions moyennes de gestion (-4,1 pdb)), et de la non récurrence d'un gain de 58 millions d'euros lié à la performance d'un fonds immobilier en 2008 chez AXA Investment Managers, seulement partiellement compensées par la diminution des frais généraux (-22%,

principalement due à la baisse des frais de personnel) et par un élément fiscal positif non récurrent de 65 millions d'euros chez AllianceBernstein dû principalement à la reprise d'impôts différés concernant le régime fiscal des plans de rémunération.

Le résultat opérationnel des **banques** ressort à 15 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat opérationnel des banques recule de 10 millions d'euros (-40%), en raison principalement de AXA Bank Zrt (Hongrie) où une baisse de 11 millions d'euros est due à la hausse des provisions pour créances douteuses.

Le résultat opérationnel des **Holdings et autres sociétés du groupe** s'élève à -415 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat opérationnel des holdings diminue de 164 millions d'euros en raison principalement de la hausse des charges financières liée aux effets de change et aux acquisitions du second semestre 2008, à la baisse du résultat sur la couverture des résultats libellés en monnaies étrangères, et à des charges administratives plus importantes, en partie compensés par la baisse de la charge d'impôt.

Les moins-values nettes revenant à l'actionnaire s'élèvent à -379 millions d'euros. A taux de change constant, les moins-values nettes revenant à l'actionnaire baissent de 926 millions d'euros en raison principalement de :

- (i) une diminution de 614 millions d'euros des **plus-values réalisées nettes hors dépréciations d'actifs**, à 241 millions d'euros au premier semestre 2009, sous l'effet principalement de la baisse de 591 millions d'euros des plus-values réalisées sur actions,
- (ii) une diminution de 94 millions d'euros des **provisions pour dépréciation d'actifs**, à -691 millions d'euros au premier semestre 2009, le recul des provisions pour dépréciation d'actifs sur les actions étant partiellement compensé par une hausse des provisions pour dépréciation sur les titres obligataires et l'immobilier,
- (iii) une diminution de 406 millions d'euros de l'impact des produits dérivés sur actions au premier semestre 2009 principalement due à AXA SA.

Le **résultat courant** s'élève à 1.736 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat courant baisse de 1.640 millions d'euros (-50%) en raison de la baisse du résultat opérationnel et de la diminution des plus-values nettes.

Le **résultat net** s'établit à 1.323 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat net baisse de 821 millions d'euros (-38%) en raison principalement de :

- (i) **La baisse du résultat courant** : -1.640 millions d'euros, à taux de change constant, en partie compensée par
- (ii) **La hausse du résultat des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur et des instruments dérivés y compris effets de change** : +827 millions d'euros à -335 millions d'euros au premier semestre 2009. Ces -335 millions d'euros peuvent s'analyser comme suit :
 - a. -161 millions d'euros de variation de juste valeur et de plus-values réalisées sur OPCVM et autres actifs, principalement impactée par les investissements de private equity, compensés par un impact favorable du resserrement des spreads de crédit.
 - b. -156 millions d'euros de variation de juste valeur des dérivés notamment affectés par la diminution de la juste valeur des dérivés sur actions liés au programme de couverture du passif aux Etats-Unis (-220 millions d'euros), en partie compensée par la reprise des 106 millions d'euros de la perte provisionnelle enregistrée dans le résultat net de l'exercice 2008 et liée au premier trimestre fiscal 2009 du Japon.

Capitaux propres

Au 30 juin 2009, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 38.8 milliards d'euros. Les mouvements intervenus depuis le 31 décembre 2008 sont les suivants :

(En millions d'euros)

	Capitaux propres
Au 31 Décembre 2008	37.440
Capital social	0
Primes d'émission, de fusion et d'apport	(14)
Stock options	38
Titres d'autocontrôle	26
Dettes perpétuelles (y compris intérêts courus)	(62)
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	897
Ecart de conversion	358
Dividendes versés par la Société	(836)
Autres	84
Résultat net de l'exercice	1.323
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	(442)
Au 30 Juin 2009	38.811

Création de valeur pour l'actionnaire

BÉNÉFICE NET PAR ACTION ("BNPA")

(En millions d'euros, sauf le nombre d'actions en millions)

	30 Juin 2009		30 Juin 2008		31 Décembre 2008		Var. 30 Juin 2009 versus 30 Juin 2008	
	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)	Sur une base non diluée (a)	Sur une base totalement diluée (a)
Nombre d'actions pondéré	2.060,8	2.064,8	2.032,1	2.042,8	2.035,4	2.043,6		
Résultat net part du Groupe par action	0,50	0,50	1,07	1,07	0,44	0,44	-53,2%	-53,1%
Résultat courant par action	0,77	0,77	1,55	1,54	1,67	1,66	-50,2%	-50,0%
Résultat opérationnel par action	0,95	0,95	1,29	1,28	1,84	1,83	-25,9%	-25,7%

(a) Le résultat par action inclut les charges d'intérêt et impacts de change des dettes perpétuelles enregistrées en capitaux propres, avec application rétrospective aux exercices précédents.

RENTABILITÉ DES FONDS PROPRES ("ROE")

(En millions d'euros)

	30 juin 2009	30 juin 2008	Variation
ROE	7,0%	10,2%	-3,2%
Résultat net	1.323	2.162	
Capitaux propres moyens sur la période	37.627	42.329	
ROE "courant"	10,7%	19,6%	-8,9%
Résultat courant (a)	1.588	3.142	
Capitaux propres moyens sur la période (b)	29.595	32.065	
ROE "opérationnel"	13,3%	16,3%	-3,0%
Résultat opérationnel (a)	1.968	2.618	
Capitaux propres moyens sur la période (b)	29.595	32.065	

(a) Incluant un ajustement pour refléter les charges d'intérêts liées aux dettes perpétuelles (enregistrées en capitaux propres).

(b) Excluant la variation de juste valeur sur actifs investis et produits dérivés (incluse dans les capitaux propres consolidés), et excluant les dettes perpétuelles (enregistrées en capitaux propres).

Vie, Epargne, Retraite

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe des activités Vie, Epargne, Retraite pour les périodes indiquées.

Vie, Epargne, Retraite (a)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Primes émises	29.278	29.907	56.127
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	274	342	662
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	29.552	30.249	56.789
Produit net bancaire	0	-	0
Produits des autres activités	538	602	1.246
CHIFFRE D'AFFAIRES	30.090	30.850	58.035
Variation des primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis	(962)	(1.014)	(235)
Résultat financier hors coût de l'endettement net (b)	5.925	(9.236)	(30.578)
Charges techniques relatives aux activités d'assurance (b)	(29.158)	(15.015)	(18.380)
Résultat net des cessions en réassurance	(118)	(46)	913
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-
Frais d'acquisition des contrats	(1.969)	(1.675)	(3.622)
Amortissements des valeurs de portefeuille et autres actifs incorporels	(142)	(149)	(473)
Frais d'administration	(1.787)	(1.672)	(3.481)
Pertes de valeur constatées sur immobilisations corporelles	(0)	(0)	0
Variation de la valeur de goodwill	(6)	-	(4)
Autres	(76)	(60)	(117)
Autres produits et charges	(33.256)	(18.618)	(25.164)
RESULTAT BRUT DES OPERATIONS COURANTES	1.796	1.982	2.058
Quote part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	(1)	16	21
Charges liées aux dettes de financement	(50)	(36)	(63)
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT IMPOT	1.745	1.963	2.016
Impôt sur le résultat	(424)	(445)	(314)
Intérêts minoritaires	(89)	(121)	(193)
RESULTAT OPERATIONNEL	1.232	1.396	1.508
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(178)	105	(784)
RESULTAT COURANT	1.054	1.501	725
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(646)	(469)	(1.079)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(27)	1	(29)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(10)	(12)	(25)
Coûts d'intégration	(6)	(13)	(38)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	364	1.007	(446)

(a) Brut des éliminations internes.

(b) Pour les comptes clos au 30 juin 2009, 30 juin 2008 et 31 décembre 2008, l'impact de la variation de juste valeur des actifs sur les contrats dont le risque financier est supporté par les assurés est respectivement de +3.132 millions d'euros, -14.755 millions d'euros et -43.687 millions d'euros.

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
France	8.033	7.447	14.298
Etats-Unis	5.584	6.733	13.757
Royaume-Uni	1.292	1.900	3.549
Japon	2.909	2.354	4.628
Allemagne	3.055	2.955	6.233
Suisse	3.396	3.281	4.495
Belgique	1.051	1.602	2.563
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	2.958	2.794	4.822
Autres pays	1.811	1.785	3.690
TOTAL	30.090	30.850	58.035
Eliminations internes	(25)	(24)	(59)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	30.065	30.826	57.977

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, le Maroc et le Mexique.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
France	264	431	675
Etats-Unis	271	326	(225)
Royaume Uni	133	92	122
Japon	168	132	238
Allemagne	29	67	43
Suisse	84	93	218
Belgique	124	84	136
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	64	43	108
Autres pays	95	128	192
RESULTAT OPERATIONNEL	1.232	1.396	1.508
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(178)	105	(784)
RESULTAT COURANT	1.054	1.501	725
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(646)	(469)	(1.079)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(27)	1	(29)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(10)	(12)	(25)
Coûts d'intégration	(6)	(13)	(38)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	364	1.007	(446)

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, le Maroc et le Mexique.

Vie, épargne, retraite – France

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	8.033	7.447	14.298
<i>APE (part du Groupe)</i>	776	690	1.347
Marge financière	448	603	1.022
Chargements et autres produits	713	749	1.516
Marge technique nette	317	219	467
Frais généraux	(1.082)	(1.025)	(2.100)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(24)	(15)	(50)
Autres	3	-	8
Marge opérationnelle	375	532	862
Charge d'impôt	(109)	(99)	(185)
Intérêts minoritaires	(1)	(2)	(3)
Résultat opérationnel part du Groupe	264	431	675
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(42)	279	311
Résultat courant part du Groupe	223	710	986
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(10)	(114)	(561)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	213	596	425

Le chiffre d'affaires augmente de 586 millions d'euros (+8%) à 8.033 millions d'euros² principalement en raison de contrats collectifs importants souscrits au premier semestre 2009 et d'une bonne performance des produits individuels.

Les affaires nouvelles en base APE progressent de 86 millions d'euros (+13%) à 776 millions d'euros, principalement en raison de la très bonne performance des produits collectifs (+48%), du fait de contrats importants ainsi que d'un bon niveau de vente sur les produits collectifs de protection, et d'une contribution positive des produits individuels (+1%).

La marge financière baisse de 155 millions d'euros (-26%) à 448 millions d'euros notamment en raison d'une diminution de 57 millions d'euros des revenus financiers et d'une augmentation de 98 millions d'euros des provisions au titre de la participation non allouée des assurés.

Les chargements et autres produits diminuent de 36 millions d'euros (-5%) à 713 millions d'euros en raison (i) d'une baisse de 65 millions d'euros des chargements sur primes et de ceux sur encours en unités de compte, partiellement compensée par (ii) une hausse de 23 millions d'euros des chargements sur primes des activités santé et prévoyance et (iii) d'une augmentation de 10 millions d'euros des provisions pour chargements non acquis.

La marge technique nette progresse de 98 millions d'euros à 317 millions d'euros grâce à (i) une hausse de 71 millions d'euros liée à une évolution plus favorable des exercices antérieurs sur les contrats collectifs de santé et de prévoyance, (ii) une augmentation de 16 millions d'euros due à des volumes en hausse sur les produits collectifs de santé et prévoyance, et (iii) une augmentation de 10 millions d'euros due à l'amélioration du ratio de sinistralité en assurance incapacité.

Les frais généraux augmentent de 57 millions d'euros (+6%) à 1.082 millions d'euros tirés par (i) une augmentation de 14 millions d'euros des commissions en raison de l'effet volume des produits de santé et prévoyance collectifs, (ii) une hausse de 27 millions d'euros des frais de fonctionnement imputable à une croissance significative des prélèvements sociaux en santé (compensée par une hausse des tarifs intégrée dans le chiffre d'affaires) et (iii) une augmentation de 16 millions d'euros des amortissements nets de capitalisation des frais d'acquisition reportés (partiellement compensée par une hausse de 10 millions d'euros des provisions pour chargements non acquis).

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 9 millions d'euros (+62%) à -24 millions d'euros.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 8,7 points à 74,8%.

La charge d'impôt augmente de 10 millions d'euros (+10%) à -109 millions d'euros en raison de la diminution de la part des dividendes non imposables, partiellement compensée par la baisse du résultat avant impôt.

Le résultat opérationnel diminue de 166 millions d'euros (-39%) à 264 millions d'euros.

² 8.024 millions d'euros après éliminations internes.

Le résultat courant baisse de 487 millions d'euros (-69%) à 223 millions d'euros sous l'effet de (i) l'évolution du résultat opérationnel (-166 millions d'euros), (ii) la diminution de 215 millions d'euros des plus-values réalisées nettes de l'impact des dérivés de couverture, et (iii) une hausse de 105 millions d'euros des provisions pour dépréciation, particulièrement sur actions et immobilier de placement.

Le résultat net diminue de 383 millions d'euros (-64%) à 213 millions d'euros traduisant (i) la baisse de 487 millions d'euros du résultat courant et (ii) une évolution défavorable de 33 millions d'euros de la juste valeur des fonds immobiliers, partiellement compensées par (iii) un impact positif de 141 millions d'euros lié aux OPCVM et aux produits dérivés principalement imputable au resserrement des spreads de crédit.

Vie, épargne, retraite – Etats-Unis

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	5.584	6.733	13.757
<i>APE (part du Groupe)</i>	576	808	1.540
Marge financière	227	265	487
Chargements et autres produits	749	794	1.595
Marge technique nette	317	44	(984)
Frais généraux	(913)	(628)	(1.433)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(14)	(13)	(64)
Autres	-	-	-
Marge opérationnelle	366	462	(400)
Charge d'impôt	(95)	(135)	175
Intérêts minoritaires	-	-	-
Résultat opérationnel part du Groupe	271	326	(225)
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	16	(20)	(153)
Résultat courant part du Groupe	287	306	(378)
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(418)	(8)	83
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	1	2
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(2)	(2)
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	(131)	297	(296)
Taux de change moyen : 1.00 € = \$	1,3349	1,5309	1,4706

Le chiffre d'affaires baisse de 1.148 millions d'euros (-17%) à 5.584 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 1.863 millions d'euros (-28%) :

- *Les contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« Variable Annuities »)* (65% du chiffre d'affaires) baissent de 35% sous l'effet d'un ralentissement de l'activité lié aux conditions difficiles des marchés financiers et aux mesures de révision de la tarification, notamment pour le nouveau produit Accumulator présentant un taux garanti plus faible,
- *Les contrats d'assurance vie* (23% du chiffre d'affaires) diminuent de 6% principalement du fait des conditions de marché, de l'impact sur les affaires nouvelles des modifications apportées aux produits d'assurance vie au premier semestre 2008, et de l'élimination de certaines garanties sur les contrats de type « Vie Universelle »,
- *Le chiffre d'affaires des OPCVM* (6% du chiffre d'affaires) baisse de 27% en raison des mauvaises conditions de marché.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 232 millions d'euros (-29%) à 576 millions d'euros. A données comparables, les APE baissent de 305 millions d'euros (-38%) :

- *Contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« Variable Annuities »)* : les affaires nouvelles en base APE diminuent de 35%, principalement sur les réseaux de distribution tiers, reflétant les conditions difficiles des marchés financiers et l'impact des mesures de révision de la tarification des produits,
- *Contrats d'assurance vie* : les affaires nouvelles en base APE sont en baisse de 39% suite aux modifications apportées à ces produits au premier semestre 2008 et à la suppression de certaines garanties sur les contrats de type « Vie Universelle » au premier trimestre 2009,
- *OPCVM* : les affaires nouvelles en base APE reculent de 44%, reflétant la baisse des ventes dans des conditions de marché difficiles.

La marge financière est en baisse de 37 millions d'euros (-14%) à 227 millions d'euros. A taux de change constant, la marge financière diminue de 66 millions d'euros (-25%). Les revenus financiers décroissent de 89 millions d'euros principalement en raison des rendements plus faibles des investissements alternatifs. Les intérêts et bonus crédités aux assurés diminuent de 23 millions d'euros principalement sur les contrats d'épargne-retraite participatifs datant d'avant la démutualisation.

Les chargements et autres produits diminuent de 45 millions d'euros (-6%) à 749 millions d'euros. A taux de change constant, les chargements et autres produits enregistrent une baisse de 141 millions d'euros (-18%) principalement liée à des chargements plus faibles sur encours en unités de compte en raison de la chute des marchés financiers.

La marge technique nette augmente de 273 millions d'euros à 317 millions d'euros. A taux de change constant, la marge technique nette croît de 232 millions d'euros principalement en raison de la hausse de 199 millions d'euros des marges sur garanties planchers associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« GMxB ») à 28 millions d'euros notamment due à une baisse significative des coûts liés au risque de base, au resserrement des spreads de crédit et aux gains sur couverture de taux d'intérêt, partiellement compensés par la hausse de la volatilité

des marchés financiers. L'augmentation de la marge technique nette s'explique également par la légère amélioration de la marge sur mortalité.

Les frais généraux augmentent de 285 millions d'euros (+45%) à -913 millions d'euros. A taux de change constant, les frais généraux augmentent de 168 millions d'euros (+27%) sous l'effet des facteurs suivants :

- Les frais généraux (y compris les commissions), nets de capitalisation des coûts d'acquisition reportés, augmentent de 27 millions d'euros principalement en raison de la hausse des dépenses liées aux plans de retraite, partiellement compensée par la baisse des commissions et autres réductions des dépenses liées aux initiatives de maîtrise des coûts, dont des réductions de personnel,
- L'amortissement des coûts d'acquisition reportés augmente de 141 millions d'euros traduisant principalement la hausse des marges sur garanties GMxB et des taux de chute sur les contrats en unités de compte de la branche prévoyance (« Variable Life »).

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 1 million d'euros (+12%) à -14 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille est inchangé par rapport à l'année dernière.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 13,6 points à 71,7%.

La charge d'impôt diminue de 41 millions d'euros (-30%) à -95 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt diminue de 53 millions d'euros (-39%). Le taux d'impôt effectif baisse de 29,3% à 25,9% au premier semestre 2009 en raison de l'effet positif de la hausse des revenus financiers non imposables et de la baisse des intérêts sur provisions pour audit fiscal.

Le résultat opérationnel diminue de 55 millions d'euros (-17%) à 271 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel décroît de 90 millions d'euros (-28%).

Le résultat courant baisse de 19 millions d'euros (-6%) à 287 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant diminue de 58 millions d'euros (-19%) sous l'effet de la baisse du résultat opérationnel, partiellement compensée par les plus-values nettes réalisées sur cession d'actifs obligataires.

Le résultat net décroît de 428 millions d'euros (-144%) à -131 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 412 millions d'euros (-139%). Cette diminution du résultat net s'explique, outre la baisse du résultat courant, par (i) un repli de la juste valeur des portefeuilles de private equity (-92 millions d'euros nets d'impôts et de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés), (ii) une baisse de la juste valeur des programmes de couverture de taux d'intérêt (-92 millions d'euros nets) et (iii) une diminution de la juste valeur des dérivés sur actions liés au programme de couverture du passif (-191 millions d'euros nets).

Vie, épargne, retraite – Royaume-Uni

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	1.292	1.900	3.549
<i>APE (part du Groupe)</i>	493	692	1.287
Marge financière	67	131	244
Chargements et autres produits	307	403	787
Marge technique nette	168	13	46
Frais généraux	(335)	(458)	(924)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(13)	(22)	(97)
Autres	-	-	-
Marge opérationnelle	193	67	57
Charge d'impôt	(60)	26	65
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	133	92	122
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(45)	(16)	(71)
Résultat courant part du Groupe	88	76	50
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(122)	44	232
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(2)	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(6)	(6)	(14)
Coûts d'intégration	(1)	(2)	(12)
Résultat net part du Groupe	(43)	113	257
Taux de change moyen : 1.00 € = £	0,8945	0,7753	0,7970

Le chiffre d'affaires diminue de 608 millions d'euros (-32%) à 1.292 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires baisse de 432 millions d'euros (-23%) :

- *Épargne-retraite* (75% du chiffre d'affaires) :
 - Les primes d'assurance (60% du chiffre d'affaires) diminuent de 30% principalement en raison de la baisse des volumes sur les produits d'investissement « Onshore » sous l'effet de la crise économique et de la réorientation des flux d'épargne au profit des OPCVM suite à l'évolution de la fiscalité des plus-values,
 - Les marges sur produits d'investissement (15% du chiffre d'affaires) diminuent de 13%, principalement en raison de conditions défavorables sur les marchés actions,
- *Prévoyance* (21% du chiffre d'affaires) : les primes diminuent de 1%, la hausse des ventes de contrats de protection étant compensée par la chute des volumes sur les contrats d'assurance emprunteur,
- *Les autres revenus* (4% du chiffre d'affaires) baissent de 20% en grande partie sous l'effet de la situation économique.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 198 millions d'euros (-29%) à 493 millions d'euros ou de 122 millions d'euros (-18%) à données comparables. Ce repli s'explique principalement par :

- La diminution de 92 millions d'euros (-46%) des volumes en épargne en raison de l'impact des incertitudes économiques sur la confiance des ménages,
- La baisse de 57 millions d'euros (-31%) des contrats de retraite individuels et cadres dirigeants, la situation économique ayant érodé la confiance des épargnants,
- L'accroissement de 23 millions d'euros (+10%) des volumes en retraite collective, grâce à l'obtention d'importants contrats conformément à la décision stratégique récente portant sur le repositionnement de l'activité d'un modèle avec commissionnement à l'entrée vers un modèle où l'apporteur d'affaires est directement rémunéré sur l'encours,
- L'augmentation de 7 millions d'euros (+18%) des volumes de Prévoyance en raison de la progression de la marque AXA Protection sur le marché.

La marge financière diminue de 64 millions d'euros (-49%) à 67 millions d'euros ou de 54 millions d'euros (-41%) à taux de change constant. Cette diminution est principalement due aux facteurs suivants :

- Une baisse de 22 millions d'euros du résultat revenant à l'actionnaire au titre de la participation aux bénéfices attribuée aux fonds « with-profit » (bonus versés chaque année et au terme des contrats) sous l'effet des conditions de marché et de la baisse de l'encours géré,
- Une diminution de 20 millions d'euros des revenus financiers sur actifs adossés aux fonds propres, due à une baisse des taux de rendement,
- Un repli de 12 millions d'euros suite à un reclassement en chargements et autres produits.

Les chargements et autres produits diminuent de 96 millions d'euros (-24%) à 307 millions d'euros. À taux de change constant et hors chargements et autres produits liés à l'acquisition en 2008 de SBJ Holdings au sein de

l'activité de courtage (23 millions d'euros), les chargements et autres produits sont en baisse de 72 millions d'euros (-18%) pour les raisons suivantes :

- Le repli d'environ 57 millions d'euros des chargements sur encours en grande partie dû à la baisse des marchés actions,
- La diminution de 25 millions d'euros des chargements sur primes suite à la baisse des volumes sur les contrats d'assurance emprunteur et les produits d'investissement « Offshore », compensée en frais généraux,
- Une hausse de 12 millions d'euros suite au reclassement compensé en marge financière.

La marge technique nette augmente de 155 millions d'euros à 168 millions d'euros ou de 180 millions d'euros à taux de change constant. Cette progression est principalement imputable à un gain exceptionnel de 165 millions d'euros dû à la réduction des passifs liée à l'application d'un taux d'actualisation plus élevé suite à la restructuration interne d'un portefeuille de rentes.

Les frais généraux diminuent de 123 millions d'euros (-27%) à -335 millions d'euros. À taux de change constant et hors frais généraux de SBJ Holdings au sein de l'activité de courtage (21 millions d'euros), les frais généraux diminuent de 93 millions d'euros (-20%) principalement pour les raisons suivantes :

- Une diminution de 49 millions d'euros, principalement due à des mesures de maîtrise des coûts, dont un impact positif exceptionnel de 33 millions d'euros sur les plans de retraite des salariés,
- Une diminution de 25 millions d'euros due à la baisse des commissions consécutive à la réduction des volumes sur les contrats d'assurance emprunteur et produits d'investissement « Offshore », compensée en chargements et autres produits,
- Un repli de 15 millions d'euros dû à la capitalisation complémentaire des frais d'acquisition sous l'effet de la part plus élevée des contrats de protection dans les affaires nouvelles.

L'amortissement des valeurs de portefeuille diminue de 9 millions d'euros (-41%) ou de 7 millions d'euros (-32%) à taux de change constant, principalement en raison de la baisse des bonus versés au terme des contrats « with-profit ».

En conséquence, **le ratio d'exploitation opérationnel** diminue de 23,6 points à 64,3%.

La charge d'impôt augmente de 86 millions d'euros à -60 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt augmente de 95 millions d'euros principalement sous l'effet de la hausse du résultat avant impôt ainsi que de la non-réurrence d'une contribution positive exceptionnelle de l'impôt de 19 millions d'euros en 2008.

Le résultat opérationnel augmente de 41 millions d'euros (+45%) à 133 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 62 millions d'euros (+67%).

Le résultat courant progresse de 12 millions d'euros (+16%) à 88 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 26 millions d'euros (+33%), en grande partie grâce à l'évolution du résultat opérationnel, partiellement compensée par l'évolution défavorable de 29 millions d'euros des provisions pour dépréciation sur actions et obligations.

Le résultat net diminue de 155 millions d'euros à -42 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net est en baisse de 162 millions d'euros. Outre l'évolution du résultat courant, le résultat net inclut une diminution de 71 millions d'euros au titre de l'ajustement lié à l'absence d'escompte de la charge d'impôt sur les plus-values latentes revenant aux assurés au titre des contrats d'épargne vie en unités de compte³, une baisse de 57 millions d'euros sur les dérivés obligations et actions et une perte de change de 34 millions d'euros.

³ L'impôt différé calculé sur les actifs relatifs à des contrats en unités de compte l'est sur une base non escomptée à l'actif et sur une base escomptée au passif pour refléter la date escomptée de paiement futur de l'impôt.

Vie, épargne, retraite – Japon

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	2.909	2.354	4.628
<i>APE (part du Groupe)</i>	254	253	482
Marge financière	(0)	1	(1)
Chargements et autres produits	699	514	1.013
Marge technique nette	74	43	98
Frais généraux	(445)	(299)	(619)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(45)	(40)	(99)
Autres	(1)	-	-
Marge opérationnelle	282	219	392
Charge d'impôt	(111)	(85)	(150)
Intérêts minoritaires	(3)	(2)	(4)
Résultat opérationnel part du Groupe	168	132	238
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	10	24	92
Résultat courant part du Groupe	178	157	330
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(170)	(183)	(478)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	(2)	(2)	(3)
Résultat net part du Groupe	7	(28)	(151)
<i>Taux de change moyen : 1.00 € = Yen</i>	124,4623	160,7719	161,6709

Le chiffre d'affaires augmente de 555 millions d'euros (+24%) à 2.909 millions d'euros. A données comparables et en excluant l'impact estimé à 96 millions d'euros relatif à la faillite d'un important agent indépendant (LINA), le chiffre d'affaires recule de 27 millions d'euros (-1%). Ce recul s'explique par une baisse des ventes de 47 millions d'euros (-5%) en assurance Vie, partiellement compensée par la hausse de 25 millions d'euros du chiffre d'affaires généré par les ventes de contrats épargne-retraite en unités de compte ("Variable Annuities"). L'activité santé reste stable sur la période.

Les affaires nouvelles en base APE demeurent inchangées à 254 millions d'euros. A données comparables et en excluant l'impact de la faillite de LINA (baisse de 36 millions d'euros des ventes en Vie et en assurance médicale), l'APE diminue de 22 millions d'euros (-10%). Cette évolution s'explique par une diminution de 15 millions d'euros (-17%) à 94 millions d'euros en Vie suite à la baisse du chiffre d'affaires des produits d'assurance temporaire-décès et par un repli de 11 millions d'euros (-12%) à 105 millions d'euros de l'activité santé, consécutif au repli des ventes de produits couvrant le cancer. Cette baisse a été partiellement compensée par une hausse de 4 millions d'euros (+10%) des ventes en épargne-retraite, à 55 millions d'euros, principalement en raison de l'accroissement des ventes de contrats en unités de compte ("Variable Annuities").

La marge financière reste stable à 0 million d'euros.

Les chargements et autres produits augmentent de 185 millions d'euros (+36%) à 699 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits augmentent de 27 millions d'euros (+5%) principalement en raison de la hausse de 22 millions d'euros de l'amortissement au titre des provisions pour chargements non acquis sur les contrats épargne-retraite en unités de compte (compensée par l'amortissement des coûts d'acquisition reportés). Hors provisions pour chargements non acquis, les chargements et autres produits augmentent légèrement, portés par la croissance de l'encours.

La marge technique nette augmente de 31 millions d'euros (+68%) à 74 millions d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette progresse de 14 millions d'euros (+33%) principalement pour les raisons suivantes :

- Une hausse de 36 millions d'euros à 50 millions d'euros de la marge sur rachats, liée aux sorties anticipées sur les produits complémentaires santé et les contrats d'assurance médicale Vie entière suite à la faillite de LINA (+21 millions d'euros), ainsi qu'à des ajustements de modèles (+11 millions d'euros),
- Une baisse de 25 millions d'euros à -35 millions d'euros de la marge sur garanties associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte en raison de l'accroissement de la volatilité (notamment au quatrième trimestre 2008) et de la baisse des taux d'intérêt.

Les frais généraux augmentent de 146 millions d'euros (+49%) à -445 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux augmentent de 45 millions d'euros (+15%) suite à l'accroissement de 52 millions d'euros de l'amortissement des coûts d'acquisition reportés du fait de la hausse de l'amortissement sur les contrats d'épargne-retraite en unités de compte (22 millions d'euros), des sorties anticipées suite à la faillite de LINA (14 millions d'euros), de l'augmentation des rachats et d'ajustements de modèles (18 millions d'euros). Cette augmentation a été

partiellement compensée par la baisse des coûts des projets et des frais non-salariaux (4 millions d'euros) et par la diminution des commissions nettes de capitalisation des coûts d'acquisition reportés (4 millions d'euros).

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 5 millions d'euros (+14%) à 45 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille diminue de 5 millions d'euros (-12%) sous l'effet de la baisse naturelle du stock des valeurs de portefeuille, partiellement compensée par la hausse des rachats.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 2,6 points à 63,4%.

La charge d'impôt augmente de 26 millions d'euros (+31%) à -111 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt demeure inchangée.

Le résultat opérationnel augmente de 36 millions d'euros (+27%) à 168 millions d'euros ou reste stable à taux de change constant.

Le résultat courant progresse de 21 millions d'euros (+13%) à 178 millions d'euros ou diminue de 19 millions d'euros (-12%) à taux de change constant, sous l'effet de l'augmentation de 6 millions d'euros des provisions pour dépréciation (principalement sur actions) et de la baisse de 10 millions d'euros des plus-values nettes réalisées.

Le résultat net augmente de 36 millions d'euros à 7 millions d'euros. Il convient de rappeler que « AXA Japan » clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Conformément aux principes IFRS, les comptes 2008 ont été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros liée à l'accroissement des spreads de crédit d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris en 2009. À taux de change constant et en excluant cette reprise de 106 millions d'euros, le résultat net diminue de 49 millions d'euros, principalement en raison de la baisse de 19 millions d'euros du résultat courant, ainsi que de l'impact de la variation de valeur de marché du portefeuille d'investissements alternatifs et de l'élargissement des spreads de crédit sur les instruments dérivés.

Vie, épargne, retraite – Allemagne

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	3.055	2.955	6.233
<i>APE (part du Groupe)</i>	218	236	468
Marge financière	45	53	104
Chargements et autres produits	73	101	221
Marge technique nette	(6)	49	(24)
Frais généraux	(50)	(69)	(187)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(6)	(6)	(8)
Autres	-	-	-
Marge opérationnelle	56	129	106
Charge d'impôt	(27)	(61)	(63)
Intérêts minoritaires	(0)	(1)	(1)
Résultat opérationnel part du Groupe	29	67	43
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(58)	(14)	(41)
Résultat courant part du Groupe	(28)	53	2
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	6	(9)	(59)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(7)	-	(10)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	(2)	(1)	(4)
Résultat net part du Groupe	(30)	43	(70)

Le chiffre d'affaires augmente de 100 millions d'euros (+3%) à 3.055 millions d'euros principalement grâce à la Santé (+57 millions d'euros) en raison d'ajustements de primes et de l'impact du volume important d'affaires nouvelles l'année dernière. En Assurance vie, le chiffre d'affaires augmente (+44 millions d'euros) en raison de la hausse des produits à prime unique en épargne-retraite, dont les contrats en unités de compte « Variable Annuités » (TwinStar).

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 19 millions d'euros (-8%) à 218 millions d'euros. A données comparables, les affaires nouvelles en base APE sont en baisse de 25 millions d'euros (-10%) principalement en raison de l'effet fiscal non récurrent de 2008 sur les produits Riester (augmentation des primes en raison d'incitations fiscales pour les assurés en 2008 sur les produits retraite) et de la diminution des ventes de contrats en unités de compte, qui ont été partiellement compensés par un accroissement des produits santé dû à une réforme légale en 2009.

La marge financière diminue de 8 millions d'euros (-15%) à 45 millions d'euros en raison de la baisse des revenus sur actions consécutive à une moindre exposition à ces actifs et à une diminution des dividendes, qui a été partiellement compensée par une baisse de la participation aux bénéfices due aux assurés.

Les chargements et autres produits diminuent de 28 millions d'euros (-28%) à 73 millions d'euros principalement en raison de chargements moins élevés sur les primes périodiques des contrats en unités de compte en ligne avec l'évolution des affaires nouvelles.

La marge technique nette baisse de 56 millions d'euros à -6 millions d'euros principalement sous l'effet du résultat négatif des garanties sur contrats d'épargne-retraite en unités de compte « Variable Annuités » (-39 millions d'euros) dû à la forte volatilité des taux d'intérêt.

Les frais généraux diminuent de 18 millions d'euros (-27%) à -50 millions d'euros notamment en raison de la réalisation de synergies dans le cadre du processus d'intégration de Winterthur et de la baisse des coûts de projets, partiellement compensées par un amortissement des frais d'acquisition reportés plus élevé.

En conséquence, **le ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 13,2 points à 49,8%.

La charge d'impôt diminue de 35 millions d'euros (-57%) à -27 millions d'euros en raison d'une baisse du résultat avant impôt.

Le résultat opérationnel baisse de 37 millions d'euros (-56%) à 29 millions d'euros.

Le résultat courant diminue de 81 millions d'euros à -28 millions d'euros principalement en raison de la baisse du résultat opérationnel et de l'accroissement des moins-values réalisées ainsi que des provisions pour dépréciation sur actions, nettes de l'effet des instruments dérivés.

Le résultat net baisse de 73 millions d'euros à -30 millions d'euros notamment en raison de la diminution du résultat courant.

Vie, épargne, retraite – Suisse

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	3.396	3.281	4.495
<i>APE (part du Groupe)</i>	170	193	280
Marge financière	9	45	109
Chargements et autres produits	101	91	190
Marge technique nette	100	66	145
Frais généraux	(83)	(71)	(153)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(19)	(10)	(11)
Autres	-	-	-
Marge opérationnelle	108	121	281
Charge d'impôt	(24)	(28)	(63)
Intérêts minoritaires	-	-	-
Résultat opérationnel part du Groupe	84	93	218
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(15)	(63)	(245)
Résultat courant part du Groupe	68	30	(27)
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	(17)	(49)	(56)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(3)	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(3)	(2)	(5)
Coûts d'intégration	-	(2)	(5)
Résultat net part du Groupe	46	(24)	(93)
Taux de change moyen : 1.00 € = Swiss Franc	1,5055	1,6059	1,5866

Le chiffre d'affaires augmente de 115 millions d'euros (+4%) à 3.396 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 91 millions d'euros (-3%) :

- *Produits collectifs*: le chiffre d'affaires diminue de 64 millions d'euros (-2%) à 3.080 millions d'euros essentiellement en raison de la baisse des primes uniques (-10%) consécutive au repli des affaires nouvelles, partiellement compensée par l'accroissement des primes périodiques (+4%) principalement imputable aux hausses de salaires,
- *Produits individuels*: le chiffre d'affaires diminue de 34 millions d'euros (-10%) à 316 millions d'euros en raison de la réorientation de l'activité des produits d'assurance au profit des contrats d'investissement « Variable Annuities » (Twinstar Income).

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 23 millions d'euros (-12%) à 170 millions d'euros. A données comparables, les APE sont en baisse de 33 millions d'euros (-17%) :

- *Produits collectifs*: les affaires nouvelles en base APE diminuent de 37 millions d'euros (-23%) à 132 millions d'euros suite aux excellentes performances des affaires nouvelles en 2008. Le ralentissement des affaires nouvelles est la conséquence directe de la crise financière, la diminution des annulations sur le marché se soldant par une réduction des opportunités en termes d'affaires nouvelles à la fin de 2008 (la baisse des annulations sur le marché est également due au taux de couverture insuffisant des fonds de pension autonomes et semi-autonomes),
- *Produits individuels*: les affaires nouvelles en base APE augmentent de 3 millions d'euros (+10%) à 38 millions d'euros grâce au produit d'épargne-retraite en unité de compte « Variable Annuities » (Twinstar Income) (+9 millions d'euros), une hausse partiellement compensée par la diminution des primes périodiques en unités de compte.

La marge financière diminue de 36 millions d'euros (-80%) à 9 millions d'euros. À taux de change constant, la marge financière baisse de 37 millions d'euros (-82%) principalement en raison d'une plus forte participation des assurés.

Les chargements et autres produits augmentent de 10 millions d'euros (+12%) à 101 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits progressent de 4 millions d'euros (+5%) en raison d'une plus faible participation des assurés.

La marge technique nette augmente de 34 millions d'euros (+51%) à 100 millions d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette augmente de 28 millions d'euros (+42%) en raison de la non-récurrence d'un renforcement des réserves opéré en 2008 sur les produits individuels (-20 millions d'euros).

Les frais généraux augmentent de 12 millions d'euros (+16%) à -83 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux augmentent de 6 millions d'euros (+9%) principalement en raison de l'impact positif non récurrent du changement du plan de retraite des salariés en 2008.

L'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 10 millions d'euros (+102%) à -19 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 9 millions d'euros (+90%) notamment en raison de l'effet négatif d'un changement d'hypothèses.

En conséquence, **le ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 8,7 points à 48,7%.

La charge d'impôt diminue de 4 millions d'euros (-13%) à -24 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt baisse de 5 millions d'euros (-19%) en raison d'une baisse du résultat avant impôt.

Le résultat opérationnel baisse de 10 millions d'euros (-10%) à 84 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 15 millions d'euros (-16%).

Le résultat courant augmente de 38 millions d'euros à 68 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant croît de 34 millions d'euros, grâce à la hausse des plus-values nettes réalisées sur obligations et hedge funds.

Le résultat net progresse de 69 millions d'euros à 46 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 66 millions d'euros grâce à la hausse du résultat courant (+34 millions d'euros), à la diminution des pertes de change et à une évolution favorable de la juste valeur des obligations convertibles.

Vie, épargne, retraite – Belgique

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	1.051	1.602	2.563
<i>APE (part du Groupe)</i>	106	154	260
Marge financière	112	100	193
Chargements et autres produits	70	76	144
Marge technique nette	27	37	65
Frais généraux	(120)	(122)	(228)
Amortissement des valeurs de portefeuille	-	(2)	(6)
Autres	-	-	-
Marge opérationnelle	89	89	167
Charge d'impôt	35	(5)	(30)
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	124	84	136
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(9)	(32)	(474)
Résultat courant part du Groupe	115	52	(338)
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	100	(133)	(249)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	(1)	(2)
Coûts d'intégration	(2)	(4)	(10)
Résultat net part du Groupe	213	(85)	(597)

Le chiffre d'affaires diminue de 551 millions d'euros (-34%) à 1.051 millions d'euros⁴:

- *Vie, Epargne, Retraite individuelle* : le chiffre d'affaires diminue de 39% à 766 millions d'euros principalement en raison du repli de 40% des contrats d'épargne-retraite adossés à l'actif général (notamment les produits Crest) et de la baisse de 68% des contrats d'épargne-retraite en unités de compte, tandis que les produits vie traditionnelle ont mieux résisté avec une baisse de seulement 3% à 128 millions d'euros,
- *Vie, Epargne, Retraite collective* : le chiffre d'affaires baisse de 16% à 285 millions d'euros essentiellement en raison de la vente non récurrente d'un gros contrat en janvier 2008.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 48 millions d'euros (-31%) à 106 millions d'euros. Les APE des produits Vie, Epargne, Retraite individuelle baissent de 29% à 97 millions d'euros notamment en raison des contrats Crest. Les APE des produits Vie, Epargne, Retraite collective diminuent de 47% à 10 millions d'euros en raison d'une prime non récurrente en 2008.

La marge financière augmente de 12 millions d'euros (+12%) à 112 millions d'euros principalement en raison de l'impact de 16 millions d'euros lié à un transfert d'actifs vers la branche Dommages.

Les chargements et autres produits diminuent de 6 millions d'euros (-8%) à 70 millions d'euros sous l'effet de la baisse des chargements sur primes.

La marge technique nette baisse de 10 millions d'euros (-27%) à 27 millions d'euros notamment du fait d'une évolution défavorable des charges techniques liées à la mortalité.

Les frais généraux se replient de 3 millions d'euros (-2%) à -120 millions d'euros sous l'effet de la baisse des frais d'acquisition (+8 millions d'euros) partiellement compensée par la hausse des frais administratifs (-5 millions d'euros) principalement due à la hausse des salaires liée à l'indexation sur l'inflation.

L'amortissement des valeurs de portefeuille diminue de 2 millions d'euros à 0 million d'euros.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** diminue de 0,9 point à 57,5%.

La charge d'impôt progresse de 40 millions d'euros à 35 millions d'euros grâce à la décision de justice favorable aux compagnies d'assurance sur les RDT (« Revenus Définitivement Taxés » : exonération fiscale de 95% des dividendes sur actions) (+52 millions d'euros).

Le résultat opérationnel augmente de 41 millions d'euros (+48%) à 124 millions d'euros.

Le résultat courant progresse de 63 millions d'euros (+121%) à 115 millions d'euros notamment grâce à (i) l'augmentation du résultat opérationnel (+41 millions d'euros) et à (ii) l'accroissement des plus-values nettes (+22 millions d'euros) en raison de la diminution de 92 millions d'euros de la participation aux bénéfices due aux assurés.

⁴ 1.047 millions d'euros après éliminations internes.

Le résultat net augmente de 299 millions d'euros à 213 millions d'euros grâce à (i) l'augmentation du résultat courant (+63 millions d'euros) et à (ii) l'évolution favorable de la juste valeur (+236 millions d'euros) principalement sur OPCVM obligataires en raison du (i) resserrement des spreads de crédit et (ii) de la baisse de 123 millions d'euros de la participation aux bénéfices due aux assurés.

Vie, épargne, retraite – Région Méditerranéenne et Amérique Latine

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	2.958	2.794	4.822
<i>APE (part du Groupe)</i>	219	204	406
Marge financière	111	92	254
Chargements et autres produits	151	120	266
Marge technique nette	58	25	68
Frais généraux	(199)	(145)	(363)
Amortissement des valeurs de portefeuille	(18)	(12)	(41)
Autres	-	-	-
Marge opérationnelle	103	80	185
Charge d'impôt	(29)	(22)	(45)
Intérêts minoritaires	(11)	(16)	(32)
Résultat opérationnel part du Groupe	64	43	108
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	(10)	10	(40)
Résultat courant part du Groupe	53	53	68
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	6	(11)	(12)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(0)	(0)	(0)
Coûts d'intégration	(0)	(2)	(4)
Résultat net part du Groupe	59	39	52

La Région Méditerranéenne et Amérique Latine a connu les changements de périmètre suivants :

- **Mexique consolidé au 01/07/08**
- **Turquie : rachat des intérêts minoritaires au 01/07/08**
- **Quadrifoglio Vita consolidé au 31/12/08**

Pour les indicateurs de volume, les données comparables reflètent le périmètre de l'année 2009.

Le chiffre d'affaires augmente de 164 millions d'euros (+6%) à 2.958 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 34 millions d'euros (+1%) principalement grâce à la forte croissance des contrats d'Épargne adossés à l'actif général en Italie (+743 millions d'euros ou +82%), partiellement compensée par la baisse des ventes des produits d'Épargne indiciels et des produits en unités de compte en Italie (-500 millions d'euros ou -47%) et des produits d'Épargne traditionnels à court terme en Espagne (-104 millions d'euros ou -48%).

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 15 millions d'euros (+7%) à 219 millions d'euros. À données comparables, les APE diminuent de 9 millions d'euros (-4%) principalement sous l'effet d'une moindre contribution des produits d'Épargne indiciels et des produits en unités de compte en Italie (-27 millions d'euros), ainsi que des produits d'Épargne traditionnels à court terme en Espagne (-14 millions d'euros), partiellement compensée par la contribution des produits d'Épargne adossés à l'actif général en Italie (+41 millions d'euros ou +69%).

La marge financière progresse de 19 millions d'euros (+21%) à 111 millions d'euros, dont 23 millions d'euros pour le Mexique et Quadrifoglio Vita. À taux de change constant et en excluant le Mexique et Quadrifoglio Vita, la marge financière diminue de 3 millions d'euros (-3%) à 88 millions d'euros principalement en raison de la baisse des revenus obligataires.

Les chargements et autres produits augmentent de 32 millions d'euros (+26%) à 151 millions d'euros, dont 39 millions d'euros pour le Mexique et Quadrifoglio Vita. À taux de change constant et en excluant le Mexique et Quadrifoglio Vita, les chargements et autres produits diminuent de 6 millions d'euros (-5%) principalement en raison du changement du mix produit en Italie en faveur des contrats adossés à l'actif général dont le niveau de chargement est moins élevé.

La marge technique nette augmente de 33 millions d'euros (+131%) à 58 millions d'euros, dont 5 millions d'euros pour le Mexique et Quadrifoglio Vita. À taux de change constant et en excluant le Mexique et Quadrifoglio Vita, la marge technique nette augmente de 28 millions d'euros (+110%) à 53 millions d'euros du fait de la reprise d'une provision pour risque en Espagne.

Les frais généraux augmentent de 54 millions d'euros (+37%) à -199 millions d'euros, dont 49 millions d'euros pour le Mexique et Quadrifoglio Vita. À taux de change constant et en excluant le Mexique et Quadrifoglio Vita, les frais généraux augmentent de 5 millions d'euros (+4%) à -149 millions d'euros principalement en raison de l'augmentation des coûts nets d'acquisition reportés.

L'amortissement des valeurs de portefeuille enregistre une progression de 6 millions d'euros (+54%) à -18 millions d'euros dont 2 millions d'euros pour le Mexique et Quadrifoglio Vita. À taux de change constant et en excluant le Mexique et Quadrifoglio Vita, l'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 4 millions d'euros (+37%) à -16 millions d'euros.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 1,5 point à 67,7%. À taux de change constant et en excluant le Mexique et Quadrifoglio Vita, le ratio d'exploitation opérationnel diminue de 1,0 point à 65,3%.

La charge d'impôt augmente de 8 millions d'euros (+35%) à -29 millions d'euros, dont 4 millions d'euros pour le Mexique et Quadrifoglio Vita. À taux de change constant et en excluant le Mexique et Quadrifoglio Vita, la charge d'impôt croît de 4 millions d'euros (+17%) à -25 millions d'euros principalement du fait de l'augmentation du résultat avant impôt.

Le résultat opérationnel progresse de 21 millions d'euros (+48%) à 64 millions d'euros dont 9 millions d'euros pour le Mexique, Quadrifoglio Vita et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie. À taux de change constant et en excluant le Mexique, Quadrifoglio Vita et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie, le résultat opérationnel augmente de 12 millions d'euros (+28%) à 55 millions d'euros.

Le résultat courant est stable à 53 millions d'euros dont 9 millions d'euros pour le Mexique, Quadrifoglio Vita et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie. À taux de change constant et en excluant le Mexique, Quadrifoglio Vita et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie, le résultat courant diminue de 9 millions d'euros (-16%) à 44 millions d'euros, l'augmentation du résultat opérationnel étant largement compensée par la baisse des plus-values réalisées sur actions.

Le résultat net augmente de 19 millions d'euros (+48%) à 59 millions d'euros dont 8 millions d'euros pour le Mexique, Quadrifoglio Vita et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie. À taux de change constant et en excluant le Mexique, Quadrifoglio Vita et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie, le résultat net augmente de 12 millions d'euros (+30%) à 51 millions d'euros grâce à l'évolution favorable de la juste valeur des dérivés de taux d'intérêt et des OPCVM obligataires principalement due au resserrement des spreads de crédit.

Vie, épargne, retraite – Autres pays

Les tableaux suivants présentent les résultats des autres pays dans lesquels AXA exerce une activité d'assurance Vie, Epargne, Retraite.

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Australie / Nouvelle Zélande	813	801	1.719
Hong Kong	607	533	1.126
Europe Centrale et de l'Est	229	230	467
Autres pays	164	221	378
dont Canada	56	55	108
dont Luxembourg	37	32	60
dont Asie du Sud Est (a)	70	134	210
TOTAL	1.811	1.785	3.690
Eliminations internes	(1)	(1)	(2)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.810	1.784	3.688

(a) Le chiffre d'affaires de l'Asie du Sud Est inclut l'Indonésie et Singapour.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Australie / Nouvelle-Zélande	13	48	31
Hong Kong	76	64	133
Europe Centrale et de l'Est	8	6	7
Autres pays	(3)	11	22
dont Canada	2	4	7
dont Luxembourg	3	2	5
dont Asie du Sud Est et Chine (a)	(5)	4	10
RESULTAT OPERATIONNEL	95	128	192
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(25)	(65)	(161)
RESULTAT COURANT	69	63	31
Gain ou perte (hors change) sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(23)	(6)	21
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(15)	-	(21)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(1)	(2)
Coûts d'intégration	-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	30	56	29

(a) Le résultat de l'Asie du Sud Est inclut l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, Singapour et l'Inde.

AUSTRALIE / NOUVELLE-ZÉLANDE⁵

Le chiffre d'affaires augmente de 12 millions d'euros (+1%) à 813 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 76 millions d'euros (+9%) :

- *Les primes émises* (80% du chiffre d'affaires) augmentent de 108 millions d'euros (+17%) à 650 millions d'euros, principalement en raison des primes uniques souscrites pour les produits d'Épargne garantie reflétant la tendance récente des investisseurs à chercher des investissements moins risqués, compte tenu de la volatilité des marchés financiers,
- *Les revenus relatifs aux OPCVM* (20% du chiffre d'affaires) diminuent de 32 millions d'euros (-19%) à 163 millions d'euros en raison de la baisse du montant des actifs sous gestion due à la volatilité des marchés et du recul des ventes nettes d'OPCVM. Ces dernières baissent de 459 millions d'euros (-112%) à -43 millions d'euros sous l'effet d'une moindre collecte partiellement compensée par une baisse de la décollecte.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 83 millions d'euros (-39%) à 129 millions d'euros. A données comparables, les APE sont en baisse de 76 millions d'euros (-36%) principalement en raison du repli des ventes d'OPCVM et des ventes de la joint venture avec AllianceBernstein, dû à la mauvaise conjoncture des marchés. Ces effets négatifs sont partiellement compensés par les primes uniques souscrites pour les produits d'Épargne garantie et par les ventes de produits de la gamme Accumulator.

Le résultat opérationnel diminue de 35 millions d'euros (-73%) à 13 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel baisse de 33 millions d'euros (-69%). Hors Genesys, spécialiste du conseil financier racheté le 1^{er} juillet 2008, le résultat opérationnel baisse de 29 millions d'euros (-64%). Sur la base d'une détention à 100%, l'évolution du résultat opérationnel est la suivante :

- **La marge financière** diminue de 3 millions d'euros (-47%) à 3 millions d'euros. À taux de change constant, la marge financière baisse de 2 millions d'euros (-40%) en raison d'une diminution des encours et des rendements des actifs,
- **Les chargements et autres produits** diminuent de 54 millions d'euros (-15%) à 300 millions d'euros. À taux de change constant, les chargements et autres produits baissent de 13 millions d'euros (-4%). Hors Genesys, les chargements et autres revenus diminuent de 52 millions d'euros (-4%), principalement en raison du recul des actifs moyens sous gestion lié à la baisse des marchés financiers en 2008 et 2009,
- **La marge technique nette** baisse de 32 millions d'euros à -4 millions d'euros. À taux de change constant, la marge technique nette diminue de 33 millions d'euros, tirée par des ajustements actuariels non récurrents en 2008, en particulier sur les engagements des produits de Prévoyance Individuelle, et une sinistralité moins favorable sur les produits de Prévoyance Individuelle en 2009,
- **Les frais généraux** diminuent de 3 millions d'euros (-1%) à -261 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux augmentent de 32 millions d'euros (+12%) principalement en raison de l'acquisition de Genesys. Hors Genesys, les frais généraux diminuent de 9 millions d'euros ou -3% en raison de la maîtrise des coûts sur l'ensemble de l'activité,
- **L'amortissement des valeurs de portefeuille** augmente de 1 million d'euros (+13%) à -10 millions d'euros. À taux de change constant, l'amortissement des valeurs de portefeuille augmente de 3 millions d'euros (+28%) en raison de l'amortissement des valeurs de portefeuille liées à l'acquisition de Genesys.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 20,2 points à 90,7%.

La charge d'impôt diminue de 23 millions d'euros (-88%) à -3 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt diminue de 22 millions d'euros (-86%) principalement en raison de la baisse du résultat opérationnel avant impôt.

Le résultat courant augmente de 4 millions d'euros (+43%) à -5 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 3 millions d'euros (+37%), la diminution des provisions pour dépréciation compensant largement la baisse du résultat opérationnel.

Le résultat net diminue de 11 millions d'euros (-84%) à -23 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net baisse de 14 millions d'euros (-109%), les moins-values latentes sur swaps de taux d'intérêt et options de vente sur actions compensant largement l'accroissement du résultat courant.

⁵ La part d'AXA dans AXA Asia Pacific Group est de 53,81% et se répartit entre 53,59% de participation directe et 0,22% de participation détenue par AAPH Executive plan trust.

HONG-KONG⁶

Le chiffre d'affaires augmente de 74 millions d'euros (+14%) à 607 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 6 millions d'euros (-1%).

Les affaires nouvelles en base APE augmentent de 4 millions d'euros (+7%) à 60 millions d'euros. A données comparables, les APE diminuent de 4 millions d'euros (-7%) en raison d'un repli de la collecte des produits d'épargne-retraite en unités de compte (-9 millions d'euros), partiellement compensé par une augmentation (+6 millions d'euros) des ventes de produits Vie traditionnels.

Le résultat opérationnel augmente de 12 millions d'euros (+19%) à 76 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 2 millions d'euros (+3%), principalement grâce à l'impact non récurrent d'un changement d'hypothèses actuarielles sur l'amortissement des valeurs de portefeuille (+22 millions d'euros) et à la baisse des frais généraux, partiellement compensé par un repli de la marge financière opérationnelle et une baisse des chargements et autres produits due à des conditions de marché financières difficiles.

Le résultat courant augmente de 10 millions d'euros (+16%) à 71 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 1 million d'euros (+1%).

Le résultat net progresse de 1 million d'euros (+2%) à 62 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 7 millions d'euros (-11%) principalement en raison de l'évolution négative de la valeur de marché des instruments dérivés.

EUROPE CENTRALE ET DE L'EST

Le chiffre d'affaires est stable à 229 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 25 millions d'euros (+11%) en raison de la contribution des activités en République tchèque et en Pologne, partiellement compensée par une baisse de l'activité en Hongrie.

Les affaires nouvelles en base APE diminuent de 8 millions d'euros (-11%) à 68 millions d'euros. A données comparables, les affaires nouvelles en base APE sont stables, tirées par une croissance de 26% de l'activité fonds de pension compensée par une baisse des volumes sur les produits bénéficiant d'avantages fiscaux en Pologne.

Le résultat opérationnel augmente de 3 millions d'euros à 8 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel progresse de 3 millions d'euros (+60%) notamment grâce à la hausse des rendements obligataires nets liée à l'augmentation des taux d'intérêt, en particulier en République tchèque.

Le résultat courant et le résultat net augmentent de 3 millions d'euros à, respectivement, 6 millions d'euros et 5 millions d'euros, en ligne avec le résultat opérationnel.

CANADA

Le chiffre d'affaires progresse de 1 million d'euros (+2%) à 56 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 4 millions d'euros (+7%) principalement en raison de la hausse des ventes de produits individuels en Vie, Epargne, Retraite, due à 2 millions d'euros de contrats épargne-retraite en unités de compte (« Variable Annuities ») et 2 millions d'euros de produits temporaires-décès et « Vie Universelle ».

Le résultat opérationnel diminue de 2 millions d'euros (-54%) à 2 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel baisse de 2 millions d'euros (-52%) principalement en raison de 2 millions d'euros de coûts d'acquisition liés à l'accroissement des affaires nouvelles.

Le résultat courant et le résultat net sont stables à 4 millions d'euros à taux de change constant.

ASIE DU SUD-EST ET CHINE

Le chiffre d'affaires⁷ diminue de 64 millions d'euros (-48%) à 70 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires baisse de 66 millions d'euros (-49%) principalement en raison d'un repli significatif des ventes de produits vie individuels en unités de compte (-62 millions d'euros ou -61%) à Singapour et en Indonésie, consécutif à la volatilité des marchés actions.

Les affaires nouvelles en base APE⁷ augmentent de 4 millions d'euros (+12%) à 40 millions d'euros. A données comparables, les APE diminuent de 1 million d'euros (-2%) principalement en raison de conditions défavorables sur les marchés financiers, en particulier aux Philippines, en Indonésie et à Singapour, entraînant une baisse significative des produits vie en unités de compte (-9 millions d'euros ou -44%). Cette baisse a été partiellement compensée par la robustesse des ventes de produits vie en unités de compte en Inde (+3 millions d'euros ou 80%), de produits vie traditionnels en Thaïlande et en Chine (+4 millions d'euros) et par une augmentation globale des produits d'assurance vie collective (+2 millions d'euros).

⁶ La part d'AXA dans AXA Asia Pacific Group est de 53,81% et se répartit entre 53,59% de participation directe et 0,22% de participation détenue par AAPH Executive plan trust.

⁷ Il convient de noter que seules les entités consolidées par intégration globale (Singapour et Indonésie) publient leur chiffre d'affaires, tandis que les affaires nouvelles en base APE comprennent également la Thaïlande, les Philippines, la Chine et l'Inde.

Le résultat opérationnel et le résultat courant diminuent tous deux de 10 millions d'euros à taux de change constant à -5 millions d'euros, principalement en raison de l'accroissement des pertes à Singapour (-2 millions d'euros) avec la baisse des commissions, en Thaïlande (-2 millions d'euros) et en Inde (-5 millions d'euros).

Le résultat net diminue de 15 millions d'euros à taux de change constant à -19 millions d'euros, notamment en raison de l'entrée de l'Inde dans le périmètre de consolidation (comptabilisation cumulée des pertes antérieures, -14 millions d'euros).

Dommmages

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe des activités dommages d'AXA pour les périodes indiquées.

Dommmages (a)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Primes émises	15.033	14.589	26.107
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	-	-	-
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	15.033	14.589	26.107
<i>Produit net bancaire</i>	-	-	-
<i>Produits des autres activités</i>	39	52	102
CHIFFRE D'AFFAIRES	15.072	14.641	26.209
<i>Variation des primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis</i>	(2.130)	(2.132)	(244)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	1.108	1.161	2.263
Charges techniques relatives aux activités d'assurance	(8.731)	(8.192)	(16.649)
Résultat net des cessions en réassurance	(366)	(360)	(780)
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-
Frais d'acquisition des contrats	(2.330)	(2.239)	(4.776)
Amortissements des valeurs de portefeuille et autres actifs incorporels	-	-	-
Frais d'administration	(1.255)	(1.266)	(2.602)
Pertes de valeur constatées sur immobilisations corporelles	-	(1)	(1)
Autres	(3)	0	(5)
Autres produits et charges	(12.684)	(12.058)	(24.812)
RESULTAT BRUT DES OPERATIONS COURANTES	1.366	1.613	3.415
Quote part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	16	3	5
Charges liées aux dettes de financement	(3)	(5)	(10)
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT IMPOT	1.379	1.610	3.410
<i>Impôt sur le résultat</i>	(372)	(452)	(967)
<i>Intérêts minoritaires</i>	(21)	(25)	(49)
RESULTAT OPERATIONNEL	986	1.133	2.394
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(210)	136	(665)
RESULTAT COURANT	775	1.269	1.729
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(15)	(192)	(656)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	12	2	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(32)	(27)	(69)
Coûts d'intégration	(18)	(24)	(78)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	722	1.028	926

(a) Brut des éliminations internes.

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
France	3.127	3.054	5.633
Royaume-Uni et Irlande	2.086	2.415	4.471
Allemagne	2.228	2.218	3.554
Belgique	1.171	1.165	2.156
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	3.426	3.004	6.437
Suisse	1.964	1.811	2.024
Autres pays	1.070	974	1.934
TOTAL	15.072	14.641	26.209
Eliminations internes	(153)	(122)	(170)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	14.919	14.519	26.039

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, le Maroc, la Turquie, la Région du Golfe et le Mexique.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
France	230	254	623
Royaume-Uni et Irlande	87	174	306
Allemagne	166	173	355
Belgique	93	107	181
Région Méditerranéenne et Amérique Latine (a)	217	243	557
Suisse	123	131	238
Autres pays	70	52	134
RESULTAT OPERATIONNEL	986	1.133	2.394
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(210)	136	(665)
RESULTAT COURANT	775	1.269	1.729
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(15)	(192)	(656)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	12	2	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(32)	(27)	(69)
Coûts d'intégration	(18)	(24)	(78)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	722	1.028	926

(a) La Région Méditerranéenne et Amérique Latine inclut l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, le Maroc, la Région du Golfe et le Mexique.

Domages – France

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	3.127	3.054	5.633
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	85,0%	76,8%	74,8%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	74,8%	71,9%	68,5%
Résultat technique net	690	756	1.777
Taux de chargement	24,7%	25,0%	24,5%
Résultat financier net	335	307	569
Marge opérationnelle	350	390	962
Charge d'impôt	(120)	(136)	(339)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(1)
Résultat opérationnel part du Groupe	230	254	623
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(35)	24	(83)
Résultat courant part du Groupe	195	278	539
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(27)	(91)	(290)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	(4)	(4)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	168	184	245

Le **chiffre d'affaires** progresse de 73 millions d'euros (+2%) à 3.127 millions d'euros⁸:

- *Particuliers* (60% du chiffre d'affaires) : les primes augmentent de 3% à 1.851 millions d'euros, reflétant un apport net positif en assurance automobile (+46 000 nouveaux contrats provenant principalement du réseau direct et du réseau d'agents) dans un marché compétitif, et un apport net positif en habitation (+28 000 nouveaux contrats) conjugué à une augmentation de la prime moyenne,
- *Entreprises* (40% du chiffre d'affaires) : les primes restent stables à 1.237 millions d'euros. L'augmentation en Domages aux biens (+5%) et en Responsabilité civile (+14%) dans un contexte de marchés compétitifs a été en partie compensée par une baisse des volumes en construction (-12%) et en assurance automobile (-3%).

Le **résultat technique net** recule de 66 millions d'euros (-9%) à 690 millions d'euros :

- *Le ratio de sinistralité de l'exercice courant* augmente de 8,2 points à 85,0% en raison de la tempête Klaus (4,4 points), et de sinistres dus aux conditions climatiques défavorables de l'hiver et à la grêle (3,7 points),
- *Le ratio de sinistralité tous exercices* augmente de 2,9 points à 74,8% sous l'effet de la progression du ratio de sinistralité de l'exercice courant, en partie compensée par une évolution positive de la sinistralité sur exercices antérieurs (+5,3 points), principalement en construction et en dommages aux biens.

Le **taux de chargement** diminue de 0,3 point à 24,7% reflétant un mix produit favorable sur les commissions, partiellement compensé par une progression de la taxe catastrophes naturelles.

En conséquence, le **ratio combiné** s'améliore de 2,6 points à 99,4%.

Le **résultat financier net** progresse de 28 millions d'euros (+9%) à 335 millions d'euros, en raison principalement d'une hausse du rendement net des obligations d'entreprises.

La **charge d'impôt** diminue de 16 millions d'euros (-12%) à -120 millions d'euros, en ligne avec la baisse du résultat avant impôt.

Le **résultat opérationnel** baisse de 24 millions d'euros (-10%) à 230 millions d'euros.

Le **résultat courant** baisse de 83 millions d'euros (-30%) à 195 millions d'euros en raison du repli du résultat opérationnel (-24 millions d'euros) et de la diminution des plus values nettes des dérivés de couverture (-66 million d'euros), en partie compensés par le recul des provisions pour dépréciation (+7 millions d'euros).

Le **résultat net** progresse de 16 millions d'euros (-9%) à 168 millions d'euros, la baisse du résultat courant étant plus que compensée par l'évolution favorable de la juste valeur des OPCVM et des dérivés en raison principalement du resserrement des spreads de crédit (+53 millions d'euros), et par un effet de change positif de 10 millions d'euros.

⁸ 3.088 millions d'euros après éliminations internes.

Domages - Royaume-Uni et Irlande

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	2.086	2.415	4.471
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	71,6%	68,0%	69,3%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	68,9%	62,5%	63,3%
Résultat technique net	616	856	1.643
Taux de chargement	31,5%	35,7%	35,7%
Résultat financier net	119	174	352
Marge opérationnelle	113	216	397
Charge d'impôt	(26)	(42)	(90)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(1)
Résultat opérationnel part du Groupe	87	174	306
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(80)	(55)	(227)
Résultat courant part du Groupe	6	118	78
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	1	(4)	7
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(3)	(10)	(24)
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	5	105	62
Taux de change moyen : 1.00 € = £	0,8945	0,7753	0,7970

Le **chiffre d'affaires** diminue de 328 millions d'euros (-14%) à 2.086 millions d'euros⁹. À données comparables, le chiffre d'affaires est en baisse de 47 millions d'euros (-2%) :

- *Particuliers* (52% du chiffre d'affaires de l'assurance dommages) : les primes restent stables, à 1.084 millions d'euros. La branche automobile est en hausse de 19% à 372 millions d'euros, en raison principalement de l'accroissement des primes souscrites par la plate-forme Internet Swiftcover (+59% à 137 millions d'euros). Les branches non automobiles sont en baisse de 7% à 712 millions d'euros, sous l'effet d'une souscription sélective, notamment en assurance Voyages. L'assurance dommages aux biens progresse de 8% à 263 millions d'euros, bénéficiant de nouveaux contrats sur le marché du courtage et d'accords avec des sociétés partenaires. L'assurance santé recule de 4% à 285 millions d'euros en raison d'une baisse des volumes dans l'assurance Médicale Privée,
- *Entreprises* (46% du chiffre d'affaires de l'assurance dommages) : les primes reculent de 4% à 960 millions d'euros. La branche automobile est en baisse de 8% en raison d'une stratégie axée sur la rentabilité, les hausses tarifaires affectant le taux de renouvellement des polices. Les branches non automobiles diminuent de 3% dans un marché peu porteur.

Le **résultat technique net** diminue de 239 millions d'euros (-28%) à 616 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net recule de 153 millions d'euros (-18%) :

- *Le ratio de sinistralité de l'exercice courant* augmente de 3,4 points à 71,6% en raison d'un grave sinistre en dommage aux biens dans l'assurance Entreprises (0,9 point), des événements climatiques défavorables dont la tempête Klaus (0,8 point) et du gel en janvier au Royaume-Uni et en Irlande (0,9 point),
- *Le ratio de sinistralité tous exercices* augmente de 6,3 points à 68,9% sous l'effet de l'évolution négative du ratio de sinistralité de l'exercice courant conjuguée à une évolution moins favorable de la sinistralité sur exercices antérieurs.

Le **taux de chargement** recule de 4,1 points à 31,5% sous l'effet de la baisse de 1,5 point du ratio d'acquisition suite à la renégociation des commissions de courtage. Le ratio d'administration diminue de 2,6 points, reflétant la maîtrise des coûts ainsi que l'effet positif non récurrent de la révision des plans de retraite des salariés (35 millions d'euros ou -1,8 point).

En conséquence, le **ratio combiné** augmente de +2,2 points à 100,3%.

Le **résultat financier net** diminue de 55 millions d'euros (-32%) à 119 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier net recule de 42 millions d'euros (-24%) sous l'effet de la baisse des revenus de trésorerie, d'actions et de l'immobilier, reflétant les conditions actuelles de marché.

La **charge d'impôt** diminue de 16 millions d'euros (-38%) à -26 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôts recule de 13 millions d'euros (-31%), reflétant la baisse du résultat avant impôt partiellement compensée par une diminution de 13 millions d'euros des éléments fiscaux exceptionnels.

⁹ 2.048 millions d'euros après éliminations internes.

Le **résultat opérationnel** baisse de 87 millions d'euros (-50%) à 87 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 79 millions d'euros (-46%).

Le **résultat courant** recule de 112 millions d'euros (-95%) à 6 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant diminue de 116 millions d'euros (-98%) en raison de la baisse du résultat opérationnel, de la diminution des plus-values réalisées sur actions et d'une hausse des provisions pour dépréciation sur obligations.

Le **résultat net** diminue de 100 millions d'euros (-95%) à 5 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net décroît de 104 millions d'euros (-99%) sous l'effet de l'évolution du résultat courant, d'impacts de change et de la baisse des amortissements d'actifs incorporels.

Domages – Allemagne

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	2.228	2.218	3.554
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	77,0%	76,7%	76,2%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	66,5%	66,7%	66,1%
Résultat technique net	591	583	1.198
Taux de chargement	30,6%	31,3%	32,1%
Résultat financier net	187	201	394
Marge opérationnelle	239	235	458
Charge d'impôt	(74)	(64)	(106)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	1	3	5
Intérêts minoritaires	(0)	(1)	(2)
Résultat opérationnel part du Groupe	166	173	355
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(23)	72	(57)
Résultat courant part du Groupe	143	244	298
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(18)	(45)	(146)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	12	-	(1)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	(10)	(6)	(25)
Résultat net part du Groupe	127	194	127

Le **chiffre d'affaires** progresse de 10 millions d'euros (+0%) à 2.228 millions d'euros¹⁰ :

- *Particuliers* (63% du chiffre d'affaires) : les primes diminuent de 2% sous l'effet (i) de pertes de contrats et de la baisse de la prime moyenne en assurance automobile dans un contexte de marché très compétitif, (ii) du recul de la production nette en Assurance accidents de la vie dans la plupart des segments et (iii) de la cession de l'activité Protection Juridique (13 millions d'euros), partiellement compensés par (iv) les affaires nouvelles du produit « Profitschutz » destiné aux professionnels,
- *Entreprises* (31% du chiffre d'affaires) : les primes restent stables,
- *Autres branches* (6% du chiffre d'affaires) : les primes augmentent de 33% en raison d'une hausse dans la branche acceptation de la quote-part d'AXA sur le traité de réassurance protection juridique.

Le **résultat technique net** croît de 8 millions d'euros (+1%) à 591 millions d'euros :

- *Le ratio de sinistralité de l'exercice courant* est stable à 77,0%,
- *Le ratio de sinistralité tous exercices* demeure stable à 66,5%.

Le **taux de chargement** diminue de 0,8 point à 30,6%. La baisse du taux de chargement hors commissions due à des gains de productivité est en partie compensée par une hausse du taux de commissionnement imputable à une évolution du mix du portefeuille et des canaux de distribution.

En conséquence, le **ratio combiné** recule de 1,0 point à 97,0%.

Le **résultat financier net** décroît de 14 millions d'euros (-7%) à 187 millions d'euros, principalement sous l'effet de la baisse des dividendes sur actions et des coupons obligataires.

La **charge d'impôt** croît de 10 millions d'euros (+15%) à -74 millions d'euros, en raison principalement de la non-récurrence d'éléments fiscaux favorables de 14 millions d'euros en 2008.

Le **résultat opérationnel** diminue de 7 millions d'euros (-4%) à 166 millions d'euros.

Le **résultat courant** recule de 102 millions d'euros (-42%) à 143 millions d'euros sous l'effet de la baisse des plus-values réalisées sur actions.

Le **résultat net** baisse de 66 millions d'euros (-34%) à 127 millions d'euros en raison principalement du recul du résultat courant en partie compensé par l'évolution favorable de la juste valeur des investissements obligataires due au resserrement des spreads de crédit, et la non-récurrence des pertes de change sur l'exercice 2008.

¹⁰ 2.206 millions d'euros après éliminations internes.

Domages – Belgique

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	1.171	1.165	2.156
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	80,9%	79,5%	80,9%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	69,0%	69,5%	69,0%
Résultat technique net	332	324	669
Taux de chargement	30,0%	28,5%	29,9%
Résultat financier net	94	131	235
Marge opérationnelle	103	151	255
Charge d'impôt	(10)	(43)	(75)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	0	(0)	(0)
Résultat opérationnel part du Groupe	93	107	181
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(16)	86	(41)
Résultat courant part du Groupe	77	194	140
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	21	(22)	(133)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(1)	(0)	(1)
Coûts d'intégration	(5)	(9)	(24)
Résultat net part du Groupe	92	161	(17)

Le **chiffre d'affaires** augmente de 6 millions d'euros (+1%) à 1.171 millions d'euros¹¹:

- *Particuliers* : les primes progressent de 2% sous l'effet des branches non automobiles (+3%) et principalement dommage aux biens (+4%) reflétant l'évolution de l'indice ABEX des prix à la construction, en partie compensée par des pertes de portefeuille (en raison d'une baisse du nombre de garanties),
- *Entreprises* : les primes augmentent de 1% en raison de la progression dans toutes les branches sauf en accidents du travail et en accident collectif.

Le **résultat technique net** croît de 8 millions d'euros (+2%) à 332 millions d'euros :

- *Le ratio de sinistralité de l'exercice courant* augmente de 1,3 point à 80,9%, sous l'effet principalement d'une croissance des charges attritionnelles dans la plupart des branches d'activité,
- *Le ratio de sinistralité tous exercices* diminue de 0,6 point à 69,0% en raison de la hausse du résultat sur exercices antérieurs grâce à un faible taux d'inflation en accidents du travail et une évolution favorable de la sinistralité.

Le **taux de chargement** augmente de 1,6 point à 30,0% avec un ratio d'acquisition en hausse de 0,9 point et un ratio d'administration en croissance de 0,7 point dû principalement aux augmentations de salaires liées à l'indexation sur l'inflation.

En conséquence, le **ratio combiné** augmente de 1,0 point à 99,0%.

Le **résultat financier net** recule de 37 millions d'euros (-28%) à 94 millions d'euros sous l'effet principalement d'un transfert d'actifs vers le segment Vie, Epargne, Retraite (-16 millions d'euros) et de la baisse du rendement des actifs.

La **charge d'impôts** diminue de 34 millions d'euros (-77%) à -10 millions d'euros en raison d'une décision de justice favorable aux compagnies d'assurance sur les RDT (Revenus Définitivement Taxés : exonération fiscale de 95% des dividendes sur actions) (+23 millions d'euros), et de la baisse des résultats avant impôts.

Le **résultat opérationnel** décroît de 14 millions d'euros (-13%) à 93 millions d'euros.

Le **résultat courant** diminue de 117 millions d'euros (-60%) à 77 millions d'euros, sous l'effet du recul du résultat opérationnel et de la baisse des plus-values réalisées nettes des dérivés de couverture.

Le **résultat net** baisse de 70 millions d'euros (-43%) à 92 millions d'euros, en raison principalement du recul du résultat courant, en partie compensé par une évolution favorable de la juste valeur des OPCVM obligataires due au resserrement du spread de crédit.

¹¹ 1.160 millions d'euros après éliminations internes.

Domages – Région Méditerranéenne et Amérique Latine

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	3.426	3.004	6.437
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	78,4%	74,0%	76,2%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	72,2%	69,0%	68,5%
Résultat technique net	929	868	1.979
Taux de chargement	25,1%	24,7%	24,8%
Résultat financier net	228	195	414
Marge opérationnelle	317	369	833
Charge d'impôt	(82)	(105)	(235)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(18)	(22)	(40)
Résultat opérationnel part du Groupe	217	243	557
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(38)	38	(43)
Résultat courant part du Groupe	180	281	515
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	5	(12)	(37)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	6	6
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(12)	(3)	(16)
Coûts d'intégration	(3)	(5)	(20)
Résultat net part du Groupe	170	266	447

La Région Méditerranéenne et Amérique Latine a connu les changements de périmètre suivants :

- **Mexique consolidé au 01/07/08**
- **Turquie : rachats des intérêts minoritaires au 01/07/08**

Pour les indicateurs de volume, les données comparables reflètent le périmètre de l'année 2009.

Le **chiffre d'affaires** augmente de 422 millions d'euros (+14%) à 3.426 millions d'euros¹². À données comparables, le chiffre d'affaires diminue de 48 millions d'euros (-1%) en raison du contexte économique difficile dans les pays d'Europe du Sud, en partie compensé par une bonne performance des marchés émergents (Mexique +7%, Maroc +5%, Turquie +2%) :

- **Particuliers** (63% du chiffre d'affaires) : les primes baissent de 2% à 2.138 millions d'euros principalement en raison du recul de 4% de l'assurance automobile affectée par les conditions de marché difficiles en Espagne, au Portugal, en Turquie et dans la Région du Golfe, partiellement compensées par de fortes performances au Mexique et au Maroc. Les branches non automobiles sont en hausse de 2%, l'assurance habitation évoluant positivement dans tous les pays,
- **Entreprises** (37% du chiffre d'affaires) : les primes sont stables à 1.258 millions d'euros, avec une stabilité de l'assurance automobile et une progression de la branche dommages aux biens en Turquie et au Mexique (grâce à de nouveaux contrats importants), en partie compensées par un recul en responsabilité civile directement lié à la tendance négative de l'économie, particulièrement dans la construction en Espagne.

Le **résultat technique net** croît de 61 millions d'euros (+7%) à 929 millions d'euros dont 128 millions d'euros pour le Mexique. À taux de change constant et excluant le Mexique, le résultat technique net baisse de 65 millions d'euros (-8%) à 801 millions d'euros :

- **Le ratio de sinistralité de l'exercice courant** augmente de 4,4 points à 78,4%. À taux de change constant et en excluant le Mexique, le ratio de sinistralité de l'exercice courant est en hausse de 4,9 points à 78,9% principalement en raison des branches assurance automobile de Particuliers et des branches Entreprises dans la plupart des pays, et également du coût de la tempête Klaus (+0,7 point),
- **Le ratio de sinistralité tous exercices** augmente de 3,3 points à 72,2 %. À taux de change constant et en excluant le Mexique, le ratio de sinistralité tous exercices est en hausse de 2,4 points à 71,4% principalement du fait de la progression du ratio de sinistralité de l'exercice courant en partie compensée par l'évolution favorable des provisions pour sinistres sur les exercices antérieurs, notamment en responsabilité civile et en assurance automobile.

Le **taux de chargement** augmente de 0,4 point à 25,1%. À taux de change constant et en excluant le Mexique, le taux de chargement est stable à 24,8%.

En conséquence, le **ratio combiné** s'améliore de 3,8 points à 97,3%. À taux de change constant et en excluant le Mexique, le ratio combiné augmente de 2,5 points à 96,2%.

¹² 3.402 millions d'euros après éliminations internes.

Le **résultat financier net** croît de 33 millions d'euros (+17%) à 228 millions d'euros dont 33 millions d'euros pour le Mexique. À taux de change constant et en excluant le Mexique, le résultat financier net progresse de 4 millions d'euros (+2%) à 195 millions d'euros.

La **charge d'impôt** diminue de 23 millions d'euros (-22%) à -82 millions d'euros dont -3 millions d'euros pour le Mexique. À taux de change constant et en excluant le Mexique, la charge d'impôt décroît de 26 millions d'euros (-24%) à -78 millions d'euros, en ligne avec la baisse du résultat avant impôt.

Le **résultat opérationnel** recule de 25 millions d'euros (-10%) à 217 millions d'euros dont 20 millions d'euros pour le Mexique et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie. À taux de change constant et en excluant le Mexique et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie, le résultat opérationnel diminue de 46 millions d'euros (-19%) à 197 millions d'euros.

Le **résultat courant** diminue de 101 millions d'euros (-36%) à 180 millions d'euros dont 18 millions d'euros pour le Mexique et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie. À taux de change constant et en excluant le Mexique et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie, le résultat courant diminue de 120 millions d'euros (-43%) à 162 millions d'euros, principalement du fait de la baisse du résultat opérationnel et des plus-values, en partie compensée par la baisse des provisions pour dépréciation d'actions.

Le **résultat net** baisse de 96 millions d'euros (-36%) à 170 millions d'euros dont 17 millions d'euros pour le Mexique et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie. À taux de change constant et en excluant le Mexique et le rachat des intérêts minoritaires en Turquie, le résultat net diminue de 114 millions d'euros (-43%) à 153 millions d'euros principalement du fait de la baisse du résultat courant.

Domages – Suisse

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	1.964	1.811	2.024
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	79,1%	77,6%	73,7%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	65,9%	74,5%	69,1%
Résultat technique net	366	258	627
Taux de chargement	28,0%	18,3%	24,5%
Résultat financier net	92	95	181
Marge opérationnelle	158	168	311
Charge d'impôt	(34)	(36)	(70)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(1)	(1)	(2)
Résultat opérationnel part du Groupe	123	131	238
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(19)	(32)	(170)
Résultat courant part du Groupe	104	99	68
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(1)	(17)	(52)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(1)	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(12)	(10)	(21)
Coûts d'intégration	-	(4)	(10)
Résultat net part du Groupe	90	67	(14)
Taux de change moyen : 1.00 € = Swiss Franc	1,5055	1,6059	1,5866

Le **chiffre d'affaires** augmente de 152 millions d'euros (+8%) à 1.964 millions d'euros¹³. A données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 29 millions d'euros (+2%) :

- *Particuliers* : les primes restent stables à 975 millions d'euros,
- *Entreprises* : les primes augmentent de 2% à 994 millions d'euros, en raison essentiellement de nouveaux contrats importants en santé.

Le **résultat technique net** progresse de 108 millions d'euros (+42%) à 366 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net croît de 85 millions d'euros (+33%) :

- *Le ratio de sinistralité de l'exercice courant* augmente de 1,5 point à 79,1% sous l'effet des branches Entreprises,
- *Le ratio de sinistralité tous exercices* baisse de 8,6 points à 65,9%, reflétant l'amélioration du résultat sur exercices antérieurs (+101 millions d'euros) suite à l'évolution positive de l'assurance responsabilité civile automobile, de l'assurance accidents du travail, et de l'assurance responsabilité civile Entreprises.

Le **taux de chargement** augmente de 9,7 points à 28,0%, en raison principalement de la non-récurrence d'éléments positifs du premier semestre 2008 :

- le ratio d'acquisition est en hausse de 6,1 points, sous l'effet principalement de l'impact non récurrent du changement du plan de retraite des salariés en 2008 et d'une nouvelle organisation commerciale,
- le ratio d'administration augmente de 3,6 points, en raison essentiellement de l'impact non récurrent du changement du plan de retraite des salariés et d'autres éléments divers.

En conséquence, le **ratio combiné** augmente de 1,1 point à 93,9%.

Le **résultat financier net** diminue de 3 millions d'euros (-3%) à 92 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier net baisse de 9 millions d'euros (-9%) en raison du recul des revenus de trésorerie.

La **charge d'impôt** baisse de 2 millions d'euros (-5%) à -34 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt décroît de 4 millions d'euros (-11%) sous l'effet de la baisse du résultat avant impôt.

Le **résultat opérationnel** diminue de 8 millions d'euros (-6%) à 123 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel baisse de 16 millions d'euros (-12%).

Le **résultat courant** s'améliore de 5 millions d'euros (+5%) à 104 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant décroît de 1 million d'euros (-1%), reflétant la diminution du résultat opérationnel (-16 millions d'euros) en partie compensée par une baisse des provisions pour dépréciation d'actifs, principalement sur actions.

Le **résultat net** progresse de 22 millions d'euros (+33%) à 90 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 17 millions d'euros (+25%) en raison principalement d'un effet de change positif.

¹³ 1.957 millions d'euros après éliminations internes.

Dommmages – Autres pays

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Canada	576	531	1.076
Autres	494	443	858
dont Corée du Sud	142	171	326
dont Japon	133	95	195
dont Asie (hors Japon) (a)	147	112	230
dont Luxembourg	58	55	88
dont Europe Centrale et de l'Est	13	10	19
TOTAL	1.070	974	1.934
Eliminations internes	(13)	(7)	(9)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.057	966	1.925

(a) Inclut Hong Kong, Singapour et la Malaisie (la Malaisie est consolidée par intégration globale à compter de 2007).

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Canada	47	49	103
Autres	23	3	31
dont Corée du sud	2	(2)	4
dont Japon	(0)	(1)	6
dont Asie (hors Japon) (a)	5	6	17
dont Luxembourg	6	6	13
dont Europe centrale et de l'est	(5)	(6)	(10)
RESULTAT OPERATIONNEL	70	52	134
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	1	3	(44)
RESULTAT COURANT	71	55	90
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	4	0	(6)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(4)	(4)	(7)
Coûts d'intégration	-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	71	51	77

(a) Inclut la Malaisie, Hong Kong et Singapour.

CANADA

Le **chiffre d'affaires** augmente de 45 millions d'euros (+8%). À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 67 millions d'euros en raison de la croissance des volumes dans l'assurance de particuliers.

Le **résultat opérationnel** baisse de 2 millions d'euros (-3%) à 47 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel est stable, reflétant l'amélioration du ratio combiné de 0,5 point à 93,0%, en partie compensée par le recul du résultat financier net et la hausse du taux d'imposition effectif.

Le **résultat courant** baisse de 3 millions d'euros (-7%) à 46 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant décroît de 1 million d'euros (-3%) en raison principalement de la diminution des plus-values, en partie compensée par un recul des provisions pour dépréciation d'actifs.

Le **résultat net** est stable à taux de change constant à 44 millions d'euros.

CORÉE DU SUD

Le **chiffre d'affaires** diminue de 29 millions d'euros (-17%) à 142 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires baisse de 2 millions d'euros (-1%) sous l'effet principalement de l'assurance automobile.

Le ratio de sinistralité tous exercices augmente de 2,9 points à 83,5%, en raison de la hausse du ratio de sinistralité de l'exercice courant suite à une fréquence plus élevée et à un sinistre important, en partie compensés par une évolution favorable de la sinistralité sur exercices antérieurs. Le taux de chargement baisse de 5,8 points à 18,2% grâce à la diminution des frais administratifs et de marketing. En conséquence, le **ratio combiné** recule de 2,9 points à 101,7%

Le **résultat opérationnel** augmente de 4 millions d'euros à 2 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel est en hausse de 5 millions d'euros.

Le **résultat courant** est en ligne avec le résultat opérationnel.

Le **résultat net** progresse de 5 millions d'euros à taux de change courant et à taux de change constant, à 1 million d'euros.

JAPON

Le **chiffre d'affaires** progresse de 38 millions d'euros (+40%) à 133 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires augmente de 11 millions d'euros (+11%) principalement en raison de la croissance de l'assurance automobile.

Le **ratio combiné** s'améliore de 2,0 points à 100,2%, sous l'effet de l'amélioration de 8,3 points du taux de chargement en raison de la baisse des frais de marketing et d'un effet volume favorable, en partie compensée par une augmentation de 6,4 points du ratio de sinistralité due à la non-réurrence des résultats favorables sur exercices antérieurs comptabilisés en 2008 et à la hausse des frais de gestion des sinistres cette année.

Le **résultat opérationnel** augmente de 1 million d'euros pour s'inscrire à 0 million d'euros, reflétant l'amélioration du ratio combiné.

Le **résultat courant** et le **résultat net** progressent de 1 million d'euros, en ligne avec le résultat opérationnel.

ASIE (HORS JAPON)

SINGAPOUR

Le **chiffre d'affaires** augmente de 21 millions d'euros (+39%) à 75 millions d'euros¹⁴. À données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 15 millions d'euros (+28%) principalement grâce aux augmentations tarifaires.

Le ratio de sinistralité tous exercices se dégrade de 6,3 points à 71,1%, sous l'effet principalement d'une augmentation de 8,6 points du ratio de sinistralité de l'exercice courant en assurance dommages aux biens et assurance responsabilité civile, en partie compensée par une évolution favorable de la sinistralité sur exercices antérieurs. Le taux de chargement diminue de 3,7 points à 26,0% en raison d'un effet volume. En conséquence, le **ratio combiné** augmente de 2,7 points à 97,1%.

Le **résultat opérationnel** est stable à 3 millions d'euros, l'amélioration du résultat financier compensant la baisse du résultat technique.

Le **résultat courant** diminue de 1 million d'euros à 4 millions d'euros en raison de la baisse des plus-values réalisées.

Le **résultat net** est en ligne avec le résultat courant.

HONG KONG

Le **chiffre d'affaires** progresse de 10 millions d'euros (+40%) à 36 millions d'euros¹⁵. A taux de change constant, le chiffre d'affaires augmente de 4 millions d'euros (+18%) en raison principalement d'une augmentation de 2 millions d'euros en assurance automobile tirée par le réseau des agents et par l'augmentation des tarifs, et d'une croissance de 2 millions d'euros de l'activité santé.

Le **ratio combiné** se dégrade de 2,2% à 104,1%, sous l'effet principalement d'une perte de 1 million d'euros relative à la tempête Klaus et au tremblement de terre en Italie dans le cadre du pool de réassurance du Groupe AXA.

Le **résultat opérationnel** baisse de 1 million d'euros à 0 million d'euros, reflétant la dégradation du ratio combiné.

Le **résultat courant** diminue de 2 millions d'euros à 2 millions d'euros, en raison de la baisse du résultat opérationnel et de la diminution des plus-values réalisées sur actions.

Le **résultat net** est en ligne avec le résultat courant.

MALAISIE

Le **chiffre d'affaires** augmente de 4 millions d'euros (+12%) à 36 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 3 millions d'euros (+9%), en raison principalement de la croissance en assurance automobile grâce à la hausse du taux de rétention conjuguée à une augmentation des affaires nouvelles.

Le ratio de sinistralité tous exercices est en hausse de 0,8 point à 67,1% sous l'effet principalement d'une sinistralité défavorable en assurance automobile. Le taux de chargement augmente de 0,6 point à 27,9% sous l'effet principalement de la hausse des frais administratifs généraux.

En conséquence, le **ratio combiné** augmente de 1,4 point à 95,0%.

Le **résultat opérationnel** est stable à 1 million d'euros.

Le **résultat courant** décroît de 1 million d'euros à 1 million d'euros, suite principalement à la baisse des plus-values.

Le **résultat net** diminue de 1 million d'euros à 1 million d'euros, en ligne avec le résultat courant.

¹⁴ 72 millions d'euros après éliminations internes.

¹⁵ 33 millions d'euros après éliminations internes.

EUROPE CENTRALE ET DE L'EST (POLOGNE)

Le **chiffre d'affaires** augmente de 3 millions d'euros (+34%) à 13 millions d'euros. A données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 8 millions d'euros (+79%), reflétant une hausse de l'apport net en assurance automobile (+35 000 nouveaux contrats).

Le **résultat opérationnel** et le **résultat courant** progressent de 1 million d'euros à -5 millions d'euros.

Le **résultat net** croît de 3 millions d'euros à -2 millions d'euros.

Assurance Internationale

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe de la branche Assurance Internationale pour les périodes indiquées :

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
AXA Corporate Solutions Assurance	1.270	1.234	1.970
AXA Cessions	58	61	51
AXA Assistance	432	407	870
Autres (a)	52	40	89
TOTAL	1.813	1.742	2.980
Eliminations internes	(82)	(69)	(139)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.731	1.673	2.841

(a) Inclut AXA Liabilities Managers et AXA Corporate Solutions Life Reinsurance Company.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
AXA Corporate Solutions Assurance	48	46	113
AXA Cessions	(3)	6	14
AXA Assistance	8	10	20
Autres (a)	69	109	41
RESULTAT OPERATIONNEL	122	172	188
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	5	7	(16)
RESULTAT COURANT	127	179	172
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(10)	(24)	(71)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	1
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE	117	155	103

(a) Inclut AXA Liabilities Managers et AXA Corporate Solutions Life Reinsurance Company.

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	1.270	1.234	1.970
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	92,2%	101,2%	97,5%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	88,7%	88,8%	88,2%
Résultat technique net	118	112	227
Taux de chargement	12,8%	13,1%	13,2%
Résultat financier net	96	83	190
Marge opérationnelle	79	64	163
Charge d'impôt	(31)	(17)	(48)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-	-	-
Intérêts minoritaires	(1)	(1)	(1)
Résultat opérationnel part du Groupe	48	46	113
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	9	2	(8)
Résultat courant part du Groupe	56	48	105
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(10)	(23)	(77)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	46	25	27

Le **chiffre d'affaires** augmente de 37 millions d'euros (+3%) à 1.270 millions d'euros¹⁶. A données comparables, le chiffre d'affaires progresse de 36 millions d'euros (+3%) tiré par la croissance du portefeuille en responsabilité civile et assurance maritime, et par des ajustements positifs de primes sur exercices antérieurs en construction.

Le **résultat technique net** croît de 7 millions d'euros (+6%) à 118 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat technique net augmente de 9 millions d'euros (+8%) :

- *Le résultat technique net de l'exercice courant* est en hausse de 92 millions d'euros à taux de change constant, à 79 millions d'euros, en raison d'une baisse des sinistres graves en dommages aux biens. Le ratio de sinistralité de l'exercice courant atteint 92,2% (-9,1 points),
- *Le résultat technique net sur exercices antérieurs* décroît de 83 millions d'euros à taux de change constant, à 39 millions d'euros en raison de sinistres graves en assurance aviation (Air France, Colgan Air) sur des affaires souscrites en 2008.

En conséquence, le ratio de sinistralité tous exercices baisse de 0,1 point à 88,7%.

Le **taux de chargement** diminue de 0,3 point à 12,8% suite à une baisse des frais généraux liée à une baisse des loyers en partie compensée par des frais de personnel dans les nouvelles succursales internationales, et à une baisse des commissions due principalement à l'augmentation de l'activité de « fronting » avec des taux de commissions moins élevés.

En conséquence, le **ratio combiné** recule de 0,4 point à 101,6%.

Le **résultat financier net** progresse de 13 millions d'euros (+15%) à 96 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat financier net augmente de 15 millions d'euros (+18%) en raison principalement de la hausse du rendement net des obligations d'entreprises et de la croissance des actifs.

La **charge d'impôts** augmente de 14 millions d'euros (+84%) à -31 millions d'euros. A taux de change constant, la charge d'impôt augmente de 15 millions d'euros (+88%) reflétant l'amélioration du résultat technique et la non-récurrence des impôts différés actifs comptabilisés en 2008 (19 millions d'euros).

Le **résultat opérationnel** progresse de 1 million d'euros (+3%) à 48 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel croît de 3 millions d'euros (+7%).

Le **résultat courant** est en hausse de 8 millions d'euros (+17%) à 56 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 10 millions d'euros (+21%) reflétant la croissance du résultat opérationnel et la progression des plus-values réalisées.

Le **résultat net** croît de 21 millions d'euros (+83%) à 46 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 22 millions d'euros (+90%) sous l'effet de la hausse du résultat courant (+10 millions d'euros) et de l'évolution favorable de la juste valeur des OPCVM (+15 millions d'euros) due principalement au resserrement des spreads de crédit.

¹⁶ 1.256 millions d'euros après éliminations internes.

AXA Cessions

Le **résultat opérationnel** baisse de 9 millions d'euros (-142%) à -3 millions d'euros, en raison principalement de la tempête Klaus et des mali sur la couverture Groupe en responsabilité civile automobile.

Le **résultat net** diminue de 6 millions d'euros (-111%) à -1 million d'euros, la baisse du résultat opérationnel étant en partie compensée par un impact de change positif.

AXA Assistance

Le **chiffre d'affaires** progresse de 25 millions d'euros (+6%) à 432 millions d'euros.

Le **résultat opérationnel** et le **résultat courant** diminuent de 2 millions d'euros (-19% et -20% respectivement) à 8 millions d'euros en raison d'une évolution défavorable de la sinistralité.

Le **résultat net** baisse de 3 millions d'euros (-31%) à 6 millions d'euros.

Autres activités internationales

Le **chiffre d'affaires** augmente de 13 millions d'euros (+32%) à 52 millions d'euros. À données comparables, le chiffre d'affaires baisse de 6 millions d'euros (-14%) en raison principalement du vieillissement des portefeuilles en run-off.

Le **résultat opérationnel** baisse de 40 millions d'euros (-37%) à 69 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel décroît de 44 millions d'euros (-40%) sous l'effet du portefeuille non-vie mis en run-off, suite (i) à la non-réurrence de la comptabilisation d'impôts différés actifs au premier semestre 2008 et (ii) à la baisse du résultat technique en 2009, en partie compensées par la hausse du résultat des activités vie mises en run-off.

Le **résultat courant** diminue de 49 millions d'euros (-43%) à 66 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant recule de 53 millions d'euros (-46%) en raison principalement du résultat opérationnel et de la baisse des plus-values nettes réalisées sur le portefeuille non vie mis en run-off.

Le **résultat net** baisse de 50 millions d'euros (-43%) à 67 millions d'euros. A taux de change constant, le résultat net diminue de 53 millions d'euros (-46%) en ligne avec le résultat courant.

Gestion d'actifs

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe de la branche Gestion d'actifs pour les périodes indiquées :

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
AllianceBernstein	967	1.402	2.627
AXA Investment Managers	698	891	1.716
TOTAL	1.664	2.293	4.342
Eliminations internes	(161)	(191)	(395)
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	1.503	2.102	3.947

Underlying, Adjusted earnings and Net Income

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
AllianceBernstein	95	128	318
AXA Investment Managers	81	158	271
RESULTAT OPERATIONNEL	176	285	589
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	-	-	-
RESULTAT COURANT	176	285	589
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	16	(93)	(163)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(5)	10	(22)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	(4)	(5)
Coûts d'intégration	(0)	(1)	(2)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	187	198	396

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	967	1.402	2.627
Résultat financier net	2	(26)	(125)
Frais généraux	(864)	(977)	(1.768)
Marge opérationnelle	105	400	734
Charge d'impôt	29	(132)	(151)
Intérêts minoritaires	(40)	(140)	(265)
Résultat opérationnel part du Groupe	95	128	318
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	-	-	-
Résultat courant part du Groupe	95	128	318
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	5	(12)	(45)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	(5)	10	(22)
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	(4)	(5)
Coûts d'intégration	-	-	-
Résultat net part du Groupe	95	122	245
Taux de change moyen : 1.00 € = \$	1,3349	1,5309	1,4706

Les **actifs sous gestion** baissent de 13 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2008, à 318 milliards d'euros au 30 juin 2009, en raison d'une décollecte nette de -33 milliards d'euros (-24 milliards d'euros pour la clientèle institutionnelle, -5 milliards d'euros pour la clientèle des particuliers et -4 milliards d'euros pour la clientèle privée) et d'un effet de change négatif de -2 milliards d'euros, en partie compensés par une appréciation des marchés de 22 milliards d'euros.

Le **chiffre d'affaires** diminue de 436 millions d'euros (-31%) à 967 millions d'euros¹⁷. À données comparables, le chiffre d'affaires recule de 534 millions d'euros (-40%) sous l'effet du recul de 45% des commissions de gestion consécutif à la baisse de 43% des actifs moyens sous gestion, du recul de 44% des commissions de distribution sous l'effet de la baisse de la valeur moyenne des OPCVM et du repli de 5% de l'activité d'analyse financière pour la clientèle institutionnelle suite à la baisse des opérations de courtage sur hedge funds.

Le **résultat financier net** augmente de 28 millions d'euros à 2 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat financier progresse de 28 millions d'euros en raison de la hausse des plus-values réalisées et latentes sur les investissements relatifs aux rémunérations différées.

Les **frais généraux** diminuent de 113 millions d'euros (-12%) à -864 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux baissent de 224 millions d'euros (-23%) en raison principalement (i) de la réduction des charges salariales (-26% ou 146 millions d'euros dus à la diminution du nombre d'employés, en partie compensés par les coûts de licenciement) et (ii) de la baisse des coûts publicitaires et de services (-36% ou 73 millions d'euros) provenant de la diminution des versements au titre des plans de distribution (liée à la baisse des actifs moyens sous gestion pour la clientèle des particuliers), de la baisse des amortissements au titre des commissions sur ventes différées et de la diminution des frais de déplacement et de représentation.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 20,4 points à 88,0%.

La **charge d'impôt** décroît de 161 millions d'euros et dégage un solde positif de 29 millions d'euros. À taux de change constant, la charge d'impôt baisse de 158 millions d'euros en raison du recul du résultat avant impôt et d'une économie d'impôt exceptionnelle de 65 millions d'euros due principalement à la reprise d'impôts différés concernant le régime fiscal des plans de rémunération.

Le **résultat opérationnel** et le **résultat courant** baissent de 33 millions d'euros (-26%) à 95 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel et le résultat courant diminuent de 45 millions d'euros (-35%). Les résultats reflètent l'augmentation de la participation d'AXA d'environ 3% suite à l'exercice par Bernstein de son option de vente. La participation d'AXA dans AllianceBernstein au 30 juin 2009 s'élève à 64,2%.

Le **résultat net** décroît de 27 millions d'euros (-22%) à 95 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net recule de 39 millions (-32%) en raison de la baisse du résultat courant partiellement compensée par une évolution favorable de 17 millions d'euros de la juste valeur des actifs.

¹⁷ 924 millions d'euros après éliminations internes.

AXA Investment Managers (“AXA IM”)

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
Chiffre d'affaires	698	891	1.716
Résultat financier net	8	66	101
Frais généraux	(565)	(713)	(1.375)
Marge opérationnelle	141	244	442
Charge d'impôt	(48)	(62)	(129)
Intérêts minoritaires	(12)	(25)	(42)
Résultat opérationnel part du Groupe	81	158	271
Part des plus ou moins values réalisées revenant à l'actionnaire (nette d'impôt)	-	-	-
Résultat courant part du Groupe	81	158	271
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés.	11	(81)	(118)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	-	-	-
Coûts d'intégration	(0)	(1)	(2)
Résultat net part du Groupe	92	76	151

Les **actifs sous gestion** restent stables par rapport au 31 décembre 2008, à 485 milliards d'euros au 30 juin 2009 en raison principalement (i) d'une décollecte nette de -5 milliards d'euros (surtout sur les fonds généraux d'AXA), et (ii) -4 milliards d'euros d'effet marché défavorable (surtout sur les fonds structurés) en partie compensés par (iii) +7 milliards d'euros d'effet de change positif (principalement sur la livre sterling).

Le **chiffre d'affaires** recule de 193 millions d'euros (-22%) à 698 millions d'euros¹⁸. À données comparables et hors commissions rétrocedées aux réseaux de distribution, le chiffre d'affaires baisse de 122 millions d'euros (-19%) en raison principalement de la diminution des commissions de gestion (-107 millions d'euros), en raison de la baisse des actifs moyens sous gestion et d'un mix clients et produits défavorable.

Le **résultat financier net** diminue de 58 millions d'euros (-88%) (à taux de change courant et constant) à 8 millions d'euros, sous l'effet principalement de la baisse des gains liés à la performance d'actifs (gain significatif non récurrent sur un fonds immobilier de 58 millions d'euros en 2008 contre 11 millions d'euros en 2009).

Les **frais généraux** diminuent de 148 millions d'euros (-21%) à 565 millions d'euros. À taux de change constant, les frais généraux baissent de 141 millions d'euros (-20%). Hors commissions versées aux distributeurs tiers, les frais généraux reculent de 75 millions d'euros (-16%) en raison principalement de la baisse des coûts liés à la partie variable de la rémunération des employés.

En conséquence, le **ratio d'exploitation opérationnel** augmente de 7,7 points à 73,1%.

La **charge d'impôt** diminue de 14 millions d'euros (-23%) à 48 millions d'euros (à taux de change courant et constant), en ligne avec la baisse du résultat opérationnel.

Le **résultat opérationnel et le résultat courant** reculent de 77 millions d'euros (-49%) à 81 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel et le résultat courant diminuent de 75 millions d'euros (-47%).

Le **résultat net** augmente de 15 millions d'euros (+20%) à 92 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net progresse de 17 millions d'euros (+22%), en raison principalement de l'évolution positive de la juste valeur des fonds « Libor plus » (+3 millions d'euros en 2009 contre -64 millions d'euros en 2008) et des effets positifs de la variation des gains latents en Private Equity et en immobilier, qui font plus que compenser la baisse du résultat courant.

¹⁸ 579 millions d'euros après éliminations internes.

Banques

Les tableaux suivants analysent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel, le résultat courant et le résultat net part du Groupe des banques d'AXA pour les périodes indiquées :

CHIFFRE D'AFFAIRES

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
AXA Bank Europe (Belgique)	154	138	224
AXA Banque (France)	49	35	118
Autres (a)	28	34	59
TOTAL	230	206	401
Eliminations internes	(35)	(10)	11
Contributions au chiffre d'affaires consolidé	195	197	412

(a) Inclut notamment les banques allemandes.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
AXA Bank Europe (Belgique)	33	35	69
AXA Banque (France)	(2)	(8)	(12)
Autres (a)	(16)	(3)	(24)
RESULTAT OPERATIONNEL	15	24	33
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	(7)	(5)	(64)
RESULTAT COURANT	8	19	(32)
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	(10)	(4)	4
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	-	-	-
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	(0)	(0)	(0)
Coûts d'intégration	(1)	(3)	(10)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(3)	11	(38)

(a) Inclut notamment les banques allemandes.

AXA BANK EUROPE (BELGIQUE)

Le **produit net bancaire** est en hausse de 16 millions d'euros (+12%) à 154 millions d'euros. À données comparables, le produit net bancaire diminue de 5 millions d'euros (-4%) en raison principalement d'une baisse des plus-values nettes et des provisions pour dépréciation d'actifs, en partie compensée par la hausse des marges d'intérêts et de commissions.

Le **résultat opérationnel** baisse de 2 millions d'euros (-5%) à 33 millions d'euros, sous l'effet principalement de l'augmentation des frais généraux (-14 millions d'euros) due à l'expansion de l'activité bancaire dans d'autres pays, à la hausse des provisions pour pertes sur crédits (-6 millions d'euros) et à la progression des commissions de distribution (-4 millions d'euros), en partie compensées par l'augmentation de la marge d'intérêt (+21 millions d'euros) et la croissance des plus-values réalisées sur le portefeuille obligataire (+1 million d'euros).

Le **résultat courant** décroît de 3 millions d'euros (-11%) à 26 millions d'euros, en raison principalement de la baisse du résultat opérationnel (-2 millions d'euros) et de la diminution des plus-values réalisées, nettes des provisions pour dépréciation (-2 millions d'euros).

Le **résultat net** diminue de 9 millions d'euros (-37%) à 15 millions d'euros, tiré par la baisse du résultat courant (-3 millions d'euros), l'évolution défavorable de la juste valeur et des plus-values des OPCVM et d'autres actifs (-4 millions d'euros) ainsi que des dérivés (-4 millions d'euros).

AXA BANQUE (FRANCE)

Le **produit net bancaire** augmente de 14 millions d'euros (+41%) à 49 millions d'euros. À données comparables, le produit net bancaire progresse de 3 millions d'euros (+8%) net des éliminations internes, en raison principalement de la hausse de la marge commerciale.

Les frais administratifs diminuent de 5 millions d'euros suite à un programme de maîtrise des coûts, tandis que le coût du risque de crédit augmente de -7 millions d'euros dans un contexte de crise économique.

Le **résultat opérationnel** et le **résultat courant** augmentent de 5 millions d'euros à -2 millions d'euros.

Le **résultat net** est en hausse de 9 millions d'euros à -2 millions d'euros, reflétant une évolution favorable de la juste valeur des produits dérivés de macro-couverture.

AUTRES

AXA BANK (ALLEMAGNE)

Le **produit net bancaire** baisse de 6 millions d'euros (-61%) à 4 millions d'euros. À données comparables, le produit net bancaire diminue de 7 millions d'euros (-79%) sous l'effet principalement de la contraction de la marge d'intérêt provoquée par la hausse des intérêts versés sur les comptes à terme, et de la diminution des commissions et des intérêts perçus sur l'activité de crédit.

Le **résultat opérationnel** recule de 3 millions d'euros (+353%) à -4 millions d'euros en raison de la baisse de la marge sur commissions due principalement à la diminution des commissions de l'activité de crédit, en partie compensée par la baisse des frais généraux.

Le **résultat courant** et le **résultat net** diminuent de 3 millions à -4 millions d'euros en raison de la baisse du résultat opérationnel.

Holdings et autres

Le segment Holdings regroupe les sociétés non opérationnelles d'AXA, principalement AXA SA (la société mère), AXA France Assurance, AXA Financial, AXA Asia Pacific Holdings, AXA UK Holdings, ainsi que les holdings allemands, belges, les CDOs et les entités immobilières d'AXA.

Résultat opérationnel, Résultat courant et Résultat net

(En millions d'euros)

	30 Juin 2009	30 Juin 2008	31 Décembre 2008
AXA	(251)	(114)	(437)
Autres holdings françaises	(19)	(5)	(4)
Autres holdings étrangères	(146)	(134)	(250)
Autres (a)	2	8	22
RESULTAT OPERATIONNEL	(415)	(245)	(668)
Part des plus ou moins values réalisées revenant aux actionnaires (nette d'impôt)	11	282	1.185
RESULTAT COURANT	(404)	37	517
Gain ou perte sur actifs financiers (comptabilisés en juste valeur par résultat) et sur dérivés	331	(275)	(535)
Impact des opérations exceptionnelles (incluant les activités cédées)	10	0	0
Charges nettes sur écarts d'acquisition et autres actifs incorporels de même nature	0	0	0
Coûts d'intégration	0	0	0
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(63)	(238)	(19)

(a) Inclut notamment les CDOs et entités immobilières.

AXA¹⁹

Le **résultat opérationnel** baisse de 137 millions d'euros à -251 millions d'euros, principalement dû à :

- une hausse de 40 millions d'euros de la charge financière liée principalement à l'appréciation des taux de change US Dollar/Euro et Yen/Euro augmentant la charge d'intérêts libellée en monnaies étrangères,
- une perte de -33 millions d'euros liée à un swap interne (le résultat attendu devrait être nul en fin d'année car les dividendes sont entièrement versés au cours du premier semestre et la charge d'intérêt étalée sur l'ensemble de l'année),
- une baisse de -33 millions d'euros sur la couverture des résultats libellés en monnaies étrangères.

Le **résultat courant** diminue de 367 millions d'euros à -221 millions d'euros, en raison de l'évolution du résultat opérationnel et d'un impact moins important des dérivés sur actions, +284 millions d'euros en 2008 contre +34 millions d'euros en 2009.

Le **résultat net** augmente de 150 millions d'euros à 59 millions d'euros en raison principalement :

- de l'évolution du résultat courant de -367 millions d'euros,
- de l'augmentation de 392 millions d'euros de la valeur de marché des dérivés de taux d'intérêt et des dérivés de change non éligibles à la comptabilité de couverture,
- de +115 millions d'euros au titre de la baisse de la valeur temps des dérivés actions.

AUTRES HOLDINGS FRANÇAISES

AXA FRANCE ASSURANCE

Le **résultat opérationnel**, le **résultat courant** et le **résultat net** baissent de 10 millions d'euros à -23 millions d'euros, en raison principalement de l'augmentation de la charge d'impôts (9 millions d'euros) due à la hausse des dividendes (éliminés en consolidation) reçus des sociétés opérationnelles.

AUTRES HOLDINGS FRANÇAISES

Le **résultat opérationnel** diminue de 4 millions d'euros à 4 millions d'euros, dû principalement au recul du résultat financier.

Le **résultat courant** décroît de 40 millions d'euros à 0 million d'euros, sous l'effet principal de la baisse de 32 millions d'euros des plus-values nettes réalisées.

Le **résultat net** diminue de 33 millions d'euros à -2 millions d'euros, en raison de l'évolution du résultat courant compensée en partie par une évolution favorable de la juste valeur des produits dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture (perte de 9 millions d'euros en 2008 contre une perte de 2 millions d'euros en 2009).

¹⁹ Tous les chiffres s'entendent après impôts.

HOLDINGS ÉTRANGÈRES

AXA FINANCIAL INC.

Le **résultat opérationnel** est en recul de 20 millions d'euros (-41%) à -68 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel baisse de 11 millions d'euros (-23%) en raison essentiellement d'une augmentation de 27 millions d'euros de la charge d'intérêts nette, partiellement compensée par une hausse des économies d'impôt (+14 millions d'euros) reflétant une baisse de la charge fiscale liée au plan de rémunération sur actions des salariés.

Le **résultat courant** diminue de 20 millions d'euros (-41%) à -68 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant recule de 11 millions d'euros (-23%) en raison de la baisse du résultat opérationnel.

Le **résultat net** baisse de 14 millions d'euros (-29%) à -63 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net diminue de 6 millions d'euros (-12%) en raison du recul du résultat courant, en partie compensé par une augmentation de la juste valeur des dérivés de taux d'intérêt.

AXA ASIA PACIFIC HOLDINGS ²⁰

Le **résultat opérationnel** progresse de 4 millions d'euros (+51%) à -4 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel augmente de 3 millions d'euros (+44%) en raison de la baisse de la charge d'intérêts partiellement compensée par une hausse des frais généraux régionaux en Asie.

Le **résultat courant** augmente de 6 millions d'euros (+82%) à -1 million d'euros. À taux de change constant, le résultat courant progresse de 6 millions d'euros (+80%), tiré par l'évolution du résultat opérationnel et les plus values réalisées sur les swaps de taux d'intérêt.

Le **résultat net** progresse de 10 millions d'euros (+113%) à 1 million d'euros. À taux de change constant, le résultat net croît de 10 millions d'euros (+114%) en raison d'un gain de change sur une dette libellée en dollars américains.

AXA UK HOLDINGS

Le **résultat opérationnel** augmente de 18 millions d'euros (+59%) à -13 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel progresse de 16 millions d'euros (+53%) en raison essentiellement d'une reprise de provision pour impôts différés de 13 millions d'euros relative au versement de dividende à l'étranger.

Le **résultat courant** croît de 18 millions d'euros (+58%) à -13 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant augmente de 16 millions d'euros (+52%) en ligne avec le résultat opérationnel.

Le **résultat net** progresse de 99 millions d'euros (+177%) à 43 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat net augmente de 106 millions d'euros (+189%), reflétant l'évolution du résultat courant et un gain de change de 90 millions d'euros résultant essentiellement de la réévaluation de prêts intragroupe libellés en euros.

HOLDINGS ALLEMANDES

Le **résultat opérationnel** progresse de 4 millions d'euros (+16%) à -20 millions d'euros, tiré par une baisse de 9 millions d'euros de la charge d'intérêt nette en partie compensée par la hausse des frais administratifs.

Le **résultat courant** baisse de 6 millions d'euros (-18%) à -41 millions d'euros en raison de provisions pour dépréciation d'actions.

Le **résultat net** diminue de 6 millions d'euros (-18%) à -41 millions d'euros, en raison de la baisse du résultat courant.

HOLDINGS BELGES

Le **résultat opérationnel** progresse de 9 millions d'euros (+83%) à -2 millions d'euros, sous l'effet principalement de la diminution de la charge d'impôt due à la baisse des dividendes (éliminés en consolidation) reçus des sociétés opérationnelles.

Le **résultat courant** et le **résultat net** augmentent de 9 millions d'euros (+83%) à -2 millions d'euros, en ligne avec le résultat opérationnel.

HOLDINGS DE LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE ET AMÉRIQUE LATINE

Le **résultat opérationnel** baisse de 16 millions d'euros à -43 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat opérationnel diminue de 16 millions d'euros en raison de la hausse de la charge d'intérêt suite à l'acquisition de Seguros ING (Mexique).

Le **résultat courant** et le **résultat net** reculent de 16 millions d'euros à -43 millions d'euros. À taux de change constant, le résultat courant et le résultat net diminuent de 16 millions d'euros, en ligne avec l'évolution du résultat opérationnel.

²⁰ La participation d'AXA dans AXA Asia Pacific Group est de 53,81% et se répartit entre 53,59% de participation directe et 0,22% de participation détenue par AAPH Executive plan trust.

AUTRES

CFP

Le **résultat opérationnel**, le **résultat courant** et le **résultat net** diminuent de -7 millions d'euros (-83%) à 2 millions d'euros, en raison de la contribution moins positive des portefeuilles en run-off.

Perspectives

Notre confiance dans la stratégie du Groupe AXA se trouve renforcée par les résultats du premier semestre 2009, ainsi que par l'efficacité des actions de gestion des risques engagées pour atténuer les conséquences de la crise.

Comme l'ensemble du secteur de l'assurance, AXA est sensible aux conditions de marché défavorables. Le Groupe a néanmoins démontré sa capacité à agir rapidement et à prendre les mesures appropriées pour protéger la solidité de son bilan, gérer ses activités de façon efficace et maintenir la confiance de ses clients.

Nous sommes prêts à faire face à une éventuelle dégradation des conditions de marché et sommes bien placés pour profiter d'un rebond : nous n'avons jamais cessé d'investir et de nous focaliser sur notre cœur de métier, dans un marché au potentiel de croissance intact.

Glossaire

A DONNÉES COMPARABLES POUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LES AFFAIRES NOUVELLES EN BASE APE

A données comparables signifie que les données relatives à la période de l'exercice courant considérée sont retraitées en utilisant les taux de change applicable pour la même période de l'exercice précédent (**taux de change constant**). L'expression indique également que les données dans l'une des deux périodes comptables comparées ont été retraitées pour tenir compte des acquisitions, cessions et changements de périmètre (**périmètre constant**) et des changements de méthode comptable (**méthodologie constante**).

RÉSULTAT COURANT

Le **résultat courant** correspond au résultat net part du Groupe avant prise en compte de l'impact des :

- (i) Opérations exceptionnelles (principalement changements de périmètre et opérations discontinues)
- (ii) Coûts d'intégration et de restructuration relatifs à des sociétés significatives nouvellement acquises
- (iii) Ecart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles de même nature
- (iv) Gains ou pertes sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (à l'exception des placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré), les impacts de change sur actifs et passifs, et les instruments dérivés rattachés aux actifs financiers.

Les instruments dérivés rattachés aux actifs financiers :

- comprennent les instruments dérivés de change sauf les options de change couvrant les résultats en devises qui sont prises en compte dans le résultat opérationnel,
- excluent des dérivés relatifs à la couverture des contrats d'assurance évalués selon le principe des « hypothèses courantes »,
- et excluent aussi les dérivés couvrant les plus et moins-values réalisées et les mouvements de provisions pour dépréciation des actions et immobiliers de placement (hors ceux en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré). Le coût à l'origine, la valeur intrinsèque et la valeur à échéance de ces dérivés sont pris en compte en résultat courant et seule la valeur temps n'impacte que le résultat net (sauf dans l'hypothèse d'une cession des dérivés à court terme, où la valeur temps impacte alors le résultat courant).

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le **résultat opérationnel** est égal au résultat courant à l'exception des plus ou moins-values nettes revenant à l'actionnaire. Les plus ou moins-values nettes revenant à l'actionnaire incluent les éléments suivants nets d'impôt :

- les plus et moins-values réalisées et le mouvement de la période des provisions pour dépréciation des placements (sur les actifs non comptabilisés à la juste valeur par résultat ou non détenus à des fins de transaction),
- le coût à l'origine, la valeur intrinsèque et la valeur à échéance des dérivés couvrant les plus et moins-values réalisées et les mouvements de provisions pour dépréciation des actions et immobiliers de placement (hors ceux en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré),
- l'impact de la participation aux bénéficiaires sur les éléments décrits ci-dessus (activité Vie, épargne, retraite),
- la réactivité des coûts d'acquisition reportés et valeurs de portefeuille aux éléments décrits ci-dessus (activité Vie, épargne, retraite), nette de couverture si applicable.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice net par action (**BNPA**) est égal au résultat consolidé d'AXA, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Le bénéfice net par action totalement dilué (**BNPA totalement dilué**) correspond au résultat consolidé d'AXA, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur une base diluée (incluant l'impact potentiel de tous les plans de stock-options en circulation considérés comme exerçables, des plans d'actions gratuites, et de la conversion potentielle des dettes convertibles en actions, dans la mesure où celle-ci a un impact dilutif sur le résultat par action).

RENTABILITÉ DES FONDS PROPRES ("ROE")

La méthode de calcul est la suivante :

- Pour le ROE fondé sur le résultat net : Le calcul est basé sur les états financiers consolidés, à savoir les capitaux propres incluant les dettes perpétuelles (Titres Super Subordonnés « TSS » / Titres Subordonnés à Durée Indéterminée « TSDI ») et les réserves liées aux variations de juste valeur, et le résultat net hors intérêts des titres TSS / TSDI.
- Pour le ROE courant et le ROE opérationnel :
 - Les dettes perpétuelles (TSS / TSDI) sont considérées comme des dettes de financement et sont donc exclues des capitaux propres.

- Les intérêts liés à ces dettes perpétuelles (TSS / TSDI) sont déduits du résultat.
- Les réserves liées aux variations de juste valeur ne sont pas incluses dans la moyenne des capitaux propres.

ANALYSE PAR MARGE POUR LES ACTIVITÉS VIE, ÉPARGNE, RETRAITE

L'analyse par marge des activités vie, épargne, retraite est présentée en base opérationnelle.

Bien que le format de présentation de l'analyse par marge diffère de celui du compte de résultat (sur base opérationnelle), ces deux types de présentation sont fondés sur les mêmes principes comptables conformes aux normes IFRS. En conséquence, le résultat d'exploitation de l'analyse par marge est équivalent à celui du compte de résultat opérationnel d'AXA pour le segment.

Comme indiqué ci-dessous, il existe un certain nombre de différences significatives entre la présentation ligne à ligne du compte de résultat et l'analyse par marge.

- **Pour les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation discrétionnaire (DPF) :**
 - (i) Dans l'analyse par marge, les primes (nettes de dépôts), les chargements et autres produits sont présentés, selon la nature du revenu, sur les lignes « Chargements et autres produits » ou « Marge technique nette ».
 - (ii) Les intérêts crédités aux assurés dans le cadre des contrats avec participation aux bénéficiaires sont comptabilisés en « Charges des prestations d'assurance » dans le compte de résultat, tandis que dans l'analyse par marge, ils sont présentés dans la marge à laquelle ils se rapportent, principalement la « Marge financière » et la « Marge technique nette ».
 - (iii) La « Marge financière » correspond, dans le compte de résultat, aux « Produits financiers nets de charges », mais elle est ajustée pour prendre en compte la participation des assurés (voir ci-dessus) ainsi que la variation des provisions spécifiques liées aux actifs investis, et pour exclure les commissions sur (ou les charges contractuelles incluses dans) les contrats dont le risque financier est supporté par les assurés, ces dernières étant présentées dans les « Chargements et autres produits ».
 - (iv) Les variations de provisions pour chargements non acquis (Chargements non acquis – activation nette des amortissements) sont présentées sur la ligne « Variation des primes non acquises nette de provisions pour chargements et prélèvements non acquis » au compte de résultat alors qu'elles sont présentées sur la ligne « Chargements et autres produits » dans l'analyse par marge.
- **Pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire :**
 - (i) Le principe de la comptabilité de dépôt est appliqué. Par conséquent, les commissions et charges relatives à ces contrats sont présentées au compte de résultat opérationnel sur une ligne distincte partie intégrante du chiffre d'affaires, et dans l'analyse par marge sur les lignes « Chargements et autres produits » et « Marge technique nette ».
 - (ii) Les variations de provisions pour commissions non acquises (« Provisions pour commissions non acquises – activation nette des amortissements) sont présentées sur la ligne « Variation des primes non acquises nette des chargements et prélèvements non acquis » au compte de résultat, alors qu'elles sont présentées sur la ligne « Chargements perçus et autres produits » dans l'analyse par marge.

La **marge financière** comprend les éléments suivants :

- (i) les revenus financiers nets,
- (ii) les intérêts et participations crédités aux assurés, et la participation des assurés non allouée (ainsi que la variation des provisions spécifiques liées aux actifs investis) sur produits financiers nets.

Les **chargements et autres produits** incluent :

- (i) les produits provenant de la vente d'OPCVM (qui font partie du chiffre d'affaires consolidé),
- (ii) les chargements prélevés aux assurés, pour les contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (contrats en unités de compte), sur les primes / dépôts et, les commissions sur fonds gérés,
- (iii) les chargements sur (ou les charges contractuelles incluses dans) les primes reçues pour l'ensemble des produits du fonds général,
- (iv) les produits différés tels que l'activation, nette des amortissements des provisions pour chargements non acquis et des provisions pour commissions non acquises.
- (v) les autres commissions, par exemple les commissions liées à l'activité de planification financière, et aux ventes de produits de tiers.

La **marge technique** nette intègre les éléments suivants :

- (i) La marge sur décès/invalidité : montants prélevés aux assurés au titre de l'exercice pour les risques décès / invalidité diminués des charges de sinistralité. Cette marge représente la différence entre les revenus liés à la

prise en charge des risques et les coûts réels des prestations. Cette marge n'inclut pas les frais de gestion des sinistres et les variations des provisions pour frais de gestion des sinistres.

- (ii) La marge sur rachats : différence entre les provisions constituées et la valeur de rachat versée à l'assuré dans le cas d'un terme anticipé du contrat.
- (iii) La stratégie de couverture active des garanties planchers associées aux contrats d'épargne-retraite en unités de compte (« GMxB ») est le résultat net des GMxBs correspondant aux charges explicites liées à ces types de garanties diminuées du coût de la couverture. Elle inclut aussi le résultat des garanties qui ne font pas l'objet de stratégie de couverture active.
- (iv) La participation aux bénéfices lorsque l'assuré participe à la marge technique.
- (v) Le résultat de la réassurance cédée.
- (vi) Les autres variations des provisions techniques sont tous les renforcements ou reprises de provisions techniques provenant des changements d'hypothèses d'évaluation des provisions, des provisions supplémentaires pour risque de mortalité et autres éléments techniques comme l'insuffisance de prime pure.

Les **frais généraux** correspondent aux éléments suivants :

- (i) les frais d'acquisition, y compris les commissions et les frais généraux alloués aux affaires nouvelles de l'activité d'assurance, mais aussi des autres activités (par exemple les ventes d'OPCVM),
- (ii) les frais d'acquisition reportés (activation des frais relatifs aux affaires nouvelles) et droits nets sur futurs frais de gestion pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire,
- (iii) l'amortissement des frais d'acquisition relatifs aux affaires nouvelles de l'exercice courant et des exercices antérieurs. Cet amortissement comprend également l'impact des intérêts capitalisés : dotation aux amortissements des coûts d'acquisition différés (DAC) et droits nets sur futurs frais de gestion uniquement pour les contrats d'investissement sans DPf,
- (iv) les frais administratifs,
- (v) les coûts de gestion des sinistres,
- (vi) la participation des assurés aux bénéfices s'ils participent aux charges de la société.

L'amortissement des valeurs de portefeuille (VBI) comprend l'amortissement de VBI relatif aux marges opérationnelles, ainsi que l'amortissement d'autres actifs incorporels afférents aux contrats en portefeuille.

Le ratio d'exploitation opérationnel vie, épargne, retraite correspond aux frais généraux plus l'amortissement des valeurs de portefeuille divisé par la marge d'exploitation opérationnelle, qui est égale à la somme de la marge financière, des chargements et autres produits et de la marge technique nette (agrégats définis ci-dessus).

DOMMAGES (AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE INCLUS)

Le **résultat financier** inclut les revenus financiers nets, après déduction des intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur les produits de rente

Le **résultat technique net** est constitué par :

- (i) les primes acquises, brutes de réassurance,
- (ii) les charges de sinistres, brutes de réassurance,
- (iii) les variations des provisions de sinistres brutes de réassurance, y compris les provisions pour frais de gestion des sinistres, déduction faite des intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur produits de rente,
- (iv) les frais de gestion des sinistres,
- (v) le résultat net de la réassurance cédée.

Le **ratio de sinistralité de l'exercice courant**, net de réassurance, est le rapport :

- (i) des charges techniques de l'exercice courant, brutes de réassurance + frais de gestion des sinistres + résultat de la réassurance cédée de l'exercice courant hors intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur les produits de rente,
- (ii) aux primes acquises brutes de réassurance.

Le **ratio de sinistralité tous exercices**, net de réassurance, est le rapport :

- (i) des charges techniques tous exercices, brutes de réassurance + frais de gestion des sinistres + résultat de la réassurance cédée tous exercices hors intérêts récurrents crédités aux provisions techniques sur les produits de rente
- (ii) aux primes acquises brutes de réassurance.

Le taux de chargement est le rapport :

- (i) des frais généraux opérationnels (excluant les frais de gestion des sinistres),
- (ii) aux primes acquises, brutes de réassurance.

Les frais généraux opérationnels comprennent deux composantes : les frais généraux (incluant les commissions) relatifs à l'acquisition de contrats (se rapportant au **ratio d'acquisition**) et les autres frais généraux (se rapportant au **ratio d'administration**). Les frais généraux opérationnels excluent l'amortissement des actifs incorporels clients et les coûts d'intégration relatifs à des sociétés significatives nouvellement acquises.

Le **ratio combiné opérationnel** est la somme du taux de chargement et du ratio de sinistralité tous exercices.

GESTION D'ACTIFS

Collecte nette : Entrées de fonds des clients diminuées de leurs sorties de fonds. La collecte nette mesure l'impact des efforts commerciaux, l'attractivité des produits (qui dépend surtout de la performance et de l'innovation), et indique les tendances générales du marché en matière d'allocation des investissements.

Ratio d'exploitation opérationnel : (frais généraux dont commissions de distribution) / (chiffre d'affaires brut hors commissions de distribution).

II - ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 30 JUIN 2009

BILAN CONSOLIDÉ.....	75
RESULTAT CONSOLIDÉ.....	77
ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PÉRIODE	78
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ.....	79
Note 1 : Principes généraux.....	81
1.1. Informations générales.....	81
1.2. Principes comptables généraux.....	81
1.2.1. Principes généraux de préparation des comptes consolidés.....	81
1.2.2. Première adoption des normes IFRS.....	83
1.3. Principes et méthodes de consolidation.....	83
1.3.1. Périmètre et méthodes de consolidation.....	83
1.3.2. Regroupements d'entreprises : comptabilité d'acquisition et goodwill, y compris acquisitions d'intérêts minoritaires.....	84
1.4. Conversion des comptes et transactions en monnaies étrangères.....	86
1.5. Information sectorielle.....	86
1.6. Actifs incorporels.....	86
1.6.1. Écart d'acquisition et dépréciation de l'écart d'acquisition.....	86
1.6.2. Valeurs des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance vie acquis.....	86
1.6.3. Autres actifs incorporels.....	87
1.6.4. Frais d'acquisition reportés des contrats d'assurance vie et contrats d'investissement avec participation discrétionnaire aux bénéficiaires – Frais exposés à l'origine des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire.....	87
1.7. Placements des entreprises d'assurance, du secteur bancaire et autres activités.....	87
1.7.1. Immobilier de placement.....	87
1.7.2. Classification des instruments financiers.....	87
1.8. Placements en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.....	89
1.9. Instruments dérivés.....	89
1.10. Actifs et passifs destinés à la vente dont ceux relatifs à des abandons d'activité.....	90
1.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	90
1.12. Capitaux propres totaux.....	90
1.12.1. Capital social.....	90
1.12.2. Dettes perpétuelles.....	90
1.12.3. Instruments financiers composés.....	90
1.12.4. Titres d'autocontrôle.....	90
1.13. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.....	90
1.13.1. Classification des contrats.....	90
1.13.2. Contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire.....	91
1.13.3. Contrats d'investissement sans participation discrétionnaire.....	93
1.14. Réassurance : Cessions en réassurance.....	93
1.15. Dettes de financement.....	93
1.16. Autres passifs.....	93
1.16.1. Impôt sur les sociétés.....	93
1.16.2. Engagements sociaux.....	94
1.16.3. Rémunérations en actions.....	94
1.17. Provisions pour risques et charges et passifs éventuels.....	94
1.17.1. Provisions pour restructuration.....	94
1.17.2. Autres provisions et passifs éventuels.....	95
1.18. Comptabilisation des revenus.....	95

1.18.1.	Primes émises brutes	95
1.18.2.	Prélèvements issus des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	95
1.18.3.	Comptabilité de dépôt (deposit accounting)	95
1.18.4.	Décomposition des composantes « dépôt »	95
1.18.5.	Variation de primes non acquises, nettes de chargements et prélèvements non acquis	95
1.18.6.	Produit net bancaire	95
1.18.7.	Revenus des autres activités	96
1.18.8.	Participation aux bénéfices	96
1.18.9.	Résultat financier hors coût de l'endettement net	96
1.19.	Événements postérieurs à la clôture	97
Note 2 : Périmètre de consolidation		98
2.1	Sociétés consolidées	98
2.1.1	Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale	98
2.1.2	Co-entreprises consolidées par intégration proportionnelle	101
2.1.3	Sociétés mises en équivalence	101
2.2	Entités consolidées liées à des opérations spécifiques	101
Note 3 : Compte de résultat sectoriel		103
Note 4 : Placements		106
4.1	Décomposition des placements	106
4.2	Immobilier de placement	108
4.3	Plus ou moins-values latentes sur placements financiers	109
4.4	Placements financiers sujets à dépréciation	110
4.4.1	Décomposition de la valeur au bilan des placements sujets à dépréciation – Toutes activités (hors immobilier de placement)	110
4.4.2	Tableau de variation des provisions pour dépréciation des placements – Toutes activités (hors immobilier de placement)	110
4.5	Placements financiers comptabilisés en juste valeur	110
Note 5 : Capitaux propres, intérêts minoritaires et autres fonds propres		112
5.1	Incidence des opérations avec les actionnaires	112
5.1.1	Variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2009	112
5.1.2	Variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2008	113
5.2	Produits et charges reconnus sur la période (« SORIE »)	114
5.2.1	Produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2009	114
5.2.2	Produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2008	115
5.3	Variation des intérêts minoritaires	115
5.3.1	Au cours du 1er semestre 2009	115
5.3.2	Au cours du 1er semestre 2008	116
5.4	Tableau de variation des capitaux propres	117
Note 6 : Dettes de financement		119
Note 7 : Résultat par action		120
Note 8 : Evénements postérieurs à la clôture		121

BILAN CONSOLIDE

Actif

(En millions d'euros)

Notes en annexe	30 juin 2009	31 décembre 2008 Retraité (c) (d)
	16.999	16.998
	4.203	4.405
	19.422	18.756
	3.104	3.156
	43.728	43.315
	15.414	15.256
	339.491	341.170
	25.326	25.706
	141.482	131.990
4	521.713	514.123
4	12.604	12.615
	976	1.018
	11.549	11.745
	1.486	1.496
	83	548
	3.313	2.232
	4.803	5.396
	9.685	9.672
	13.899	12.629
	1.433	1.142
	18.051	18.604
	1.948	2.524
	12.176	13.531
	47.507	48.430
	414	415
	26.563	32.227
	674.739	673.560

Tous les placements sont présentés net de l'effet des instruments dérivés liés.

(a) Montant avant impôt.

(b) Inclut également les actifs en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré comprenant des garanties plancher.

(c) Le bilan d'AXA Japon est converti au taux de change du 31 décembre 2008.

(d) En application d'IFRS 3, dans le cadre du délai de 12 mois, le Groupe a révisé certains éléments de l'affectation du prix d'acquisition de Seguros ING (Mexique), conduisant à une augmentation de l'écart d'acquisition de 33 millions d'euros à 512 millions d'euros. Cette modification de l'écart d'acquisition provient pour l'essentiel d'ajustement de provisions pour risques et charges et de provisions techniques pour sinistres.

Passif

(En millions d'euros)

Notes en annexe	30 juin 2009	31 décembre 2008 Retraité (d) (e)
Capital social et primes d'émission	21.841	22.077
Réserves, report à nouveau et écarts de conversion cumulés	15.648	14.440
Résultat net consolidé - Part du groupe (c)	1.323	923
Capitaux propres - Part du Groupe	38.811	37.440
Intérêts minoritaires	3.380	3.058
5 Capitaux propres totaux	42.191	40.498
Passifs liés à des contrats d'assurance	333.443	330.561
Passifs liés à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré (a)	90.724	85.916
Total des passifs liés à des contrats d'assurance	424.167	416.476
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire	39.660	38.081
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	1.026	1.295
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	8.587	7.840
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	42.431	38.680
Total des passifs liés à des contrats d'investissement	91.704	85.896
Passifs relatifs aux prélèvements et chargements non acquis	2.633	2.454
Passifs relatifs à la participation aux bénéfices	12.651	13.859
Instruments dérivés relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(534)	(1.176)
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	530.621	517.509
Provisions pour risques et charges	9.509	9.348
Dettes subordonnées	6.428	6.734
Dettes de financement représentées par des titres	5.047	6.564
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	186	1.216
6 Dettes de financement (b)	11.660	14.514
Impôts différés passifs	3.814	3.609
Minoritaires des fonds contrôlés et autres engagements de rachat de parts minoritaires	4.408	5.108
Autres dettes émises représentées par des titres et soldes de banque créditeurs (b)	6.165	6.676
Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance acceptée	5.872	7.167
Dettes nées d'opérations de réassurance cédée	5.973	6.211
Dettes nées d'opérations bancaires (b)	21.262	20.890
Dettes d'impôt exigible	1.542	2.130
Instruments dérivés relatifs aux autres passifs financiers	235	23
Autres dettes (c)	31.486	39.876
Dettes	76.945	88.082
Passifs destinés à la vente dont passifs relatifs à des abandons d'activité	-	-
TOTAL DU PASSIF	674.739	673.560

(a) Inclut également les passifs liés aux contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré comprenant des garanties plancher.

(b) Ces montants sont présentés net de l'effet des instruments dérivés liés.

(c) « AXA Japan » clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'« AXA Japan » ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros, qui reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit liés à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris au premier semestre 2009.

(d) Le bilan d'AXA Japon est converti au taux de change du 31 décembre 2008.

(e) En application d'IFRS 3, dans le cadre du délai de 12 mois, le Groupe a révisé certains éléments de l'affectation du prix d'acquisition de Seguros ING (Mexique), conduisant à une augmentation de l'écart d'acquisition de 33 millions d'euros à 512 millions d'euros. Cette modification de l'écart d'acquisition provient pour l'essentiel d'ajustement de provisions pour risques et charges et de provisions techniques pour sinistres.

Passif

(En millions d'euros)

	30 juin 2009	31 décembre 2008 Retraité (a)
Passifs liés à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré	90.724	85.916
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	8.587	7.840
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire et dont le risque financier est supporté par l'assuré	42.431	38.680
TOTAL des passifs liés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	141.741	132.436
Passifs liés à des contrats d'assurance	333.443	330.561
Passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire	39.660	38.081
Passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	1.026	1.295
TOTAL des passifs liés aux autres contrats d'assurance et d'investissement	374.130	369.936

(a) En application d'IFRS 3, dans le cadre du délai de 12 mois, le Groupe a révisé certains éléments de l'affectation du prix d'acquisition de Seguros ING (Mexique), conduisant à une augmentation de l'écart d'acquisition de 33 millions d'euros à 512 millions d'euros. Cette modification de l'écart d'acquisition provient pour l'essentiel d'ajustement de provisions pour risques et charges et de provisions techniques pour sinistres.

RESULTAT CONSOLIDE

(En millions d'euros)

Notes en annexe	30 juin 2009	30 juin 2008
	45.770	45.942
Primes émises		
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	274	342
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	46.044	46.284
Produit net bancaire	192	194
Produits des autres activités	2.178	2.841
Chiffre d'affaires (a)	48.414	49.319
Variations des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(3.279)	(3.158)
Produits nets des placements (b)	5.911	9.481
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements (c)	(541)	1.545
Variation de la juste valeur des autres placements comptabilisée par résultat (h)	1.832	(19.310)
<i>dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré (e)</i>	<i>3.132</i>	<i>(14.755)</i>
Variation des provisions sur placements (d)	(1.464)	(1.546)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	5.737	(9.829)
Charges techniques des activités d'assurance (e)	(38.393)	(23.724)
Résultat net des cessions en réassurance	(387)	(573)
Charges d'exploitation bancaires	(54)	(23)
Frais d'acquisition des contrats	(4.358)	(4.018)
Amortissements de la valeur de portefeuilles acquis	(96)	(134)
Frais d'administration	(4.990)	(4.981)
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(0)	(2)
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(62)	(53)
Autres produits et charges	(254)	(88)
Autres produits et charges courants	(48.595)	(33.596)
Résultat des opérations courantes avant impôt	2.278	2.735
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	(13)	18
Charges liées aux dettes de financement (f)	(250)	(350)
Résultat courant avant impôt	2.015	2.404
Impôt sur le résultat (g)	(572)	(9)
Résultat net des opérations courantes	1.443	2.395
Résultat sur abandon d'activités après impôt	-	-
Résultat net consolidé	1.443	2.395
Se répartissant entre :		
Résultat net consolidé - Part du Groupe	1.323	2.162
Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	121	234
7 Résultat par action	0,50	1,07
Résultat dilué par action	0,50	1,07

(a) Brut de réassurance.

(b) Net des frais de gestion des placements.

(c) Inclut les reprises de provisions sur placements suite à cession.

(d) Exclut les reprises de provisions sur placements suite à cession.

(e) Compensée dans les charges techniques des activités d'assurance.

(f) Inclut le montant net des produits et charges liés aux dérivés relatifs aux dettes de financement (exclut cependant la variation de juste valeur des dérivés liés).

(g) Le 30 juin 2008 inclut un ajustement concernant les exercices précédents lié à la double comptabilisation des impôts différés passifs relatifs à la variation de juste valeur des actifs détenus dans des fonds d'investissement consolidés (188 millions d'euros). Le Groupe a évalué l'impact pour chaque année et a considéré que ces montants n'étaient pas significatifs sur les états financiers. La charge d'impôt depuis le passage aux IFRS a été surévaluée de 13 millions d'euros au 31 décembre 2004, de 51 millions d'euros au 31 décembre 2005, de 36 millions d'euros au 31 décembre 2006 et de 88 millions d'euros au 31 décembre 2007 (6 millions d'euros au 30 juin 2007).

(h) « AXA Japan » clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'« AXA Japan » ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros, qui reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit liés à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris au premier semestre 2009.

ETAT CONSOLIDE DES PRODUITS ET CHARGES RECONNUS SUR LA PERIODE

(En millions d'euros)

	30 juin 2009	30 juin 2008
Réserves liées à la variation de juste valeur inscrite en capitaux propres	953	(4.356)
Réserves liées aux écarts de conversion	390	(585)
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies	(439)	(149)
Produits nets reconnus directement en capitaux propres	904	(5.090)
Résultat net consolidé (a)	1.443	2.395
Total des produits et charges reconnus sur la période	2.347	(2.694)
<i>Se répartissant entre :</i>		
Total des produits et charges reconnus sur la période - Part du Groupe	2.135	(2.733)
Total des produits et charges reconnus sur la période - Part des Intérêts minoritaires	212	38

(a) « AXA Japan » clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'« AXA Japan » ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros, qui reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit liés à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris au premier semestre 2009.

L'état de variation des capitaux propres est présenté en note 5.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(En millions d'euros)

	30 juin 2009	30 juin 2008
Résultat courant avant impôt	2.015	2.404
Dotations nettes aux amortissements (a)	294	241
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles (c)	62	53
Variation nette des frais d'acquisitions reportés et assimilés	(600)	(1.116)
Dotations / Reprises nettes des provisions sur placements, actifs corporels et autres actifs incorporels	1.469	1.552
Variation de la juste valeur des placements et instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (j)	(1.389)	17.895
Variation nette des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (b)	7.773	(6.210)
Dotations / (Reprises) nette des autres provisions (d)	(28)	(50)
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	13	(18)
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt mais sans impact sur les flux de trésorerie	7.593	12.346
Plus et moins values nettes réalisées sur placements	1.359	(1.223)
Charges liées aux dettes de financement	250	350
Réintégration / Déduction des montants inclus dans le résultat courant avant impôt pour reclassement en tant qu'opérations d'investissement ou de financement	1.609	(873)
Dividendes comptabilisés en résultat sur l'exercice	(664)	(1.291)
Intérêts payés et reçus comptabilisés en résultat sur l'exercice	(5.846)	(8.736)
Réintégration / Déduction de montants comptabilisés sur une base accrétive et devant être pris en compte sur la base des flux de trésorerie réels	(6.510)	(10.027)
Impact sur la trésorerie de la comptabilité de dépôt	121	6
Dividendes et acomptes sur dividendes encaissés	658	1.424
Intérêts encaissés	7.187	10.222
Intérêts payés (hors dettes de financement et dettes perpétuelles)	(659)	(1.052)
Variation des créances et dettes courantes (e)	(2.263)	(3.118)
Impact sur la trésorerie relatif aux autres actifs et passifs (g)	238	(1.005)
Impôts décaissés	248	(1.060)
Autres transactions relatives aux opérations courantes avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	380	1.440
Flux de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles non inclus dans le résultat courant avant impôt	5.910	6.857
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	10.617	10.707
Prises de participation dans des filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise	(192)	(83)
Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée	(0)	(26)
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	(193)	(109)
Cessions d'obligations (g)	29.008	26.620
Cessions d'actions et de fonds d'investissement non consolidés (f) (g)	7.425	13.533
Cessions d'immeubles de placement détenus ou non en direct (g)	173	803
Cessions et/ou remboursements de prêts et autres placements (g) (h)	19.611	23.453
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements de placements financiers (f) (g) (h)	56.217	64.410
Acquisitions d'obligations (g)	(36.098)	(31.576)
Acquisitions d'actions et de fonds d'investissement non consolidés (f) (g)	(6.401)	(13.922)
Acquisitions d'immeubles de placement détenus ou non en direct (g)	(532)	(1.145)
Acquisitions et/ou émissions de prêts et autres placements (g) (h)	(18.561)	(25.727)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions de placements financiers (f) (g) (h)	(61.592)	(72.371)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4	6
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(153)	(233)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(149)	(226)
Augmentation du solde de dette collatérale / Diminution du solde de créance collatérale	5.641	2.001
Diminution du solde de dette collatérale / Augmentation du solde de créance collatérale	(11.634)	(2.177)
Flux de trésorerie liés aux dettes et créances collatérales relatives aux opérations de prêts de titres et assimilés	(5.994)	(176)
Autres transactions relatives aux opérations d'investissement avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	(340)	1.590
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(12.051)	(6.882)

Emissions d'instruments de capital	254	155
Remboursements d'instruments de capital	(132)	(19)
Opération sur titres d'autocontrôle	(106)	(5)
Dividendes payés	(929)	(2.752)
Intérêts payés sur dettes perpétuelles	(120)	(119)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires	(1.033)	(2.740)
Trésorerie générée par les émissions de dettes financières	1.047	1.949
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes financières	(3.561)	(89)
Intérêts payés sur dettes de financement (i)	(276)	(171)
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	(2.790)	1.689
Autres transactions relatives aux opérations de financement avec impact sur la trésorerie et autres ajustements de transactions sans impact sur la trésorerie	(30)	59
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(3.853)	(991)
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	-	(0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier (j)	30.811	17.192
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	10.617	10.707
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(12.051)	(6.882)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(3.853)	(991)
Flux de trésorerie nets provenant des abandons d'activités	-	(0)
Effet des changements de méthode de consolidation	3	38
Effet des variations de change et des reclassements sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(252)	(457)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin (j)	25.277	19.645

- (a) Inclut la capitalisation des surcote / décote et l'amortissement lié ainsi que l'amortissement des immeubles de placement et d'exploitation détenus en direct.
(b) Inclut l'impact de la réassurance et la variation des provisions relatives aux contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.
(c) Inclut les amortissements et mouvements des provisions pour dépréciation des actifs incorporels enregistrés lors de regroupements d'entreprises.
(d) Inclut principalement les variations des provisions pour risques et charges, provisions pour créances douteuses et provisions pour dépréciation des actifs destinés à la vente.
(e) Comprend également les variations relatives à des opérations de mise ou prise en pension et assimilés pour les activités bancaires.
(f) Comprend les actions détenues en direct ou par des fonds d'investissement consolidés ainsi que les fonds d'investissement non consolidés.
(g) Y compris dérivés correspondants.
(h) Comprend également les achats et ventes d'actifs en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.
(i) Comprend l'impact net sur la trésorerie de la marge d'intérêts sur dérivés de couverture des dettes de financement.
(j) Nets des soldes de banques créditeurs.

(En millions d'euros)

	30 juin 2009	30 juin 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26.563	21.974
Soldes de banque créditeurs (a)	(1.286)	(2.329)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets au 30 juin (b)	25.277	19.645

- (a) Inclus dans le poste « Autres dettes émises représentées par des titres et soldes de banque créditeurs » au passif du bilan.
(b) Les soldes de « Trésorerie et équivalents de trésorerie » du tableau des flux de trésorerie ne comprennent pas les soldes de trésorerie des fonds d'investissement consolidés du 'Satellite Investment Portfolio' (voir le paragraphe 1.7.2 de la note « Principes généraux »). Le solde de « Trésorerie et équivalents de trésorerie » du tableau des flux de trésorerie exclut la trésorerie détenue en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (contrats en unités de compte).

Note 1 : Principes généraux

1.1. Informations générales

La Société Anonyme française AXA S.A. (la « Société » et, ensemble avec ses filiales consolidées, « AXA » ou le « Groupe »), est la société mère d'un groupe international de services financiers, centré sur la protection financière. AXA opère principalement en Europe, en Amérique du Nord et dans la région Asie/Pacifique. La liste des principales entités incluses dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés semestriels d'AXA figure à la Note 2 de la présente annexe aux comptes consolidés.

Les principaux métiers d'AXA sont les suivants :

- Assurance Vie, Epargne, Retraite,
- Assurance Dommages,
- Assurance Internationale,
- Gestion d'actifs,
- Activités bancaires.

AXA est coté à la fois sur l'Euronext à la Bourse de Paris et, depuis le 25 juin 1996, au New York Stock Exchange.

Les états financiers consolidés semestriels, y compris l'ensemble des notes ci-après ont été finalisés par le Directoire le 31 juillet 2009.

1.2. Principes comptables généraux

1.2.1. Principes généraux de préparation des comptes consolidés

Les comptes consolidés semestriels d'AXA sont arrêtés au 30 juin. Cependant, certaines sociétés du Groupe ont une date de clôture semestrielle différente, en particulier AXA Life Japon dont les comptes semestriels sont arrêtés au 31 mars.

Les comptes consolidés semestriels du Groupe sont établis sur la base des normes IFRS conformément à la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire et aux interprétations IFRIC, définitives et en vigueur au 30 juin 2009, telles qu'adoptées par l'Union Européenne avant l'arrêté des comptes. Le Groupe ne fait toutefois pas usage de la possibilité ouverte par le « carve out » de ne pas appliquer toutes les dispositions de la comptabilité de couverture imposées par IAS 39. En conséquence, les comptes consolidés sont également établis sur la base des normes IFRS telles qu'é émises par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Amendements aux normes et interprétations publiées et applicables à compter du 1^{er} janvier 2009

L'application des normes, amendements et interprétations suivants, au 1^{er} janvier 2009, n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe :

- La norme IFRS 8 – Segments opérationnels, publiée en novembre 2006 et l'amendement à IFRS 8, publié en avril 2009, remplacent IAS 14 – Information sectorielle. La nouvelle norme requiert que les segments opérationnels utilisés pour les besoins de la publication soient déterminés sur la base de la segmentation utilisée dans le reporting interne de l'entité par les responsables opérationnels pour allouer les capitaux et ressources aux différents segments et pour évaluer la performance de ces segments. La norme impose de fournir des explications sur la méthode de détermination de ces segments ainsi qu'une réconciliation avec les montants au bilan et au compte de résultat consolidés. L'information sectorielle présentée par AXA dans ses états financiers consolidés des exercices précédents était déjà en grande partie conforme aux dispositions d'IFRS 8.
- L'amendement de IAS 23 – Coûts d'emprunt, publié le 29 mars 2007, prévoit qu'une entité doit obligatoirement activer les coûts d'emprunt, et supprime la possibilité de les comptabiliser immédiatement en charges. Les actifs mesurés à la juste valeur sont exclus du champ d'application de cet amendement.
- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers, publiée le 6 septembre 2007 conclut la première phase du projet global de l'IASB de refonte de la présentation des états financiers. La nouvelle norme requiert i) de présenter, soit dans l'État des produits et des charges reconnus sur la période, soit dans deux états distincts, toutes les variations enregistrées dans les capitaux propres d'une entité résultant de transactions hors celles réalisées avec les actionnaires ; ii) de présenter un État de situation financière (bilan) à la date d'ouverture de la plus ancienne période comparative présentée, lorsque l'entité applique de manière rétrospective une méthode comptable ou effectue un retraitement rétrospectif dans ses états financiers. Elle impose également de publier le montant de l'impôt sur le résultat rattaché à chacun des éléments de l'État des produits et des charges reconnus sur la période, ainsi que les ajustements provenant de reclassements d'éléments de l'État des produits et des charges reconnus sur la période. Enfin, la révision d'IAS 1 modifie l'intitulé des états financiers.
- L'amendement de IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions, publié le 17 janvier 2008 limite les conditions d'acquisition des droits aux seules conditions de services et de performance. Les autres caractéristiques d'un

paiement fondé sur des actions ne constituent pas des conditions d'acquisition de droits. L'amendement spécifie également que toutes les annulations, initiées par l'entité ou les autres parties, doivent être traitées en comptabilité de manière similaire.

- Les amendements de IAS 32 – Instruments financiers : Présentation et de IAS 1 – Présentation des états financiers – Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations en cas de liquidation, publiés le 14 février 2008, prévoient respectivement i) que certains instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations en cas de liquidation soient classés dans les capitaux propres si certaines conditions sont remplies et ii) que des informations sur ces instruments soient fournies en annexe.
- Les améliorations apportées aux normes IFRS, publiées le 22 mai 2008, incluent des amendements ne faisant pas partie intégrante d'un projet majeur. Ils sont présentés dans un document unique plutôt que comme une série de changements isolés. Ils intègrent des changements d'ordre comptable en matière de présentation, comptabilisation et évaluation, ainsi que des modifications de terminologie et de rédaction avec un impact minimal sur la comptabilité.
- IFRIC 15 – Accords pour la construction d'un bien immobilier, publiée le 3 juillet 2008 s'applique à la comptabilisation des produits et des charges qui y sont associées, par les entités qui construisent des biens immobiliers directement ou en recourant à la sous-traitance. IFRIC 15 précise comment déterminer si un accord pour la construction d'un bien immobilier est soumis à IAS 11 – Contrats de construction ou à IAS 18 – Produits des activités ordinaires, et quand le chiffre d'affaires relatif à la construction doit être comptabilisé.
- IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger, publiée le 3 juillet 2008, s'applique à une entité qui couvre un risque de change lié à ses participations nettes dans des activités à l'étranger et qui souhaite bénéficier de la comptabilité de couverture conformément à IAS 39. IFRIC 16 ne s'applique pas aux autres types de comptabilité de couverture. L'interprétation précise la nature des risques de change éligibles à la comptabilité de couverture et où, à l'intérieur d'un groupe, l'instrument de couverture peut être détenu. Elle s'appliquera de façon prospective aux transactions et contrats de couverture conclus après sa date d'adoption.
- L'amendement à IFRS 7 – Améliorations des informations à fournir sur les instruments financiers, publié le 5 mars 2009, introduit une hiérarchie à trois niveaux dans l'information à donner sur la juste valeur, et distingue les évaluations de la juste valeur en fonction de la nature des données retenues dans les mesures effectuées (telles que les prix cotés, les données de marché observables, les autres données). Il renforce aussi les informations à communiquer sur la nature et le niveau du risque de liquidité associés aux instruments financiers auxquels l'entité est exposée.
- Les amendements à IFRIC 9 et IAS 39 – Dérivés incorporés, publiés le 12 mars 2009, précise que lors du reclassement d'un actif financier en dehors de la catégorie « à la juste valeur par le biais du compte de résultat », tous les dérivés incorporés doivent faire l'objet d'une évaluation et, si nécessaire, être comptabilisés séparément dans les états financiers. Le Groupe n'avait procédé à aucun reclassement d'actifs financiers, comme ceux autorisés par les amendements à IAS 39 publiés en 2008.

Au 30 juin 2009, il n'y a aucune norme ou interprétation publiée par l'IASB et en vigueur au 1er janvier 2009, mais non encore adoptée par l'Union Européenne, qui soit applicable au Groupe.

Normes et interprétations publiées mais non encore en vigueur

La norme IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises et les amendements de IAS 27 – Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales, publiés le 10 janvier 2008 et applicables aux exercices comptables ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009 (une adoption anticipée étant toutefois autorisée), constitue la deuxième phase du projet de l'IASB sur les regroupements d'entreprises. La norme IFRS 3 révisée introduit un certain nombre de changements dans le traitement comptable des regroupements d'entreprises qui pourraient avoir une incidence sur le montant de l'écart d'acquisition à enregistrer, le résultat de l'exercice de l'acquisition et les résultats ultérieurs. Les amendements de IAS 27 requièrent qu'un changement de taux d'intérêt dans une filiale soit comptabilisé comme une opération au sein des capitaux propres, sans impact sur l'écart d'acquisition ou le résultat. En outre, ils introduisent des changements dans la comptabilisation des pertes générées par les filiales ainsi que dans le traitement comptable d'une perte de contrôle d'une entité. Les changements s'appliqueront prospectivement aux nouvelles acquisitions et aux transactions avec les actionnaires minoritaires qui auront lieu après la date d'adoption.

L'amendement relatif aux éléments couverts éligibles (amendement à IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation), publié le 31 juillet 2008 et applicable par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010, clarifie les modalités d'application des principes en vigueur pour la comptabilité de couverture. Des précisions sont apportées sur la façon dont la comptabilité de couverture doit s'appliquer dans le cadre (a) d'un risque unilatéral sur un élément couvert et (b) de l'inflation sur un élément financier couvert. Cet amendement ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

IFRIC 17 – Distribution en nature aux actionnaires, publiée le 27 novembre 2008 et applicable par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010, clarifie comment une entité doit mesurer une distribution d'actifs autre qu'en espèces à l'occasion d'un paiement de dividendes aux actionnaires. L'interprétation requiert également que des informations

complémentaires soient fournies en annexe si les actifs nets destinés à être distribués aux actionnaires remplissent les critères d'activités abandonnées. L'interprétation s'appliquera de façon prospective après sa date d'adoption.

Les améliorations apportées aux normes IFRS, publiées le 16 avril 2009, incluent des amendements ne faisant pas partie intégrante d'un autre projet majeur. Ils sont présentés dans un document unique plutôt que comme une série de changements isolés. Ils sont en général applicables à compter du 1^{er} janvier 2010, sauf spécifié autrement. Ces amendements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe. AXA a décidé d'utiliser la possibilité d'adopter par anticipation au 1^{er} janvier 2009 l'amendement à la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, qui traite de l'information en annexe relative aux total des actifs, et ce, par cohérence avec la première application d'IFRS 8 qui débutait également à compter du 1^{er} janvier 2009.

Préparation des états financiers

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses. Elle inclut une part de jugement dans l'application des principes comptables Groupe décrits ci-après. Les principaux postes du bilan concernés sont les écarts d'acquisition, en particulier dans le cadre des tests de dépréciation décrits au paragraphe 1.6.1, les valeurs de portefeuilles acquis, les frais d'acquisition reportés et assimilés, certains actifs en juste valeur, les passifs liés à l'activité d'assurance, les engagements de retraite et les éléments liés aux rémunérations en actions. Les principes ci-dessous précisent les modalités d'évaluation de ces postes. Ces dernières, ainsi que les hypothèses clefs le cas échéant, sont détaillées plus en avant, lorsque cela s'avère significatif et pertinent, dans les notes relatives aux postes d'actifs et de passifs concernés dans le cas où des changements significatifs ont été effectués depuis la dernière clôture annuelle.

Comme préconisé par la norme IAS 1, les actifs et passifs sont classés au bilan sur la base globalement d'un ordre croissant de liquidité, ce qui est plus pertinent pour les institutions financières que la classification entre éléments courants et non courants. Comme chez la plupart des compagnies d'assurance, les dépenses sont classées par fonction dans le compte de résultat.

Tous les montants du bilan consolidé, compte de résultat consolidé, tableau des flux de trésorerie consolidés, l'État des produits et des charges reconnus sur la période et des annexes sont exprimés en millions d'euros, arrondis à l'unité supérieure, sauf mention contraire.

1.2.2. Première adoption des normes IFRS

Pour le Groupe AXA, la date de transition est le 1^{er} janvier 2004. AXA a préparé son bilan d'ouverture en IFRS à cette date. La date d'adoption des normes IFRS par le Groupe est le 1^{er} janvier 2005.

Les principales options retenues conformément à la norme IFRS 1 ont été les suivantes :

Méthode de l'acquisition, écart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004

Conformément à l'option proposée par la norme *IFRS 1*, AXA a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs. Par conséquent, les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 sont comptabilisés dans les états financiers IFRS selon les principes anciennement en vigueur, à l'exception des éléments suivants :

- l'écart d'acquisition a été libellé en IFRS dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise depuis le 1^{er} janvier 2004 (transition à IFRS), et
- tout élément comptabilisé conformément aux normes comptables anciennement en vigueur et ne répondant pas aux critères IFRS permettant de le reconnaître comme actif ou passif a été reclassé en écart d'acquisition.

En conséquence, la valeur brute des écarts d'acquisition représente la valeur brute de ces écarts d'acquisition au 31 décembre 2003 diminuée des amortissements cumulés, enregistrés en norme française jusqu'à cette date.

Différences de conversion

AXA a choisi l'option permettant de remettre à zéro le montant cumulé passé des écarts de conversion de toutes les activités à l'étranger au 1^{er} janvier 2004.

Comptabilisation des engagements de retraite

Les pertes et gains actuariels historiques cumulés de tous les engagements de retraite ont été enregistrés en report à nouveau au 1^{er} janvier 2004.

Les principes comptables d'AXA sont appliqués de manière homogène à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers y compris les principes relatifs à la classification et l'évaluation des contrats d'assurance, d'investissement ainsi que des autres actifs et passifs financiers, dont les dérivés.

1.3. Principes et méthodes de consolidation

1.3.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés au sein desquelles AXA exerce un contrôle sont dénommées filiales. Selon la définition d'IAS27 en

vigueur, le contrôle se caractérise par la capacité à diriger la politique financière et opérationnelle d'une société afin de retirer un profit de ses activités. Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir du moment où le contrôle, tel que conçu par le modèle actuel d'IAS27 / SIC12, est transféré à AXA. Ce contrôle est présumé dès lors qu'AXA détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont également pris en compte pour déterminer si AXA contrôle une autre entité.

Les entités qui sont contrôlées en substance, en particulier au travers d'un statut spécifique ou d'un accord, même sans détention de droits de vote, sont aussi consolidées. Il s'agit notamment d'entités *ad hoc*, par exemple de véhicules de titrisation.

Sont consolidées par intégration proportionnelle les sociétés sur lesquelles AXA exerce avec un ou plusieurs tiers un contrôle conjoint.

Sont comptabilisées par mise en équivalence les sociétés sur lesquelles AXA a une influence durable et notable. AXA est présumé exercer une influence notable lorsqu'il détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote, ou par exemple lorsque l'influence notable existe au travers d'un pacte d'actionnaires. La quote-part d'AXA dans les profits ou pertes d'une société mise en équivalence postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat, tandis que sa quote-part dans les variations de réserves postérieures à l'acquisition figure en « Autres réserves ».

Les fonds d'investissement et les sociétés immobilières sont consolidés soit par intégration globale soit par intégration proportionnelle, ou encore comptabilisés par mise en équivalence en fonction des critères d'IAS27 / SIC12 qui sont satisfaits parmi ceux énoncés précédemment. Pour les sociétés d'investissement consolidées par intégration globale, les intérêts minoritaires sont comptabilisés à la juste valeur et enregistrés en dettes au bilan lorsque des instruments de ces sociétés sont remboursables à la juste valeur, au gré du détenteur. Les fonds d'investissement comptabilisés en utilisant la mise en équivalence sont inclus dans le poste du bilan intitulé « Placements financiers ».

1.3.2. Regroupements d'entreprises : comptabilité d'acquisition et goodwill, y compris acquisitions d'intérêts minoritaires

Conformément à l'option proposée par la norme *IFRS 1*, les regroupements d'entreprises antérieurs à 2004 n'ont pas été retraités par rapport aux principes français anciennement en vigueur. Les principes décrits ci-dessous s'appliquent aux opérations de regroupements d'entreprises intervenues après le 1^{er} janvier 2004.

Évaluation des actifs et passifs de sociétés nouvellement acquises, et des passifs éventuels

Lors de la première consolidation, l'ensemble des actifs, passifs et passifs éventuels de la société acquise est estimé à sa juste valeur. Toutefois comme le permet *IFRS 4*, les passifs liés aux contrats d'assurance vie ou aux contrats d'investissement avec participation discrétionnaire sont maintenus à la valeur comptable antérieure à la date d'acquisition, dans la mesure où cette base d'évaluation est cohérente avec les principes comptables d'AXA. La juste valeur des portefeuilles acquis de contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire est enregistrée à l'actif du bilan pour un montant correspondant à la valeur actualisée des profits futurs estimés relatifs aux contrats existants à la date d'acquisition (également dénommée valeur des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis). La valeur actuelle des profits futurs tient compte du coût du capital et est estimée d'une part en utilisant des hypothèses actuarielles fondées sur des projections faites à la date d'acquisition, et d'autre part en utilisant un taux d'escompte intégrant une prime de risque.

Les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire ne bénéficient pas de cette dérogation permise par *IFRS 4* durant la Phase I du projet « Assurance » de l'IASB qui conduit à comptabiliser la juste valeur des provisions acquises via la reconnaissance d'un actif correspondant à la valeur des portefeuilles acquis. Les passifs des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire sont directement valorisés en juste valeur. Conformément à *IAS 39*, la juste valeur de ces contrats ne peut être inférieure à la valeur de rachat, dans le cas de l'existence d'une option de rachat.

Les autres actifs incorporels tels que la valeur de la relation clientèle sont reconnus s'ils peuvent être évalués de façon fiable. Dans ce cas, la valeur de la relation clientèle représente la valeur des flux futurs attendus des renouvellements et ventes croisées de nouveaux produits auprès de la clientèle connue et identifiée au moment de l'acquisition. Ces projections incluent des hypothèses de sinistralité, de frais et de revenus financiers ou peuvent être estimées sur la base de la valeur des affaires nouvelles. Conformément aux principes comptables appliqués avant la conversion aux normes *IFRS* et dont l'utilisation est toujours autorisée par la norme *IFRS 4*, les versements libres futurs liés aux contrats acquis sont également pris en compte dans les portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis.

Les actifs incorporels qui peuvent être évalués séparément et de façon fiable peuvent aussi être évalués sous l'angle des moyens marketing acquis qui permettront de générer ces flux futurs.

La nature des actifs incorporels reconnus est cohérente avec les méthodes de valorisation de l'entité acquise utilisées au moment de son acquisition.

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, seuls les coûts de restructuration mesurables de façon fiable et qui correspondent à une obligation de la société acquise existant préalablement à la date d'acquisition, sont inclus dans

les provisions pour restructuration enregistrées au bilan de la société acquise, à la date d'acquisition.

Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs transférés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de la transaction, augmenté des frais externes directement liés à l'acquisition.

Tout ajustement du coût d'un regroupement d'entreprises dépendant d'événements futurs doit être inclus dans le coût d'acquisition si l'ajustement est probable et peut être évalué de façon fiable. Lors de l'évaluation du montant de l'ajustement, il convient d'utiliser des hypothèses cohérentes avec celles utilisées pour la valorisation des actifs incorporels (telle que la valeur des portefeuilles de contrats d'une société d'assurance acquis). Si les événements futurs ne se réalisent pas ou si l'estimation doit être révisée, le coût d'acquisition doit être ajusté avec une incidence sur le montant de l'écart d'acquisition et/ou sur la valorisation des actifs et passifs de l'entité acquise.

Lorsque l'opération est effectuée en devises étrangères, le cours de change retenu est celui du jour de l'opération ou le jour du début de la transaction si celle-ci s'étale dans le temps.

Écarts d'acquisition

La différence positive entre le coût d'acquisition pour l'acquéreur et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels acquis représente l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une entité étrangère est enregistré dans la devise locale de l'entité acquise et est converti en euros à la date de clôture.

Si ce coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels acquis, la différence est enregistrée directement dans le compte de résultat consolidé.

Les écarts d'acquisition peuvent être modifiés dans les douze mois à compter de la date d'acquisition, sur la base des nouvelles informations disponibles permettant de finaliser la comptabilisation initiale de la transaction. Dans ce cas, les informations fournies à titre de comparaison sont présentées comme si la comptabilisation initiale avait été finalisée à la date d'acquisition.

Si après une période de 12 mois, un impôt différé actif initialement considéré comme non recouvrable répond finalement aux critères de comptabilisation, le gain d'impôt correspondant est enregistré dans le compte de résultat consolidé, mais l'effet est compensé par une réduction de goodwill également reconnue au compte de résultat.

L'écart d'acquisition est alloué par segment (« Assurance Vie, Épargne, Retraite », « Assurance Dommages », « Assurance Internationale », « Gestion d'Actifs » et « Activités bancaires ») aux unités génératrices de trésorerie correspondant : (i) aux différentes sociétés (ou portefeuilles) acquises, en fonction de leur rentabilité attendue, (ii) aux entités déjà présentes dans le Groupe AXA qui bénéficieront des synergies attendues du regroupement avec les activités acquises. Cette allocation de l'écart d'acquisition est utilisée à la fois pour la présentation des résultats par segment et pour les tests de dépréciation.

Rachat de minoritaires

Lors d'un rachat d'actions de minoritaires d'une filiale, un nouvel écart d'acquisition est comptabilisé, correspondant à la différence entre le prix payé pour le lot complémentaire et la quote-part de capitaux propres rachetés (incluant les variations de juste valeur inscrites en capitaux propres).

Engagements de rachat de minoritaires

Lors de l'acquisition du contrôle d'une filiale, une option de vente peut être octroyée aux actionnaires minoritaires. La reconnaissance de l'option en dette dépend toutefois des clauses précises du contrat.

Lorsqu'il s'agit d'un engagement inconditionnel exerçable au gré du détenteur de l'option, l'option est comptabilisée en dette. La contrepartie de cette dette ne faisant l'objet d'aucune précision dans le corps de normes IFRS actuel et l'« Agenda Committee » de l'IFRIC ayant décidé en 2006 de ne pas se prononcer sur le traitement de ces opérations, la méthode adoptée par le Groupe consiste à : (i) reclasser en dettes les intérêts minoritaires représentatifs d'une quote-part des capitaux propres de la filiale, (ii) réévaluer cette dette à la valeur actualisée du prix de l'option, (iii) comptabiliser la différence en augmentation de l'écart d'acquisition. De façon similaire, les variations ultérieures de la valeur de cette dette sont enregistrées en contrepartie de l'écart d'acquisition.

Transactions intragroupes

Les transactions intragroupes, y compris les dividendes internes, les dettes et créances et les gains ou pertes liés à ces transactions sont éliminées :

- en totalité pour les filiales contrôlées ;
- à hauteur de la quote-part d'AXA pour les sociétés mises en équivalence et intégrées proportionnellement.

L'impact sur le résultat des transactions entre sociétés consolidées est toujours éliminé, à l'exception des pertes internes présentant un caractère durable qui sont maintenues.

Lorsqu'un actif, objet d'une cession interne, n'est pas destiné à être conservé de façon durable au sein du Groupe, un impôt différé est constaté en contrepartie de l'impôt courant calculé sur la plus ou moins-value réalisée. L'incidence

sur le compte de résultat de l'éventuelle participation aux bénéfices due aux assurés au titre de cette transaction est également éliminée, une participation aux bénéfices différée étant portée à l'actif du bilan.

Par ailleurs, le transfert de titres d'une entreprise consolidée entre deux entreprises consolidées mais détenues avec des pourcentages d'intérêts différents n'affecte pas le résultat du Groupe à l'exception des éventuels impôts et participation aux bénéfices dus aux assurés comptabilisés au titre de la transaction qui sont maintenus dans les comptes consolidés. Ces transferts ont également une incidence, qui trouve sa contrepartie dans les intérêts minoritaires, sur les capitaux propres du Groupe. Cette incidence est isolée sur la ligne « Autres variations » de l'état de variation des capitaux propres consolidés.

1.4. Conversion des comptes et transactions en monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros, l'euro étant la devise de présentation du Groupe.

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe dont la devise fonctionnelle (devise du principal environnement économique dans lequel l'entité opère) est différente de la devise de présentation du Groupe, sont convertis dans la devise de présentation selon la méthode suivante :

- les actifs et passifs des sociétés dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro, sont convertis en euros sur la base des taux de change à la clôture ;
- les charges et produits sont convertis aux taux de change moyens de la période ;
- toutes les différences de change qui en résultent sont enregistrées comme une composante distincte des capitaux propres (écarts de conversion).

Au niveau de chaque entité, les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise fonctionnelle de l'entité en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de transactions. Les gains ou pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion aux taux de change à la date de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat, sauf lorsque la comptabilité de couverture est appliquée, comme décrit ci-après au paragraphe 1.9.

Comme mentionné au paragraphe 1.3.2, l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une entité étrangère est enregistré dans la devise locale de l'entité acquise et est converti en euros à la date de clôture.

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une filiale étrangère, des emprunts et des instruments de devise désignés comme des instruments de couverture de cet investissement, sont enregistrés dans les capitaux propres en écarts de conversion et constatés en résultat lors de la cession de l'investissement net couvert.

Les écarts de change sur actifs financiers monétaires classés en actifs disponibles à la vente sont enregistrés en produits ou charges de la période pour la partie correspondant au coût amorti. Les écarts de change résiduels relatifs aux changements de juste valeur sont enregistrés en capitaux propres.

1.5. Information sectorielle

L'information sectorielle présentée dans les états financiers consolidés semestriels reflète à la fois les lignes de métiers (segment principal d'activité) et les zones géographiques. Elle est fondée sur cinq lignes de métiers : Assurance Vie, Epargne, Retraite, Assurance Dommages, Assurance Internationale, Gestion d'actifs et Activités bancaires. Un segment supplémentaire intitulé « Holdings » inclut les activités non opérationnelles.

1.6. Actifs incorporels

1.6.1. Écart d'acquisition et dépréciation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est présumé avoir une durée d'utilisation indéfinie et n'est donc pas amorti. Il est sujet à des tests de dépréciation au moins une fois par an. La dépréciation de l'écart d'acquisition n'est pas réversible.

Les tests de dépréciation d'écart d'acquisition, réalisés au moins une fois par an, sont fondés sur les unités génératrices de trésorerie en utilisant une analyse multicritères (les paramètres incluent la valeur des actifs, les profits futurs d'exploitation, la part de marché) afin de déterminer d'éventuelles évolutions défavorables significatives. Cette analyse tient également compte de l'interdépendance des transactions à l'intérieur des sous-groupes. Au sein de chaque unité génératrice de trésorerie, une comparaison est effectuée entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, cette dernière correspondant à la valeur la plus haute entre la valeur de marché et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond aux actifs nets et aux revenus futurs attendus des portefeuilles existants et des affaires nouvelles, en prenant en compte les flux de trésorerie futurs des unités génératrices de trésorerie. La valeur des revenus futurs attendus est estimée sur la base des valorisations des portefeuilles des contrats d'assurance vie et d'investissement (« embedded au bilan ») publiés par AXA ou de calculs similaires pour les autres activités. Les valeurs de marché sont quant à elles fondées sur différents multiples de valorisation.

1.6.2. Valeurs des portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance vie acquis

La valeur de portefeuille de contrats d'assurance et de contrats d'investissement avec participation discrétionnaire acquis comptabilisée lors d'un regroupement d'entreprises (voir paragraphe 1.3.2) est amortie en fonction de

l'émergence des profits sur la durée de vie du portefeuille de contrats. De manière similaire au test de suffisance du passif (voir paragraphe 1.13.2), un test de recouvrabilité est réalisé chaque année en fonction de l'expérience et de l'évolution anticipée des principales hypothèses.

1.6.3. Autres actifs incorporels

Les autres immobilisations incorporelles incluent des logiciels développés pour un usage interne dont les coûts directs font l'objet d'un amortissement linéaire sur la base de la durée de vie estimée des immobilisations.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent également la valeur de la relation clientèle ainsi que les accords de distribution valorisés lors de regroupements d'entreprises, si leur juste valeur peut être mesurée de manière fiable et s'il est probable que le Groupe bénéficiera des avantages économiques attribuables à ces actifs. Lorsque ces actifs ont une durée d'utilité finie, ils font l'objet d'un amortissement sur cette durée de vie. Dans tous les cas, ils font l'objet d'un test de dépréciation, à chaque clôture pour les actifs ayant une durée d'utilité finie et annuellement pour les autres actifs. En cas de baisse de valeur significative, une provision pour dépréciation est constatée à hauteur de la différence entre la valeur au bilan et le montant le plus élevé de la valeur d'utilité ou de leur valeur vénale.

1.6.4. Frais d'acquisition reportés des contrats d'assurance vie et contrats d'investissement avec participation discrétionnaire aux bénéficiaires – Frais exposés à l'origine des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire

Les frais variables engagés lors de la souscription de contrats d'assurance et de contrats d'investissement avec participation discrétionnaire dans le cadre de la souscription d'affaires nouvelles sont portés à l'actif du bilan. Les frais d'acquisition ainsi reportés sont amortis sur la durée de vie des contrats en proportion de l'émergence attendue des profits futurs. En liaison avec le test de suffisance du passif (voir paragraphe 1.13.2), la recouvrabilité de cet actif est testée : la partie des frais d'acquisition qui, à la clôture de la période, s'avère non couverte par des profits futurs bruts estimés n'est pas considérée comme recouvrable et est donc constatée en charge.

Pour les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire, un actif similaire est comptabilisé, mais son montant est limité aux coûts directement rattachés à la prestation de gestion d'actifs. Cet actif est amorti en tenant compte des projections de prélèvements collectés sur la durée de vie des contrats. L'amortissement des frais reportés exposés à l'origine est revu à chaque date de clôture afin de refléter les écarts d'expérience observés et les changements d'hypothèses. Cet actif fait également l'objet de tests de recouvrabilité.

Les frais d'acquisition reportés et assimilés sont comptabilisés bruts de chargements et de prélèvements non acquis.

Ces chargements et prélèvements non acquis sont enregistrés séparément comme des provisions et sont amortis sur la durée de vie du contrat selon des règles identiques à celles utilisées pour l'amortissement des frais d'acquisition et assimilés.

1.7. Placements des entreprises d'assurance, du secteur bancaire et autres activités

Les placements comprennent l'immobilier de placement, les instruments financiers et notamment les actions, les obligations et les prêts.

1.7.1. Immobilier de placement

L'immobilier de placement (à l'exclusion des immeubles de placement adossés totalement ou partiellement à des passifs de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré et à des contrats « with-profit ») est comptabilisé au coût. Les composants des immeubles sont amortis sur leur durée estimée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable.

En cas de moins-value latente de plus de 15 %, une dotation aux provisions pour dépréciation est enregistrée, égale à la différence entre la valeur nette comptable de l'immeuble de placement et sa juste valeur fondée sur une évaluation indépendante. Par ailleurs, au niveau de chaque entité, si le montant cumulé des moins-values latentes inférieures à 15 % (sans compensation avec les plus-values latentes) dépasse 10 % du coût net cumulé des actifs immobiliers, une dotation aux provisions pour dépréciation supplémentaire est enregistrée ligne par ligne, jusqu'à ce que le seuil de 10 % ne soit plus excédé.

Durant les périodes suivantes, si la différence (positive) entre la juste valeur et la valeur nette comptable atteint 15 % ou plus, alors les provisions pour dépréciation précédemment enregistrées sont reprises à hauteur de la différence entre (a) la valeur nette comptable et (b) le montant minimal entre la juste valeur et le coût amorti (avant dépréciation).

L'immobilier de placement, adossé totalement ou partiellement aux passifs de :

- contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré,
- polices « with-profit » dont la rémunération est fondée sur des actifs immobiliers, est comptabilisé à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant enregistrées en résultat.

1.7.2. Classification des instruments financiers

Les instruments financiers sont classés dans les catégories suivantes, selon l'intention et la capacité à détenir les

actifs investis :

- actifs détenus jusqu'à échéance, comptabilisés au coût amorti ;
- prêts et créances (y compris les instruments de dette non cotés) comptabilisés au coût amorti ;
- actifs détenus à des fins de transaction et actifs désignés à la juste valeur, avec variation de juste valeur enregistrée par résultat ;
- actifs disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur avec variation de juste valeur inscrite en capitaux propres.

L'option de juste valeur qui consiste à désigner, lors de leur entrée dans le bilan, les actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en compte de résultat, est utilisée par le Groupe principalement dans les cas suivants :

- les actifs financiers pour lesquels le choix de l'option de juste valeur permet de réduire la dissymétrie comptable, et notamment :
 - les actifs adossés à des passifs résultant de contrats dont le risque financier est supporté par les assurés ;
 - les actifs inclus dans des stratégies de couverture mises en place par le Groupe pour des raisons économiques mais non éligibles à la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39 ;
 - les dettes détenues par les fonds obligataires structurés, principalement des CDO (Collateralized Debt Obligations) et contrôlés et consolidés par le Groupe ;
- les groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée sur la base de juste valeur : il s'agit essentiellement des titres détenus par des fonds d'investissement consolidés, gérés sur la base de la politique de gestion des risques du Groupe (« Satellite Investment Portfolios », voir la définition ci-après).

En pratique, les actifs détenus via les fonds d'investissement consolidés sont classés :

- soit au sein des « Core Investment Portfolios » qui comprennent les actifs adossés aux passifs des contrats d'assurance et d'investissement, gérés selon la stratégie de gestion Actif / Passif (ALM) d'AXA ;
- soit au sein des « Satellite Investment Portfolios », reflétant l'allocation stratégique d'actifs fondée sur une gestion dynamique visant à optimiser la rentabilité.

Les titres sous-jacents inclus dans les « Core Investment Portfolios » sont classés en « actifs disponibles à la vente » à moins qu'ils ne soient associés à une relation de couverture qualifiée ou plus généralement dans le cas où le choix de l'option de juste valeur est approprié pour réduire la dissymétrie comptable. Comme mentionné ci-dessus, les instruments financiers des « Satellite Investment Portfolios » sont comptabilisés à la juste valeur avec les variations de juste valeur comptabilisée en résultat.

Les actifs « disponibles à la vente », ceux détenus à des fins de transaction, les actifs désignés à la juste valeur (avec variation de juste valeur enregistrée dans le compte de résultat) et tous les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur, c'est-à-dire le prix auquel un actif pourrait faire l'objet d'un échange entre des négociateurs informés à des conditions de marché concurrentielles.

Les prêts non comptabilisés à la juste valeur sont valorisés au coût amorti, net de surcotes / décotes amorties et de provisions pour dépréciation.

Dépréciation des instruments financiers

À chaque date d'arrêté des comptes, AXA vérifie si un actif financier ou un groupe d'actifs financiers valorisé au coût amorti ou classé en « disponible à la vente » est durablement déprécié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers subit une dépréciation lorsqu'il y a des preuves objectives de perte de valeur suite à un ou plusieurs événements dont l'incidence sur les flux futurs estimés de l'actif peut être évaluée de manière fiable.

Pour les obligations « détenues jusqu'à échéance » ou « disponibles à la vente », une dotation aux provisions pour dépréciation respectivement fondée sur les flux futurs de trésorerie actualisés au taux d'intérêt initial effectif ou sur la juste valeur, est enregistrée en compte de résultat s'il est probable que les flux futurs de trésorerie ne seront pas pleinement recouverts du fait de la survenance d'un incident de crédit chez l'émetteur des titres. L'abaissement de la notation de crédit d'une entité ne constitue pas, en lui-même, une preuve de perte de valeur. Si ce risque diminue ou disparaît, la provision pour dépréciation peut être reprise. Le montant de cette reprise est également enregistré dans le compte de résultat.

Pour les actions disponibles à la vente, une baisse significative ou prolongée de la juste valeur du titre en dessous de sa valeur au bilan est une indication de perte de valeur. C'est le cas des actions, en situation de pertes latentes pendant une période continue de six mois ou plus précédant la date de clôture, ou supérieures à 20 % de la valeur nette comptable à la date de clôture. Si une telle situation existe pour un actif financier disponible à la vente, la perte cumulée mesurée comme la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute

dépréciation précédemment enregistrée dans le compte de résultat, est reprise des capitaux propres et fait l'objet d'une provision pour dépréciation constatée au compte de résultat. Les provisions pour dépréciation sur actions enregistrées dans le compte de résultat ne sont reprises dans le compte de résultat qu'à partir du moment où l'actif est vendu ou décomptabilisé.

Pour les prêts disponibles à la vente, la provision pour dépréciation est fondée sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif du prêt, en se basant sur le prix du marché du prêt, ou sur la juste valeur de la garantie.

Pour les actifs comptabilisés au coût amorti, y compris les prêts et les investissements classés en « actifs détenus jusqu'à échéance » ou les actifs figurant dans la catégorie « prêts et créances », le test de dépréciation est d'abord réalisé sur une base unitaire. Un test collectif est ensuite réalisé pour des groupes d'actifs ayant des risques similaires.

Les méthodes de calcul des valeurs nettes comptables des actifs cédés (coût moyen, premier entré premier sorti...) dépendent des gestions Actif / Passif (ALM), mises en place localement compte tenu des engagements spécifiques existant vis-à-vis des assurés. Ces méthodes peuvent être différentes au niveau du Groupe dès lors qu'elles sont appliquées de façon permanente au niveau de chaque entité.

1.8. Placements en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré

Au bilan, les placements en représentation des contrats d'assurance ou d'investissement dont le risque financier est supporté par les assurés sont présentés dans un poste séparé. Les passifs correspondant à ces actifs sont également présentés de façon symétrique dans un poste spécifique du passif du bilan. Cette présentation est pertinente et conforme à l'ordre de liquidité croissante recommandé par IAS 1 pour les institutions financières sachant que les risques sont supportés par les assurés, quelle que soit la nature des actifs adossés aux passifs (immobilier de placement, obligations, actions, etc.). Le détail de ces actifs est publié dans les notes annexes.

1.9. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont initialement enregistrés à la juste valeur à la date d'acquisition puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont comptabilisés dans le compte de résultat à moins que les instruments dérivés ne fassent partie d'une relation de couverture qualifiée, comme décrite ci-après. Le Groupe désigne certains dérivés en tant que : (i) couvertures de la juste valeur d'actifs ou du passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de juste valeur) ; ou (ii) couvertures de transactions futures hautement probables (couvertures de flux de trésorerie) ; ou (iii) couvertures d'investissements nets dans des opérations étrangères.

Le Groupe documente à l'origine la relation de couverture ainsi que ses objectifs et sa stratégie en termes de gestion de risques et la stratégie de couverture. Le Groupe formalise également l'efficacité de la couverture, à la fois lors de sa mise en place et sur la durée de la couverture, en indiquant l'efficacité réelle ou attendue des produits dérivés de couverture dans la compensation des variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

Couverture de juste valeur

Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qualifiés de couverture de juste valeur et les variations de juste valeur des actifs et passifs dont le risque est couvert sont enregistrées dans le compte de résultat.

Couverture de flux de trésorerie

La part efficace de variation de juste valeur des instruments dérivés désignés et qualifiés de couvertures de flux de trésorerie est enregistrée en capitaux propres. Le gain ou la perte relatif à la part inefficace est immédiatement comptabilisé dans le compte de résultat. Les montants accumulés du gain ou de la perte en capitaux propres sont recyclés dans le compte de résultat sur la période durant laquelle l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsque la transaction couverte future est comptabilisée). Quand un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu, ou bien lorsque la couverture ne remplit plus les critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé enregistré dans les capitaux propres est alors comptabilisé en résultat en même temps que la transaction future initialement couverte impacte elle-même le compte de résultat.

Couverture d'investissement net

La comptabilité de couverture d'investissements nets des opérations étrangères est identique à celle de la couverture des flux de trésorerie. Le gain ou la perte sur l'instrument de couverture lié à la part efficace de la couverture est enregistré en capitaux propres. Le gain ou la perte lié à la part inefficace est immédiatement enregistré dans le compte de résultat. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat lors de la cession de l'entité étrangère.

Produits dérivés ne remplissant pas les conditions requises par la comptabilité de couverture

Les variations de juste valeur de tous les autres instruments dérivés qui ne remplissent pas les conditions requises par la comptabilité de couverture sont immédiatement enregistrées dans le compte de résultat.

Le Groupe détient des actifs financiers qui comportent des produits dérivés incorporés. Ces dérivés incorporés sont

enregistrés séparément et évalués à la juste valeur dans le compte de résultat, si l'impact est jugé significatif.

Pour la présentation au bilan, les produits dérivés sont rattachés aux actifs ou passifs couverts, que ces produits dérivés remplissent ou non les critères de comptabilité de couverture.

1.10. Actifs et passifs destinés à la vente dont ceux relatifs à des abandons d'activité

Cette catégorie comprend les actifs, notamment des immeubles ou activités destinés à être cédés ou abandonnés dans les douze mois qui suivent. Les filiales destinées à être cédées demeurent dans le périmètre de consolidation jusqu'au jour où le Groupe en perd le contrôle effectif. Les actifs et activités (actifs et passifs) concernés sont évalués à la valeur la plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession. Ils sont présentés au bilan dans des postes d'actifs et de passifs séparés. Les comptes de passifs (hormis les fonds propres) des filiales destinées à être cédées sont comptabilisés séparément au passif du bilan consolidé, sans compensation avec les actifs.

Dans le cas d'un abandon d'activité représentant soit une ligne de métier, une zone géographique principale et distincte ou une filiale acquise uniquement dans l'optique de la revendre, la contribution après impôts est comptabilisée sur une ligne particulière du compte de résultat. À des fins de comparabilité, les mêmes principes sont appliqués dans la présentation des comptes de résultat des exercices précédents inclus dans les états financiers. Ce poste séparé comprend également la plus ou moins-value après impôts enregistrée lors de la cession de l'activité à la date de la perte de son contrôle.

Des informations complémentaires sur les données figurant au bilan et dans le compte de résultat sont présentées dans l'annexe aux comptes consolidés.

1.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les espèces disponibles. Les équivalents de trésorerie sont des investissements liquides à court terme qui sont convertibles facilement en espèces et qui ne subissent qu'une faible volatilité.

1.12. Capitaux propres totaux

1.12.1. Capital social

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres s'il n'existe pas une obligation contractuelle de remettre à leurs détenteurs de la trésorerie ou d'autres actifs.

Les coûts complémentaires, nets de taxes, directement imputables à l'émission d'un instrument de capitaux propres viennent en déduction de la valeur de l'instrument émis.

1.12.2. Dettes perpétuelles

La classification des dettes perpétuelles, ainsi que de la charge d'intérêt correspondante le cas échéant, entre les postes de capitaux propres (dans le poste « Autres réserves ») ou de dettes s'effectue sur la base des clauses des contrats, sans prendre en considération les perspectives de remboursement éventuel lié à des contraintes économiques (surcoût lié aux clauses de majoration d'intérêts ou pression des actionnaires pour le paiement d'un dividende, par exemple).

1.12.3. Instruments financiers composés

Tout instrument financier émis par le Groupe comportant à la fois une composante de capitaux propres (par exemple, une option permettant de convertir un instrument de dette en un instrument de capitaux propres de la Société) et un instrument de dette (comportant une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie) est classé distinctement au passif du bilan, la composante de capitaux propres étant présentée en capitaux propres du Groupe (dans le poste « Autres réserves »). Les profits et les pertes associés à des remboursements ou des refinancements de la composante de capitaux propres sont présentés en variation de capitaux propres.

1.12.4. Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle (actions propres) et les coûts directement associés sont portés en diminution des capitaux propres consolidés. Lorsque ces titres sont par la suite vendus, ou réémis, toute contrepartie reçue est enregistrée dans les capitaux propres consolidés, nette d'impôts et des coûts directement associés.

Par exception, les titres d'autocontrôle détenus par les fonds contrôlés ne sont pas retraités pour la partie en représentation des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré, du fait de la nature de ces contrats. L'ensemble des risques et des bénéfices générés par la détention de ces titres est en effet complètement alloué aux détenteurs de ces contrats.

1.13. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

1.13.1. Classification des contrats

Le Groupe émet des contrats qui transfèrent un risque d'assurance ou un risque financier ou les deux.

Les contrats d'assurance, y compris les acceptations en réassurance, sont les contrats qui comportent un risque

d'assurance significatif. Ces contrats peuvent également transférer un risque financier de l'assuré vers l'assureur. Les contrats d'investissement sont les contrats qui comportent un risque financier sans risque d'assurance significatif.

Certains contrats d'assurance et d'investissement comportent une clause de participation aux bénéfices discrétionnaire. Cet élément donne droit au titulaire du contrat de recevoir en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- qui représentent normalement une quote-part significative des avantages contractuels ;
- dont le montant et/ou l'échéance est contractuellement à la discrétion du Groupe ;
- qui sont contractuellement fondées sur la performance d'un ensemble de contrats, les rendements de placements d'un portefeuille d'actifs ou le résultat de la société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

Pour certains types de contrats d'assurance ou d'investissement, le risque financier est supporté par l'assuré. De tels contrats correspondent notamment à des contrats en unités de compte.

Le Groupe classe son portefeuille de contrats d'assurance et d'investissement en six catégories :

- passifs liés à des contrats d'assurance,
- passifs liés à des contrats d'assurance dont le risque financier est supporté par l'assuré,
- passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire,
- passifs liés à des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire,
- passifs liés à des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire dont le risque financier est supporté par l'assuré, c'est-à-dire correspondant à des contrats en unités de compte ou des contrats multi-fonds qui comportent un fonds non libellé en unités de compte avec une participation discrétionnaire,
- passifs liés à des contrats d'investissement dont le risque financier est supporté par l'assuré et sans participation discrétionnaire.

1.13.2. Contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire

Conformément à IFRS 4, les règles de comptabilisation et décomptabilisation décrites ci-après reposent sur les principes comptables AXA appliqués avant l'adoption des IFRS, à l'exception de l'élimination de la provision d'égalisation et des changements sélectifs de principes autorisés par IFRS 4 (voir ci-après paragraphe sur les garanties plancher).

Les provisions pour primes non acquises constatent la part, calculée *pro rata temporis*, des primes émises et des primes restant à émettre qui se rapporte à la période comprise entre la date d'inventaire et la prochaine échéance du contrat ou, à défaut, de son terme.

Les provisions mathématiques des contrats d'assurance vie traditionnels (c'est-à-dire comportant un risque significatif de mortalité) sont calculées, sous réserve de l'homogénéité des méthodes utilisées avec les principes du Groupe conformément aux principes en vigueur dans chaque pays, de façon prospective, sur la base d'hypothèses de taux de rendement, de mortalité / morbidité et de frais de gestion.

En cas de changement de table de mortalité, une provision supplémentaire correspondant à l'écart entre les provisions calculées selon l'ancienne et la nouvelle table de mortalité doit être constituée.

Les provisions mathématiques des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire (dénommés auparavant « contrats d'épargne » dans les principes comptables AXA), comportant un risque faible de mortalité et de morbidité, sont déterminées à l'aide d'une approche prospective basée sur des taux d'escompte fixés à l'origine, dont les résultats sont similaires à ceux résultant d'une approche rétrospective (calcul d'une épargne acquise ou « account balance »).

Les taux d'escompte utilisés au sein du Groupe sont au plus égaux aux taux de rendement prévisionnels, prudemment estimés, des actifs affectés à leur représentation.

Une partie de la provision pour participation aux bénéfices vie est incluse dans les provisions mathématiques selon le degré d'incorporation de la participation stipulée dans les contrats d'assurance vie qui prévoient le versement aux assurés d'une participation assise sur les résultats enregistrés au titre de ces contrats.

Le poste « Passifs relatifs à la participation aux bénéfices » comprend la totalité du « Fund for future appropriation » des contrats « with-profit » britanniques, qui a principalement pour objet de couvrir les engagements au titre des « terminal bonus » futurs conformément aux termes de ces contrats. L'ensemble constitué par les provisions sur les contrats « with-profit » et le « Fund for future appropriation » varie avec la valeur de marché des actifs adossés aux fonds « with-profit » participants. Les provisions techniques sont évaluées sur une base « réaliste » conformément au standard comptable britannique FRS 27 et de façon homogène à la pratique des compagnies d'assurance britanniques pour ces contrats.

Pour les contrats d'assurance ainsi que pour les contrats d'investissement avec participation discrétionnaire, lorsque les contrats prévoient un taux minimum garanti, les insuffisances de provision éventuelles liées à des rendements futurs trop faibles sont immédiatement constatées.

Sauf lorsque ces garanties sont couvertes par un programme de gestion des risques faisant appel à l'utilisation d'instruments dérivés (voir paragraphe suivant), les garanties plancher, offertes au titre des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré et classés dans la catégorie des contrats d'assurance en raison de l'existence de ces garanties ou dans la catégorie des contrats d'investissement avec participation au bénéfice discrétionnaire, sont provisionnées sur la durée du contrat sur la base d'une approche prospective : la valeur actuelle des prestations futures à verser aux assurés en cas de déclenchement des garanties est estimée sur la base de scénarios raisonnables. Les hypothèses principales de ces scénarios portent sur les rendements financiers et leur volatilité, les taux de rachat et la mortalité. Cette valeur actuelle des prestations futures est provisionnée de telle sorte que le coût total moyen des garanties soit reconnu en fonction de l'émergence des prélèvements sur la durée de vie des contrats.

Certaines garanties plancher telles que les garanties plancher en cas de décès et les garanties de revenus minimum « Guaranteed Minimum Death ou Income Benefit » (« GMDB » ou « GMIB ») ou certaines garanties de performance proposées par les traités de réassurance sont couvertes par un programme de gestion des risques faisant appel à l'utilisation d'instruments dérivés. Afin de réduire la dissymétrie comptable entre la valorisation des passifs et la valorisation des dérivés de couverture, AXA a choisi d'appliquer l'option permise par IFRS 4.24 de réévaluer les provisions : cette réévaluation est faite à chaque arrêté des comptes sur la base d'une projection des garanties reflétant les taux d'intérêt et autres hypothèses courantes de marché. Son effet sur la période en cours étant constaté par résultat de façon symétrique à l'effet de la réévaluation des instruments dérivés utilisés en couverture. Ce changement de principes comptables a été appliqué à la date de passage aux IFRS le 1^{er} janvier 2004 aux portefeuilles de contrats couverts par le programme de gestion des risques à cette date. Tout portefeuille de contrats couvert par le programme de gestion des risques postérieurement à cette date est réévalué dans les mêmes conditions à compter de la date d'application du programme.

Provisions de sinistres (assurance non vie)

Les provisions de sinistres ont pour objet la couverture du coût total à terminaison des sinistres survenus. À l'exception des provisions pour rentes invalidité et incapacité qui font l'objet d'une actualisation, elles ne sont pas escomptées.

Ces provisions couvrent les sinistres déclarés, les sinistres survenus mais non encore déclarés, et l'ensemble des frais liés à la gestion de ces sinistres. Elles sont estimées sur la base de données historiques, des tendances actuelles de sinistralité, et prennent en compte les cadences de règlement observées dans l'ensemble des branches d'assurance, ainsi que les évolutions attendues en matière d'inflation, de réglementation ou de tout autre facteur ayant une influence sur les montants qui seront dus.

Provisions pour chargements non acquis

Les chargements perçus à l'émission du contrat pour couvrir des prestations de services futures sont reportés et reconnus en résultat sur la base des mêmes critères d'amortissement que ceux utilisés pour les frais d'acquisition reportés (cf. paragraphe 1.6.4).

Comptabilité reflet et participation aux bénéfices différée

Conformément à l'option offerte par IFRS 4, la comptabilité reflet est appliquée aux contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire. La comptabilité reflet affecte les provisions techniques, les frais d'acquisition et la valeur de portefeuilles des contrats acquis afin de refléter l'impact des plus ou moins-values latentes sur l'évaluation des passifs et actifs d'assurance de manière similaire à l'impact qu'ont les profits ou pertes réalisés sur cessions d'actifs.

Lorsque des plus ou moins-values latentes sont constatées, une provision pour participation aux bénéfices différée est enregistrée. Celle-ci correspond à la participation discrétionnaire attribuable à l'assuré et est déterminée en appliquant aux plus et moins-values latentes le taux de participation estimé sur la base des obligations implicites dans chacun des environnements concernés.

La participation aux bénéfices différée est intégralement classée au passif ou à l'actif. En conséquence, aucun élément n'est enregistré en fonds propres et AXA n'est pas tenu de vérifier que le passif constaté pour l'ensemble du contrat n'est pas inférieur au montant qui résulterait de l'application de IAS 39 à l'élément garanti.

Dans le cas de moins-values latentes nettes, une participation différée active n'est enregistrée que si son imputation, par entité, sur des participations futures est fortement probable. C'est notamment le cas si cette participation différée active peut venir en déduction des participations futures soit directement en s'imputant sur la participation différée passive constatée au titre de profits de cessions futurs, soit indirectement en étant imputée sur des chargements sur primes ou autres marges futures.

A toute plus ou moins-value latente sur les actifs détenus à des fins de transaction ou comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi qu'à toute autre écriture impactant le résultat générant une différence temporaire, est associé un impact de la comptabilité reflet en compte de résultat. De la même façon, à toute plus ou moins-value latente sur les

actifs disponibles à la vente enregistrée par capitaux propres ainsi qu'à toute autre écriture impactant les capitaux propres, correspond un impact de la comptabilité reflet comptabilisé en capitaux propres.

Test de suffisance du passif

À chaque clôture, des tests de suffisance du passif sont réalisés au niveau de chaque entité consolidée pour s'assurer du niveau suffisant des passifs d'assurance, nets de frais d'acquisition reportés, de la valeur de portefeuilles et de la participation différée active ou passive des assurés. Pour la réalisation de ces tests, les sociétés regroupent les contrats sur la base de critères communs en tenant compte de la manière dont ils ont été acquis, et dont ils sont gérés et dont leur profitabilité est mesurée. En outre, les entités se fondent sur la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs, des coûts de gestion des sinistres et des frais d'administration et tiennent compte des options et garanties incorporées aux contrats, ainsi que des taux de rendement des actifs adossés à ces passifs. Sont également considérés, les risques propres aux contrats (risque d'assurance, risque de marché, risque d'inflation, persistance, antisélection...) susceptibles d'indiquer que l'évaluation des passifs est insuffisante.

Toute insuffisance de provision est constatée en résultat, dans un premier temps, par annulation des frais d'acquisition reportés et de la valeur de portefeuilles acquis dans la limite de leurs montants, puis dans un second temps, par constitution d'une provision pour pertes liées à l'insuffisance de passif pour tout montant excédant les frais d'acquisition et les valeurs de portefeuilles acquis. Dans le cas spécifique des contrats d'assurance non vie, une provision pour risques en cours est constituée pour les contrats dont les primes sont estimées insuffisantes pour couvrir les sinistres et frais de gestion futurs.

Les dérivés incorporés dans les contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire

Les dérivés incorporés répondant à la définition de contrats d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini (par exemple, une valeur de rachat basée sur un montant fixe et un taux d'intérêt) ne sont pas évalués séparément du contrat hôte. Tous les autres dérivés sont évalués séparément à la juste valeur s'ils ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes et/ou s'ils ne répondent pas à la définition d'un contrat d'assurance.

1.13.3. Contrats d'investissement sans participation discrétionnaire

Conformément à IAS 39, ces contrats sont comptabilisés comme des dépôts, avec pour conséquence la non-reconnaissance en compte de résultat des flux de trésorerie correspondant aux primes reçues et aux prestations et sinistres réglés (voir ci-après « Comptabilisation des revenus »). Ces flux de trésorerie doivent plutôt être traités comme des dépôts ou des retraits.

Cette catégorie inclut principalement des contrats en unités de compte qui ne répondent pas à la définition de contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire. Les engagements afférents aux contrats en unités de compte sont évalués, selon les principes comptables existants, en se référant à la valeur de marché des actifs mis en représentation de ces contrats à la date d'arrêté des comptes.

Provision pour prélèvements non acquis

Les prélèvements perçus à l'émission des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire pour couvrir des prestations de services futures sont reconnus au passif et enregistrés en résultat sur la base des mêmes critères d'amortissement que ceux utilisés pour les frais exposés à l'origine sur ces mêmes contrats (cf. 1.6.4).

1.14. Réassurance : Cessions en réassurance

Les éléments de bilan et de compte de résultat, relatifs aux opérations de cession (et rétrocession) qui remplissent les critères de contrats d'assurance sont comptabilisés de façon similaire aux affaires directes (et aux acceptations) et conformément aux dispositions contractuelles.

1.15. Dettes de financement

Les dettes de financement destinées à financer la marge de solvabilité d'une entité opérationnelle ou à acquérir un portefeuille de contrats sont présentées au bilan de manière distincte des autres dettes.

1.16. Autres passifs

1.16.1. Impôt sur les sociétés

La charge semestrielle d'impôt sur les résultats est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel attendu sur l'ensemble de l'exercice (dans le cas d'une progressivité du taux d'impôt par tranche de résultat) pour chacune des entités du Groupe et pour chaque catégorie d'impôt.

Les impôts différés actifs et passifs sont générés par des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs et le cas échéant, par des reports en avant de pertes fiscales non utilisées. Les impôts différés actifs sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. Dès lors que la situation de la société ne permet pas d'envisager la récupération des impôts différés actifs, ceux-ci font l'objet d'une décomptabilisation.

Un passif d'impôt différé est notamment comptabilisé pour toute différence temporaire imposable liée à une participation dans une société incluse dans le périmètre de consolidation, à moins que le Groupe ne contrôle la date à

laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. En particulier, dès lors que des cessions de titres de sociétés consolidées sont prévues, l'écart entre la valeur comptable des titres de participation dans les comptes consolidés et la valeur fiscale de ces titres chez l'entreprise détentrice donne lieu à la comptabilisation d'un impôt différé (y compris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises lorsque le Groupe, en tant qu'acquéreur, a l'intention d'effectuer des cessions externes ou restructurations internes de titres ultérieurement à l'opération d'acquisition). Il en est de même pour les distributions de dividendes décidées ou probables dans la mesure où un impôt de distribution sera dû.

Un passif d'impôt différé lié à la différence temporaire entre la valeur fiscale et la valeur comptable d'un écart d'acquisition déductible fiscalement est constaté dans la mesure où il ne résulte pas de la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition. Cet impôt différé n'est repris qu'en cas de dépréciation de l'écart d'acquisition ou cession des titres consolidés correspondants.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont le Groupe s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. Lorsque l'impôt sur les sociétés est calculé à un taux différent si des dividendes sont versés, l'évaluation des impôts différés retient le taux d'imposition applicable aux bénéfices non distribués. Les effets des dividendes sur l'impôt sur les sociétés ne sont comptabilisés que lorsqu'un passif est enregistré au titre du paiement du dividende.

1.16.2. Engagements sociaux

Les engagements sociaux comprennent les sommes qui seront versées aux employés du Groupe AXA à compter de leur départ à la retraite (indemnité de départ, retraite complémentaire, aide médicale). Pour couvrir les engagements de retraite, certaines législations ont autorisé ou imposé la mise en place de fonds dédiés (*plan assets*).

Régimes à cotisations définies : des paiements sont effectués par l'employeur auprès d'un tiers (par exemple, un fonds de pension) qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser au salarié les montants de prestations qui lui sont dus. De ce fait, une fois les cotisations payées, aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe à l'exception de la charge des cotisations payées aux organismes.

Régimes à prestations définies : les régimes à prestations définies se caractérisent par l'évaluation actuarielle des engagements sur la base des règlements internes de chaque régime. La valeur actualisée des prestations futures de l'employeur, DBO (Defined Benefit Obligation), est calculée chaque année sur la base de projections à long terme de taux de croissance des salaires, de taux d'inflation, de table de mortalité, du taux de rotation des effectifs, de la durée résiduelle d'activité et de la revalorisation des rentes. La valeur inscrite au bilan au titre des engagements de retraite correspond à la différence entre la Defined Benefit Obligation et les actifs investis en valeur de marché destinés à les couvrir plan par plan. Lorsque le résultat de ce calcul est négatif, une provision pour risques et charges est dotée au passif du bilan. Dans le cas inverse, un actif est comptabilisé au bilan. Les gains et pertes actuariels dus aux écarts constatés par rapport aux estimations et aux changements d'hypothèses actuarielles sont enregistrés en capitaux propres (dans l'État consolidé des produits et charges reconnus de la période) en totalité sur la période durant laquelle ils ont été constatés. De manière symétrique, tout ajustement dû au plafonnement des actifs est enregistré en capitaux propres. Les coûts des services antérieurs non comptabilisés correspondent à la valeur des droits non encore acquis par les employés à la date d'un changement du montant des prestations suite à une modification d'un régime. Ce coût fait l'objet d'un amortissement linéaire sur la période moyenne d'acquisition des droits.

1.16.3. Rémunérations en actions

Les plans de rémunérations dont le paiement est fondé sur des actions du Groupe sont principalement réglés sous forme d'actions.

Tous les plans de rémunération dont le paiement est fondé en actions accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas encore intégralement acquis au 1^{er} janvier 2004 sont évalués à la juste valeur à la date d'octroi, la charge correspondante étant constatée au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les plans dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en numéraire sont comptabilisés à leur juste valeur et réévalués à chaque clôture, toute variation de juste valeur étant constatée en résultat.

Le plan d'épargne en actions des salariés, **AXA Shareplan**, établi selon des règles françaises, comprend deux options : une option classique et une option à effet de levier.

Le coût de l'option classique est valorisé conformément aux conclusions du CNC en France (« Conseil National de la Comptabilité »). Le coût de l'option à effet de levier est établi en tenant compte de la contrainte pour les salariés d'incessibilité des titres pendant cinq ans comme dans l'option classique, mais en incluant en complément la valeur des avantages implicitement supportée par AXA en permettant à ses employés de bénéficier de conditions de tarification plus favorables que celles qu'ils pourraient obtenir en tant que particuliers.

1.17. Provisions pour risques et charges et passifs éventuels

1.17.1. Provisions pour restructuration

Les coûts de restructuration autres que ceux qui pourraient être enregistrés à la date d'acquisition au bilan d'une société acquise font l'objet d'une provision lorsque le Groupe a une obligation présente qui découle d'un contrat, ou

un plan de restructuration détaillé et formalisé dont les principales caractéristiques ont été communiquées aux personnes concernées ou à leurs représentants.

1.17.2. Autres provisions et passifs éventuels

Une provision doit être comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation présente (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Il en est de même pour les passifs éventuels, à l'exception de ceux identifiés lors d'un regroupement d'entreprises (cf. section 1.3.2).

Les provisions sont déterminées sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, actualisée au taux sans risque pour les provisions à long terme.

1.18. Comptabilisation des revenus

1.18.1. Primes émises brutes

Les primes émises brutes correspondent au montant des primes de l'exercice émises et à émettre tant au titre des contrats d'assurance que d'investissement avec participation discrétionnaire par les sociétés d'assurance et de réassurance, ces primes s'entendant nettes d'annulations et brutes de cessions aux réassureurs. En réassurance, les primes sont enregistrées sur la base des primes déclarées par les sociétés cédantes, et sur la base d'estimations pour primes émises brutes.

1.18.2. Prélèvements issus des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire

Les primes collectées au titre des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire aux bénéficiaires sont enregistrées comme des dépôts après déduction des prélèvements. Les revenus de ces contrats sont constitués des prélèvements liés à l'émission, la gestion d'actifs, l'administration et le rachat de ces contrats. Les prélèvements collectés à l'origine destinés à couvrir les services futurs, sont reconnus en résultat sur la durée de vie estimée du contrat (voir « Provisions pour prélèvements non acquis » au paragraphe 1.13.3).

1.18.3. Comptabilité de dépôt (deposit accounting)

Les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire aux bénéficiaires entrent dans le périmètre de la norme IAS 39. La comptabilité de dépôt s'applique à ces contrats, ce qui implique :

- la reconnaissance des montants collectés directement en dépôts au passif, et non en « Revenus » au compte de résultat,
- l'enregistrement des sinistres en retraits sans transiter par le compte de résultat (en dehors d'éventuels prélèvements).

1.18.4. Décomposition des composantes « dépôt »

Le Groupe identifie séparément la composante dépôt d'un contrat d'assurance lorsque cela est requis par IFRS 4, à savoir lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le Groupe peut mesurer séparément la composante « dépôt » (y compris toute option de rachat incorporée, c'est-à-dire sans prendre en compte la composante « assurance »),
- les méthodes comptables du Groupe ne lui imposent pas autrement de comptabiliser l'ensemble des obligations et des droits générés par la composante « dépôt ».

À ce jour, il n'y a pas de situations, au sein du Groupe, dans lesquelles ces deux conditions sont remplies. Conformément aux principes d'IFRS 4, le Groupe continue à suivre les principes comptables appliqués précédemment par AXA aux contrats d'assurance et contrats d'investissement avec participation au bénéfice discrétionnaire. Selon ces principes, il n'y a pas de situations dans lesquelles tous les droits et obligations liés aux contrats ne seraient pas comptabilisés.

1.18.5. Variation de primes non acquises, nettes de chargements et prélèvements non acquis

Les variations de primes non acquises nettes de chargements et prélèvements non acquis comprennent les variations de provisions pour primes non acquises inscrites au passif (voir « Provisions pour primes non acquises » au paragraphe 1.13.2) ainsi qu'avec les variations de chargements et prélèvements non acquis. Les chargements et prélèvements non acquis sont destinés à couvrir les prestations de services futurs et sont reconnus en résultat sur la durée de vie estimée des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation discrétionnaire (voir « Provisions pour chargements non acquis » au paragraphe 1.13.2) et des contrats d'investissement sans participation discrétionnaire (voir « Provisions pour prélèvements non acquis » au paragraphe 1.13.3).

1.18.6. Produit net bancaire

Le Produit Net Bancaire comprend tous les revenus et dépenses provenant des activités bancaires, y compris les

charges d'intérêts et les commissions bancaires.

Il exclut les charges d'exploitation bancaire et les provisions pour dépréciation sur créances et prêts douteux, qui sont enregistrées dans la rubrique « Charges d'exploitation bancaire ».

1.18.7. Revenus des autres activités

Les revenus des autres activités incluent principalement :

- les revenus perçus par les sociétés d'assurance sur des activités annexes, notamment les commissions reçues sur la vente ou la distribution de produits financiers,
- les commissions reçues au titre des activités de gestion d'actifs,
- les loyers perçus par les sociétés foncières.

1.18.8. Participation aux bénéfices

La charge semestrielle de participation aux bénéfices est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux de distribution annuel envisagé sur l'ensemble de l'exercice pour chacun des portefeuilles de contrats au niveau de chaque entité du Groupe.

1.18.9. Résultat financier hors coût de l'endettement net

Le résultat financier hors coût de l'endettement net inclut :

- les revenus financiers sur placements des activités non bancaires, présentés nets de dotations aux amortissements sur immeubles de placement (pour les immeubles d'exploitation, les charges d'amortissement sont comprises dans le poste « Frais d'administration »). Cette ligne inclut les intérêts calculés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif pour les instruments de dettes et les dividendes reçus des instruments de capitaux propres,
- les frais de gestion des placements hors coût de l'endettement,
- les plus ou moins-values réalisées nettes de reprises de provisions pour dépréciation suite à cession,
- la variation des plus et moins-values latentes des actifs évalués en juste valeur dont les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat,
- la variation des provisions pour dépréciation sur placements (hors reprises suite à cession).

Pour les activités bancaires, les produits et charges d'intérêts liés à l'activité bancaire figurent dans le poste « Produit net bancaire » (cf. section 1.18.6).

Lorsqu'une opération en capital (autre qu'interne au Groupe) se traduit par la réduction de la participation du Groupe au capital d'une entité consolidée, un profit (ou perte) de dilution est enregistré en résultat de la gestion financière. Ce profit (ou perte) correspond à la variation de quote-part de fonds propres de la filiale détenue par AXA avant et après l'opération.

1.19. Événements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture concernent les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'autorisation de publication des états financiers :

- ces événements conduisent à un ajustement des états financiers consolidés s'ils contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture,
- si tel n'est pas le cas, ces événements se traduisent par la publication d'informations supplémentaires en annexes dans la mesure où celles-ci sont jugées pertinentes et significatives.

Note 2 : Périmètre de consolidation

2.1 Sociétés consolidées

2.1.1 Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale

Société mère et holdings intermédiaires	Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008	
		Pourcentage de droits de vote (d)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
AXA		Mère	-	Mère	
AXA China		100,00	77,37	100,00	77,18
AXA France Assurance		100,00	100,00	100,00	100,00
Colisée Excellence		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Participations II		100,00	100,00	100,00	100,00
Oudinot Participation		100,00	100,00	100,00	100,00
Société Beaujon		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Technology Services		100,00	99,99	100,00	99,99
Etats-Unis					
AXA Financial, Inc.		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA America Holding Inc.		100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni					
Guardian Royal Exchange Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA UK Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA Equity & Law Plc		99,96	99,96	99,96	99,96
Irlande					
AXA Life Europe		100,00	100,00	100,00	100,00
Asie Pacifique (hors Japon)					
National Mutual International Pty Ltd (a)		100,00	53,81	100,00	53,42
AXA Life Singapore Holding (a)		100,00	53,81	100,00	53,42
AXA Asia Pacific Holdings Ltd (c)		53,81	53,81	53,15	53,42
Japon					
AXA Japan Holding		98,40	98,40	98,40	98,40
Allemagne					
Kölnische Verwaltungs AG für Versicherungswerte		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Konzern AG		100,00	100,00	100,00	100,00
DBV-Winterthur Holding AG	Rachat des intérêts minoritaires	100,00	100,00	98,81	98,81
WinCom Versicherungs-Holding AG		100,00	100,00	100,00	100,00
Winterthur Beteiligungs-Gesellschaft mbH		100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique					
AXA Holdings Belgium		100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg					
AXA Luxembourg SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas					
Vinci BV		100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne (MedLA) (b)					
AXA Mediterranean Holding SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Italie (MedLA) (b)					
AXA Italia SpA		100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc (MedLA) (b)					
AXA Holding Maroc S.A.		100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie (MedLA) (b)					
AXA Holding A.S.		100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse					
Finance Solutions SARL		100,00	100,00	100,00	100,00

(a) Entièrement détenue par AXA Asia Pacific Holdings Limited.

(b) « MedLA » : le pays concerné appartient à la Région Méditerranéenne et Amérique Latine.

(c) Le pourcentage d'intérêt du Groupe dans AXA Asia Pacific Holdings Ltd est de 53,81%, composé de 53,59% de détention directe et de 0,22% de détention indirecte (« AAPH executive plan trust »).

(d) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

Vie, Epargne, Retraite et Dommages	Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008	
		Pourcentage de droits de vote (c)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
AXA France Iard		100,00	99,92	99,92	99,92
Avanssur (anciennement Direct Assurances Iard)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA France Vie		100,00	99,77	99,77	99,77
AXA Protection Juridique		99,99	98,51	98,51	98,51
Etats-Unis					
AXA Financial (sous-groupe)		100,00	100,00	100,00	100,00
Canada					
AXA Canada Inc. (sous-groupe y compris Citadelle)		100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume-Uni					
AXA Insurance Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA Sun Life Plc		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA PPP Healthcare Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
Bluefin Advisory Services Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
Bluefin Insurance Group Ltd	Déconsolidé (sous la seuil de matérialité)	-	-	97,84	97,83
Winterthur Life UK Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
Whale CDO Equity Fund		99,98	99,97	99,98	99,97
Irlande					
AXA Insurance Limited		100,00	99,99	100,00	99,99
Asie Pacifique (hors Japon)					
AXA Life Insurance Singapore (a)		100,00	53,81	100,00	53,42
AXA Australia New Zealand		100,00	53,81	100,00	53,42
AXA China Region Limited (y compris MLC Hong-Kong) (a)		100,00	53,81	100,00	53,42
AXA General Insurance Hong Kong Ltd.		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Insurance Singapore		100,00	100,00	100,00	100,00
PT AXA Life Indonesia		80,00	43,05	80,00	42,74
MLC Indonesia		100,00	53,81	100,00	53,42
Kyobo Automobile Insurance		92,36	92,36	92,36	92,36
AXA Affin General Insurance Berhad		50,48	50,48	50,48	50,48
Japon					
AXA Life Insurance		100,00	98,40	100,00	98,40
AXA Non Life Insurance Co., Ltd.		100,00	98,40	100,00	98,40
Winterthur Swiss Life Insurance Co., Ltd.		100,00	98,40	100,00	98,40
Allemagne					
AXA Versicherung AG		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Art		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Leben Versicherung AG		100,00	100,00	100,00	100,00
Pro Bav Pensionskasse		100,00	100,00	100,00	100,00
Deutsche Aertzeversicherung		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Kranken Versicherung AG		100,00	100,00	100,00	99,33
DBV-Winterthur Lebensversicherung AG		100,00	99,74	99,74	98,55
Winsecura Pensionskasse AG		100,00	99,74	100,00	98,55
Rheinisch-Westfälische Sterbekasse Lebensversicherung AG	Rachat des intérêts minoritaires	100,00	100,00	100,00	98,81
DBV Deutsche Beamten-Versicherung AG	Rachat des intérêts minoritaires	100,00	100,00	100,00	98,81
DBV-Winterthur Versicherung AG (DWS)	Fusion avec AXA Versicherung AG	-	-	100,00	98,81
DBV-WinSelect Versicherung AG	Fusion avec AXA Versicherung AG	-	-	100,00	98,81
Belgique					
Ardenne Prévoyante		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Belgium SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Servis (anciennement Assurance de la Poste)		100,00	100,00	100,00	100,00
Assurances de la Poste Vie		100,00	100,00	100,00	100,00
Les Assurés Réunis		99,93	99,93	99,93	99,93
Touring Assurances SA		100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg					
AXA Assurances Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Assurances Vie Luxembourg		100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne (MedLA) (b)					
Hilo Direct SA de Seguros y Reaseguros		100,00	100,00	100,00	100,00
Winterthur Vida y Pensiones		99,80	99,80	99,79	99,79
Winterthur Seguros Generales, S.A. de Seguros y Reaseguros		99,89	99,89	99,89	99,89
Winterthur Salud (SA de Seguros)		100,00	100,00	100,00	100,00
Italie (MedLA) (b)					
AXA Interlife		100,00	99,99	100,00	100,00
AXA Assicurazioni e Investimenti		100,00	99,99	100,00	99,99
AXA-MPS Vita		50,00 + 1 droit de vote	50,00	50,00 + 1 droit de vote	50,00
AXA-MPS Danni		50,00 + 1 droit de vote	50,00	50,00 + 1 droit de vote	50,00
Quadrifoglio		50,00 + 1 droit de vote	50,00	50,00 + 1 droit de vote	50,00
Portugal (MedLA) (b)					
AXA Portugal Companhia de Seguros SA		99,73	99,49	99,73	99,49
AXA Portugal Companhia de Seguros de Vida SA		95,09	94,89	95,09	94,89
Seguro Directo		100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc (MedLA) (b)					
AXA Assurance Maroc		100,00	100,00	100,00	100,00

Turquie (MedLA) (b)					
AXA Oyak Hayat Sigorta AS		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Oyak Sigorta AS		72,55	72,55	72,55	72,55
Région du Golf (MedLA) (b)					
AXA Cooperative Insurance Company (Saudi Arabia)		50,00	34,00	50,00	34,00
AXA Insurance (Gulf) B.S.C.c.		50,00	50,00	50,00	50,00
Grèce (MedLA) (b)					
AXA Insurance Life		99,89	99,89	99,89	99,89
AXA Insurance P&C		99,89	99,89	99,89	99,89
Mexique (MedLA) (b)					
Seguros ING Vie		99,94	99,94	99,94	99,94
Seguros ING Dommages		99,94	99,94	99,94	99,94
Suisse					
AXA Life (anciennement Winterthur Life)		100,00	100,00	100,00	100,00
Winterthur-ARAG Legal Assistance		66,67	66,67	66,67	66,67
AXA Insurance (anciennement Winterthur Swiss Insurance P&C)		100,00	100,00	100,00	100,00
Europe Centrale et de l'Est					
Winterthur Czech Republic Pension Funds		92,85	92,85	92,85	92,85
Winterthur Czech Republic Insurance		79,49	79,49	79,49	79,49
Winterthur Hongrie		67,40	67,40	65,00	65,00
Winterthur Pologne		65,00	65,00	65,00	65,00
Winterthur Pologne Pension Funds		70,00	70,00	70,00	70,00
Winterthur Slovaquie		100,00	100,00	100,00	100,00

(a) Détenue à 100% par AXA Asia Pacific Holdings Limited.

(b) « MedLA » : le pays concerné appartient à la Région Méditerranéenne et Amérique Latine.

(c) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

Assurance internationale (Entités dont l'activité est diversifiée géographiquement)	Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008	
		Pourcentage de droits de vote (a)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
AXA Corporate Solutions Assurance (sous-groupe)		100,00	98,75	98,75	98,75
AXA Cessions		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Assistance SA (sous-groupe)		100,00	100,00	100,00	100,00
AXA Global Risks UK		100,00	100,00	100,00	100,00
Saint-Georges Ré		100,00	100,00	100,00	100,00

(a) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

Gestion d'actifs (Entités dont l'activité est diversifiée géographiquement)	Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008	
		Pourcentage de droits de vote (a)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
AXA Investment Managers (sous-groupe)		99,98	95,29	95,06	95,05
AllianceBernstein (sous-groupe)		64,16	64,16	62,38	62,38

(a) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

Banques	Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008	
		Pourcentage de droits de vote (a)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
AXA Banque		100,00	99,89	100,00	99,89
AXA Banque Financement		65,00	64,93	65,00	64,93
Allemagne					
AXA Bank AG		100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique					
AXA Bank Europe		100,00	100,00	100,00	100,00
Hongrie					
ELLA Bank		100,00	100,00	100,00	100,00

(a) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

Autres	Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008	
		Pourcentage de droits de vote (a)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
Compagnie Financière de Paris		100,00	100,00	100,00	100,00
Sofinad		100,00	100,00	100,00	100,00

(a) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

Fonds et autres investissements consolidés :

Au 30 Juin 2009, les *fonds d'investissement consolidés* représentent 91.791 millions d'euros du montant total des placements du Groupe (89.139 millions d'euros au 31 décembre 2008). Ce montant est détenu par 320 fonds principalement en France, en Allemagne, en Australie, au Japon et dans la Région Méditerranéenne et Amérique Latine. Ces fonds se trouvent majoritairement dans le segment Vie, Epargne et Retraite.

Au 30 Juin 2009, les 34 *sociétés immobilières consolidées* représentent 7.902 millions d'euros du montant total des placements du Groupe (7.740 millions d'euros au 31 décembre 2008), principalement en Allemagne et en France.

Au 30 Juin 2009, les 7 *CDOs consolidés* représentent 505 millions d'euros du montant total des placements du Groupe (417 millions d'euros au 31 décembre 2008). Ces CDOs sont consolidés au bilan d'AXA conformément aux normes IFRS, même si les placements d'AXA dans ces CDOs ne représentent qu'environ 127 millions d'euros sur le

total de 505 millions d'euros comptabilisé.

Compte tenu de la nature des activités du Groupe (les actifs investis d'AXA ne sont pas titrisés), les conditions de marché actuelles n'ont pas conduit à la consolidation de véhicules *ad hoc* hors bilan créés par le Groupe.

Dans la plupart des fonds d'investissement (notamment fonds d'investissement à capital variable), les intérêts minoritaires ne répondent pas à la définition des capitaux propres. Ils sont donc présentés en dettes au bilan dans l'agrégat *Minoritaires des fonds contrôlés et autres engagements de rachat de parts minoritaires*. Au 30 Juin 2009, les intérêts minoritaires des fonds contrôlés représentent 4.261 millions d'euros (4.847 millions d'euros au 31 décembre 2008).

2.1.2 Co-entreprises consolidées par intégration proportionnelle

Vie, épargne, retraite et Dommages	Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008	
		Pourcentage de droits de vote (a)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
France					
Natio Assurances		50,00	49,96	50,00	49,96
Fonds Immobiliers Paris Office Funds		50,00	49,91	50,00	49,91

(a) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

2.1.3 Sociétés mises en équivalence

La liste des sociétés mises en équivalence ci-dessous ne comprend pas les fonds d'investissement et les sociétés immobilières :

Variation périmètre	30 juin 2009		31 décembre 2008		
	Pourcentage de droits de vote (a)	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	
France					
Argovie	100,00	95,01	95,23	95,01	
Banque de Marchés et d'Arbitrages	Déconsolidé (sous la seuil de matérialité)	-	-	27,71	27,70
Neuflyze Vie (anciennement NSM Vie)	40,00	39,98	39,98	39,98	
Asie Pacifique					
Philippines AXA Life Insurance Corporation	45,00	24,22	45,00	24,04	
Krungthai AXA Life Insurance Company Ltd	50,00	26,90	50,00	26,71	
AXA Mimmets Assurance Co Ltd	51,00	39,46	51,00	39,36	
PT AXA Mandiri Financial Services	51,00	27,44	51,00	27,25	
Bharti AXA Life	Nouvellement consolidé	27,14	20,88	-	-
Russie					
RESO GARANTIA (RGI Holdings B.V.)	39,34	39,34	39,34	39,34	
Gestion d'actifs					
AXA IM Asia Holding Private Ltd	50,00	47,65	50,00	47,53	
Kyobo AXA Investment Managers Company Limited	50,00	47,65	50,00	47,53	

(a) A compter du premier semestre 2009, les pourcentages de droit de vote incluent les investisseurs d'AXA Mutuelles.

Fonds d'investissement et entités immobilières consolidés par mise en équivalence

Au 30 Juin 2009, les sociétés immobilières consolidées par mise en équivalence représentent un actif total de 358 millions d'euros (430 millions d'euros au 31 décembre 2008) et les fonds d'investissement consolidés par mise en équivalence représentent un actif total de 3.273 millions d'euros, principalement au Royaume-Uni, aux États-Unis et en France (3.036 millions d'euros au 31 décembre 2008).

2.2 Entités consolidées liées à des opérations spécifiques

Acacia

Le Fonds Commun de Créances Acacia est consolidé au sein des opérations d'AXA France Vie avec pour principal impact une hausse de 250 millions d'euros des autres dettes du Groupe AXA en contrepartie d'une hausse des créances nées des opérations d'assurance.

Titrisation de portefeuilles Automobile

Le 9 décembre 2005, AXA a annoncé avoir finalisé la titrisation de son portefeuille français d'assurance automobile pour un montant de 200 millions d'euros. En l'absence d'atteinte du seuil de déclenchement du transfert du risque aux marchés financiers, la comptabilisation de cette opération dans les comptes consolidés d'AXA se traduit principalement par la consolidation du véhicule portant la part souscrite par AXA et par la constatation au bilan (dans le poste Autres dettes) d'un dépôt reçu des réassureurs pour un montant de 200 millions d'euros.

Le 6 juillet 2007, AXA a annoncé la finalisation du programme de titrisation de son portefeuille européen d'assurance automobile pour un montant de 450 millions d'euros (portefeuille diversifié couvrant quatre pays : Belgique, Allemagne, Italie et Espagne). AXA a consolidé sa part de 96 millions d'euros dans le véhicule détenant les tranches juniors.

AXA transfère ainsi aux marchés financiers la dérive potentielle, au-delà d'un certain seuil, de la sinistralité du portefeuille d'assurance titrisé.

Matignon Finances

Le Groupe a créé une société de financement et de gestion de trésorerie intragroupe. Cette société est entrée dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2005.

Arche Finance

AXA France a investi dans Arche Finance, une nouvelle structure dédiée aux investissements crédits qui est entrée dans le périmètre de consolidation en juin 2008. Le montant de l'investissement est de 1,2 milliard d'euros au 30 juin 2009.

Note 3 : Compte de résultat sectoriel

Compte tenu des activités d'AXA, les résultats opérationnels qui sont régulièrement revus pas le Directoire du Groupe dans le cadre de son appréciation de la performance et de ses prises de décisions sont présentés sur la base de cinq segments opérationnels d'activités: Vie, Epargne, Retraite, Dommages, Assurance Internationale, Gestion d'actifs et Banques. Un segment Holdings regroupe en outre les sociétés non opérationnelles du Groupe. L'information financière par segment est présentée de manière homogène avec les états financiers du Groupe.

Vie, Epargne, Retraite : AXA propose une large gamme de produits d'assurance vie comprenant des produits d'Epargne Retraite, de Prévoyance et de santé à une clientèle individuelle (particuliers) et à une clientèle collective (entreprises). Les produits de ce segment incluent des produits de rente immédiate et différée, temporaires décès, vie entière, vie universelle, contrats mixtes adossés à des prêts immobiliers, contrats d'assurance vie à capital variable et autres produits de placement. Le segment Assurance Vie, Epargne, Retraite regroupe neuf unités opérationnelles géographiques : la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, la Région Méditerranéenne et Amérique Latine, et les autres pays.

Dommages : ce segment présente une large gamme de produits d'assurance automobile, habitation, dommages aux biens et responsabilité civile destinés aux particuliers et entreprises (principalement aux PME). Dans certains pays, ce segment propose également des produits d'assurance santé. Le segment Dommages est la combinaison de sept unités opérationnelles géographiques : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Irlande, la Suisse, la Belgique, la Région Méditerranéenne et Amérique Latine, et les autres pays.

Assurance Internationale : les opérations de ce segment comprennent les produits d'assurance spécifiquement rattachés à AXA Corporate Solutions Assurance. Ce dernier propose des couvertures aux grandes entreprises nationales et internationales. Ce segment inclut également l'assistance et les activités de gestion de run-off du Groupe, gérées par la société AXA Liabilities Managers, dont les risques souscrits par AXA RE liés aux exercices de souscription 2005 et antérieurs. Les exercices postérieurs à 2005 font l'objet d'un traité de cession de réassurance à 100 % à la société Paris Ré.

La **Gestion d'actifs** couvre diverses activités de gestion d'actifs (dont la gestion de fonds d'investissement) et services liés offerts par les entités d'AXA Investment Managers et AllianceBernstein, destinés à des clients institutionnels et individuels, y compris les sociétés du Groupe AXA.

Le segment **Banques** inclut principalement les activités bancaires localisées en France et en Belgique.

Le segment **Holdings** (qui regroupe toutes les activités on opérationnelles), comprend également des véhicules financiers dont certaines structures financières ad hoc (notamment des CDO consolidés).

La dénomination « Assurance » dans le présent document regroupe les trois segments d'assurance : Vie, Epargne, Retraite, Dommages, et Assurance Internationale. La dénomination « Services Financiers » regroupe la gestion d'actifs et les banques.

(En millions d'euros)

	30 juin 2009							TOTAL
	Vie, Epargne, Retraite	Domages	Assurance internationale	Gestion d'actifs	Banques	Holdings (a)	Eliminations inter- segments	
Primes émises	29.278	15.033	1.684	-	-	-	(225)	45.770
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	274	-	-	-	-	-	-	274
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	29.552	15.033	1.684	-	-	-	(225)	46.044
Produit net bancaire	-	-	-	-	227	2	(36)	192
Produits des autres activités	538	39	129	1.664	4	-	(196)	2.178
Chiffre d'affaires	30.090	15.072	1.813	1.664	230	2	(458)	48.414
Variation des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(976)	(2.130)	(243)	-	-	-	71	(3.279)
Produits nets des placements	4.681	1.108	130	26	0	361	(395)	5.911
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements	(480)	117	25	(374)	-	170	-	(541)
Variation de la juste valeur des autres placements comptabilisée par résultat (b)	958	9	(14)	414	-	499	(34)	1.832
<i>dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré</i>	<i>3.132</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>3.132</i>
Variation des provisions sur placements	(1.042)	(363)	(15)	(0)	(0)	(43)	-	(1.464)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	4.117	871	126	66	0	987	(430)	5.737
Charges techniques des activités d'assurance	(28.566)	(8.734)	(1.261)	-	-	-	168	(38.393)
Résultat net des cessions en réassurance	(118)	(366)	90	-	-	-	7	(387)
Charges d'exploitation bancaire	-	-	-	-	(55)	1	-	(54)
Frais d'acquisition des contrats	(1.879)	(2.334)	(149)	-	-	-	4	(4.358)
Amortissement de la valeur des portefeuilles acquis	(96)	-	-	-	-	-	-	(96)
Frais d'administration	(1.816)	(1.275)	(201)	(1.309)	(181)	(326)	117	(4.990)
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	-	(0)
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(19)	(42)	-	-	(1)	-	-	(62)
Autres produits et charges	(87)	16	10	(121)	8	(74)	(5)	(254)
Autres produits et charges courants	(32.581)	(12.735)	(1.511)	(1.430)	(229)	(399)	291	(48.595)
Résultat des opérations courantes avant impôt	650	1.077	184	301	2	590	(526)	2.278
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	(28)	16	0	(1)	-	0	-	(13)
Charges liées aux dettes de financement	(56)	(3)	(3)	(17)	(11)	(680)	519	(250)
Résultat courant avant impôt	566	1.090	182	283	(9)	(91)	(6)	2.015
Impôt sur le résultat	(164)	(347)	(64)	(37)	6	27	6	(572)
Résultat net des opérations courantes	401	743	118	246	(3)	(63)	(0)	1.443
Résultat sur abandon d'activités après impôt	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat consolidé	401	743	118	246	(3)	(63)	(0)	1.443
<i>Se répartissant entre :</i>								
Résultat net consolidé - Part du Groupe	363	722	117	187	(3)	(63)	(0)	1.323
Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	38	21	1	59	1	0	-	121

(a) Y compris les entités ad-hoc et CDOs.

(b) « AXA Japan » clôture ses comptes annuels au 30 septembre. Selon les principes IFRS, les états financiers de la filiale doivent être ajustés pour refléter les événements significatifs qui auraient été constatés en cas de date de clôture conforme à celle du Groupe AXA. Les comptes 2008 d'« AXA Japan » ont ainsi été ajustés d'une perte provisionnelle de 106 millions d'euros, qui reflète principalement l'impact de la poursuite de l'élargissement des spreads de crédit liés à l'activité d'octobre à décembre 2008. Cet ajustement a été repris au premier semestre de 2009.

(En millions d'euros)

	30 juin 2008							TOTAL
	Vie, Epargne, Retraite	Domages	Assurance internationale	Gestion d'actifs	Banques	Holdings (a)	Eliminations inter- segments	
Primes émises	29.907	14.589	1.638	-	-	-	(192)	45.942
Prélèvements sur contrats d'investissement sans participation discrétionnaire	342	-	-	-	-	-	-	342
Chiffre d'affaires des activités d'assurance	30.249	14.589	1.638	-	-	-	(192)	46.284
Produit net bancaire	-	-	-	-	203	3	(12)	194
Produits des autres activités	601	52	104	2.293	4	2	(215)	2.841
Chiffre d'affaires	30.850	14.641	1.742	2.293	206	5	(419)	49.319
Variation des primes non acquises, chargements et prélèvements non acquis	(1.051)	(2.132)	(41)	-	-	-	66	(3.158)
Produits nets des placements	7.783	1.160	219	207	(1)	432	(319)	9.481
Plus et moins-values nettes réalisées sur placements	985	438	54	18	-	49	(0)	1.545
Variation de la juste valeur des autres placements comptabilisée par résultat	(18.802)	(144)	(67)	(306)	(0)	8	1	(19.310)
<i>dont la variation de juste valeur des placements dont le risque financier est supporté par l'assuré</i>	<i>(14.755)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(14.755)</i>
Variation des provisions sur placements	(1.002)	(479)	(10)	-	-	(56)	-	(1.546)
Résultat financier hors coût de l'endettement net	(11.035)	976	196	(81)	(1)	434	(318)	(9.829)
Charges techniques des activités d'assurance	(14.422)	(8.197)	(1.187)	-	-	-	83	(23.724)
Résultat net des cessions en réassurance	(46)	(360)	(232)	-	-	-	64	(573)
Charges d'exploitation bancaires	-	-	-	-	(27)	4	-	(23)
Frais d'acquisition des contrats	(1.620)	(2.251)	(150)	-	-	-	2	(4.018)
Amortissement de la valeur des portefeuilles acquis	(134)	-	-	-	-	-	-	(134)
Frais d'administration	(1.694)	(1.290)	(184)	(1.571)	(175)	(239)	172	(4.981)
Variation des provisions sur immobilisations corporelles	(0)	(1)	(0)	(0)	(1)	(0)	-	(2)
Variation des provisions sur écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(14)	(37)	-	-	(1)	-	-	(53)
Autres produits et charges	(71)	0	44	(110)	20	3	27	(88)
Autres produits et charges courants	(18.001)	(12.136)	(1.710)	(1.681)	(185)	(232)	348	(33.596)
Résultat des opérations courantes avant impôt	762	1.350	187	531	20	207	(323)	2.735
Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence	16	3	(0)	(2)	-	1	-	18
Charges liées aux dettes de financement	(41)	(5)	(13)	(23)	(14)	(579)	325	(350)
Résultat courant avant impôt	737	1.348	175	507	6	(371)	2	2.404
Impôt sur le résultat	330	(291)	(19)	(159)	6	126	(2)	(9)
Résultat net des opérations courantes	1.068	1.056	156	349	11	(245)	0	2.395
Résultat sur abandon d'activités après impôt	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net consolidé	1.068	1.056	156	349	11	(245)	0	2.395
<i>Se répartissant entre :</i>								
Résultat net - Part du Groupe	1.007	1.028	155	198	11	(238)	0	2.162
Résultat net consolidé - Part des Intérêts minoritaires	61	28	1	150	1	(7)	-	234

(a) Y compris les entités ad-hoc et CDOs.

Note 4 : Placements

Certains actifs immobiliers de placement (cf. Note 1), actifs disponibles à la vente, détenus à des fins de transaction, comptabilisés à la juste valeur par résultat et tous les dérivés, sont évalués à la juste valeur dans les états financiers. Cette note décrit la juste valeur de ces actifs ainsi que celle des actifs immobiliers et financiers comptabilisés au coût amorti. Les principes de comptabilisation à la juste valeur sont détaillés dans la Note 1 et illustrés dans la Note 4.5 avec la répartition des placements financiers, hors effets de dérivés, comptabilisés en juste valeur entre (1) les justes valeurs mesurées directement par référence à un marché actif et (2) les justes valeurs mesurées par des techniques de valorisation.

4.1 Décomposition des placements

Chaque ligne de placements est présentée nette de l'effet des dérivés de couverture (IAS 39) et dérivés de couverture économique qui n'entrent pas dans une relation de couverture au sens de IAS 39. Seuls les dérivés de macro couverture et autres dérivés sont présentés séparément.

(En millions d'euros)

	30 juin 2009								
	Activité assurance			Secteur bancaire et autres activités			Total		
	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti	16.804	13.011	2,49%	3.027	2.721	21,59%	19.832	15.732	2,94%
Immobilier de placement comptabilisé à la juste valeur par résultat (b)	2.403	2.403	0,46%	-	-	-	2.403	2.403	0,45%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier de placement	19.207	15.414	2,95%	3.027	2.721	21,59%	22.234	18.135	3,39%
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations disponibles à la vente	258.638	258.638	49,57%	4.627	4.627	36,71%	263.265	263.265	49,27%
Obligations comptabilisées à la juste valeur par résultat (b)	43.440	43.440	8,33%	85	85	0,67%	43.525	43.525	8,15%
Obligations détenues à des fins de transaction	95	95	0,02%	646	646	5,12%	741	741	0,14%
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.140	1.203	0,23%	-	-	-	1.140	1.203	0,23%
Obligations	303.314	303.376	58,15%	5.357	5.357	42,51%	308.671	308.734	57,78%
Actions disponibles à la vente	12.925	12.925	2,48%	2.909	2.909	23,08%	15.834	15.834	2,96%
Actions comptabilisées à la juste valeur par résultat (b)	9.693	9.693	1,86%	274	274	2,17%	9.967	9.967	1,87%
Actions détenues à des fins de transaction	30	30	0,01%	232	232	1,84%	262	262	0,05%
Actions	22.648	22.648	4,34%	3.414	3.414	27,09%	26.063	26.063	4,88%
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	5.263	5.263	1,01%	109	109	0,86%	5.372	5.372	1,01%
Fonds d'investissement non contrôlés comptabilisés à la juste valeur par résultat (b)	1.923	1.923	0,37%	71	71	0,57%	1.995	1.995	0,37%
Fonds d'investissement non contrôlés détenus à des fins de transaction	293	293	0,06%	-	-	-	293	293	0,05%
Fonds d'investissement non contrôlés	7.479	7.479	1,43%	180	180	1,43%	7.659	7.659	1,43%
Autres placements comptabilisés à la juste valeur par résultat détenus par des fonds d'investissement contrôlés	5.865	5.865	1,12%	8	8	0,06%	5.873	5.873	1,10%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	122	122	0,02%	22	22	0,17%	144	144	0,03%
Placements financiers	339.429	339.491	65,07%	8.982	8.982	71,26%	348.410	348.473	65,22%
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts disponibles à la vente	753	753	0,14%	0	0	0,00%	753	753	0,14%
Prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat (b)	63	63	0,01%	-	-	-	63	63	0,01%
Prêts détenus à des fins de transaction	-	-	-	10	10	0,08%	10	10	0,00%
Prêts hypothécaires	14.235	13.971	2,68%	1	1	0,01%	14.236	13.972	2,61%
Autres prêts (a)	10.551	10.539	2,02%	858	855	6,78%	11.409	11.394	2,13%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	35	35	0,27%	35	35	0,01%
Prêts	25.603	25.326	4,85%	904	901	7,15%	26.507	26.227	4,91%
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	141.482	141.482	27,12%				141.482	141.482	26,48%
PLACEMENTS	525.721	521.713	100,00%	12.913	12.604	100,00%	538.633	534.317	100,00%
Placements (hors ceux représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré)	384.239	380.231	72,88%						
Vie, Epargne, Retraite	326.598	323.225	61,95%						
Dommages	49.374	48.734	9,34%						
Assurance Internationale	8.266	8.273	1,59%						

(a) Inclut notamment les prêts aux assurés.

(b) Utilisation de l'option Juste Valeur.

(En millions d'euros)

	31 décembre 2008								
	Activité assurance			Secteur bancaire et autres activités			Total		
	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)	Juste valeur	Valeur au bilan	% (Val. au bilan)
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti	18.165	12.859	2,50%	2.332	2.306	18,28%	20.497	15.165	2,88%
Immobilier de placement comptabilisé à la juste valeur par résultat (b)	2.398	2.398	0,47%	-	-	-	2.398	2.398	0,46%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier de placement	20.563	15.256	2,97%	2.332	2.306	18,28%	22.895	17.562	3,33%
Obligations détenues jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations disponibles à la vente	255.465	255.465	49,69%	3.894	3.894	30,87%	259.359	259.359	49,24%
Obligations comptabilisées à la juste valeur par résultat (b)	44.199	44.199	8,60%	57	57	0,45%	44.256	44.256	8,40%
Obligations détenues à des fins de transaction	102	102	0,02%	875	875	6,94%	977	977	0,19%
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.132	1.212	0,24%	-	-	-	1.132	1.212	0,23%
Obligations	300.898	300.978	58,54%	4.826	4.826	38,26%	305.725	305.805	58,06%
Actions disponibles à la vente	15.468	15.468	3,01%	3.959	3.959	31,38%	19.427	19.427	3,69%
Actions comptabilisées à la juste valeur par résultat (b)	10.503	10.503	2,04%	259	259	2,05%	10.761	10.761	2,04%
Actions détenues à des fins de transaction	89	89	0,02%	179	179	1,42%	268	268	0,05%
Actions	26.060	26.060	5,07%	4.396	4.396	34,85%	30.456	30.456	5,78%
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	5.336	5.336	1,04%	76	76	0,61%	5.412	5.412	1,03%
Fonds d'investissement non contrôlés comptabilisés à la juste valeur par résultat (b)	2.187	2.187	0,43%	63	63	0,50%	2.250	2.250	0,43%
Fonds d'investissement non contrôlés détenus à des fins de transaction	147	147	0,03%	-	-	-	147	147	0,03%
Fonds d'investissement non contrôlés	7.670	7.670	1,49%	140	140	1,11%	7.810	7.810	1,48%
Autres placements comptabilisés à la juste valeur par résultat détenus par des fonds d'investissement contrôlés	6.353	6.353	1,24%	13	13	0,10%	6.365	6.365	1,21%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	110	110	0,02%	4	4	0,03%	114	114	0,02%
Placements financiers	341.090	341.170	66,36%	9.380	9.380	74,35%	350.470	350.550	66,55%
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	(0)	-	-	-	-	-	(0)	-	-
Prêts disponibles à la vente	743	743	0,14%	64	64	0,51%	807	807	0,15%
Prêts comptabilisés à la juste valeur par résultat (b)	45	45	0,01%	-	-	-	45	45	0,01%
Prêts détenus à des fins de transaction	-	-	-	7	7	0,06%	7	7	0,00%
Prêts hypothécaires	14.056	13.751	2,67%	1	1	0,01%	14.057	13.752	2,61%
Autres prêts (a)	11.189	11.168	2,17%	854	849	6,73%	12.043	12.017	2,28%
Dérivés de macro couverture et autres dérivés	-	-	-	8	8	0,06%	8	8	0,00%
Prêts	26.033	25.706	5,00%	934	929	7,37%	26.966	26.635	5,06%
Placements représentant les contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	131.990	131.990	25,67%				131.990	131.990	25,06%
PLACEMENTS	519.676	514.123	100,00%	12.645	12.615	100,00%	532.321	526.738	100,00%
Placements (hors ceux représentant les contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré)	387.685	382.133	74,33%						
Vie, Epargne, Retraite	330.132	325.240	63,26%						
Domages	49.109	48.448	9,42%						
Assurance Internationale	8.444	8.445	1,64%						

(a) Inclut notamment les prêts aux assurés.

(b) Utilisation de l'option Juste Valeur.

ABS (Asset Backed Securities) détenus par le Groupe

Au 30 juin 2009, le montant total des ABS hors CMOs (Collateralized Mortgage Obligations) s'élève à 10,7 milliards d'euros (11,8 milliards d'euros au 31 décembre 2008).

La variation de juste valeur des ABS au titre du premier semestre 2009 s'élève à 56 millions d'euros (dont 185 millions d'euros enregistrés en compte de résultat et -129 millions d'euros en fonds propres), ou à -4 millions d'euros net de la participation aux bénéfices des assurés, de l'impôt, et des impacts de réactivité sur la valeur de portefeuille et les frais d'acquisition reportés, dont 44 millions d'euros enregistrés en compte de résultat et -48 millions d'euros en fonds propres.

Ces chiffres représentent 100% des actifs détenus en direct et dans les fonds « core block » consolidés, la quote-part Groupe des instruments détenus dans les fonds « satellite » consolidés définis dans la note 1.7.2 et les instruments détenus dans des fonds non consolidés (vision économique).

Couverture actions

Au 30 juin 2009, le Groupe a mis en place une stratégie de couverture de son portefeuille d'actions avec des puts, put spreads, futures, collars et des equity swaps pour un montant notionnel total de 24,6 milliards d'euros dont 10,2 milliards d'euros chez AXA SA et 14,4 milliards d'euros au niveau des entités locales (France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Belgique, Allemagne, Hong Kong, Australie, Région Méditerranéenne et Amérique Latine, Suisse et Japon).

Au 31 décembre 2008, le Groupe a mis en place une stratégie de couverture de son portefeuille d'actions avec des put spreads et des equity swaps pour un montant notionnel total de 32,6 milliards d'euros dont 22,7 milliards d'euros chez AXA SA et 9,9 milliards d'euros au niveau des entités locales (France, Allemagne, Etats-Unis, Australie, Belgique, Japon, Suisse, région Méditerranéenne et Amérique Latine et Hong Kong).

Dérivés de crédit détenus par le Groupe

Le Groupe AXA, dans le cadre de la gestion de ses investissements et de son risque de crédit, met en place des stratégies faisant appel à la vente de dérivés de crédit. Ces dérivés de crédit sont principalement utilisés comme moyen alternatif pour investir dans les obligations du secteur privé, quand ils sont associés à des obligations d'Etat. Au 30 juin 2009, le nominal des positions prises au travers de ces dérivés de crédit s'élève à 23,4 milliards d'euros²¹ dont 7,8 milliards d'euros de CDS au travers de CDOs consolidés. Dans le cas des CDOs, le risque de crédit est suivi de manière spécifique à ce type d'instrument en relation avec les tranches détenues et quelle que soit la nature des collatéraux (obligations ou dérivés de crédit). Les CDOs sont consolidés dans le bilan d'AXA conformément aux normes IFRS, bien que l'investissement d'AXA dans ces CDOs soit limité.

Le Groupe AXA utilise également les CDS afin de couvrir son portefeuille d'obligations du secteur privé et d'autres positions présentant un risque de crédit. Le notionnel de ces dérivés s'élève à 2,9 milliards d'euros au 30 juin 2009.

En conséquence, l'exposition nette du Groupe aux CDS hors CDOs s'élève à 12,7 milliards d'euros au 30 juin 2009 (19,1 milliards d'euros au 31 décembre 2008).

Ces chiffres représentent 100% des actifs détenus en direct et dans les fonds « core block » consolidés, la quote-part Groupe des instruments détenus dans les fonds « satellite » consolidés définis dans la note 1.7.2 et les instruments détenus dans des fonds non consolidés (vision économique).

4.2 Immobilier de placement

L'immobilier de placement comprend les immeubles détenus en direct et par l'intermédiaire de sociétés immobilières consolidées. L'immobilier de placement évalué en juste valeur au bilan correspond principalement aux actifs adossés aux contrats « with-profits ».

La décomposition de la valeur au bilan et juste valeur de l'immobilier de placement au coût amorti, hors impact de tous les dérivés, est :

(En millions d'euros)

	30 juin 2009					31 décembre 2008				
	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur
Immobilier de placement comptabilisé au coût amorti										
Activité assurance	14.671	(1.370)	(373)	12.928	16.722	14.526	(1.483)	(250)	12.793	18.099
Secteur bancaire et autres activités	2.918	(197)	(0)	2.721	3.027	2.307	(1)	(0)	2.306	2.332
Total toutes activités	17.589	(1.567)	(373)	15.649	19.749	16.833	(1.484)	(250)	15.099	20.431

La valeur de marché des immeubles résulte en général de l'évaluation d'un expert externe basée sur une approche multicritères et selon une fréquence et des modalités souvent fixées par la réglementation locale en vigueur.

²¹ A l'exclusion des dérivés structurés dans les instruments synthétiques, reportés en ABS.

Tableau de variation des provisions pour dépréciation et amortissements cumulés de l'immobilier de placement au coût amorti – toutes activités :

(En millions d'euros)

	Provisions pour dépréciation de l'immobilier de placement		Amortissements cumulés de l'immobilier de placement	
	30 juin 2009	31 décembre 2008	30 juin 2009	31 décembre 2008
Solde à l'ouverture	250	166	1.484	1.358
Dotations de l'exercice	155	144	113	226
Reprise suite à cession	(0)	(25)	(27)	(80)
Reprise suite à revalorisation	(9)	(7)		
Autres variations (a)	(23)	(28)	(4)	(20)
Solde à la clôture	373	250	1.567	1.484

(a) Correspond principalement aux changements de périmètre et à l'impact de la variation de change.

4.3 Plus ou moins-values latentes sur placements financiers

Hors effet de tout dérivé, la décomposition des plus ou moins-values latentes sur les placements financiers non déjà prises en compte en résultat se présente comme suit :

ASSURANCE

(En millions d'euros)

	30 juin 2009					31 décembre 2008				
	Coût amorti (a)	Juste valeur	Valeur au bilan (b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti (a)	Juste valeur	Valeur au bilan (b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations disponibles à la vente	259.106	258.083	258.083	8.499	9.521	254.174	254.720	254.720	10.405	9.858
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.203	1.140	1.203	-	63	1.212	1.132	1.212	-	80
Actions disponibles à la vente	10.169	12.780	12.780	2.929	1.072	12.509	14.768	14.768	1.753	478
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	4.819	5.157	5.157	592	253	5.153	5.336	5.336	346	163

(a) Net de dépréciation – y compris surcote-décote et amortissement cumulé.

(b) Nette de dépréciations, ces dernières étant détaillées en Note 4.4.

SECTEUR BANCAIRE ET AUTRES ACTIVITES

(En millions d'euros)

	30 juin 2009					31 décembre 2008				
	Coût amorti (a)	Juste valeur	Valeur au bilan (b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti (a)	Juste valeur	Valeur au bilan (b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations disponibles à la vente	4.964	4.640	4.640	46	371	4.155	3.913	3.913	43	285
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions disponibles à la vente	2.881	2.273	2.273	146	0	2.638	1.457	1.457	117	314
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	109	109	109	0	-	77	76	76	0	0

(a) Net de dépréciation – y compris surcote-décote et amortissement cumulé.

(b) Nette de dépréciations, ces dernières étant détaillées en Note 4.4.

TOTAL

(En millions d'euros)

	30 juin 2009					31 décembre 2008				
	Coût amorti (a)	Juste valeur	Valeur au bilan (b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Coût amorti (a)	Juste valeur	Valeur au bilan (b)	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations disponibles à la vente	264.071	262.723	262.723	8.545	9.892	258.328	258.633	258.633	10.448	10.142
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.203	1.140	1.203	-	63	1.212	1.132	1.212	-	80
Actions disponibles à la vente	13.049	15.052	15.052	3.076	1.072	15.147	16.226	16.226	1.871	792
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	4.927	5.266	5.266	592	253	5.230	5.413	5.413	346	163

(a) Net de dépréciation – y compris surcote-décote et amortissement cumulé.

(b) Nette de dépréciations, ces dernières étant détaillées en Note 4.4.

Se référer également au tableau 4.4.1 : Décomposition de la valeur au bilan des placements sujets à dépréciation.

4.4 Placements financiers sujets à dépréciation

4.4.1 Décomposition de la valeur au bilan des placements sujets à dépréciation – Toutes activités (hors immobilier de placement)

Chaque ligne est présentée nette de l'effet des dérivés de couverture (IAS 39) et dérivés de couverture économique mais n'entrant pas dans une relation de couverture au sens de IAS 39 (hors dérivés de macro couverture et autres dérivés).

(En millions d'euros)

	30 juin 2009					31 décembre 2008				
	Valeur avant dépréciation et revalorisation à la juste valeur (a)	Dépréciation	Valeur après dépréciation et avant revalorisation à la juste valeur (b)	Revalorisation à la juste valeur	Valeur au bilan	Valeur avant dépréciation et revalorisation à la juste valeur (a)	Dépréciation	Valeur après dépréciation et avant revalorisation à la juste valeur (b)	Revalorisation à la juste valeur	Valeur au bilan
Obligations disponibles à la vente	266.041	(1.396)	264.645	(1.380)	263.265	260.469	(1.389)	259.080	279	259.359
Obligations (au coût) non cotées dans un marché actif	1.203	-	1.203	-	1.203	1.212	-	1.212	-	1.212
Obligations	267.244	(1.396)	265.848	(1.380)	264.468	261.681	(1.389)	260.292	279	260.572
Actions disponibles à la vente	17.381	(4.264)	13.117	2.717	15.834	20.287	(5.019)	15.268	4.159	19.427
Fonds d'investissement non contrôlés disponibles à la vente	6.063	(1.031)	5.031	340	5.372	6.060	(834)	5.226	186	5.412
Prêts détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts disponibles à la vente	962	(23)	939	(186)	753	1.130	(6)	1.124	(317)	807
Prêts hypothécaires	13.986	(14)	13.972	-	13.972	13.762	(9)	13.752	-	13.752
Autres prêts (c)	11.400	(51)	11.349	45	11.394	12.008	(51)	11.957	60	12.017
Prêts	26.348	(89)	26.259	(141)	26.119	26.899	(66)	26.833	(257)	26.576
TOTAL	317.036	(6.780)	310.256	1.536	311.792	314.927	(7.307)	307.620	4.367	311.987

(a) Correspond à la valeur des actifs y compris impact éventuel de la surcote/décote et des intérêts courus non échus, mais avant éventuelle dépréciation et revalorisation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente.

(b) Correspond à la valeur des actifs y compris dépréciation, surcote/décote et intérêts courus non échus, mais avant revalorisation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente.

(c) Y compris avances aux assurés.

4.4.2 Tableau de variation des provisions pour dépréciation des placements – Toutes activités (hors immobilier de placement)

(En millions d'euros)

	1er janvier 2009	Dotations de l'exercice	Reprise suite à cession ou remboursement	Reprise suite à revalorisation	Autres variations (a)	30 juin 2009
Provisions sur obligations	1.389	299	(288)	(9)	6	1.396
Provisions sur actions	5.019	710	(1.380)	-	(84)	4.264
Provisions sur fonds d'investissement non contrôlés	834	305	(85)	-	(24)	1.031
Provisions sur prêts	66	29	(2)	(3)	(2)	89
TOTAL	7.307	1.342	(1.755)	(12)	(103)	6.780

(a) Principalement changements de périmètre et effets des variations de change.

(En millions d'euros)

	1er janvier 2008	Dotations de l'exercice	Reprise suite à cession ou remboursement	Reprise suite à revalorisation	Autres variations (a)	31 décembre 2008
Provisions sur obligations	373	1.193	(142)	(59)	23	1.389
Provisions sur actions	2.307	3.719	(1.146)	-	139	5.019
Provisions sur fonds d'investissement non contrôlés	97	723	(61)	-	75	834
Provisions sur prêts	66	18	(6)	(11)	(0)	66
TOTAL	2.843	5.652	(1.354)	(71)	237	7.307

(a) Principalement changements de périmètre et effets des variations de change.

4.5 Placements financiers comptabilisés en juste valeur

Les montants sont présentés hors effet des dérivés et hors fonds d'investissement comptabilisés par mise en équivalence.

Parmi les placements financiers comptabilisés en juste valeur dans les états financiers, hors effet des dérivés, fonds d'investissement consolidés par mise en équivalence et placements représentant les contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré (349 milliards d'euros au 30 juin 2009 contre 348 milliards d'euros au 31 décembre 2008) :

- 196 milliards d'euros ont été mesurés par référence à un marché actif (1) (194 milliards d'euros à fin 2008), et
 - 153 milliards d'euros ont été mesurés par des techniques de valorisation (2) (154 milliards d'euros à fin 2008).
- (1) Les justes valeurs sont mesurées directement par référence à un marché actif s'il est possible d'obtenir facilement et à tout moment un cours coté auprès d'une bourse de valeurs, d'un négociateur, d'un courtier, d'une association professionnelle, d'une agence de notation ou réglementaire et si les prix en question sont représentatifs de transactions effectives et régulières intervenant dans des conditions de pleine concurrence, en d'autres termes si le marché est toujours actif.
- (2) Les justes valeurs mesurées par des techniques de valorisation comprennent :
- des valeurs fournies à la demande du Groupe par des agences de valorisation et qui ne sont pas publiquement disponibles, ou des valeurs fournies par des tiers, déjà publiquement disponibles mais concernant des actifs dont le marché n'est pas toujours actif, et
 - des actifs évalués sur la base de modèles internes reposant sur des hypothèses étayées par des données observables ou des valorisations fondées sur des modèles.

Le montant des actifs dont la juste valeur est déterminée en tout ou en partie en ayant recours à des techniques de valorisation reposant sur des hypothèses qui ne sont pas confirmées par des prix constatés sur des transactions de marché courantes et qui ne s'appuient pas sur des données observables représentent moins de 3% des placements financiers du Groupe hors contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré et fonds d'investissement consolidés par mise en équivalence (contre 3% au 31 décembre 2008) (y compris, pour les actifs sur des marchés inactifs dont la valorisation fait appel à des cotations externes, une estimation de la prépondérance des données observables dans la constitution de cette valorisation).

Note 5 : Capitaux propres, intérêts minoritaires et autres fonds propres

5.1 Incidence des opérations avec les actionnaires

5.1.1 Variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2009

(a) Capital et primes d'émission

Au cours du premier semestre 2009, les opérations suivantes ont eu une incidence sur le capital et les primes d'émission :

- Paiements en actions pour 38 millions d'euros
- Moins-values réalisées sur le titre AXA pour 14 millions d'euros

(b) Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2009, la Société et ses filiales détiennent environ 28 millions de titres AXA, représentant une diminution de 1,7 million d'actions, soit 26 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008.

Au 30 juin 2009, les titres d'autocontrôle et les dérivés correspondants ont une valeur nette de 425 millions d'euros et représentent 1,30 % du capital. Cette valeur comprend 2,1 millions d'euros relatifs aux titres AXA détenus par les fonds d'investissement consolidés (0,1 million de titres) non adossés à des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré.

Ce poste comprend également 96 millions d'euros de primes payées en 2007 pour des options d'achat d'actions AXA.

Au 30 juin 2009, le nombre de titres d'autocontrôle non retraités car détenus par des fonds contrôlés en représentation de contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré s'élève à 2,6 millions pour une valeur globale historique estimée à 53 millions d'euros et une valeur de marché de 35 millions d'euros.

(c) Dettes perpétuelles et intérêts liés

Comme indiqué au paragraphe 1.12.2 sur les principes comptables, les dettes perpétuelles émises par le Groupe ne sont pas qualifiées comme des passifs selon les règles IFRS.

Les dettes perpétuelles sont présentées en capitaux propres pour leur valeur historique en ce qui concerne les taux d'intérêts et aux taux de clôture en ce qui concerne les taux de change, les effets de change correspondants étant annulés par écarts de conversion.

Au cours du premier semestre 2009, la variation des autres réserves s'explique par -126 millions d'euros de remboursement de dettes perpétuelles, -149 millions d'euros de charge d'intérêts sur dettes perpétuelles, et un impact des variations de change de +213 millions d'euros.

Au 30 juin 2009, 31 décembre 2008 et 30 juin 2008, les dettes perpétuelles enregistrées en capitaux propres se décomposent comme suit :

(En millions d'euros)

	30 juin 2009		31 décembre 2008		30 juin 2008	
	Valeur de la dette perpétuelle en devise d'émission	Valeur de la dette perpétuelle en millions d'euros	Valeur de la dette perpétuelle en devise d'émission	Valeur de la dette perpétuelle en millions d'euros	Valeur de la dette perpétuelle en devise d'émission	Valeur de la dette perpétuelle en millions d'euros
29 octobre 2004 375 M€ taux 6%	375	375	375	375	375	375
22 décembre 2004 250 M€ taux 6%	250	250	250	250	250	250
25 janvier 2005 250 M€ taux 6%	250	250	250	250	250	250
6 juillet 2006 1000 M€ taux 5,777%	1.000	994	1.000	994	1.000	994
6 juillet 2006 500 M€ taux 6,666%	500	581	500	520	500	626
6 juillet 2006 350 M€ taux 6,6862%	350	411	350	367	350	442
26 octobre 2006 600 M\$AUD (dont 300 M\$AUD à taux fixe 7,5%)	600	343	600	293	600	364
7 novembre 2006 150 M\$AUD taux 7,5%	150	86	150	74	150	91
14 décembre 2006 750M\$ taux 6,4630%	750	528	750	536	750	473
14 décembre 2006 750M\$ taux 6,3790%	750	528	750	536	750	473
05 octobre 2007 750 M€ taux 6.211 %	750	746	750	746	750	746
16 octobre 2007 700 M £ taux 6.772 %	700	819	700	732	700	881
Sous-total Titres Super Subordonnés		5.911		5.674		5.965
Dettes perpétuelles subordonnées à taux variables en EUR	718	718	844	844	844	844
Dettes perpétuelles subordonnées 3,29% en JPY	27.000	199	27.000	214	27.000	162
Dettes perpétuelles subordonnées (dont 500M\$USD à taux fixe 7,1%) en USD	875	619	875	629	875	555
Sous-total Titres Subordonnés à Durée Indéterminée		1.536		1.687		1.561
Intérêts nets cumulés		(1.104)		(956)		(805)
Sous total dette perpétuelle		6.343		6.405		6.721
Composante « capitaux propres » des obligations convertibles (2017)	95	95	95	95	95	95
TOTAL		6.438		6.500		6.816

Certains de ces instruments sont assortis:

- d'options de remboursement anticipé (calls) dont l'exercice est contrôlé par le Groupe, et qui donnent à AXA la possibilité de rembourser le principal par anticipation, sans pénalité, à certaines dates,
- de clauses de majoration d'intérêts (step-up) à partir d'une certaine date.

(d) Dividendes versés

L'Assemblée Générale du 30 avril 2009 a décidé la distribution d'un dividende de 836 millions d'euros au titre de l'exercice 2008.

5.1.2 Variation des capitaux propres part du Groupe au cours du premier semestre 2008

(a) Capital et primes d'émission

Au cours du premier semestre 2008, les opérations suivantes ont eu une incidence sur le capital et les primes d'émission :

- Exercices de stock options pour un montant total de 58 millions d'euros, dont 6 millions d'euros de capital social.
- Paiements en actions pour 45 millions d'euros.
- Moins-values réalisées sur le titre AXA pour 18 millions d'euros.

(b) Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2008, la Société et ses filiales détiennent environ 28 millions de titres AXA, représentant une diminution de 2 millions de titres ou 53 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2007, notamment du fait des principaux événements suivants :

- Au premier semestre 2008, AXA a acquis 2 millions d'actions, principalement dans le cadre du contrat de liquidité, pour un coût total de 33 millions d'euros;
- Autres mouvements de rachat et de cession d'actions AXA, représentant une cession nette de 4 millions de titres, pour un montant total de +86 millions d'euros, provenant principalement de la remise de titres AXA existants en couverture (i) de plans de "performance shares" et (ii) de programmes de stocks options des salariés d'AXA Financial qui bénéficient d'options d'achat d'AXA ADR.

(c) Dettes perpétuelles et intérêts liés

Au cours du 1^{er} semestre 2008, la variation des autres réserves s'explique par la charge d'intérêt relative aux TSS et aux TSDI pour un montant de -148 millions d'euros, ainsi que par les écarts de change du semestre de -255 millions d'euros.

(d) Dividendes versés

L'Assemblée Générale du 22 avril 2008 a décidé la distribution d'un dividende de 2.473 millions d'euros au titre de l'exercice 2007.

5.2 Produits et charges reconnus sur la période (« SORIE»)

L'état des produits et charges de la période (Statement of Recognised Income and Expense ou «
SoRIE»), partie intégrante de l'état de variation des capitaux propres, comprend, au-delà du résultat de la période, la réserve de plus et moins-values latentes des titres disponibles à la vente, la réserve liée aux écarts de conversion et les pertes et gains actuariels relatifs aux engagements de retraite.

5.2.1 Produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2009

(a) Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres

La variation des réserves de plus et moins-values latentes sur actifs disponibles à la vente, soit +963 millions d'euros (nettes part du Groupe), est principalement constatée sur la Société (+535 millions d'euros) et les États-Unis (+501 millions d'euros), partiellement compensée par la France (-215 millions d'euros).

La réduction des plus et moins-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente s'élève à -441 millions d'euros, et se rapporte principalement aux obligations (-1.652 millions d'euros), consécutivement aux hausses des taux d'intérêts longs. Cette évolution n'est que partiellement compensée par une augmentation des plus-values latentes brutes sur actions (+925 millions d'euros).

La réconciliation entre les plus et moins-values latentes brutes sur les placements financiers disponibles à la vente et la réserve correspondante en capitaux propres se décompose comme suit :

	<i>(En millions d'euros)</i>	
	30 juin 2009	31 décembre 2008
Plus ou moins-values latentes brutes (a)	809	1.250
Diminuées des plus ou moins-values latentes attribuables à :		
Impact de la comptabilité reflet relative à la participation aux bénéfices (b)	(194)	(1.894)
Impact de la comptabilité reflet relative aux frais d'acquisition reportés (c)	63	246
Impact de la comptabilité reflet relative aux valeurs de portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance acquis	(260)	(146)
Plus ou moins-values latentes nettes des éléments attribuables (avant impôt)	418	(544)
Impôts différés	76	102
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - actifs disponibles à la vente	494	(441)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - sociétés mises en équivalence	2	(1)
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt (100%) - Total	496	(443)
Parts des intérêts minoritaires (d)	(19)	35
Écarts de conversion (e)	133	55
Plus ou moins-values latentes nettes part du Groupe	610	(353)

(a) Plus ou moins values latentes sur les actifs disponibles à la vente, y compris les prêts.

(b) Y compris l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs pour insuffisance de prime suite à la variation de juste valeur des actifs investis disponibles à la vente reconnue en capitaux propres.

(c) Montant net de l'impact de la comptabilité reflet relative aux passifs de chargements non acquis.

(d) Y compris les écarts de conversion relatifs aux intérêts minoritaires.

(e) Part du Groupe.

Au 31 décembre 2008, une part significative des gains latents sur actifs disponibles à la vente a été observée dans le segment Vie, Epargne, Retraite, conduisant à la comptabilisation d'une participation différée aux bénéfices, alors que la plupart des pertes latentes ont été observées sur les autres segments, conduisant ainsi à l'affichage d'un stock net de moins-values latentes.

L'évolution des réserves liées aux variations de juste valeur des actifs au cours du premier semestre 2009 et de l'exercice 2008 se décompose comme suit :

	(En millions d'euros)	
	30 juin 2009	31 décembre 2008
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt à 100% à l'ouverture de la période	(443)	4.753
Transfert dans le résultat de l'exercice (a)	152	1.665
Réévaluation de la période à la juste valeur par les réserves et mouvements sur les actifs investis acquis sur la période	999	(7.026)
Effet des variations de change	(94)	152
Effet des variations de périmètre et autres variations	(119)	20
Plus ou moins-values latentes nettes d'impôt à 100% à la clôture de la période	496	(443)

(a) Transferts de produits suite aux cessions, aux reprises de provisions pour dépréciation suite à revalorisation, ou de charges suite aux dotations de provisions pour dépréciation, ainsi que les variations relatives aux surcotes/décotes d'obligations.

(b) Ecarts de conversion

L'impact des variations de change (+358 millions d'euros) est principalement dû au Royaume-Uni (+461 millions d'euros) et à la Société (variation de +91 millions d'euros de la valeur des couvertures de change mises en place pour couvrir les investissements nets à l'étranger (+224 millions d'euros), en partie compensée par les variations de change sur les dettes perpétuelles (-140 millions d'euros)), partiellement compensés par le Japon (-147 millions d'euros).

(c) Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite

Le contributeur principal à la variation de -442 millions d'euros de pertes et gains actuariels relatifs aux engagements de retraite est le Royaume-Uni (-460 millions d'euros) principalement en raison de l'augmentation du taux d'inflation long-terme.

5.2.2 Produits et charges reconnus au cours du premier semestre 2008

(a) Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres

La variation des réserves relatives aux variations de valeur des actifs disponibles à la vente, soit -4.297 millions d'euros, est principalement constatée sur la France (-1.089 millions d'euros), la Belgique (-1.264 millions d'euros), l'Allemagne (-428 millions d'euros), le Royaume-Uni (-318 millions d'euros), les Etats-Unis (-386 millions d'euros), la Région Méditerranéenne (-318 millions d'euros) et la Société (-340 millions d'euros). La réduction des plus-values latentes brutes sur actifs disponibles à la vente s'élève à -10.164 millions d'euros, et se rapporte principalement aux obligations (-6.014 millions d'euros), consécutivement à la hausse des taux d'intérêts observée sur la période, la plupart des obligations étant à taux fixe, et aux actions (-4.177 millions d'euros).

(b) Réserves liées à la couverture d'un investissement net à l'étranger et écarts de conversion

L'impact des variations de change (soit -455 millions d'euros) est principalement dû aux Etats-Unis (-712 millions d'euros, notamment du fait du différentiel entre les parités de clôture dollar/euro, 1,58 dollar pour 1 euro au 30 juin 2008 contre 1,47 dollar pour 1 euro au 31 décembre 2007) et au Royaume Uni (-384 millions d'euros), et se trouve partiellement compensé par l'effet positif des variations de change en Suisse (+159 millions d'euros) et l'effet de la variation de la valeur des couvertures de change mises en place par la Société pour couvrir les investissements nets à l'étranger (+423 millions d'euros).

(c) Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite

Les principaux contributeurs à la variation de -143 millions d'euros de pertes et gains actuariels relatifs aux engagements de retraite sont les Etats Unis (-103 millions d'euros) et le Royaume-Uni (-101 millions d'euros), partiellement compensés par l'Allemagne (+65 millions d'euros). Cette variation est liée à la hausse des taux d'intérêt combinée à la baisse des marchés actions.

5.3 Variation des intérêts minoritaires

Selon les normes IFRS, les intérêts minoritaires de la plupart des fonds d'investissement contrôlés dans lesquels le Groupe investit sont des instruments remboursables au gré du porteur à la juste valeur et répondent à la définition de passifs et non de capitaux propres. Il en est de même pour les engagements de rachat inconditionnels de parts de minoritaires.

5.3.1 Au cours du 1er semestre 2009

La variation de +321 millions d'euros des intérêts minoritaires à 3.380 millions d'euros est principalement due aux transactions avec les actionnaires (+109 millions d'euros) et aux produits et charges reconnus sur la période (« SoRIE ») (+212 millions d'euros).

Les transactions avec les actionnaires incluent les éléments suivants:

- le dividende versé aux actionnaires minoritaires pour -103 millions d'euros ;
- d'autres mouvements, pour un total de +214 millions d'euros, incluant notamment l'augmentation de capital de AXA Asia Pacific Holdings (+247 millions d'euros), en partie compensée par le rachat d'intérêts minoritaires chez AXA Germany (-14 millions d'euros).

Les produits et charges reconnus sur la période incluent les éléments suivants :

- le résultat de la période pour 121 millions d'euros ;
- les mouvements de réserves liées aux variations de juste valeur des actifs pour +56 millions d'euros ;
- les variations des écarts de conversion pour +32 millions d'euros ; et
- les pertes et gains actuariels sur engagements de retraite pour +3 millions d'euros.

5.3.2 Au cours du 1er semestre 2008

La variation de -167 millions d'euros des intérêts minoritaires à 3.105 millions d'euros est principalement due à l'incidence des opérations avec les actionnaires pour -206 millions d'euros d'une part, et aux produits et charges reconnus sur la période pour +38 millions d'euros d'autre part.

Les opérations avec les actionnaires incluent les éléments suivants:

- le dividende versé aux minoritaires pour -307 millions d'euros;
- d'autres mouvements, pour un total de +101 millions d'euros, incluant notamment +40 millions au titre de l'intégration dans le périmètre de consolidation d'AXA Gulf, ainsi que +43 millions d'euros d'augmentations de capital dans certaines entités immobilières.

Les produits et charges reconnus sur la période se décomposent comme suit:

- le résultat de la période pour 234 millions d'euros ;
- les mouvements de réserves liées aux variations de juste valeur des actifs pour -55 millions d'euros ;
- les variations des écarts de conversion pour -133 millions d'euros ;
- les pertes et gains actuariels sur engagements de retraite pour -7 millions d'euros.

5.4 Tableau de variation des capitaux propres

(En millions d'euros à l'exception du nombre d'actions et de leur valeur nominale)

	Attribuable aux actionnaires												Intérêts minoritaires
	Capital social					Autres réserves						Capitaux propres part du Groupe	
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur nominale (en euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Actions propres	Réserves liées à la variation de juste valeur des placements financiers disponibles à la vente	Réserves liées à la variation de juste valeur des dérivés de couverture	Réserves liées à la réévaluation des immobilisations corporelles	Autres (a)	Ecart de conversion	Résultats non distribués et autres réserves		
Capitaux propres d'ouverture 01 janvier 2009	2.089.157	2,29	4.784	17.840	(547)	(353)	100	4	6.500	(2.712)	11.824	37.440	3.058
Capital	17	2,29	0	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	(14)	-	-	-	-	-	-	-	(14)	-
Paiements en actions	-	-	-	38	-	-	-	-	-	-	-	38	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	0	(0)	-	-	(0)	0	0	170
Titres d'autocontrôle	-	-	-	-	26	-	-	-	-	-	-	26	-
Capitaux propres - instruments financiers composés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes perpétuelles	-	-	-	-	-	-	-	-	87	-	-	87	-
Charge d'intérêts des dettes perpétuelles	-	-	-	-	-	-	-	-	(149)	-	-	(149)	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0)	84	84	(60)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(836)	(836)	-
Incidence des opérations avec les actionnaires	17	2,29	0	24	26	0	(0)	-	(62)	(0)	(752)	(764)	109
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	-	-	-	-	-	963	(66)	-	-	-	-	897	56
Réserves liées aux écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	358	-	358	32
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies (b)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(442)	(442)	3
Résultat net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.323	1.323	121
Total des produits et charges reconnus sur la période	-	-	-	-	-	963	(66)	-	-	358	881	2.135	212
Capitaux propres de clôture 30 juin 2009	2.089.175	2,29	4.784	17.864	(521)	610	34	4	6.438	(2.354)	11.953	38.811	3.380

NB : les montants sont présentés nets des impacts de la comptabilité reflet et de ses effets sur la participation des assurés, les frais d'acquisition reportés, et la valeur des portefeuilles acquis.

(a) Les dettes perpétuelles (TSS et TSDI), et les composantes de capitaux propres des instruments financiers composés du type obligations convertibles émises (voir note 5.1.1.c.).

(b) Pertes et gains actuariels générés depuis l'ouverture du 01/01/2009.

(En millions d'euros à l'exception du nombre d'actions et de leur valeur nominale)

	Attribuable aux actionnaires												Intérêts minoritaires
	Capital social					Autres réserves						Capitaux propres part du Groupe	
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur nominale (en euros)	Capital social	Primes d'émission, de fusion et d'apport	Actions propres	Réserves liées à la variation de juste valeur des placements financiers disponibles à la vente	Réserves liées à la variation de juste valeur des dérivés de couverture	Réserves liées à la réévaluation des immobilisations corporelles	Autres (a)	Ecart de conversion	Résultats non distribués et autres réserves		
Capitaux propres d'ouverture 01 janvier 2008	2.060.753	2,29	4.719	17.363	(716)	4.846	(11)	4	7.219	(1.478)	13.697	45.642	3.272
Capital	2.702	2,29	6	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	34	-	-	-	-	-	-	-	34	-
Paiements en actions	-	-	-	45	-	-	-	-	-	-	-	45	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	0	-	-	-	(3)	0	(3)	68
Titres d'autocontrôle	-	-	-	-	53	-	-	-	-	-	-	53	-
Capitaux propres - instruments financiers composés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes perpétuelles	-	-	-	-	-	-	-	-	(255)	-	-	(255)	-
Charge d'intérêts des dettes perpétuelles	-	-	-	-	-	-	-	-	(148)	-	-	(148)	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0)	379	379	(273)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2.473)	(2.473)	-
Incidence des opérations avec les actionnaires	2.702	2,29	6	79	53	0	-	-	(403)	(3)	(2.094)	(2.362)	(206)
Réserves liées aux variations de juste valeur inscrites en capitaux propres	-	-	-	-	-	(4.297)	(3)	-	-	-	-	(4.301)	(55)
Réserves liées aux écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(451)	-	(451)	(133)
Pertes et gains actuariels sur engagements de retraite à prestations définies (b)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(143)	(143)	(7)
Résultat net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.162	2.162	234
Total des produits et charges reconnus sur la période	-	-	-	-	-	(4.297)	(3)	-	-	(451)	2.019	(2.733)	38
Capitaux propres de clôture 30 juin 2008	2.063.456	2,29	4.725	17.442	(663)	549	(15)	4	6.816	(1.933)	13.622	40.547	3.105

NB : les montants sont présentés nets des impacts de la comptabilité reflet et de ses effets sur la participation des assurés, les frais d'acquisition reportés, et la valeur des portefeuilles acquis.

(a) Les dettes perpétuelles (TSS et TSDI), et les composantes de capitaux propres des instruments financiers composés du type obligations convertibles émises (voir note 5.1.2.c).

(b) Pertes et gains actuariels générés depuis l'ouverture du 01/01/2008.

Note 6 : Dettes de financement

(En millions d'euros)

	Valeur au bilan	
	30 juin 2009	31 décembre 2008
AXA	5.719	5.998
Composante de dette des obligations subordonnées en Euro, 2,5%, échéance 2014	1.804	1.773
Composante de dette des obligations subordonnées en Euro, 3,75%, échéance 2017	1.284	1.259
Obligations subordonnées en Euro, échéance 2020	180	180
Titres subordonnés remboursables (TSR) en USD, 8,6%, échéance 2030	836	848
Titres subordonnés remboursables (TSR) en GBP, 7,125%, échéance 2020	381	341
Titres subordonnés remboursables (TSR) en Euro, 6,75%, échéance 2020	1.070	1.070
Dérivés sur dettes subordonnées (a)	164	527
AXA Finacial	144	145
Surplus Notes, 7,70 %, échéance 2015	142	143
MONY Life 11,25% Surplus Notes, échéance 2024	1	1
AXA Bank Europe	396	423
Obligations subordonnées perpétuelles à taux variable	396	423
AXA-MPS Vita et Danni	135	135
Obligations subordonnées au taux euribor 6 mois + 81bp	135	135
Autres dettes subordonnées d'un montant unitaire inférieur à 100 millions d'euros	34	34
DETTES SUBORDONNEES	6.428	6.734
AXA	4.032	5.496
Euro Medium Term Notes, 6%, échéances jusqu'à 2013 et BMTN	969	912
Billets de Trésorerie	2.097	4.635
Euro Medium Term Notes, échéance 2015	1.000	-
Dérivés sur les dettes de financement représentés par des titres (a)	(34)	(50)
AXA Finacial	808	817
Obligations Senior, 7,75%, échéance 2010	341	344
Obligations Senior, 7%, échéance 2028	248	250
Obligations Senior MONY, 8,35%, échéance 2010	219	223
AXA UK Holdings	180	160
GRE : Loan Notes, 6,625%, échéance 2023	180	160
Autres dettes de financement représentées par des titres inférieures à 100 millions d'euros	27	91
Autres dettes de financement représentées par des titres inférieure à 100 millions d'euro	34	143
Dérivés sur les autres dettes représentées par des titres (1)	(7)	(52)
DETTES DE FINANCEMENT REPRESENTEES PAR DES TITRES	5.046	6.564
AXA	-	1.000
Maroc	113	113
Dettes de financement envers des entreprises du secteur bancaire inférieures à 100 millions d'euros	72	103
DETTES DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES DU SECTEUR BANCAIRE	186	1.216
TOTAL DETTES DE FINANCEMENT	11.660	14.514

(a) Dérivés de couverture IAS 39 et dérivés de couverture économique n'entrant pas dans une relation de couverture au sens d'IAS 39.

Les dettes de financement s'élèvent à 11.660 millions d'euros au 30 juin 2009, en baisse de 2.854 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008, ou une diminution de 2.871 millions d'euros à taux de change constants. Cette baisse à taux de change constants s'explique principalement par AXA SA avec :

- i. une baisse de 2.538 millions d'euros des billets de trésorerie,
- ii. un remboursement d'une dette de 1.000 millions d'euros auprès d'un pool bancaire (« club deal ») mise en place en 2008 pour financer la croissance du Groupe,
- iii. une baisse de 363 millions d'euros liée au mouvement de la valeur de marché des swaps de taux d'intérêts et de devises,

partiellement compensées par :

- iv. l'émission d'une dette senior pour un montant de 1.000 millions d'euros dans un contexte d'amélioration des conditions de marché.

Note 7 : Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat par action et un résultat par action sur base totalement diluée :

- Le résultat par action ne tient pas compte des actions potentielles. Il est établi sur la base du nombre moyen d'actions en circulation, pondéré sur l'exercice.
- Le résultat par action sur base totalement diluée est établi en prenant en compte les actions dilutives émises au titre des plans de stock-options. L'effet de plans de stock-options sur le nombre de titres totalement dilués est retenu dans le calcul dans la mesure où celles-ci sont exerçables compte tenu du cours moyen du titre AXA dans la période.

(En millions d'euros) (c)

		30 juin 2009	30 juin 2008
RESULTAT NET PART DU GROUPE		1.323	2.162
Charge d'intérêt des dettes perpétuelles (TSS/TSDI)		(149)	(148)
Impact de change des dettes perpétuelles		(140)	167
RESULTAT NET INCLUANT L'IMPACT DES DETTES PERPETUELLES	A	1.035	2.181
Nombre d'actions ordinaires pondéré à l'ouverture (net d'autocontrôle)		2.060	2.030
Exercice d'options (a)		0	1
Titres d'autocontrôle (a)		1	1
Rachat d'actions propres (a)		-	-
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES PONDERE	B	2.061	2.032
RESULTAT NET PAR ACTION	C = A / B	0,50	1,07
Instruments potentiellement dilutifs :			
- Stock options		1	7
- Autres		3	3
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES PONDERE APRES INTEGRATION DES INSTRUMENTS POTENTIELLEMENT DILUTIFS	D	2.065	2.043
RESULTAT NET (b)	E	1.035	2.181
RESULTAT NET PAR ACTION DILUE	F = E / D	0,50	1,07

(a) Pondéré sur la période.

(b) Attribuable aux actions ordinaires éventuellement impacté des instruments dilutifs.

(c) Excepté le nombre d'actions exprimé en millions d'unités et le résultat par action exprimé en euros par action.

Note 8 : Evénements postérieurs à la clôture

En juillet 2009, AXA SA a débouclé toute sa position résiduelle de 2008 de protection sur les marchés actions (2.500 millions d'euros sur l'Eurostoxx50 et 250 millions d'euros sur le FTSE 100), cette opération se soldant par une perte de 19 millions d'euros.

III - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en première partie du présent Rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 6 août 2009.

M. Henri de Castries
Président du Directoire d'AXA

Responsable de l'information financière

M. Denis Duverne
Membre du Directoire d'AXA,
en charge des Finances, du Contrôle et de la Stratégie

IV - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2009

AXA S.A.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2009**

Comptes arrêtés au 30 juin 2009

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Aux Actionnaires de
AXA S.A.
25 avenue Matignon
75008 Paris

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AXA SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire, dans un contexte décrit dans le rapport semestriel d'activité de crise économique et financière caractérisé par une très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs ainsi que le manque de visibilité sur le futur qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

AXA S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Comptes arrêtés au 30 juin 2009

Page 2

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 6 août 2009

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Eric Dupont

Philippe Castagnac

Jean-Claude Pauly

CHAPITRE 4

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS AU 26 MARS 2009

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 30 AVRIL 2009 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'AXA

L'ensemble des résolutions soumises au vote des actionnaires a été adopté

Les actionnaires d'AXA réunis ce jour en Assemblée Générale ont approuvé l'ensemble des résolutions qui ont été soumises au vote²², notamment :

- la nomination en tant que membre du Conseil de Surveillance de M. Ramon de Oliveira en remplacement de M. Henri Lachmann, dont le mandat arrivait à échéance. M. Ramon de Oliveira est depuis 2001 gérant associé de Logan Pass Partners LLC (société d'investissement et de consulting), après avoir été membre du comité exécutif de JP Morgan et président de JP Morgan Asset Management. Il a également été, de 2002 à 2006, professeur associé de finance à l'Université de Columbia (Etats-Unis) ;
- le versement d'un dividende de 0,40 euro par action au titre de 2008 avec une mise en paiement le 12 mai 2009 (date de détachement le 7 mai 2009). AXA versera ainsi à ses actionnaires un montant global d'environ 836 millions d'euros, soit un taux de distribution de 25 % du résultat courant 2008, reflétant l'estimation par le management d'AXA d'un bon équilibre entre une gestion du capital prudente – source de pérennité pour l'entreprise – et la politique de distribution long terme (entre 40 % et 50 % du résultat courant) du Groupe.

²² Le Directoire a décidé de ne pas soumettre au vote de l'Assemblée Générale la résolution n°23 (« Délégation de compétence consentie au Directoire en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions de préférence, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ordinaires en faveur des sociétés AXA Assurances IARD Mutuelle et AXA Assurances Vie Mutuelle »). Cette décision a été prise car la résolution aurait pu être mal interprétée, donnant le sentiment qu'un traitement de faveur était réservé aux Mutuelles AXA.

Bonne résistance du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires total en baisse de 2% à 27 598 millions d'euros

En base comparable, le chiffre d'affaires est en baisse de 5% :

- Vie, Epargne, Retraite : -7% à 16 453 millions d'euros
 - Dommages : +1% à 9 113 millions d'euros
- Gestion d'actifs : -34% à 762 millions d'euros

Collecte nette positive dans l'assurance

Vie, Epargne, Retraite : +3,3 milliards d'euros

Dommages : +296 000¹ de contrats nets aux particuliers

Gestion d'actifs : -17,4 milliards d'euros

Solvabilité accrue²

Ratio de Solvabilité I au 31 mars 2009 légèrement supérieur au niveau de fin d'année de 127%

« Le chiffre d'affaires du premier trimestre est en légère baisse, en ligne avec les tendances observées au quatrième trimestre 2008 », a déclaré **Henri de Castries, président du directoire d'AXA**.

« L'activité Vie, Epargne, Retraite continue d'être impactée par un environnement de marché défavorable, notamment pour les produits en unités de compte. Nous estimons cependant que les produits d'épargne long terme (y compris les produits de type « variable annuités ») et de prévoyance demeurent bien adaptés aux besoins des clients, et que l'adaptation systématique de notre gamme dans tous les pays nous permettra de poursuivre avec succès notre développement à long terme, et ce, de manière profitable. Par ailleurs, nous voyons avec satisfaction la collecte nette Vie, Epargne, Retraite se maintenir en territoire positif. »

« Le chiffre d'affaires de la gestion d'actifs est en recul du fait de la baisse des encours. Néanmoins, l'amélioration de la performance d'investissement enregistrée au premier trimestre renforce notre confiance dans la capacité de notre activité de gestion d'actifs à rétablir sa dynamique. »

« L'activité Dommages maintient sa croissance dans la plupart des lignes d'activités et des pays, avec une collecte nette positive de contrats aux particuliers. »

« Comme attendu, notre ratio de Solvabilité I résiste bien dans cet environnement turbulent et nous permettra d'absorber d'éventuels autres chocs de marché.

Nous anticipons un environnement encore difficile au cours de l'année 2009, mais nous restons convaincus qu'AXA dispose du modèle opérationnel, de la flexibilité et de la solidité de bilan nécessaires pour faire face au contexte actuel de récession globale. »

Chiffres clés – T1 2009

Indicateurs d'activité : chiffres clés

En millions d'euros, sauf indication contraire	T1 08	T1 09	Variation en publié	Variation		
				Base comparable ^(a)	Périmètre & Autres	Effet change ^(b)
Vie, épargne, retraite - chiffre d'affaires	16 877	16 453	-2,5%	-7,4%	+0,7pt	+4,2pts
Collecte nette (milliards d'euros)	4,0	3,3				
APE ³ (part du Groupe)	1 939	1 604	-17,3%	-18,5%	+0,1pt	+1,2pt
VAN ⁴ (part du Groupe)	277	206	-25,7%	-30,0%		
Marge VAN/APE (part du Groupe)	14,3%	12,8%	-1,5pt	-2,0pts		
Dommages - chiffre d'affaires	8 885	9 113	+2,6%	+1,1%	+2,9pts	-1,4pt
Assurance internationale - chiffre d'affaires	1 136	1 179	+3,8%	+3,3%	+0,9pt	-0,4pt
Gestion d'actifs - chiffre d'affaires	1 071	762	-28,9%	-34,3%	+0,1pt	+5,3pts
Collecte nette (milliards d'euros)	3,5	-17,4				
Chiffre d'affaires total	28 066	27 598	-1,7%	-5,2%	+1,3pt	+2,2pts

(a) Variation en comparable calculée à effet de change et périmètre constants.

(b) Principalement dû à l'appréciation du dollar US et du yen contre l'euro en partie compensée par la dépréciation de la livre sterling.

Les montants mentionnés ne sont pas audités. Les APE et la VAN sont en ligne avec la publication de l'EEV du Groupe. Elles ne sont pas des mesures définies par la réglementation comptable. La direction d'AXA utilise ces mesures de performance pour l'évaluation de l'activité Vie/Epargne/Retraite d'AXA ; elle estime que la présentation de ces mesures donne des informations utiles et importantes aux actionnaires et investisseurs.

Tous les commentaires sont à base comparable (change, méthodologie et périmètre constants)

Chiffre d'affaires et collecte nette

- **Le chiffre d'affaires total** résiste bien, en baisse de 5% à 27 598 millions d'euros.
- **En vie, épargne, retraite**, le chiffre d'affaires est en baisse de 7% à 16 453 millions d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008 (-8%), dans un contexte de marché difficile.

La collecte nette s'élève à +3,3 milliards d'euros grâce aux contributions positives de la plupart des pays, en raison d'une meilleure rétention des clients.

Le volume des affaires nouvelles (APE³) est en baisse de 18% à 1 604 millions d'euros, avec une part de produits en unités de compte passant de 46% à 40%.

La marge sur affaires nouvelles est en recul de 2 points à 12,8%, principalement en raison (i) de la baisse des taux d'intérêts affectant la rentabilité des produits « Variable Annuities » Accumulator, (ii) de coûts unitaires plus élevés liés à des volumes plus faibles, en partie compensés par (iii) une évolution favorable du mix d'activité grâce aux Etats-Unis (déploiement progressif de nouvelles versions du produit Accumulator), au Japon et au Royaume-Uni.

- **En dommages**, le chiffre d'affaires augmente de 1% à 9 113 millions d'euros, sous l'effet de la hausse des volumes sur les lignes particuliers et entreprises. Le nombre de nouveaux contrats nets aux particuliers s'élève à + 296 000.
- Le chiffre d'affaires de la **gestion d'actifs** recule de 34%, à 762 millions d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008 (-32%), en raison de moindres commissions (-37%), principalement dues à une baisse des actifs moyens sous gestion (-27%) et d'une évolution défavorable du mix produits (-10%), ainsi que de la moindre contribution des commissions de distribution. La décollecte nette s'élève à -17,4 milliards d'euros (principalement chez AllianceBernstein).

Solvabilité

Nous estimons que le ratio européen consolidé de Solvabilité I au 31 mars 2008 est légèrement supérieur² à celui du 31 décembre 2008 de 127%. De plus, la solvabilité de nos entités locales résiste bien, y compris aux Etats-Unis où nous anticipons un résultat IFRS positif⁵ au T1 2009 en raison notamment de l'absence de contribution négative des coûts de couverture des produits « Variable Annuities ».

VIE, ÉPARGNE, RETRAITE

Dynamique négative pour les affaires nouvelles, mais collecte nette positive

Le chiffre d'affaires vie, épargne, retraite baisse de 7% à 16 453 millions d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008 (-8%), dans un contexte de marché difficile.

La collecte nette s'élève à +3,3 milliards d'euros. L'évolution par rapport au T1 2008 est due à une collecte plus faible (-2,2 milliards d'euros), en partie compensée par une amélioration de la rétention clients (+1,8 milliard d'euros), et à l'impact négatif des taux de change et de la variation de périmètre (-0,4 milliard d'euros).

Collecte nette par pays/région		
Milliards d'euros	T1 2008	T1 2009
Etats-Unis	0,8	0,6
France	0,7	1,0
Royaume-Uni ^(a)	-0,3	-0,4
Région NORCEE ⁶	2,3	1,5
Asie-Pacifique ⁷	0,5	0,4
Région Méd /Am. Lat. ⁸	0,0	0,2
Total collecte nette vie, épargne, retraite	4,0	3,3

(a) Hors fonds « with profits », la décollecte nette au Royaume-Uni atteint -0,1 milliard d'euros au T1 2009.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE³)** est en baisse de 18% (ou -3% en séquentiel, c'est-à-dire par rapport au T4 2008) à 1 604 millions d'euros, principalement du fait :
 - d'un environnement financier défavorable :
 - diminution des ventes en épargne individuelle principalement aux Etats-Unis, en Australie, au Royaume-Uni et en Belgique, notamment en raison de la tourmente financière,
 - recul des ventes en vie collective en Suisse suite à de faibles rotations de clientèle sur ce marché,
 - de l'impact négatif d'événements non récurrents, principalement au Japon (faillite d'un agent important indépendant) et en Allemagne (non reconduction des mesures incitatives Riester de 2008),
 - en partie compensés par une performance solide en France, avec un fort développement de l'activité collective.

La part des produits en unités de compte recule de 46% à 40%, en raison notamment du déclin de 20%, à 290 millions d'euros, du volume des affaires nouvelles pour les produits « Variable Annuities » (Etats-Unis : -22%, reste du monde : -9%)

Affaires nouvelles (APE) par pays/région				
Millions d'euros	T1 2008	T1 2009	Variation en publié	Variation en comparable
Etats-Unis	418	327	-21,8%	-31,9%
France	357	387	+8,5%	+8,5%
Royaume-Uni	333	228	-31,5%	-17,8%
Région NORCEE ⁶	433	335	-22,7%	-24,5%
Asie-Pacifique ⁷	299	227	-24,3%	-27,8%
Région Méd./Am. Lat. ⁸	99	101	+1,9%	-10,0%
Total APE vie, épargne, retraite	1 939	1 604	-17,3%	-18,5%

La marge sur affaires nouvelles est en recul de 2 points à 12,8%, principalement en raison (i) de la baisse des taux d'intérêts affectant la rentabilité des produits de « Variable Annuities » Accumulator, (ii) de coûts unitaires plus élevés liés à des volumes plus faibles, en partie compensés par (iii) une évolution favorable du mix d'activité grâce aux Etats-Unis (déploiement progressif de nouvelles versions du produit Accumulator), au Japon et au Royaume-Uni.



Note : les hypothèses actuarielles et financières ne sont pas mises à jour sur base trimestrielle, sauf pour les taux d'intérêt qui sont couverts au moment de la vente pour les produits « Variable Annuities ».

Détail par pays :

Etats-Unis

Le volume des affaires nouvelles (APE) diminue de 32% à 327 millions d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008, principalement en raison (i) de la baisse des ventes de produits « Variable Annuities » (-22%) notamment via les réseaux de distributeurs non propriétaires, en raison de conditions de marché difficiles et de nouvelles versions de produits moins riches en options ou garanties, (ii) du recul des ventes d'OPCVM dans les réseaux propriétaires (-52%), et (iii) du déclin des ventes de produits vie (-38%), notamment chez les distributeurs non propriétaires, du fait des évolutions apportées au produit « Universal Life » au T1 2008.

La marge sur affaires nouvelles est en baisse de 6,2 points à -1,0%, principalement en raison de la baisse des taux d'intérêts affectant la rentabilité des produits « Variable Annuities » et de coûts unitaires plus élevés (liés à des volumes moindres), en partie compensés par une amélioration du mix produits à la suite du déploiement progressif de nouvelles versions du produit Accumulator (novembre 2008 et février 2009). La prochaine version, avec un taux garanti plus bas, sera lancée en juin 2009 pour continuer à rétablir la rentabilité du produit, en ligne avec nos objectifs de long terme.

France

Le volume des affaires nouvelles (APE) augmente de 8% à 387 millions d'euros, tiré par la branche collective (+82%) grâce à la bonne performance des activités retraite et prévoyance, en partie compensée par la baisse de la branche individuelle (-14%), touchée par le recul des ventes de produits en unités de compte.

La marge sur affaires nouvelles baisse de 1,4 point à 3,4% en raison principalement d'une moindre part de produits en unités de compte.

Royaume-Uni

Le volume des affaires nouvelles (APE) recule de 18% à 228 millions d'euros, en raison de la baisse des ventes dans certains segments de la branche vie-épargne individuelle (« bonds ») touchés par la baisse de confiance des clients dans un contexte financier difficile, ainsi que du recul des ventes de la branche retraite individuelle, en partie compensés par l'activité prévoyance.

La marge sur affaires nouvelles augmente de 0,9 point à 9,1% grâce au transfert favorable des ventes de produits d'épargne vers des produits de prévoyance mieux margés, en partie compensé par des coûts unitaires plus élevés.

Europe du Nord, centrale et de l'Est

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) en Allemagne** est en recul de 13% à 132 millions d'euros en raison de la non reconduction des mesures incitatives Riester en 2008 et de la baisse des ventes de produits de type « Variable Annuities » (« TwinStar »), en partie compensés par une hausse ponctuelle des ventes de la branche santé avant les réformes législatives attendues en 2009.

La marge sur affaires nouvelles est en baisse de 4,1 points à 14,5%, principalement du fait d'une expérience d'investissement négative sur les produits TwinStar en raison de taux d'intérêt bas.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) en Suisse** est en baisse de 26% à 123 millions d'euros essentiellement en raison d'opportunités limitées dans la branche vie collective (-30%) – le taux de rotation de clientèle dans le marché y est plus faible dans un environnement financier défavorable – combinées à une activité stable dans la branche individuelle.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 2,1 points à 29,7% en raison de la légère détérioration du mix d'activité dans la branche individuelle.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) en Belgique** recule de 46% à 52 millions d'euros en raison d'une baisse des ventes de la branche vie-épargne individuelle (-45%) tant en unités de compte qu'en actif général. Cependant, on note un afflux important en produits d'épargne court terme d'AXA Banque.

La marge sur affaires nouvelles recule de 3,9 points à 5,9% principalement en raison de coûts unitaires plus élevés dus à des volumes plus faibles.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) en Europe centrale et de l'Est** diminue de 8% à 28 millions d'euros, essentiellement en raison de la Pologne où la suspension de la commercialisation de produits d'assurance vie court terme à fiscalité favorable (« tax wrapper ») a été en partie compensée par la croissance des fonds de pension.

La marge sur affaires nouvelles est en hausse de 2,6 points à 22% principalement grâce à une moindre contribution des produits d'assurance vie à enveloppe fiscale (« tax wrapper ») à plus faible marge.

Asie - Pacifique

- **Au Japon, le volume des affaires nouvelles (APE)** est en baisse de 21% à 126 millions d'euros, en raison principalement de la faillite d'un important agent indépendant (LINA). Hors cet effet exceptionnel, les APE reculent de 4% en raison du déclin des ventes de produits de prévoyance.

La marge sur affaires nouvelles est en hausse de 0,6 point à 54,7% principalement en raison d'un meilleur mix d'affaires à la suite de l'arrêt des ventes des produits LINA plus faiblement margés.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) en Australie et Nouvelle-Zélande** est en baisse de 42% à 56 millions d'euros, essentiellement sous l'effet de la baisse des ventes d'OPCVM en raison de conditions de marché défavorables, en partie compensée par de plus fortes ventes de produits d'épargne traditionnels et de produits Accumulator.

La marge sur affaires nouvelles est en hausse de 2,3 points à 9,3% principalement en raison de la baisse des ventes d'OPCVM moins margés.

- **A Hong Kong, le volume des affaires nouvelles (APE)** est en baisse de 7% à 30 millions d'euros, essentiellement en raison de la baisse des ventes de produits en unités de compte dans un contexte de marché défavorable, partiellement compensée par une hausse des ventes de produits vie traditionnels.

La marge sur affaires nouvelles est stable à 64,0%.

- **En Asie du Sud Est et Chine, le volume des affaires nouvelles (APE)** recule de 21% à 15 millions d'euros, principalement du fait de l'Indonésie avec une baisse des ventes de produits en unités de compte à prime unique dans un contexte de marché défavorable, tandis que la Thaïlande et la Chine restent en croissance.

La marge sur affaires nouvelles diminue de 0,8 point à 31,6%.

Région Méditerranée et Amérique Latine

- **Le volume des affaires nouvelles (APE)** est en baisse de 10% à 101 millions d'euros, notamment en raison de l'Espagne (moindre contribution des produits d'épargne traditionnels et non renouvellement d'un contrat significatif au T1 2008) et d'AXA Italie (diminution des ventes de produits en unités de compte), partiellement compensée par la joint-venture italienne d'AXA avec BMPS (hausse des ventes d'actif général).

La marge sur affaires nouvelles recule de 0,9 point à 11,8% du fait de la moindre part des produits en unités de compte (qui passe de 40% à 14%).

DOMMAGES

Une croissance continue dans pratiquement tous les pays et toutes les lignes d'activité

Le chiffre d'affaires dommages augmente de 1% à 9 113 millions d'euros, sous l'effet de la hausse des volumes sur les lignes particuliers et entreprises. Le nombre de nouveaux contrats nets aux particuliers se monte à + 296 000 :

Dommages : chiffre d'affaires IFRS par pays

En millions d'euros	T1 2008	T1 2009	Variation en publié	Variation en comparable
Région NORCEE ⁶	3 932	4 108	+4,5%	+1,6%
<i>dont Allemagne</i>	1 602	1 619	+1,1%	+1,1%
<i>dont Belgique</i>	637	648	+1,6%	+1,6%
<i>dont Suisse</i>	1 652	1 795	+8,6%	+1,6%
France	1 821	1 864	+2,3%	+2,3%
Royaume-Uni & Irlande	1 152	968	-16,0%	-0,6%
Région Med/Am. Lat. ⁸	1 547	1 725	+11,5%	-1,6%
Reste du monde	432	449	+4,0%	+8,3%
Total chiffre d'affaires dommages	8 885	9 113	+2,6%	+1,1%

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile de particuliers** (35% du chiffre d'affaires dommages total) croît de 0,6%, sous l'effet de l'activité de distribution au travers des réseaux direct (au Royaume-Uni et en France), du Canada et de l'Asie, en partie compensée par l'Allemagne dans un contexte de concurrence sur les prix et de moindres volumes, ainsi que par l'Espagne avec des ventes de voitures neuves en baisse, et par la Turquie.

Le nombre de nouveaux contrats nets se monte à +249 000.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance non-automobile de particuliers** (22% du chiffre d'affaires dommages total) augmente de 0,5% en raison d'un effet prix positif sur l'ensemble du portefeuille, en partie compensé par une baisse des activités voyage et santé au Royaume-Uni.

Le nombre de nouveaux contrats nets se monte à +47 000.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile d'entreprises** (8% du chiffre d'affaires dommages total) est en baisse de 0,8% avec une contribution contrastée des pays (positive principalement dans le Golfe, en Belgique et en Allemagne, négative en Espagne, au Royaume-Uni et en France) dans un contexte de tendances d'évolution de prix contrastées.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance non-automobile d'entreprises** (35% du chiffre d'affaires dommages total) est en hausse de 1,4% avec une contribution positive principalement de la France (avec les activités construction et responsabilité civile) et de la Suisse (notamment les activités santé), en partie compensée par une stagnation des ventes en région Méditerranée et Amérique Latine et une baisse au Canada.

GESTION D'ACTIFS ET ASSURANCE INTERNATIONALE

Gestion d'actifs

Chiffre d'affaires affecté par de moindres actifs moyens sous gestion

- **Le chiffre d'affaires de la gestion d'actifs** recule de 34%, à 762 millions d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008 (-32%), en raison de moindres commissions (-37%), principalement dues à un volume moyen d'actifs sous gestion inférieur (-27%) et à une évolution défavorable du mix produits (-10%), ainsi qu'à une moindre contribution des commissions de distribution.

- **Le montant des actifs sous gestion** affiche une baisse de 29 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2008 et s'établit à 787 milliards d'euros au 31 mars 2009, pour les raisons suivantes :

- collecte nette : baisse de 17 milliards d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008, principalement chez AllianceBernstein sur le segment des clients institutionnels,
- évolution de marché : baisse de 33 milliards d'euros principalement chez AllianceBernstein en raison de conditions de marché défavorables,
- effet de change : +21 milliards d'euros essentiellement en raison de l'appréciation du dollar US contre l'euro.

- **Nouveaux développements chez AllianceBernstein :**

- Une performance d'investissement encourageante au T1 2009 (solide par rapport au benchmark et à la moyenne des concurrents sur l'ensemble des services, notamment « Growth Equity » et « Fixed Income »).
- Un mandat gagné auprès du Trésor Américain pour des prestations de services de gestion sur les actifs détenus dans le cadre de leur programme « Capital Purchase Program ».

Evolution des actifs sous gestion

En milliards d'euros	Alliance Bernstein	AXA IM	Total
Actifs sous gestion au 31/12/08	331	485	816
Collecte nette	-15	-2	-17
Evolution de marché	-24	-9	-33
Périmètre et autres impacts	0	0	0
Effet de change	+19	+3	+21
Actifs sous gestion au 31/03/09	310	477	787
Actifs sous gestion moyens sur la période	325	474	799
Variation des actifs moyens sous gestion vs. T1 2008 en publié	-36%	-11%	-23%
Variation des actifs moyens sous gestion vs. T1 2008 en comparable	-44%	-10%	-27%

Assurance internationale

Le chiffre d'affaires de l'assurance internationale augmente de 3% à 1 179 millions d'euros, notamment en raison de (i) AXA Corporate Solutions Assurance en croissance de 1% principalement grâce à l'activité marine (+11%) avec des développements positifs des portefeuilles, en partie compensée par de moindres volumes en dommages (-7%), tandis que (ii) AXA Assistance progresse de 14%.

Assurance internationale - chiffre d'affaires IFRS

En millions d'euros	T1 2008	T1 2009	Variation en publié	Variation en comparable
AXA Corporate Solutions Assurance	889	900	+1,2%	+1,3%
AXA Assistance	177	194	+9,9%	+14,1%
AXA Cessions	53	55	+3,4%	+3,4%
Autres activités internationales	17	30	+74,8%	-1,5%
Total assurance internationale	1 136	1 179	+3,8%	+3,3%

Notes

¹ Contrats aux particuliers automobile et habitation.

² Cette estimation n'a pas été revue ni approuvée par l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM).

³ Les « Annual Premium Equivalent » (APE) sont la somme de 100% des primes périodiques sur affaires nouvelles et de 10% des primes uniques sur affaires nouvelles. Les APE sont en part du Groupe.

⁴ Valeur des affaires nouvelles.

⁵ Estimation, non auditée.

⁶ Région Europe du Nord, centrale et de l'Est : Allemagne, Belgique, Suisse, Europe centrale et de l'Est et Luxembourg.

⁷ Japon, Australie/Nouvelle Zélande, Hong Kong, Asie du Sud Est et Chine.

⁸ Région Méditerranée et Amérique Latine : Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Mexique, Grèce et Maroc (et pays du Golfe pour l'activité dommages)

Annexe 1 : chiffre d'affaires IFRS du Groupe AXA – T1 2009 vs. T1

Chiffre d'affaires IFRS du Groupe AXA – contributions & croissances par activité et pays/région

En million d'euros	T1 2008	T1 2009	Variation du chiffre d'affaires IFRS	
	IFRS	IFRS	Publiée	Comparable
Etats-Unis	3 439	3 214	-6,6%	-18,6%
France	3 976	4 012	+0,9%	+0,9%
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est	5 310	4 984	-6,1%	-9,3%
<i>dont Allemagne</i>	1 477	1 516	+2,7%	+2,7%
<i>dont Suisse</i>	2 714	2 798	+3,1%	-3,5%
<i>dont Belgique</i>	989	534	-46,0%	-46,0%
<i>dont Europe Centrale et de l'Est</i>	113	115	+2,1%	+13,1%
Royaume-Uni	935	612	-34,5%	-21,4%
Asie-Pacifique	1 897	2 188	+15,3%	-0,9%
<i>dont Japon</i>	1 132	1 377	+21,7%	-7,7%
<i>dont Australie/Nouvelle-Zélande</i>	424	468	+10,4%	+25,9%
<i>dont Hong Kong</i>	276	314	+13,6%	-1,0%
<i>dont Asie du Sud-Est</i>	66	30	-54,6%	-54,8%
Région Méditerranée	1 291	1 417	+9,8%	+4,8%
Autres pays	29	28	-4,4%	+3,3%
Vie, épargne, retraite	16 877	16 453	-2,5%	-7,4%
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est	3 932	4 108	+4,5%	+1,6%
<i>dont Allemagne</i>	1 602	1 619	+1,1%	+1,1%
<i>dont Belgique</i>	637	648	+1,6%	+1,6%
<i>dont Suisse</i>	1 652	1 795	+8,6%	+1,6%
France	1 821	1 864	+2,3%	+2,3%
Région Méditerranée & Amérique Latine	1 547	1 725	+11,5%	-1,6%
Royaume-Uni & Irlande	1 152	968	-16,0%	-0,6%
Canada	232	237	+2,2%	+10,4%
Asie	200	212	+6,0%	+5,9%
Domages	8 885	9 113	+2,6%	+1,1%
AXA Corporate Solutions Assurance	889	900	+1,2%	+1,3%
Autres	247	279	+13,0%	+10,5%
Assurances Internationales	1 136	1 179	+3,8%	+3,3%
AllianceBernstein	697	467	-33,0%	-41,6%
AXA Investment Managers	374	295	-21,2%	-20,6%
Gestion d'actifs	1 071	762	-28,9%	-34,3%
Activités Bancaires	96	90	-6,3%	-4,7%
Total	28 066	27 598	-1,7%	-5,2%

Annexe 2 : vie, épargne, retraite – répartition des APE entre produits en unités de compte, produits sur actif général et OPCVMs

Répartition des APE – 12 principaux pays et régions modélisés

En part du Groupe En millions d'euros	APE T1 2009			% UL dans APE (excl. OPCVM)		Variation des UC en base comparable
	UC	Non-UC	OPCVM	T1 2008	T1 2009	
France	57	330	-	15%	15%	+5%
Etats-Unis	223	52	52	82%	81%	-26%
Royaume-Uni	198	29	1	90%	87%	-21%
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est						
Allemagne	37	95	-	39%	28%	-36%
Suisse	6	117	-	3%	5%	+26%
Belgique	2	50	-	8%	4%	-76%
Europe centrale et de l'Est	20	8	1	66%	72%	+2%
Asie-Pacifique						
Japon	27	99	-	17%	21%	-11%
Australie/Nouvelle-Zélande	2	17	37	24%	9%	-50%
Hong Kong	11	19	-	50%	38%	-31%
Asie du Sud Est & Chine	6	8	1	63%	43%	-53%
Région Méditerranée & Amérique Latine	13	85	3	40%	14%	-67%
Total	600	908	95	46%	40%	-25%

Annexe 3 : chiffre d'affaires IFRS en devises locales – Trimestres discrets

(en millions de devises locales, sauf Japon en milliards)	T1 08	T2 08	T3 08	T4 08	T1 09
Vie, épargne, retraite					
Etats-Unis	5 157	5 149	5 149	4 774	4 197
France	3 976	3 465	3 215	3 615	4 012
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est					
<i>dont Allemagne</i>	1 477	1 478	1 468	1 810	1 516
<i>dont Suisse</i>	4 342	915	843	1 010	4 188
<i>dont Belgique</i>	989	611	419	541	534
<i>dont Europe centrale et de l'Est</i>	113	116	121	115	115
Royaume-Uni	708	765	680	676	556
Asie-Pacifique					
<i>dont Japon (en Milliards)</i>	185	193	207	163	174
<i>dont Australie/Nouvelle-Zélande</i>	701	625	748	924	918
<i>dont Hong Kong</i>	3 212	3 145	3 393	3 146	3 178
Région Méditerranée	1 291	1 497	920	1 104	1 417
Dommages					
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est					
<i>dont Allemagne</i>	1 602	597	709	621	1 619
<i>dont Suisse</i>	2 643	256	159	142	2 686
<i>dont Belgique</i>	637	517	507	477	648
France	1 821	1 200	1 362	1 212	1 864
Région Méditerranée & Amérique Latine	1 547	1 436	1 215	2 215	1 725
Royaume-Uni & Irlande	873	979	901	770	881
Asie	200	176	187	185	212
Canada	349	463	437	423	385
Assurance internationale					
AXA Corporate Solutions Assurance	889	331	354	380	900
Autres, dont AXA RE	247	205	203	232	279
Gestion d'actifs					
AllianceBernstein	1 045	1 006	931	711	610
AXA Investment Managers	374	388	337	337	295
Banque et Autres	87	89	82	110	78

Annexe 4 : répartition du chiffres d'affaires dommages du T1 2009 par ligne de produits

Chiffres d'affaires dommages – contribution & croissance par ligne d'activité								
En %	Particuliers Automobile		Particuliers hors Automobile		Entreprises Automobile		Entreprises Hors Automobile	
	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable
France	27%	+2,8%	26%	+3,0%	9%	-2,3%	38%	+2,7%
Royaume-Uni (a)	18%	+16,2%	34%	-7,2%	6%	-8,2%	39%	+1,5%
NORCEE	38%	-1,1%	18%	+1,6%	6%	+3,5%	35%	+1,9%
<i>dont</i> <i>Allemagne</i>	37%	-3,5%	26%	+1,3%	7%	+2,6%	25%	+0,9%
<i>dont</i> <i>Belgique</i>	30%	-0,1%	27%	+1,5%	8%	+8,4%	33%	+2,2%
<i>dont</i> <i>Suisse</i>	42%	+0,2%	9%	+2,3%	5%	+0,7%	45%	+2,2%
Région Méditerranée & Amérique Latine	41%	-3,9%	19%	+3,2%	10%	-3,1%	27%	+0,2%
Canada	35%	+19,8%	16%	+16,9%	7%	+3,5%	42%	-8,1%
Asie	71%	+6,1%	5%	+5,1%	4%	+21,2%	20%	+2,2%
Total	35%	+0,6%	22%	+0,5%	8%	-0,8%	35%	+1,4%

(a) Y compris l'Irlande.

Annexe 5 : vie, épargne, retraite – volumes, valeurs et marge des affaires nouvelles

APE, VAN et marge VAN/APE – 12 principaux pays/régions modélisés								
<i>En million d'euros</i>	T1 2008 APE	T1 2009 APE	Variation à base comparable	T1 2008 NBV	T1 2009 NBV	Variation à base comparable	T1 2009 Marge NBV/APE	Variation à base comparable
Etats-Unis	418	327	-31,9%	22	-3	-112,9%	-1,0%	-6,2pts
France	357	387	+8,5%	17	13	-22,5%	3,4%	-1,4pt
Royaume-Uni	333	228	-17,8%	27	21	-8,9%	9,1%	+0,9pt
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est	433	335	-24,5%	93	65	-32,3%	19,4%	-2,2pts
Allemagne	146	132	-12,7%	27	19	-31,7%	14,5%	-4,1pts
Suisse	157	123	-26,4%	50	37	-31,3%	29,7%	-2,1pts
Belgique	96	52	-46,2%	9	3	-67,5%	5,9%	-3,9pts
Europe Centrale et de l'Est	34	28	-7,8%	7	6	+4,6%	22,0%	+2,6pts
Asie-Pacifique	299	227	-27,8%	104	98	-18,6%	43,2%	+4,5pts
Japon	133	126	-21,3%	67	69	-20,4%	54,7%	+0,6pt
Australie/Nouvelle-Zélande	109	56	-41,7%	9	5	-24,9%	9,3%	+2,3pts
Hong Kong	28	30	-7,3%	18	19	-7,5%	64,0%	-0,1pt
Asie du Sud-Est & Chine	29	15	-21,1%	10	5	-23,1%	31,6%	-0,8pt
Région Méditerranée et Amérique Latine	99	101	-10,0%	14	12	-16,4%	11,8%	-0,9pt
TOTAL	1 939	1 604	-18,5%	277	206	-30,0%	12,8%	-2,0pts

Annexe 6 : principaux communiqués de presse du T1 2009

- 19/02/2009 Résultats annuels 2008 – performance opérationnelle robuste dans un environnement difficile
- 17/03/2009 AXA souscrit à l'augmentation de capital d'AXA Asia Pacific Holdings : pas d'impact sur la solvabilité du Groupe, pas d'impact significatif sur la liquidité
- 24/03/2009 Premier bilan du Fonds AXA pour la Recherche : plus de 13 millions d'euros alloués à la recherche en 2008
- 27/03/2009 Dépôt auprès de la SEC du Rapport Annuel d'AXA au format 20-F
- 08/04/2009 AXA inaugure son premier campus de la région Japon Asie-Pacifique à Singapour
- 30/04/2009 Assemblée générale d'AXA – L'ensemble des résolutions soumises au vote des actionnaires a été adopté

Plus d'informations disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.axa.com/fr/press/pr/>

Annexe 7 : opérations sur les fonds propres et la dette d'AXA

Fonds propres

Pas d'opération significative.

Dette

Pas d'opération significative.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 17 JUILLET 2009 : JEAN-LAURENT GRANIER EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA RÉGION MÉDITERRANÉE - AMÉRIQUE LATINE ET REJOINT LE COMITÉ EXÉCUTIF DU GROUPE AXA

Le Groupe AXA annonce la nomination de Jean-Laurent Granier au poste de directeur général de la région Méditerranée – Amérique Latine (MedLA), qui englobe les activités d'AXA en Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Turquie, Maroc, Mexique, pays du Golfe et Liban, à partir du 1^{er} janvier 2010. Il succèdera à Jean-Raymond Abat, qui part à la retraite. Jean-Laurent Granier deviendra membre du comité exécutif du Groupe AXA à compter de cette date.

« *Le directoire tient à remercier chaleureusement Jean-Raymond Abat pour son engagement et sa contribution au développement d'AXA. Il a bâti avec succès depuis 2003 notre plate-forme d'activités dans la région Méditerranée et a, plus récemment, réussi l'intégration dans cette région des activités de Winterthur en Espagne et d'AXA Seguros²³ au Mexique* », a déclaré Henri de Castries, président du directoire du Groupe AXA.

« *Fort de tous les chantiers importants qu'il a su mener à bien chez AXA France – notamment le développement de nos activités de particuliers –, Jean-Laurent saura également s'appuyer sur l'ensemble des réalisations de Jean-Raymond. Je lui souhaite, au nom de toute l'équipe, la bienvenue au sein du comité exécutif du Groupe* ».

Avec 11 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2008, la région MedLA représente 12% des revenus du Groupe AXA. Les 13 000 collaborateurs de la région apportent aujourd'hui conseils, services et produits d'assurance vie et dommages à plus de 15 millions de clients. Depuis sa création en 2003 sous la direction de Jean-Raymond Abat, la région MedLA a multiplié par 4 son résultat opérationnel (665 millions d'euros en 2008) tout en améliorant significativement la satisfaction de ses clients²⁴, notamment grâce à un engagement croissant de l'ensemble de ses collaborateurs²⁵.

Jean-Laurent Granier a rejoint l'UAP en 1990 jusqu'à la fusion avec AXA en 1997. Il a occupé de nombreuses fonctions au sein d'AXA France, où il a été nommé responsable des activités vie en 2000 puis directeur général d'AXA Particuliers/Professionnels en 2002. Jean-Laurent Granier est diplômé de l'École Polytechnique et de l'ENSAE et est membre de l'Institut des Actuaire Français.

Jean-Raymond Abat a accompli l'essentiel de sa carrière au sein de l'UAP jusqu'à la fusion avec AXA en 1997. Il est alors nommé administrateur délégué d'AXA Seguros. En 2002, il prend en outre la responsabilité du Portugal et de l'Amérique du Sud. Depuis 2003, il était directeur général de la région Méditerranée - Amérique Latine.

²³ Précédemment Seguros ING

²⁴ Indice de satisfaction client de 69 à 77 sur la période

²⁵ Indice d'engagement des collaborateurs de la région MedLA a progressé de 62 à 83 au cours des 4 dernières années

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 5 AOUT 2009 : DES RÉSULTATS SEMESTRIELS 2009 SOLIDES

Redressement des résultats au 1^{er} semestre 2009 par rapport au 2^e semestre 2008

- Résultat opérationnel : 2 116 millions d'euros
 - en baisse de 26% par rapport au 1^{er} semestre 2008
 - en hausse de 63% par rapport au 2^e semestre 2008
- Résultat courant : 1 736 millions d'euros
 - en baisse de 50% par rapport au 1^{er} semestre 2008
 - en hausse de 327% par rapport au 2^e semestre 2008
- Résultat net : 1 323 millions d'euros
 - en baisse de 38% par rapport au 1^{er} semestre 2008
 - en hausse de 2 577 millions d'euros par rapport au 2^e semestre 2008

Confirmation de notre solidité financière

- Ratio de Solvabilité I : 133%, en hausse de 6 points par rapport au 31 décembre 2008
- Capitaux propres : 38,8 milliards d'euros, en hausse de 1,4 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2008
- Taux d'endettement : 31%, en baisse de 3 points par rapport au 31 décembre 2008

Maintien global de notre base de clientèle

- Chiffre d'affaires : 48,4 milliards d'euros, en baisse de 1,8% sur un an (-5,7% en base comparable)
- Collecte nette positive sur les activités d'assurance
- Actifs sous gestion : 967 milliards d'euros, en baisse de 1,5% par rapport au 31 décembre 2008

Efficacité des actions mises en œuvre pour surmonter l'environnement actuel

- Focalisation sur la rentabilité avec des mesures d'ajustement de prix en dommages et vie, épargne, retraite (« Variable Annuities »)
- Efforts de productivité sur toutes les lignes d'activités
- Initiatives en matière de gestion des risques, notamment aux Etats-Unis (situation de capital stabilisée et amélioration du résultat de couverture sur les produits « Variable Annuities »)

« Notre confiance dans la stratégie du Groupe AXA se trouve renforcée par les résultats du premier semestre 2009, ainsi que par l'efficacité des actions de gestion des risques engagées pour atténuer les conséquences de la crise, a déclaré **Henri de Castries, président du directoire d'AXA.**

Comme l'ensemble du secteur de l'assurance, AXA est sensible aux conditions de marché défavorables. Le Groupe a néanmoins démontré sa capacité à agir rapidement et à prendre les mesures appropriées pour protéger la solidité de son bilan, gérer ses activités de façon efficace et maintenir la confiance de ses clients.

Nous sommes prêts à faire face à une éventuelle dégradation des conditions de marché et sommes bien placés pour profiter d'un rebond : nous n'avons jamais cessé d'investir et de nous focaliser sur notre cœur de métier, dans un marché au potentiel de croissance intact. »

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2009

Tous les commentaires sont à base comparable (change, méthodologie et périmètre constants pour les indicateurs d'activité, et change constant pour les résultats)

Chiffre d'affaires

- **Le chiffre d'affaires total** recule de 6%, à 48 414 millions d'euros.
- Le chiffre d'affaires de l'activité **vie, épargne, retraite** est en baisse de 7%, à 30 065 millions d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008 et au T1 2009, principalement du fait de l'environnement de marché difficile.
La collecte nette reste positive, à +5,6 milliards d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2008 en base comparable.
Le volume des affaires nouvelles (APE¹) est en retrait de 16%, à 3 111 millions d'euros, la part des produits en unités de compte passant de 48% à 40%.
La marge sur affaires nouvelles recule de 0,9 point, à 13,7%.
- En **dommages**, le chiffre d'affaires est en augmentation de 1%, à 14 919 millions d'euros, grâce à l'activité particuliers (+1%) tandis que l'activité entreprises reste stable. Le nombre de nouveaux contrats nets en assurance de particuliers s'élève à +695 000.
- Le chiffre d'affaires de la **gestion d'actifs** est en baisse de 34%, à 1 503 millions d'euros, en raison de la baisse de 36% des commissions de gestion, due principalement à une base plus faible d'actifs moyens sous gestion (-26%), à une évolution défavorable du mix produits, ainsi qu'à la moindre contribution des commissions de distribution. La décollecte nette s'élève à 38 milliards d'euros.

Résultats

Les résultats du 1^{er} semestre 2009 sont en forte hausse en comparaison du 2^e semestre 2008 : le résultat opérationnel augmente de 63% à 2 116 millions d'euros, le résultat courant de 327% à 1 736 millions d'euros et le résultat net de 2 577 millions d'euros, à 1 323 millions d'euros.

En comparaison du 1^{er} semestre 2008 :

- **Le résultat opérationnel** est en recul de 26%, à 2 116 millions d'euros, principalement en raison (i) de la baisse des actifs moyens sous gestion, qui impacte négativement le résultat opérationnel des activités vie-épargne-retraite (en baisse de 16%) et gestion d'actifs (en baisse de 42%), et (ii) de la hausse de 1,7 point du ratio combiné, à 98,0% (principalement due aux événements naturels) qui affecte le résultat opérationnel de l'activité dommages (en baisse de 12%).
- **Le résultat courant** est en baisse de 1 640 millions d'euros (-50%) à 1 736 millions d'euros, du fait (i) de la baisse de 714 millions d'euros du résultat opérationnel, (ii) de moindres plus-values nettes réalisées (pour 614 millions d'euros), essentiellement sur actions, (iii) et de 312 millions d'euros supplémentaires de provisions pour dépréciations à caractère durable nettes de couvertures (essentiellement sur actions).
- **Le résultat net** est en baisse de 821 millions d'euros (-38%), à 1 323 millions d'euros, en raison (i) de la baisse de 1 640 millions d'euros du résultat courant, en partie compensée par (ii) la moindre contribution négative (pour 819 millions d'euros) de la variation en valeur des actifs et dérivés, nette de change et autres éléments, principalement due au resserrement des spreads de crédit.

Bilan

- **Le ratio Solvabilité I du Groupe** est en hausse de 6 points, à 133%, par rapport au 31 décembre 2008, grâce à l'impact positif du résultat opérationnel (+10 points), en partie compensé par un impact négatif (-4 points) dû notamment à la baisse de valorisation de nos actifs immobiliers et « private equity ». L'excédent Solvabilité I, qui s'établit désormais à 7 milliards d'euros, a crû de 1 milliard d'euros.

La situation de capital a été stabilisée aux Etats-Unis, où nous n'attendons pas d'augmentation de capital cette année.

Les capitaux propres ont progressé de 1,4 milliard d'euros, à 38,8 milliards d'euros (par rapport au 31 décembre 2008), en raison (i) de la contribution de 1,3 milliard d'euros du résultat net, (ii) de la variation positive de 0,9 milliard d'euros des plus-values latentes (principalement actions), une progression en partie compensée par (iii) -0,8 milliard d'euros correspondant au paiement du dividende.

- **Le taux d'endettement²** est en baisse de 3 points à 31% par rapport au 31 décembre 2008, principalement en raison de la baisse de 2,0 milliards d'euros de la dette financière nette, partiellement due à un effet de saisonnalité.

Les éléments non définis par les normes comptables, tels que le résultat opérationnel et le résultat courant, sont rapprochés du résultat net en page 8 de ce communiqué. Les états financiers d'AXA au 30 juin 2009 sont soumis à la finalisation de la revue limitée par les commissaires aux comptes d'AXA.

Les notes se trouvent en page 14²⁶.

²⁶ Les notes se trouvent en page 157 de la présente actualisation.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Chiffre d'affaires : chiffres clés						
En millions d'euros, sauf indication contraire	S1 2008	S1 2009	Variation en publié	Variation		
				Base comparable ^(a)	Périmètre et autres	Effet de change ^(b)
Vie, épargne, retraite - chiffre d'affaires	30 826	30 065	-2,5%	-7,5%	+0,7pt	+4,3pts
Collecte nette (milliards d'euros)	+6,2	+5,6				
<i>APE (part du Groupe)</i>	3 611	3 111	-13,9%	-16,3%	+1,1pt	+1,3pt
<i>VAN^(c) (part du Groupe)</i>	505	427	-15,3%	-22,0%	+1,0pt	+5,7pts
<i>Marge VAN/APE (part du Groupe)</i>	14,0%	13,7%	-0,2pt	-0,9pt		
Dommages - chiffre d'affaires	14 519	14 919	+2,8%	+0,8%	+3,8pts	-1,8pt
Assurance internationale - chiffre d'affaires	1 673	1 731	+3,5%	+2,7%	+1,1pt	-0,3pt
Gestion d'actifs - chiffre d'affaires	2 102	1 503	-28,5%	-34,0%	-0,1pt	+5,4pts
Collecte nette (milliards d'euros)	+2,2	-37,7				
Chiffre d'affaires total	49 319	48 414	-1,8%	-5,7%	+1,5pt	+2,3pts

(a) La variation en base comparable est calculée à taux de change, méthodologie et périmètre constants.

(b) Principalement dû à l'appréciation de l'euro face à la livre sterling, et à la dépréciation face au dollar US et au yen.

(c) Valeur des Affaires Nouvelles.

Vie, épargne, retraite

Une collecte nette positive malgré la baisse des affaires nouvelles

- Le chiffre d'affaires de l'activité **vie, épargne, retraite** est en baisse de 7%, à 30 065 millions d'euros, en ligne avec les tendances observées au T4 2008 et au T1 2009, principalement du fait de l'environnement de marché difficile.

La **collecte nette** reste positive, à +5,6 milliards d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2008 en base comparable, la moindre collecte (-3,4 milliards d'euros) étant compensée par une meilleure rétention de nos clients (+3,4 milliards d'euros). La collecte nette a été positive, tant sur les produits d'actif général (+2,1 milliards d'euros) que sur les produits en unités de compte (+3,5 milliards d'euros).

Collecte nette par pays/région

En milliards d'euros	S1 2008	S1 2009
Etats-Unis	+1,6	+0,7
France	+1,4	+2,2
Royaume-Uni ^(a)	-0,5	-0,3
Région NORCEE ^(b)	+2,6	+1,6
Asie-Pacifique ^(c)	+0,9	+0,8
Région Med/Amérique Latine ^(c)	+0,2	+0,7
Total collecte nette vie, épargne, retraite	+6,2	+5,6

(a) Hors fonds « with profits », la collecte nette au Royaume-Uni atteint +0,4 milliard d'euros au 30 juin 2009.

(b) Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est : Allemagne, Belgique, Suisse, Europe centrale et de l'Est et Luxembourg.

(c) Asie-Pacifique : Australie, Nouvelle-Zélande, Hong Kong, Japon et Asie du Sud-Est.

(d) Région Méditerranée et Amérique Latine : Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Mexique, Grèce et Maroc.

- Le volume des affaires nouvelles (APE¹)** est en retrait de 16%, à 3 111 millions d'euros, principalement en raison de :
 - l'environnement de marché difficile :
 - recul des ventes de produits d'épargne individuelle, principalement aux Etats-Unis, en Australie, au Royaume-Uni et en Belgique,
 - baisse des ventes d'assurance-vie collective en Suisse du fait d'un turnover de clientèle limité sur ce marché,
 - l'impact négatif d'événements exceptionnels, notamment au Japon (faillite d'un important agent indépendant) et en Allemagne (mesures incitatives « Riester » non reconduites),
 - en partie compensés par la solide performance de la France (+13%), avec des développements positifs en vie collective et individuelle.

La part des produits en unités de compte est passée de 48% à 40%, impactée notamment par la France et les Etats-Unis.

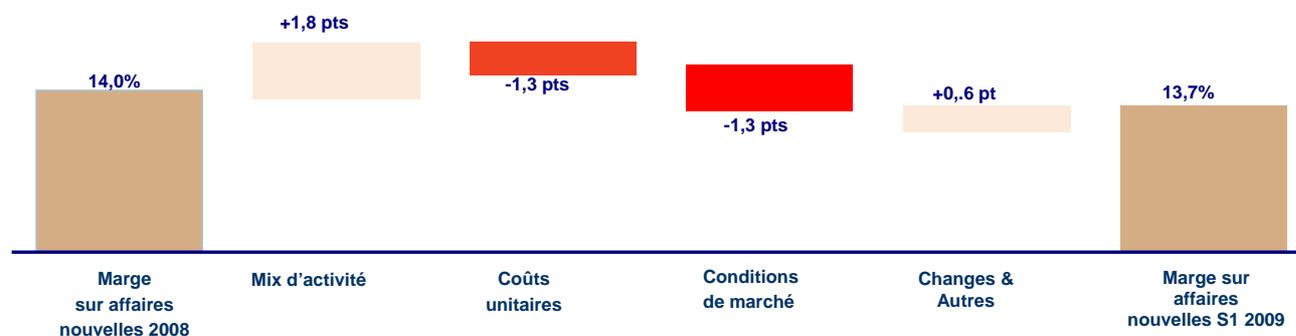
Affaires nouvelles (APE) par pays

En millions d'euros	S1 2008	S1 2009	Variation en publié	Variation en comparable
Etats-Unis	808	576	-28,7%	-37,8%
France	690	776	+12,5%	+12,5%
Royaume-Uni	692	493	-28,7%	-17,7%
Région NORCEE ^(a)	660	562	-14,8%	-16,0%
Asie-Pacifique ^(b)	558	483	-13,3%	-24,8%
Région Med/Amérique Latine ^(c)	204	219	+7,3%	-4,0%
Total APE vie, épargne, retraite	3 611	3 111	-13,9%	-16,3%

- (a) Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est : Allemagne, Belgique, Suisse et Europe centrale et de l'Est. Les APE et la VAN du Luxembourg ne sont pas encore modélisés.
- (b) Asie-Pacifique : Japon, Australie/Nouvelle-Zélande, Hong-Kong, Asie du Sud-Est & Chine. Les APE et la VAN de l'Inde sont inclus dans les APE et la VAN de l'Asie du Sud-Est & Chine à partir du S1 2009 (la variation en base comparable inclut les APE et la VAN de l'Inde au S1 2008, consolidée par mise en équivalence).
- (c) Région Méditerranée et Amérique Latine : Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Mexique et Grèce. Les APE et la VAN du S1 2008 incluent la Turquie à 50%, les APE et la VAN du S1 2009 incluent la Turquie à 100% (la variation à base comparable inclut les APE et la VAN à 100% au S1 2008). Les APE et la VAN du Maroc ne sont pas encore modélisés.

Marge sur affaires nouvelles relativement stable

La **marge sur affaires nouvelles** est en baisse de 0,9 point, à 13,7%, principalement en raison (i) de la baisse des taux d'intérêt, qui affecte la rentabilité des produits de type « Variable Annuities », (ii) de la hausse des coûts unitaires du fait de volumes moindres dans la plupart des pays, en partie compensés par (iii) un mix d'activités favorable, grâce notamment aux Etats-Unis (développement progressif des nouvelles versions de produits Accumulator), au Japon et au Royaume-Uni.



Note : les hypothèses actuarielles et financières ne sont pas actualisées sur une base semestrielle, à l'exception des taux d'intérêts qui sont couverts au moment de la vente pour les produits de type « Variable Annuities ».

Dommmages

Croissance de l'activité de particuliers

Le chiffre d'affaires de l'activité dommages est en hausse de 1%, à 14 919 millions d'euros, grâce à l'activité particuliers (+1%) tandis que l'activité entreprises reste stable.

Stabilité de l'activité d'entreprises

Dommmages : chiffre d'affaires IFRS par pays

En millions d'euros	S1 2008	S1 2009	Variation en publié	Variation en comparable
Région NORCEE ^(a)	5 224	5 394	+3,3%	+1,0%
<i>dont Allemagne</i>	2 199	2 206	+0,3%	+0,3%
<i>dont Suisse</i>	1 805	1 957	+8,4%	+1,6%
<i>dont Belgique</i>	1 155	1 160	+0,5%	+0,5%
France	3 021	3 088	+2,2%	+2,2%
Royaume-Uni & Irlande	2 389	2 048	-14,2%	-2,0%
Région Med/Amérique Latine ^(b)	2 984	3 402	+14,0%	-1,3%
Reste du monde	902	986	+9,3%	+10,9%
Total chiffre d'affaires dommages	14 519	14 919	+2,8%	+0,8%

(a) Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est : Allemagne, Belgique, Suisse, Europe Centrale et de l'Est et Luxembourg.

(b) Région Méditerranée et Amérique Latine : Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Mexique, pays du Golfe, Grèce et Maroc.

Le chiffre d'affaires est en hausse sur l'activité de particuliers avec +695 000 **nouveaux contrats nets**.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile de particuliers** (35% du chiffre d'affaires dommages total) est en hausse de 1%, principalement en raison des volumes plus importants enregistrés sur l'activité de direct (Royaume-Uni, Asie et France), une croissance en partie compensée par l'Espagne et l'Allemagne, qui évoluent dans des conditions difficiles de marché.
- **Le chiffre d'affaires de l'assurance non-automobile de particuliers** (24% du chiffre d'affaires dommages total) croît de 1%, principalement grâce au Canada et à la France, une hausse en partie compensée par le Royaume-Uni.

Le chiffre d'affaires de l'activité d'entreprises reste stable.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile d'entreprises** (7% du chiffre d'affaires dommages total) observe un recul de 1% en raison de moindres volumes au Royaume-Uni et en France, en partie compensé par les pays du Golfe et l'Asie.
- **Le chiffre d'affaires de l'assurance non-automobile d'entreprises** (33% du chiffre d'affaires dommages total) est stable, l'évolution négative en Espagne et au Royaume-Uni étant compensée par la Suisse (principalement grâce aux nouveaux contrats santé), la Turquie (petites et moyennes entreprises) et le Mexique (renouvellement d'un important contrat).

Gestion d'actifs

Chiffre d'affaires principalement affecté par une base plus faible d'actifs moyens sous gestion

- **Le chiffre d'affaires de la gestion d'actifs** est en baisse de 34%, à 1 503 millions d'euros, en raison de la baisse de 36% des commissions de gestion, due principalement à une base plus faible d'actifs moyens sous gestion (-26%), à une évolution défavorable du mix produits, ainsi qu'à la moindre contribution des commissions de distribution.
- Au 30 juin 2009, le montant des **actifs sous gestion** recule de 13 milliards d'euros (par rapport au 31 décembre 2008) à 803 milliards d'euros³.
 - Collecte nette : -38 milliards d'euros, répartis entre AllianceBernstein (-33 milliards d'euros, essentiellement sur le segment clients institutionnels) et AXA Investment Managers (-5 milliards d'euros).
 - Evolution de marché : +18 milliards d'euros, essentiellement dus à AllianceBernstein.
 - Change, périmètre et autres effets : +6 milliards d'euros, principalement en raison de l'évolution positive de la livre sterling.

Evolution des actifs sous gestion			
En milliards d'euros	Alliance Bernstein	AXA IM	Total
Actifs sous gestion au 31/12/08	331	485	816
Collecte nette	-33	-5	-38
Evolution de marché	+22	-4	+18
Périmètre et autres impacts	-	+1	+1
Effet de change	-2	+7	+5
Actifs sous gestion au 30/06/09	318	485	803
Actifs moyens sous gestion sur la période	325	474	799
Variation des actifs moyens sous gestion sur la période			
Variation en publié - actifs moyens sous gestion	-34%	-11%	-22%
Variation en comparable - actifs moyens sous gestion	-43%	-10%	-26%

Assurance Internationale

Le chiffre d'affaires de l'assurance internationale croît de 3%, à 1 731 millions d'euros, avec (i) AXA Corporate Solutions Assurance en hausse de 3%, essentiellement en raison de développements positifs sur le segment responsabilité civile, et (ii) AXA Assistance, également en hausse de 3%.

Assurance internationale - chiffre d'affaires IFRS

En millions d'euros	S1 2008	S1 2009	Variation en publié	Variation en comparable
AXA Corporate Solutions Assurance	1 220	1 256	+2,9%	+2,9%
AXA Assistance	362	366	+1,1%	+3,2%
AXA Cessions	53	57	+8,3%	+8,3%
Autres activités internationales ^(a)	37	52	+38,4%	-14,3%
Total assurance internationale	1 673	1 731	+3,5%	+2,7%

RESULTATS

Résultats : chiffres clés

En millions d'euros	S1 2008	S1 2009	Variation	
			En publié	En comparable
Vie, épargne, retraite	1 396	1 232	-12%	-16%
Dommages	1 133	986	-13%	-12%
Gestion d'actifs	285	176	-38%	-42%
Assurance internationale	172	122	-29%	-30%
Banques	24	15	-38%	-40%
Holdings ⁴	-245	-415	69%	67%
Résultat opérationnel⁵	2 766	2 116	-24%	-26%
Plus-values nettes réalisées	834	241	-71%	-74%
Provisions nettes pour dépréciations d'actifs	-786	-691	-12%	-12%
Couverture du portefeuille actions (valeur intrinsèque)	477	71	-85%	-85%
Résultat courant⁵	3 290	1 736	-47%	-50%
Variations de juste valeur	-1,012	-280		
<i>dont impact des spreads de crédit</i>	<i>n.d.</i>	309		
<i>dont mise en valeur de marché des investissements alternatifs</i>	<i>n.d.</i>	-317		
<i>dont mise en valeur de marché de dérivés liés aux éléments du bilan</i>	<i>n.d.</i>	-210		
<i>dont dérivés de taux d'intérêt</i>	-87	89		
<i>dont effets de change et dérivés liés (hors provisions pour dépréciation)</i>	-113	45		
<i>dont valeur temps de la couverture du portefeuille actions</i>	-152	-290		
<i>dont mise en valeur de marché des ABS</i>	-237	-62		
Autres	-116	-134		
Résultat net	2 162	1 323	-39%	-38%

Bénéfice net par action

En euros

Bénéfice opérationnel par action ⁶	1,28	0,95	-26%
Bénéfice courant par action ⁶	1,54	0,77	-50%
Bénéfice net par action	1,07	0,50	-53%

Les éléments d'analyse des variations de juste valeur ne sont pas définis par les normes comptables et à ce titre ne sont pas audités

Résultat opérationnel

Comparé au 2^e semestre 2008, le résultat opérationnel est en hausse de 63%, à 2 116 millions d'euros, essentiellement en raison de l'amélioration de la marge du résultat de couverture des produits « Variable Annuités ».

Comparé au 1^{er} semestre 2008, le résultat opérationnel est en recul de 26%, à 2 116 millions d'euros, principalement en raison (i) de la baisse des actifs moyens sous gestion, qui impacte négativement le résultat opérationnel des activités vie, épargne, retraite (en baisse de 16%) et gestion d'actifs (en baisse de 42%), et (ii) de la hausse de 1,7 point du ratio combiné, à 98,0% (principalement due à des événements naturels) qui affecte le résultat opérationnel de l'activité dommages (en baisse de 12%).

Vie, épargne, retraite : le recul de la marge sur actifs est en partie compensé par la hausse de la marge technique

- **Le résultat opérationnel de l'activité vie, épargne, retraite** est en baisse de 16%, à 1 232 millions d'euros.

La marge sur chiffre d'affaires recule de 2%⁷ à 2 219 millions d'euros, la baisse du chiffre d'affaires (-7%) étant en partie compensée par des marges plus élevées (+6%) grâce à l'amélioration du mix pays.

La marge sur actifs est en baisse de 22%⁷ à 2 209 millions d'euros :

- les chargements perçus sur unités de compte reculent de 21%⁷, à 865 millions d'euros, du fait de moindres réserves moyennes (-18%) et de moindres marges (-3%) en raison d'un mix pays défavorable,
- la marge d'investissement sur actif général recule de 23%⁷, à 1 057 millions d'euros, conséquence de rendements plus faibles aux Etats-Unis, en France et au Royaume-Uni (principalement les rendements des actions). Les réserves moyennes de l'actif général restent stables.
- les autres commissions sont en baisse de 24%⁷ en raison du niveau plus faible des OPCVMs sous gestion.

La marge technique est en hausse de 85%, à 1 099 millions d'euros, bénéficiant principalement de (i) 199 millions d'euros d'amélioration de la marge de couverture sur les Variable Annuités aux Etats-Unis (résultat à l'équilibre sur le premier semestre 2009), conséquence d'un coût du risque de base significativement plus bas, du resserrement des spreads de crédit et de gains sur couvertures de taux d'intérêt, partiellement compensés par une plus grande volatilité des marchés financiers, (ii) un gain non récurrent de 165 millions d'euros au Royaume-Uni suite à une restructuration interne d'un portefeuille de rentes et (iii) 71 millions d'euros d'augmentation de boni sur exercices antérieurs en assurance collective vie et santé en France.

Les charges, nettes des coûts d'acquisition différés, ont augmenté de 6%⁷ à 3 639 millions d'euros, avec une hausse de 10% des frais d'acquisition, principalement due à la hausse de l'amortissement des coûts d'acquisition différés, qui a en partie compensé les gains de marge technique, et une hausse de 2% des dépenses administratives.

En pourcentage des réserves, les charges brutes des coûts d'acquisition différés sont stables à 1,7%⁸.

Les amortissements de la valeur des portefeuilles sont en baisse de 12%⁷, à 137 millions d'euros.

Les impôts et intérêts minoritaires sont en baisse de 15%⁷, à 512 millions d'euros, principalement en raison d'un résultat avant impôt moins élevé.

Le ratio combiné en Dommages s'accroît de 1,7 point à 98,0%, reflétant la survenance d'événements naturels

- **Le résultat opérationnel de l'activité dommages** est en baisse de 12% à 986 millions d'euros, notamment en raison de la détérioration du ratio combiné (qui s'accroît de 1,7 point pour s'établir à 98,0%).

Dommmages : ratio combiné par pays

En %	S1 2008	S1 2009	Variation en comparable
Région NORCEE ^(a)	96,7	96,8	+0,1pt
<i>dont Belgique</i>	98,0	99,0	+1,0pt
<i>dont Suisse</i>	92,8	93,9	+1,1pt
<i>dont Allemagne</i>	98,0	97,0	-1,0pt
France	96,9	99,4	+2,6pts
Région Med/Amérique Latine ^(b)	93,8	97,3	+3,8pts
Royaume-Uni et Irlande	98,2	100,3	+2,2pts
Reste du monde	97,1	96,4	-0,7pt
Total dommages	96,4	98,0	+1,7pt

(a) Europe du Nord, centrale et de l'Est : Belgique, Suisse, Allemagne, Europe centrale et de l'Est et Luxembourg.

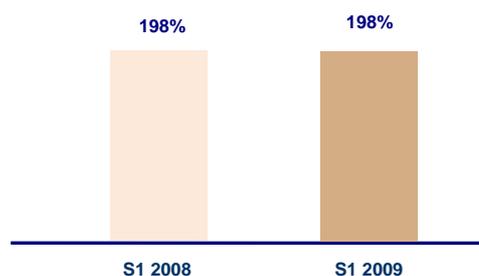
(b) Région Méditerranée et Amérique Latine : Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Mexique, pays du Golfe, Grèce et Maroc.

Le ratio de sinistralité est en hausse de 2,0 points, à 70,3%, en raison de :

- +2,1 points dus à des événements naturels (notamment la tempête Klaus en Europe continentale),
- +1,6 point du ratio de sinistralité de l'année en cours excluant les événements naturels (dont -0,1 point de tarification, +0,8 point de fréquence et sévérité, +0,3 point en santé, +0,2 point de mix d'activités et +0,4 point d'autres éléments y compris réassurance),
- +0,2 point d'effet périmètre,
- -2,0 points dus à la hausse des bonis sur exercices antérieurs.

Le ratio de réserves⁹ est stable par rapport à l'an dernier, à 198%.

Ratio de réserves⁹



Le taux de chargement est en amélioration de 0,2 point à 27,7%, le ratio de frais généraux reculant de 0,5 point et le ratio de coûts d'acquisition augmentant de 0,3 point.

Les revenus financiers¹⁰ baissent de 3%, à 1 105 millions d'euros, reflétant principalement la baisse de rendement des actifs (-4%), tandis que les actifs moyens ont augmenté de 1%.

Les impôts et intérêts minoritaires sont en baisse de 21% à 377 millions d'euros, en raison d'un résultat avant impôt moins élevé.

Gestion d'actifs : baisse des commissions sur les actifs sous gestion, en partie compensée par la baisse des frais généraux

- **Le résultat opérationnel de la gestion d'actifs** recule de 42%, à 176 millions d'euros.

Le résultat opérationnel d'**AllianceBernstein** est en baisse de 35%, à 95 millions d'euros, la baisse du chiffre d'affaires (-40%) ayant été en partie compensée par de moindres frais généraux (-22%)¹¹ et un impact fiscal positif non récurrent (+65 millions d'euros).

Le résultat opérationnel d'**AXA Investment Managers** recule de 47%, à 81 millions d'euros, la baisse du chiffre d'affaires (-24%) et la non récurrence d'un « carried interest » au premier semestre 2008 ayant été partiellement compensées par de moindres frais généraux (-18%)¹¹.

- **Le résultat opérationnel de l'assurance internationale** est en retrait de 30%, à 122 millions d'euros, principalement en raison d'une moindre contribution du portefeuille en run-off de l'activité dommages, tandis que le résultat opérationnel d'AXA Corporate Solutions Assurance croît de 7% (les pertes sur le segment aviation ayant été plus que compensées par la non récurrence de sinistres graves en dommages aux biens).
- **Le résultat opérationnel des banques** est en baisse de 40%, à 15 millions d'euros, en raison notamment de provisions plus importantes pour des créances douteuses sur prêts.
- **Le résultat opérationnel des holdings**⁶ baisse de 164 millions d'euros à données comparables pour s'établir à -415 millions d'euros, principalement en raison de charges financières plus importantes liées aux effets de change et aux acquisitions du second semestre 2008, d'un résultat moins important sur la couverture des résultats en devises locales et de coûts administratifs plus élevés, en partie compensés par un montant moins important d'impôts.

Résultat courant

Baisse des plus-values nettes réalisées sur le portefeuille actions

Comparé au deuxième semestre 2008, le résultat courant est en hausse de 327%, à 1 736 millions d'euros, bénéficiant de la hausse des plus-values réalisées et de la baisse des provisions pour dépréciation à caractère durable.

Comparé au premier semestre 2008, le résultat courant recule de 1 640 millions d'euros (-50%), à 1 736 millions d'euros, du fait (i) de la baisse de 714 millions d'euros du résultat opérationnel, (ii) de moindres plus-values nettes réalisées (pour 614 millions d'euros), essentiellement sur actions, (iii) et de 312 millions d'euros supplémentaires de provisions pour dépréciations à caractère durable, nettes de couvertures (essentiellement sur actions).

Au premier semestre 2009, les plus-values nettes réalisées s'élèvent à 241 millions d'euros.

Les provisions pour dépréciation à caractère durable s'élèvent à -691 millions d'euros, dont -339 millions d'euros sur actions, -162 millions d'euros sur obligations et -191 millions d'euros sur le « private equity », les actifs immobiliers et autres. Les couvertures actions ont eu un impact positif de 71 millions d'euros.

Résultat net

Le resserrement des spreads de crédit a impacté favorablement le résultat net

Comparé au deuxième semestre 2008, le résultat net est en hausse de 2 577 millions d'euros, à 1 323 millions d'euros, bénéficiant de l'évolution favorable des spreads de crédit.

Comparé au premier semestre 2008, le résultat net est en baisse de 821 millions d'euros (-38%), à 1 323 millions d'euros, en raison (i) de la baisse de 1 640 millions d'euros du résultat courant, en partie compensée par (ii) la moindre contribution négative (pour 819 millions d'euros) de la variation de valeur des actifs et dérivés, nette de change et autres éléments, principalement sous l'effet du resserrement des spreads de crédit.

La variation de juste valeur au premier semestre 2009 s'élève à -280 millions d'euros, comprenant principalement :

- 309 millions d'euros d'impact des spreads de crédit, compensé par
- -317 millions d'euros de mise en valeur de marché d'investissements alternatifs (principalement du private equity),
- -290 millions d'euros de dérivés actions (dont -220 millions d'euros de programme de couverture aux Etats-Unis pour protéger le bilan).

BILAN

- **Le ratio Solvabilité I du Groupe** est en hausse de 6 points, à 133%, depuis le 31 décembre 2008, grâce à l'impact positif du résultat opérationnel (+10 points), en partie compensé par un impact négatif (-4 points) dû notamment à la baisse de valorisation de nos actifs immobiliers et private equity. L'excédent Solvabilité I, qui s'établit désormais à 7 milliards d'euros, a crû de 1 milliard d'euros.
- La situation de capital a été stabilisée aux Etats-Unis, où nous n'attendons pas d'augmentation de capital cette année.
- **Les capitaux propres** ont progressé de 1,4 milliard d'euros, à 38,8 milliards d'euros (par rapport au 31 décembre 2008), en raison (i) de la contribution de 1,3 milliard d'euros du résultat net, (ii) de la variation positive de 0,9 milliard d'euros des plus-values latentes (principalement sur le portefeuille actions), une progression en partie compensée par (iii) -0,8 milliard d'euros correspondant au paiement du dividende.
- **Le taux d'endettement** est en baisse de 3 points à 31% par rapport au 31 décembre 2008, principalement en raison de la baisse de 2,0 milliards d'euros de la dette financière nette, partiellement due à un effet de saisonnalité.

Actifs investis

Les actifs investis d'AXA s'élèvent à 561 milliards d'euros, dont 391 milliards d'euros d'actif général investis dans un portefeuille diversifié composé d'obligations (79%), de liquidités (7%), d'actifs immobiliers (5%), d'actions cotées (4%), de prêts gagés sur contrats d'assurance (2%) et d'investissements alternatifs (2%).

Les changements depuis le 31 décembre 2008 incluent :

- des évolutions du portefeuille d'actifs, dont :
 - un accroissement des investissements en obligations d'Etat (+10 milliards d'euros) bénéficiant notamment de la baisse de notre exposition aux CDS d'obligations d'entreprise (6 milliards d'euros) et d'une collecte nette positive,
 - vente d'actions cotées,
 - une baisse de la trésorerie, principalement due à l'utilisation de 3 milliards d'euros pour les positions de couvertures des produits « Variable Annuities », du fait de taux d'intérêt plus élevés aux Etats-Unis.
- des évolutions des valorisations :
 - des actifs obligataires, en hausse en raison du resserrement des spreads de crédit,
 - des ABS, en baisse de 3 points à 66% du pair, notamment les CLOs et les RMBS « non conforming »,
 - des actifs immobiliers, en baisse d'environ 6%, et du « private equity », en baisse d'environ 13%.

NOTES ET AUTRES INFORMATIONS

Notes

- ¹ Les APE (Annual Premium Equivalent) mesurent le volume des affaires nouvelles. Les APE sont la somme de 100% des primes périodiques sur affaires nouvelles et de 10% des primes uniques sur affaires nouvelles. Les APE sont en part du Groupe.
- ² (Dette financière nette + dette perpétuelle subordonnée) / (fonds propres hors plus ou moins values latentes + dette financière nette).
- ³ La différence avec le total de 967 milliards d'euros d'actifs sous gestion correspond aux actifs gérés directement par les sociétés d'assurance AXA
- ⁴ Et autres sociétés.
- ⁵ Le résultat opérationnel correspond au résultat courant, hors plus-values nettes revenant à l'actionnaire. Le résultat courant est le résultat net, hors impact des opérations exceptionnelles, avant dépréciation des écarts d'acquisition et amortissement d'autres incorporels similaires, et gains et pertes sur actifs financiers (valorisés selon l'option de la juste valeur) et sur dérivés. Les APE et la VAN vie, épargne, retraite, le résultat courant et le résultat opérationnel ne sont pas des mesures définies par les normes comptables et ne sont donc pas audités. Ces mesures ne sont pas nécessairement comparables aux soldes qui pourraient être publiés par d'autres sociétés sous des intitulés similaires, et elles doivent être consultées parallèlement à nos chiffres publiés selon les normes comptables. La direction d'AXA utilise ces mesures de performance pour l'évaluation des diverses activités d'AXA et estime qu'elles fournissent une information utile et importante aux actionnaires et investisseurs à titre d'éléments de mesure de la performance financière d'AXA.
- ⁶ Net de charge financière sur les titres subordonnés perpétuels (TSDI et TSS).
- ⁷ Les variations sont en pro-forma, ajustées pour les effets de périmètre liés Italie à AXA Mexique, Genesys en Australie, QF Vita en Italie et SBJ au Royaume-Uni, les impacts de change et l'impact neutre des reclassements de dépenses/chargements différés en France. Les détails complets sont présentés dans les sections consacrées à ces pays dans le rapport de gestion.
- ⁸ Correspond aux frais administratifs et aux frais d'acquisition annualisés hors impact des coûts d'acquisition différés divisés par le total des réserves (produits adossés à l'actif général, produits en unités de compte et contrats *With-Profit* au Royaume-Uni) à la date de clôture.
- ⁹ Réserves techniques nettes/primes acquises nettes.
- ¹⁰ Net des charges financières.
- ¹¹ La variation est calculée sur la base de frais nets des éliminations inter-sociétés.

Annexe 1 : chiffre d'affaires IFRS du Groupe AXA 1^{er} semestre 2009

Annexe 1 : chiffre d'affaires IFRS du Groupe AXA 1^{er} semestre 2009 Chiffre d'affaires IFRS du Groupe AXA – contributions & croissances par activité et pays/région

En millions d'euros	S1 2008	S1 2009	Variation du chiffre d'affaires IFRS	
	IFRS	IFRS	Publiée	Comparable
Etats-Unis	6 732	5 584	-17,1%	-27,7%
France	7 441	8 024	+7,8%	+7,8%
Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est	8 089	7 762	-4,0%	-6,3%
<i>dont Allemagne</i>	2 955	3 055	+3,4%	+3,4%
<i>dont Suisse</i>	3 274	3 395	+3,7%	-2,8%
<i>dont Belgique</i>	1 600	1 047	-34,5%	-34,5%
<i>dont Europe Centrale et de l'Est</i>	229	228	-0,5%	+10,8%
Royaume-Uni	1 900	1 292	-32,0%	-22,8%
Asie-Pacifique	3 822	4 398	+15,1%	-3,2%
<i>dont Japon</i>	2 354	2 909	+23,6%	-5,2%
<i>dont Australie/Nouvelle-Zélande</i>	801	813	+1,4%	+9,2%
<i>dont Hong Kong</i>	533	607	+13,9%	-1,3%
<i>dont Asie du Sud-Est</i>	134	70	-47,8%	-49,2%
Région Med/ Amérique Latine	2 788	2 949	+5,8%	+1,2%
Autres pays	55	56	+2,1%	+6,5%
Vie, épargne, retraite	30 826	30 065	-2,5%	-7,5%
Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est	5 224	5 394	+3,3%	+1,0%
<i>dont Allemagne</i>	2 199	2 206	+0,3%	+0,3%
<i>dont Belgique</i>	1 155	1 160	+0,5%	+0,5%
<i>dont Suisse</i>	1 805	1 957	+8,4%	+1,6%
France	3 021	3 088	+2,2%	+2,2%
Région Med/ Amérique Latine	2 984	3 402	+14,0%	-1,3%
Royaume-Uni & Irlande	2 389	2 048	-14,2%	-2,0%

Canada	527	569	+8,0%	+12,7%
Asie	375	417	+11,1%	+8,3%
Dommages	14 519	14 919	+2,8%	+0,8%
AXA Corporate Solutions Assurance	1 220	1 256	+2,9%	+2,9%
Autres	452	475	+5,1%	+2,1%
Assurances Internationales	1 673	1 731	+3,5%	+2,7%
AllianceBernstein	1 340	924	-31,0%	-39,8%
AXA Investment Managers	763	579	-24,1%	-23,9%
Gestion d'actifs	2 102	1 503	-28,5%	-34,0%
Activités Bancaires	197	195	-0,7%	+1,0%
Total	49 319	48 414	-1,8%	-5,7%

Annexe 2 : Vie, épargne, retraite – répartition des APE entre produits en unités de compte, produits sur

Répartition des APE – 12 principaux pays et régions modélisés

En part du Groupe En millions d'euros	APE S1 2009			% UL dans APE (excl. OPCVM)		Variation des UC en base comparable
	UC	Non-UC	OPCVM	S1 2008	S1 2009	
France	87	690		15%	11%	-17%
Etats-Unis	357	101	118	82%	78%	-39%
Royaume-Uni	430	60	4	90%	88%	-20%
Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est						
Allemagne	65	153		40%	30%	-31%
Suisse	15	156	0	5%	9%	+40%
Belgique	6	100		9%	5%	-57%
Europe Centrale et de l'Est	41	19	8	60%	68%	+5%
Asie-Pacifique						
Japon	62	191		19%	25%	+1%
Australie/Nouvelle-Zélande	4	28	96	23%	13%	-328%
Hong Kong	21	39	0	50%	35%	-34%

Asie du Sud-Est & Chine	20	16	2	66%	55%	-22%
Région Med/Amérique Latine	37	177	5	18%	17%	-53%
Total	1 144	1 731	234	48%	40%	-27%

Annexe 3 : chiffre d'affaires IFRS en devises locales – Trimestres discrets

(En millions de devises locales, sauf Japon en milliards)	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Vie, épargne, retraite						
Etats-Unis						
France	5 157	5 149	5 149	4 774	4 197	3 257
Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est	3 976	3 465	3 215	3 615	4 012	4 012
<i>dont Allemagne</i>						
<i>dont Suisse</i>	1 477	1 478	1 468	1 810	1 516	1 540
<i>dont Belgique</i>	4 342	915	843	1 010	4 188	922
<i>dont Europe Centrale et de l'Est</i>	989	611	419	541	534	514
Royaume-Uni	113	116	121	115	115	113
Asie-Pacifique	708	765	680	676	556	599
<i>dont Japon (en milliards)</i>	185	193	207	163	174	188
<i>dont Australie/Nouvelle-Zélande</i>	701	625	748	924	918	607
<i>dont Hong Kong</i>	3 212	3 145	3 393	3 146	3 178	3 099
Région Med/ Amérique Latine	1 291	1 497	920	1 104	1 417	1 532
Dommmages						
Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est						
<i>dont Allemagne</i>	1 602	597	709	621	1 619	587
<i>dont Suisse</i>	2 643	256	159	142	2 686	260
<i>dont Belgique</i>	637	517	507	477	648	513
France	1 821	1 200	1 362	1 212	1 864	1 224
Région Med/ Amérique Latine	1 547	1 436	1 215	2 215	1 725	1 678
Royaume-Uni & Irlande	873	979	901	770	881	952

Asie	200	176	187	185	212	205
Canada	349	463	437	423	385	530
Assurance internationale						
AXA Corporate Solutions Assurance	889	331	354	379	900	355
Autres	247	205	203	233	279	196
Gestion d'actifs						
AllianceBernstein	1 045	1 006	931	711	610	624
AXA Investment Managers	374	388	337	337	295	284
Banque et Autres	88	89	82	112	78	89

Annexe 4 : Répartition du chiffres d'affaires dommages du 1^{er} semestre 2009 par ligne de produits

Chiffres d'affaires dommages – contribution & croissance par ligne d'activités								
En %	Particuliers Automobile		Particuliers hors Automobile		Entreprises Automobile		Entreprises Hors Automobile	
	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable
France	32%	+3,3%	28%	+3,8%	8%	-3,1%	32%	+1,2%
Royaume-Uni ^(a)	18%	+19,1%	35%	-6,8%	6%	-7,5%	40%	-3,0%
NORCEE								
<i>dont</i> <i>Allemagne</i>	32%	-3,3%	30%	-0,7%	6%	+1,1%	25%	+0,1%
<i>dont</i> <i>Belgique</i>	34%	+0,1%	28%	+3,3%	7%	+1,7%	32%	+0,6%
<i>dont</i> <i>Suisse</i>	38%	-1,0%	12%	+3,1%	4%	+1,3%	46%	+2,5%
Région Med/Amérique Latine	44%	-3,9%	19%	+2,4%	10%	+0,1%	27%	+0,1%
Canada	39%	+20,9%	19%	+25,9%	7%	+2,2%	38%	-3,1%
Asie	75%	+7,7%	7%	+3,6%	4%	+31,0%	18%	+3,0%
Total	35%	+1,4%	24%	+0,6%	7%	-0,8%	33%	+0,1%

(a) Y compris l'Irlande

Annexe 5 : Vie, épargne, retraite – volumes, valeurs et marge sur affaires nouvelles

APE, VAN et marge VAN/APE – 12 principaux pays/régions modélisés								
En million d'euros	S1 2008 APE	S1 2009 APE	Variation à base comparable	S1 2008 VAN	S1 2009 VAN	Variation à base comparable	S1 2009 Marge VAN/APE	Variation à base comparable
Etats-Unis	808	576	-37,8%	40	16	-64,4%	2,8%	-2,1pts
France	690	776	+12,5%	36	36	-0,8%	4,6%	-0,6pt
Royaume-Uni	692	493	-17,7%	69	48	-19,4%	9,7%	-0,2pt
Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est	660	562	-16,0%	132	102	-24,2%	18,2%	-2,0pts
Allemagne	236	218	-10,5%	44	31	-31,0%	14,4%	-4,3pts
Suisse	193	170	-17,2%	58	47	-24,4%	27,4%	-2,6pts
Belgique	154	106	-31,2%	16	11	-34,9%	10,0%	-0,6pt
Europe Centrale et de l'Est	76	68	-0,6%	14	14	+8,4%	19,9%	+1,7pt
Asie-Pacifique	558	483	-24,8%	201	196	-20,3%	40,6%	+2,2pts
Japon	253	254	-23,0%	136	134	-24,1%	52,7%	-0,7pt
Australie/Nouvelle-Zélande	212	129	-36,0%	17	13	-19,6%	9,7%	+2,1pts
Hong Kong	56	60	-6,8%	37	38	-10,9%	62,4%	-2,9pts
Asie du Sud-Est & Chine	36	40	-2,4%	11	12	-8,1%	30,4%	-1,9pt
Région Med/ Amérique Latine	204	219	-4,0%	27	29	+2,3%	13,4%	+0,8pt
TOTAL	3 611	3 111	-16,3%	505	427	-22,0%	13,7%	-0,9pt

Annexe 6: Présentation synthétique des résultats après impôts & intérêts minoritaires

Résultats consolidés (millions d'euros)	Résultat net part du Groupe		Résultats des activités cédées		Coûts d'intégration		Ecart d'acquisition & autres incorporels similaires		Opérations exceptionnelles		Gains ou pertes (dont change sur actifs financiers (en option juste valeur) & produits dérivés)		Résultat courant		Plus ou moins values nettes réalisées revenant à l'actionnaire		Résultat opérationnel		Résultat opérationnel		
	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	S1 2008	S1 2009	var.	var. à taux de change cst	
Vie, épargne, retraite	1 007	364	-	(4)	(13)	(6)	(12)	(10)	1	(24)	(469)	(646)	1501	1054	105	(178)	1396	1,232	(12%)	(16%)	
France	596	213	-	-	-	-	-	-	-	-	(114)	(10)	710	223	279	(42)	431	264	(39%)	(39%)	
Etats-Unis	297	(131)	-	-	-	-	(2)	(1)	1	-	(8)	(418)	306	287	(20)	16	326	271	(17%)	(28%)	
Royaume-Uni	113	(43)	-	(2)	(2)	(1)	(6)	(6)	-	-	44	(122)	76	88	(16)	(45)	92	133	44%	67%	
Japon	(28)	7	-	-	(2)	(2)	-	-	-	-	(183)	(170)	157	178	24	10	132	168	27%	(2%)	
Allemagne	43	(30)	-	-	(1)	(2)	-	-	-	(7)	(9)	6	53	(28)	(14)	(58)	67	29	(56%)	(56%)	
Suisse	(24)	46	-	-	(2)	-	(2)	(3)	-	(3)	(49)	(17)	30	68	(63)	(15)	93	84	(10%)	(16%)	
Belgique	(85)	213	-	-	(4)	(2)	(1)	-	-	-	(133)	100	52	115	(32)	(9)	84	124	48%	48%	
Région Med/ Amérique Latine	39	59	-	-	(2)	-	(0)	-	-	-	(11)	6	53	53	10	(10)	43	64	48%	50%	
Autres pays	56	30	-	(2)	-	-	(1)	(1)	-	(14)	(6)	(23)	63	69	(65)	(25)	128	95	(26%)	(32%)	
<i>Dont</i>																					
<i>Australie/Nouvelle-Zélande</i>	(12)	(23)	-	(2)	-	-	-	-	--	--	(3)	(16)	(9)	(5)	(57)	(18)	48	13	(72%)	(69%)	
<i>Dont Hong Kong</i>	60	62	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(9)	61	71	(2)	(5)	64	76	19%	3%	
Dommages	1 028	722	-	-	(24)	(18)	(27)	(32)	2	(12)	(192)	(15)	1269	775	136	(210)	1133	986	(13%)	(12%)	
France	184	168	-	-	-	-	-	-	(4)	-	(91)	(27)	278	195	24	(35)	254	230	(10%)	(10%)	
Royaume-Uni & Irlande	105	5	-	-	-	-	(10)	(3)	-	-	(4)	1	118	6	(55)	(80)	174	87	(50%)	(46%)	
Allemagne	194	127	-	-	(6)	(10)	-	-	-	(12)	(45)	(18)	244	143	72	(23)	173	166	(4%)	(4%)	
Belgique	161	92	-	-	(9)	(5)	(0)	(1)	-	-	(22)	21	194	77	86	(16)	107	93	(13%)	(13%)	
Région Med/ Amérique Latine	266	170	-	-	(5)	(3)	(3)	(12)	6	-	(12)	5	281	179	38	(38)	243	217	(10%)	(10%)	

Suisse	67	90	-	(4)	-	(10)	(12)	-	(1)	(17)	(1)	99	104	(32)	(19)	131	123	(6%)	(12%)	
Autres pays	51	71	-	-	-	(4)	(4)	-	-	0	4	55	71	3	1	52	70	35%	45%	
Assurance internationale	155	117	-	-	-	-	-	-	-	(24)	(10)	179	17	7	5	172	122	(29%)	(30%)	
AXA Corporate Solutions Assurance	25	46	-	-	-	-	-	-	-	(23)	(10)	48	56	2	9	46	48	3%	7%	
Autres	130	71	-	-	-	-	-	-	-	(1)	-	131	71	6	(4)	126	75	(41%)	(43%)	
Gestion d'actifs	198	187	-	(1)	-	(4)	-	10	(5)	(93)	16	285	176	-	0	285	176	(38%)	(42%)	
AllianceBernstein	122	95	-	-	-	(4)	-	10	(5)	(12)	5	128	95	-	0	128	95	(26%)	(35%)	
AXA Investment Managers	76	92	-	(1)	-	-	-	-	-	(81)	11	158	81	-	0	158	81	(49%)	(47%)	
Activités bancaires	11	(3)	-	(3)	(1)	(0)	-	-	-	(4)	(10)	19	8	(5)	(7)	24	15	(38%)	(40%)	
Holdings & autres sociétés	(238)	(63)	-	-	-	-	-	-	10	(275)	331	37	(404)	282	11	(245)	(415)	69%	67%	
TOTAL	2162	1323	-	(4)	(41)	(26)	(43)	(42)	13	(6)	(105 7)	(335)	3290	1736	524	(379)	2766	2116	(24%)	(26%)

Annexe 7 : bilan simplifié du Groupe AXA

Actifs du groupe Axa			Passifs du groupe Axa		
En milliards d'euros	31 décembre 2008	30 juin 2009	En milliards d'euros	31 décembre 2008	30 juin 2009
Ecarts d'acquisition	17,0	17,0	Fonds propres, part du Groupe	37,4	38,8
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance vie (VBI)	4,4	4,2	Intérêts minoritaires	3,1	3,4
Frais d'acquisition reportés (DAC) et similaires	18,8	19,4	Fonds propres part du Groupe et intérêts minoritaires	40,5	42,2
Autres actifs incorporels	3,2	3,1	Provisions techniques	517,5	530,6
Investissements	526,7	534,3	Provisions pour risques et charges	9,3	9,5
Autres actifs	70,3	70,1	Dette de financement	14,5	11,7
Disponibilités	32,2	26,6	Autres passifs	91,7	80,8
ACTIF	673,6	674,7	PASSIF	673,6	674,7

Annexe 8 : principaux communiqués de presse du T2 2009

- 08/04/2009 AXA inaugure son premier campus de la région Japon Asie-Pacific
- 30/04/2009 Assemblée Générale d'AXA - L'ensemble des résolutions soumises au vote des actionnaires a été adopté
- 07/05/2009 Indicateurs d'activité T1 2009

Annexe 9 : opérations sur fonds propres et dettes du T2 2009

Fonds propres

Pas d'opérations significatives.

Dettes

AXA a émis en juin 2009 1,0 milliard d'euros de dette senior (maturité 2015, 4,5% de coupon annuel, spread d'émission de 146 pb au dessus de l'Euribor).

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 25 AOÛT 2009 : LANCEMENT DE L'OPÉRATION D'ACTIONNARIAT SALARIÉ 2009 (SHAREPLAN 2009)

ÉMETTEUR

AXA, ICB Classification sectorielle :

Industrie : 8000, Sociétés financières
Super secteur : 8500, Assurance
Secteur : 8530, Assurance - Non vie
Sous secteur : 8532, Assurance - Services complets

OBJECTIF DE L'OPÉRATION

Comme chaque année, le Groupe AXA propose à ses collaborateurs, tant en France qu'à l'international, de souscrire à une augmentation de capital qui leur est réservée. Le Groupe AXA souhaite ainsi renforcer le lien existant avec ses collaborateurs et les associer étroitement aux développements et aux résultats futurs du Groupe.

L'opération 2009, intitulée « Shareplan 2009 », se déroulera dans 40 pays et concernera plus de 100.000 collaborateurs, à qui seront proposées, dans la plupart des pays, une offre « classique » et une offre dite « à effet de levier ».

TITRES OFFERTS

- Date de l'Assemblée Générale Mixte ayant autorisé l'émission des titres : 30 avril 2009.
- Dates des décisions du Directoire : le 29 juin 2009 (principe de l'opération), le 29 juillet 2009 (fixation de la période de réservation) et en principe le 29 octobre 2009 (fixation du Cours de Référence et des dates de la période de rétractation / souscription).
- Type de titres offerts, nombre maximal : conformément (i) à la 20^{ème} résolution adoptée par de l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2009, et (ii) aux décisions du Directoire des 29 juin et 29 juillet 2009, l'opération présentera les caractéristiques suivantes :
 - Emission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires dont le prix de souscription, dans le cadre des offres classique et à effet de levier, pour l'ensemble des pays, sera égal à 80% du Cours de Référence.

Le Cours de Référence est égal à la moyenne arithmétique des cours d'ouverture de l'action AXA sur le Compartiment A d'Euronext Paris S.A. sur une période de 20 jours de bourse se terminant le dernier jour de bourse précédant la décision du Directoire d'AXA de procéder à l'offre, soit sur la période du 1^{er} octobre 2009 inclus au 28 octobre 2009 inclus, le Directoire devant se tenir en principe le 29 octobre 2009.
 - Le nombre maximum d'actions pouvant être émises dans le cadre de cette opération s'élève à 65.502.183 actions, correspondant à une augmentation de capital d'un montant nominal de près de 150 millions d'euros.
 - Les actions nouvelles créées porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2009.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

- Bénéficiaires de l'émission réservée : les bénéficiaires de l'offre, sauf spécificités réglementaires locales, sont :
 - les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée avec une ou plusieurs entités du périmètre, adhérents d'un plan d'épargne salariale, présents à l'effectif au jour de l'ouverture de la période de réservation et disposant au dernier jour de la période de rétractation / souscription d'une ancienneté de 3 mois minimum acquise en continu ou en discontinu sur la période du 1^{er} janvier 2008 au dernier jour de la période de rétractation / souscription, conformément à l'article L. 3342-1 du Code du travail,
 - les anciens salariés des entités éligibles (retraités ou préretraités de ces entités), ayant conservé des avoirs dans un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) et / ou des titres dans un compte au nominatif inscrits au sein du Plan International d'Actionnariat de Groupe (PIAG) ou du Plan d'Epargne d'Entreprise de Groupe (PEEG) d'AXA,
 - ainsi que les agents généraux d'assurance en France disposant d'un mandat individuel avec une entreprise adhérente au PEEG dont ils commercialisent les produits, ayant pris effet depuis au moins 3 mois au dernier jour de la période de rétractation / souscription, conformément aux articles L. 3342-1 et D. 3331-3 du Code du travail.

Les entités du périmètre sont les entités ayant adhéré aux règlements du PEEG ou du PIAG et à leurs avenants.

- Existence ou non d'un droit préférentiel de souscription : émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents d'un plan d'épargne salariale conformément aux dispositions de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce.
- Modalités de souscription :
 - Pour l'offre classique (hors Corée du Sud, Espagne, Etats-Unis et Italie), les actions seront souscrites par des FCPE dont les salariés recevront des parts. Les porteurs de parts pourront exercer leurs droits de vote directement lors des assemblées générales d'actionnaires d'AXA.
En Corée du Sud, en Espagne, aux Etats-Unis et en Italie, les actions seront souscrites directement par les salariés et inscrites en compte nominatif. Les droits de vote attachés à ces actions seront exercés directement par les salariés actionnaires.
 - Pour l'offre à effet de levier en dehors des Etats-Unis, les actions seront souscrites par des FCPE dont les salariés recevront des parts. Les porteurs de parts exerceront leurs droits de vote directement lors des assemblées générales d'actionnaires d'AXA.
Aux Etats-Unis, les actions seront souscrites directement par les salariés et inscrites en compte nominatif.
- Plafond de souscription : en application de l'article L. 3332-10 du Code du travail, les versements annuels des salariés, ne peuvent excéder un quart de leur rémunération annuelle brute ou des pensions reçues au titre de l'année²⁷ (cette limite peut être plus faible en vertu de réglementations locales plus contraignantes). Dans le cadre de la formule avec effet de levier, la limite du quart de la rémunération brute annuelle du souscripteur est calculée après prise en compte de l'apport complémentaire de la banque partenaire (Société Générale).
- Blocage des actions : les salariés ayant participé à Shareplan 2009 devront conserver les parts du fonds ou les actions détenues en direct, selon les cas, pendant une durée d'indisponibilité d'environ cinq ans, soit jusqu'au 1^{er} avril 2014 en France, jusqu'au 1^{er} juillet 2014 pour le reste du monde et jusqu'au 12 décembre 2014 en Belgique, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé.

CALENDRIER DE L'OPÉRATION

- Période de réservation à cours inconnu : du 1^{er} septembre 2009 (inclus) au 16 septembre 2009 (inclus).
- Période de fixation du Cours de Référence : du 1^{er} octobre 2009 (inclus) au 28 octobre 2009 (inclus) (sous réserve de la détermination des dates de la période de rétractation / souscription par le Directoire d'AXA lors de sa réunion du 29 octobre 2009).
- Dates indicatives de la période de rétractation / souscription : en principe, et sous réserve de la décision du Directoire d'AXA, du 2 novembre 2009 (inclus) au 6 novembre 2009 (inclus).
- Date indicative de l'augmentation de capital : en principe le 11 décembre 2009.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La mise en place de l'offre à effet de levier est susceptible de générer de la part de l'établissement financier contrepartie de l'opération d'échange (Société Générale) des opérations de couverture, notamment à compter de la date d'ouverture de la période de fixation du Cours de Référence et pendant toute la durée de l'opération.

COTATION (ou) INSCRIPTION

L'admission des actions nouvelles aux négociations sur le Compartiment A d'Euronext Paris S.A. (Code Euroclear France : 12062) et au *New York Stock Exchange* sous forme d'*American Depositary Shares* (ADS), un ADS représentant une action AXA, sera demandée dès que possible après la réalisation de l'augmentation de capital prévue pour le 11 décembre 2009 et interviendra au plus tard le 31 décembre 2009, sur la même ligne que les actions existantes.

AUTRES INFORMATIONS

Les règlements et les notices des fonds par lesquels les salariés pourront participer à l'offre ont reçu l'agrément de l'AMF (*Autorité des marchés financiers*) le 31 juillet 2009.

Le présent communiqué tient lieu de document d'information tel qu'exigé par la réglementation, conformément à l'article 212-4 5° du règlement général de l'AMF et l'article 14 de l'instruction n° 2005-11 du 13 décembre 2005.

L'opération se déroulera en France ainsi que dans certains pays étrangers y compris aux Etats-Unis où l'offre a été enregistrée auprès de la *Securities and Exchange Commission* (SEC) dans un Form S-8 enregistré le 31 juillet 2009 sous le numéro 333-160927.

²⁷ Pour les agents généraux en France, seuls seront pris en considération les revenus professionnels déclarés à l'impôt sur le revenu au titre de l'année écoulée.

CONTACT SALARIÉS

Pour toute question relative à la présente offre d'actions, les bénéficiaires de l'offre pourront s'adresser à leur Direction des Ressources Humaines.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 7 OCTOBRE 2009 : AXA PROPOSE UNE SIMPLIFICATION DE SON MODE DE GOUVERNANCE

Le Conseil de Surveillance d'AXA, sur proposition de son Président Jacques de Chateauevieux, a décidé de soumettre à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires, qui se tiendra le 29 avril 2010, la transformation du mode de gouvernance du Groupe. Sous réserve de l'approbation de cette proposition par les actionnaires d'AXA, la structure duale actuelle composée d'un Conseil de Surveillance et d'un Directoire sera remplacée par une organisation à Conseil d'Administration.

La modification proposée par le Conseil de Surveillance correspond à la volonté de simplifier les processus de décision opérationnels pour faire face aux défis futurs. Cette évolution s'inscrit dans le cadre de l'actualisation régulière et continue de la stratégie et de l'organisation interne du Groupe.

Dans le cadre de cette nouvelle structure et sous réserve de l'approbation des actionnaires et du nouveau Conseil, Jacques de Chateauevieux restera membre du Conseil et Henri de Castries, actuel Président du Directoire d'AXA, deviendra Président Directeur Général. Denis Duverne, actuel directeur financier et membre du Directoire d'AXA, sera membre du Conseil d'Administration, Directeur Général Délégué et conservera la charge de superviser les fonctions financières du Groupe. Le nouveau Conseil adoptera les modalités d'organisation conformes aux recommandations de l'AFEP/MEDEF.

Dans ce contexte, le mandat des membres actuels du Directoire, renouvelé ce jour, prendra fin à l'issue de la prochaine Assemblée Générale.

« Alors que le Conseil de Surveillance et le Directoire ont fait la preuve de leur efficacité au plus fort de la crise financière, la nouvelle organisation proposée par le Conseil et soumise à l'Assemblée Générale aura le mérite de simplifier et d'unifier la gouvernance », a déclaré Henri de Castries, Président du Directoire. « Nous avons beaucoup d'ambitions pour AXA, et je suis heureux de pouvoir m'engager à les mener à bien au cours des prochaines années ».

Résistance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total recule de 2%, à 68 094 millions d'euros

En base comparable, le chiffre d'affaires total est en baisse de 5% :

- recul de 6% en vie, épargne, retraite, à 42 706 millions d'euros
- hausse de 1% de l'assurance dommages, à 20 524 millions d'euros
- baisse de 31% de la gestion d'actifs, à 2 253 millions d'euros

Collecte nette positive des activités d'assurance

Vie, épargne, retraite : +7,0 milliards d'euros

Dommages : +919 000¹ nouveaux contrats nets en assurance de particuliers

Gestion d'actifs : -51 milliards d'euros

Solvabilité accrue

Ratio de Solvabilité I au 30 septembre 2009 légèrement supérieur à 140%² (vs. 133% au 30 juin 2009)

« Les tendances observées sur nos activités au cours des neuf premiers mois de 2009 sont en ligne avec celles du 1^{er} semestre, avec une légère baisse du chiffre d'affaires total et le maintien d'une collecte nette positive sur nos activités d'assurance », a déclaré **Henri de Castries, président du directoire d'AXA**.

« Nous constatons un léger redressement de notre chiffre d'affaires en vie, épargne, retraite sur le 3e trimestre, notamment grâce à une très bonne performance de la France. Notre activité en unités de compte reste en-deçà de ses niveaux habituels, les plans et décisions d'investissement des clients subissant le contrecoup de la crise financière. Les ventes aux Etats-Unis ont pâti de l'attentisme des clients dans un environnement de marché difficile et des modifications apportées à nos produits. Néanmoins, nous demeurons intimement convaincus du fort potentiel des produits Variable Annuities et des autres produits d'épargne en unités de compte, qui sont en adéquation avec les besoins de nos clients.

En assurance dommages, la croissance des ventes reste positive et nous anticipons une hausse globale des tarifs au cours des prochains mois.

Nos actifs sous gestion ont progressé au 3e trimestre, bénéficiant du rebond des marchés financiers. AllianceBernstein a amélioré sa performance d'investissement et a limité la décollecte sur son segment de clientèle institutionnelle par rapport à celle enregistrée plus tôt dans l'année. »

« Les perspectives générales des marchés financiers se sont éclaircies au cours des six derniers mois, ce qui rend l'environnement plus favorable à l'évolution de nos activités. »

Chiffres clés – T1 2009

Indicateurs d'activité : chiffres clés

En millions d'euros, sauf indication contraire	9M08	9M09	Variation en publié	Variation		
				Base comparable ^(a)	Périmètre & Autres	Effet change ^(b)
Vie, épargne, retraite - chiffre d'affaires	43 845	42 706	-2,6%	-6,4%	0,4%	3,5%
Collecte nette (milliards d'euros)	7,8	7,0				
APE ³ (part du Groupe)	5 163	4 508	-12,7%	-14,7%	0,9%	1,0%
VAN ⁴ (part du Groupe)	738	649	-12,2%	-17,8%	0,5%	5,1%
Marge VAN/APE (part du Groupe)	14,3%	14,4%	0,1pt	-0,5pt		
Dommages - chiffre d'affaires	20 031	20 524	2,5%	0,6%	-5,7%	7,6%
Assurance internationale - chiffre d'affaires	2 229	2 308	3,5%	2,8%	0,1%	0,6%
Gestion d'actifs - chiffre d'affaires	3 059	2 253	-26,3%	-30,9%	0,1%	4,4%
Collecte nette (milliards d'euros)	-10	-51				
Chiffre d'affaires total	69 458	68 094	-2,0%	-5,1%	1,4%	1,8%

(a) Variation en comparable calculée à effet de change et périmètre constants.

(b) Dû principalement à l'appréciation du dollar américain et du yen face à l'euro, en partie compensée par la dépréciation de la livre sterling.

Les montants mentionnés ne sont pas audités. Les APE et la VAN sont en ligne avec la publication de l'EEV du Groupe. Elles ne sont pas des mesures définies par la réglementation comptable. La direction d'AXA utilise ces mesures de performance pour l'évaluation de l'activité Vie/Epargne/Retraite d'AXA ; elle estime que la présentation de ces mesures donne des informations utiles et importantes aux actionnaires et investisseurs.

Tous les commentaires sont à base comparable (change, méthodologie et périmètre constants)

- **Le chiffre d'affaires total** résiste bien, en baisse de 5% à 68 094 millions d'euros (baisse de 6% au 1^{er} semestre 2009).
- Le chiffre d'affaires de **l'activité vie, épargne, retraite** recule de 6% à 42 706 millions d'euros (baisse de 7% au 1^{er} semestre 2009). La France, l'Italie et l'Allemagne ont enregistré des croissances positives, tandis que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont rencontré des conditions de marché défavorables, notamment sur leurs activités de produits en unités de compte.

La collecte nette, positive, s'établit à +7,0 milliards d'euros, bénéficiant de la contribution positive de l'ensemble de nos filiales grâce à une meilleure rétention de nos clients.

Le volume des affaires nouvelles (APE³) est en baisse de 15% à 4 508 millions d'euros, du fait notamment du ralentissement des produits d'investissement et d'épargne via nos réseaux de distribution non propriétaires. La part des produits en unités de compte passe de 50% à 38% : les ventes de produits de la gamme « Accumulator » (Variable Annuities) aux Etats-Unis ont ralenti en raison de la baisse des marchés et des modifications apportées à cette offre.

La marge sur affaires nouvelles est en baisse de 0,5 point, à 14,4% (en hausse par rapport à 13,7% au 1^{er} semestre 2009), en raison de la hausse des coûts unitaires (du fait de moindres volumes) et des conditions de marché défavorables, en partie compensées par un meilleur mix d'activité, notamment aux Etats-Unis (déploiement progressif de la nouvelle gamme de produits « Accumulator »), au Royaume-Uni (développement de la prévoyance) et au Japon.

- Le chiffre d'affaires de **l'activité dommages** est en hausse de 1% à 20 524 millions d'euros, sous l'effet de volumes plus importants pour l'activité de particuliers, un effet en partie compensé par le ralentissement de l'activité d'assurance aux entreprises en raison de l'environnement économique défavorable. Le nombre de nouveaux contrats nets en assurance de particuliers s'élève à +919 000 (+695 000 au 1^{er} semestre 2009).
- Le chiffre d'affaires de la **gestion d'actifs** recule de 31% à 2 253 millions d'euros (baisse de 34% au 1^{er} semestre 2009), principalement en raison de moindres actifs moyens sous gestion et d'une évolution défavorable du mix produit (baisse de la composante actions). La décollecte nette s'élève à -51 milliards d'euros (-38 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2009), principalement sur le segment de clientèle institutionnelle

d'AllianceBernstein. Les actifs sous gestion s'élèvent à 840 milliards d'euros, nettement au-dessus des niveaux publiés au 30 juin 2009 (803 milliards d'euros), bénéficiant de la hausse des marchés.

VIE, ÉPARGNE, RETRAITE

- Le chiffre d'affaires de l'activité vie, épargne, retraite recule de 6% à 42 706 millions d'euros (baisse de 7% au 1er semestre 2009). La France, l'Italie et l'Allemagne ont enregistré des croissances positives, tandis que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont rencontré des conditions de marché défavorables, notamment sur leurs activités de produits en unités de compte.
- La collecte nette reste positive, à +7,0 milliards d'euros (+5,6 milliards d'euros au 1er semestre 2009), bénéficiant de la contribution positive de l'ensemble de nos filiales grâce à une meilleure rétention de nos clients, tant sur les produits sur actif général (+3,6 milliards d'euros) que sur les produits en unités de compte (+3,4 milliards d'euros). La baisse de 0,8 milliard d'euros observée par rapport aux 9M08 est due à une moindre collecte (-4,5 milliards d'euros) et à un effet de change et périmètre défavorable (-0,9 milliard d'euros), en partie compensés par une meilleure rétention de nos clients (+4,6 milliards d'euros).

Collecte nette par pays/région		
Milliards d'euros	9M 2008	9M 2009
Etats-Unis	+2,5	+0,3
France	+1,9	+3,2
Royaume-Uni ^(a)	-0,7	-0,6
Région NORCEE ⁵	+2,6	+2,0
Asie-Pacifique ⁶	+1,4	+0,9
Région Méd /Am. Lat. ⁷	-0,0	+1,2
Total collecte nette vie, épargne, retraite	+7,8	+7,0

(a) Hors fonds « with profits », la décollecte nette atteint +0,4 milliard d'euros aux 9M 2009.

- Le volume des affaires nouvelles (APE³)** est en baisse de 15% à 4 508 millions d'euros, en raison de :
 - d'un environnement financier contraire:
 - recul des ventes de produits d'investissement et d'épargne individuelle, principalement aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Australie, en raison notamment de l'environnement de marché qui a impacté les produits en unités de compte et les OPCVMs,
 - recul des ventes en vie collective en Suisse du fait d'un renouvellement de clientèle limité dans le marché,
 - l'impact négatif d'événements exceptionnels, principalement au Japon (faillite d'un important agent indépendant),
 - en partie compensés par une solide performance de la France, avec des développements importants en vie collective, de l'Italie (joint-venture avec BMPS) et de l'Allemagne.

La part des produits en unités de compte passe de 50% à 38% : les ventes de produits de la gamme « Accumulator » (Variable Annuities) aux Etats-Unis ont ralenti en raison de la baisse du marché et des modifications apportées à cette offre.

Affaires nouvelles (APE) par pays/région

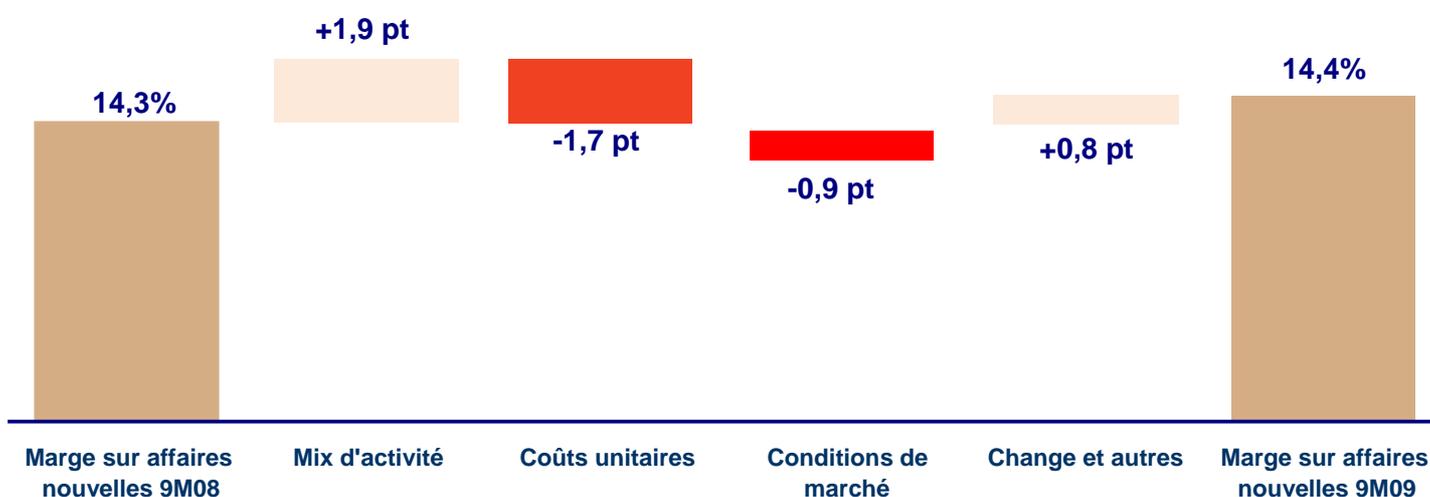
Millions d'euros	9M 2008	9M 2009	Variation en publié	Variation en comparable
Etats-Unis	1 170	770	-34,2%	-40,9%
France	982	1 120	14,1%	14,1%
Royaume-Uni	1 007	711	-29,4%	-19,9%
Région NORCEE ^(a)	880	841	-4,3%	-5,5%
Asie-Pacifique ^(b)	832	733	-11,9%	-22,4%
Région Méd./Am. Lat. ^(c)	292	332	13,7%	3,5%
Total APE vie, épargne, retraite	5 163	4 508	-12,7%	-14,7%

(a) Europe du Nord, Centrale et de l'Est: Allemagne, Belgique, Suisse et Europe Centrale et de l'Est. Les APE et la VAN du Luxembourg ne sont pas modélisés.

(b) Asie-Pacifique: Japon, Australie/Nouvelle-Zélande, Hong-Kong, Asie du Sud-Est et Chine. Les APE et la VAN de l'Inde sont inclus dans les APE et la VAN de l'Asie du Sud-Est et de la Chine depuis le 1er semestre 2009 (les variations en base comparable calculées incluent les APE et la VAN de l'Inde, consolidées par mise en équivalence).

(c) Région Méditerranéenne et Amérique Latine : Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Mexique et Grèce. Les APE et la VAN du Maroc ne sont pas modélisés.

La marge sur affaires nouvelles est en baisse de 0,5 point à 14,4% (en hausse par rapport à 13,7% au 1^{er} semestre 2009), en raison de la hausse des coûts unitaires (du fait de moindres volumes) et des conditions de marché défavorables, en partie compensées par un meilleur mix d'activité, notamment aux Etats-Unis (déploiement progressif de la nouvelle gamme de produits « Accumulator »), au Royaume-Uni (développement de la prévoyance) et au Japon.



Note : les hypothèses actuarielles et financières ne sont pas actualisées sur une base trimestrielle, à l'exception des taux d'intérêts qui sont couverts au moment de la vente pour les produits de type « Variable Annuities ».

Détail par pays

Etats-Unis

Le volume des affaires nouvelles (APE) est en baisse de 41% à 770 millions d'euros, essentiellement du fait (i) de moindres ventes de produits Variable Annuities (-43%), principalement via les réseaux tiers (courtiers, banques, conseillers financiers indépendants), une tendance globale du secteur due aux conditions de marché à laquelle s'ajoute, pour AXA, les modifications apportées à la gamme de produits « Accumulator » (moindres garanties), (ii) de ventes limitées d'OPCVMS à travers les réseaux propriétaires (-38%), et (iii) de moindres ventes de produits vie, en

particulier via les réseaux tiers (-38%), du fait des évolutions apportées au produit « Universal Life » au 1^{er} trimestre 2009.

La marge sur affaires nouvelles recule de 2,4 points à 2,5%, essentiellement en raison de la hausse des coûts unitaires (du fait de moindres volumes), et de taux d'intérêt plus bas impactant négativement la rentabilité des produits Variable Annuities, en partie compensés par une amélioration du mix d'activité consécutive à l'introduction d'une nouvelle gamme de produits « Accumulator » à taux garanti plus bas. Une nouvelle génération de produits Variable Annuities à taux garanti variable devrait être lancée d'ici la fin de l'année, conformément à l'engagement d'AXA d'innover pour mieux répondre aux besoins de ses clients.

Evolution par rapport au 1^{er} semestre 2009 de la marge sur affaires nouvelles (2,8%) : malgré l'amélioration du mix d'activité (+4,2 pts) et des conditions de marché (+0,5 pt), la marge sur affaires nouvelles est en légère décroissance en raison de la détérioration des coûts unitaires (-4,9 pts) suite à de moindres volumes.

France

Le volume des affaires nouvelles (APE) est en hausse de 14% à 1 120 millions d'euros, en raison de (i) l'activité d'assurance collective (+27%), soutenue par les ventes de produits de retraite et de prévoyance, et de (ii) l'assurance vie de particuliers (+9%), notamment tirée par les ventes de produits d'épargne en actif général qui ont bénéficié de l'environnement de taux bas court terme, des résultats en partie compensés par la baisse des ventes de produits en unités de compte.

La marge sur affaires nouvelles est en baisse de 0,1 point à 5,6%, la moindre part des produits de particuliers en unités de compte ayant été compensée par de moindres coûts unitaires en raison de volumes plus élevés.

Royaume-Uni

Le volume des affaires nouvelles (APE) recule de 20% à 711 millions d'euros, principalement du fait de la baisse des ventes sur certains segments de la branche vie-épargne individuelle (« bonds ») touchés par la baisse de confiance des clients dans un contexte financier **difficile**, en partie compensée par la hausse des ventes sur l'activité prévoyance.

La marge sur affaires nouvelles est en hausse de 0,6 point à 10,0% en raison d'un mix produit favorable, en partie compensé par des coûts unitaires plus élevés.

Europe du Nord, centrale et de l'Est

- **En Allemagne, le volume des affaires nouvelles (APE)** est en hausse de 1% à 342 millions d'euros, notamment en raison de ventes plus importantes de produits d'investissement court terme en actif général et d'une hausse à caractère exceptionnel de l'activité santé due au changement de réglementation, en partie compensées par la non reconduction des mesures incitatives « Riester » de 2008 et de moindres primes récurrentes sur les rentes.

La marge sur affaires nouvelles est en baisse de 4,6 points à 14,1%, essentiellement en raison des conditions de marché d'investissement (la baisse des taux d'intérêt ont impacté la rentabilité des produits Variable Annuities « TwinStar »).

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) de la Suisse** recule de 15% à 208 millions d'euros, notamment du fait de plus faibles opportunités d'affaires nouvelles en assurance vie collective (-22%), en raison d'un faible renouvellement de clientèle dans le marché dû à un environnement financier difficile, en partie compensé par de plus fortes ventes de produits Variable Annuities (« TwinStar Income »).

La marge sur affaires nouvelles baisse de 2,7 points à 26,3%, le mix d'activité s'étant légèrement détérioré.

- **En Belgique, le volume des affaires nouvelles (APE)** est en baisse de 10% à 174 millions d'euros, les ventes de produits d'investissement et d'épargne individuelle ayant été moins importantes (-11%), tant sur les produits en unités de comptes que sur les produits en actif général.

La marge sur affaires nouvelles croît de 1,2 point à 12,5%, du fait d'un meilleur mix d'activité en partie compensé par des coûts unitaires plus élevés en raison de plus faibles volumes.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) de la région Europe centrale et de l'Est** est en hausse de 1% à 118 millions d'euros. En excluant l'impact exceptionnel de la baisse volontaire des ventes de produits « tax wrapper » (produits d'assurance vie court terme à fiscalité favorable), les APE sont en hausse de 21%, grâce en particulier à la Hongrie (nouveaux accords de distribution et nouveaux produits).

La marge sur affaires nouvelles croît de 3,4 points à 20,9%, grâce à un meilleur mix d'activité (moindre part de produits « tax wrapper »).

Asie-Pacifique

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) du Japon** décroît de 20% à 380 millions d'euros, en raison principalement de la faillite d'un important agent indépendant (LINA). En excluant cet événement à caractère

exceptionnel, les APE sont en baisse de 11% du fait de moindres ventes de produits de prévoyance, une baisse en partie compensée par les ventes de produits d'assurance médicale et Variable Annuities.

La marge sur affaires nouvelles recule de 4,8 points à 52,8%, principalement en raison de coûts unitaires plus élevés et de conditions de marché d'investissement difficiles (les taux d'intérêt plus bas impactant les ventes de Variable Annuities en yen), un déclin partiellement compensé par un meilleur mix d'activité consécutif à l'arrêt des ventes de produits faiblement margés par LINA.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) de l'Australie / Nouvelle-Zélande** recule de 36% à 198 millions d'euros, essentiellement en raison d'une baisse des ventes d'OPCVM due aux conditions de marché défavorables, un recul en partie compensé par de plus fortes ventes de produits Variable Annuities (produit « North ») et de produits d'épargne traditionnels.

La marge sur affaires nouvelles est en hausse de 2,5 points à 10,6%, notamment grâce à une amélioration du mix d'activité (moindre part des ventes d'OPCVM moins margés).

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) de Hong Kong** recule de 8% à 89 millions d'euros, essentiellement en raison d'une baisse des ventes de produits en unités de compte dans un contexte de marché défavorable, partiellement compensée par une hausse des ventes de produits vie traditionnels.

La marge sur affaires nouvelles recule de 2,9 points à 63,6% en conséquence de coûts unitaires plus élevés dus à de moindres volumes.

- **Le volume des affaires nouvelles (APE) de l'Asie du Sud-Est et de la Chine** croît de 13% à 66 millions d'euros, grâce à une augmentation des ventes à Singapour, en Thaïlande et en Indonésie.

La marge sur affaires nouvelles est en hausse de 1,8 point à 32,8% en raison d'un meilleur mix d'activité.

Région Méditerranée et Amérique Latine

- **Le volume des affaires nouvelles (APE)** croît de 3% à 332 millions d'euros, grâce à la hausse des ventes de produits d'investissement et d'épargne en actif général de la joint-venture AXA MPS en Italie, en particulier au 3^e trimestre, en partie compensée par de moindres ventes de produits en unités de compte globalement et sur le segment des assurances collectives en Espagne.

La marge sur affaires nouvelles est en hausse de 1,3 point à 13,8%, en raison d'un meilleur mix d'activité.

DOMMAGES

Le chiffre d'affaires de l'activité dommages est en hausse de 1% à 20 524 millions d'euros, sous l'effet de volumes plus importants pour l'activité de particuliers, un effet en partie compensé par le ralentissement de l'activité d'assurance aux entreprises en raison de l'environnement économique défavorable. Le nombre de nouveaux contrats nets en assurance de particuliers s'élève à +919 000 (+695 000 au 1er semestre 2009).

Dommages : chiffre d'affaires IFRS par pays

En millions d'euros	9M 2008	9M 2009	Variation en publié	Variation en comparable
Région NORCEE ⁵	6 561	6 713	2,3%	0,5%
<i>dont Allemagne</i>	2 909	2 905	-0,1%	-0,1%
<i>dont Belgique</i>	1 662	1 651	-0,6%	-0,6%
<i>dont Suisse</i>	1 902	2 058	8,2%	1,6%
France	4 383	4 434	1,2%	1,2%
Royaume-Uni & Irlande	3 520	3 071	-12,8%	-1,8%
Région Med/Am. Lat. ⁸	4 198	4 806	14,5%	-1,0%
Reste du monde	1 369	1 500	9,5%	10,5%
Total chiffre d'affaires dommages	20 031	20 524	2,5%	0,6%

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile de particuliers** (35% du chiffre d'affaires dommages total) est en hausse de 1,8%, grâce notamment au Royaume-Uni (succès de la plate-forme de direct de Swiftcover), au Canada (hausse des tarifs), à l'Asie (hausse des tarifs et affaires nouvelles), et à la France (agents et activité de direct), des résultats en partie compensés par l'Espagne (baisse des ventes d'automobiles et concurrence accrue) et l'Allemagne (dans un contexte de forte concurrence et de moindres volumes).

Le nombre de nouveaux contrats nets s'élève à +815 000.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance non automobile de particuliers** (25% du chiffre d'affaires dommages total) croît de 0,7% en raison d'un effet prix positif sur l'ensemble du portefeuille, partiellement compensé par un recul du Royaume-Uni.

Le nombre de nouveaux contrats nets en habitation s'élève à +104 000.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance automobile d'entreprises** (7% du chiffre d'affaires dommages total) recule de 1,9%, avec plusieurs contributions négatives, notamment au Royaume-Uni (la hausse des prix impactant la rétention) et l'Espagne, et d'autres positives, en particulier en Asie et en Allemagne.

- **Le chiffre d'affaires de l'assurance non automobile d'entreprises** (31% du chiffre d'affaires dommages total) est en baisse de 0,4%, avec notamment une contribution négative de l'Espagne (responsabilité civile et construction), en partie compensée par la Suisse (santé), le Mexique (dommages aux biens) et la Turquie (ventes de produits dommages aux PME).

GESTION D'ACTIFS

- **Le chiffre d'affaires de la gestion d'actifs** est en baisse de 31% à 2 253 millions d'euros (baisse de 34% au 1^{er} semestre 2009), principalement en raison de moindres actifs moyens sous gestion et d'une évolution défavorable du mix produit (baisse de la composante actions).
- Au 30 septembre 2009, **les actifs sous gestion** s'établissent à 840 milliards d'euros, en hausse de 24 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2008, principalement en raison de :
 - la collecte nette : -51 milliards d'euros (contre -38 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2009), principalement sur le segment des clients institutionnels d'AllianceBernstein, une baisse consécutive à la mauvaise performance d'investissement en 2008, une performance qui, à ce jour, s'est améliorée sur les expertises « Value » et « Fixed Income », et demeure mitigée sur l'expertise « Growth ». AllianceBernstein a lancé une nouvelle activité d'immobilier commercial et est l'un des cinq gestionnaires d'actifs à avoir levé des actifs dans le cadre du programme PPIP8 du gouvernement américain.
 - évolution de marché : +89 milliards d'euros, AllianceBernstein ayant notamment bénéficié du rebond des marchés,
 - effet de change : -16 milliards d'euros, principalement en raison de la dépréciation du dollar américain face à l'euro.

Evolution des actifs sous gestion

En milliards d'euros	Alliance Bernstein	AXA IM	Total
Actifs sous gestion au 31/12/08	331	485	816
Collecte nette	-42	-9	-51
Evolution de marché	68	21	89
Périmètre et autres impacts	-	1	1
Effet de change	-17	2	-16
Actifs sous gestion au 30/09/09	340	500	840
Actifs sous gestion moyens sur la période (31/12/08 – 30/09/09)	328	479	806
Variation des actifs moyens sous gestion 9M09 vs 9M08			
en publié	-31%	-9%	-20%
en comparable	-38%	-9%	-23%

Assurance internationale

Le chiffre d'affaires de l'assurance internationale est en hausse de 3% à 2 308 millions d'euros, avec (i) une hausse de 2% du chiffre d'affaires d'AXA Corporate Solutions Assurance, en particulier grâce à l'augmentation des affaires nouvelles sur le segment responsabilité civile (+14%), en partie compensée par de moindres volumes en dommages (-7%), (ii) le chiffre d'affaires d'AXA Assistance augmentant de 7%.

Assurance internationale - chiffre d'affaires IFRS

En millions d'euros	9M 2008	9M 2009	Variation en publié	Variation en comparable
AXA Corporate Solutions Assurance	1 574	1 598	1,5%	1,9%
AXA Assistance	541	573	5,8%	7,4%
AXA Cessions	53	57	7,5%	7,5%
Autres activités internationales	61	79	30,8%	-15,9%
Total assurance internationale	2 229	2 308	3,5%	2,8%

Notes

¹ Contrats aux particuliers automobile et habitation

² En prenant pour hypothèse que le portefeuille obligataire n'est pas en situation de plus-values latentes. Cette estimation n'a pas été revue ni approuvée par l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM).

³ Les « Annual Premium Equivalent » (APE) sont la somme de 100% des primes périodiques sur affaires nouvelles et de 10% des primes uniques sur affaires nouvelles. Les APE sont en part du Groupe

⁴ Valeur des affaires nouvelles

⁵ Région Europe du Nord, Centrale et de l'Est : Allemagne, Belgique, Suisse, Europe Centrale et de l'Est et Luxembourg.

⁶ Japon, Australie/Nouvelle Zélande, Hong Kong, Asie du Sud Est et Chine

⁷ Région Méditerranée et Amérique Latine : Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Mexique, Grèce et Maroc (et pays du Golfe pour l'activité dommages)

⁸ « Public-Private Investment Program »

Annexe 1 : chiffre d'affaires IFRS du Groupe AXA – 9M09 vs. 9M08

Chiffre d'affaires IFRS du Groupe AXA – contributions & croissances par activité et pays/région				
En million d'euros	9M 2008	9M 2009	Variation du chiffre d'affaires IFRS	
	IFRS	IFRS	Publiée	Comparable
Etats-Unis	10 155	7 405	-27,1%	-34,5%
France	10 656	11 646	9,3%	9,3%
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est	10 631	10 811	1,7%	-0,2%
<i>dont Allemagne</i>	4 423	4 885	10,4%	10,4%
<i>dont Suisse</i>	3 794	3 880	2,3%	-3,9%
<i>dont Belgique</i>	2 019	1 651	-18,2%	-18,2%
<i>dont Europe Centrale et de l'Est</i>	350	344	-1,8%	9,1%
Royaume-Uni	2 753	2 002	-27,3%	-18,1%
Asie-Pacifique	5 859	6 337	8,2%	-5,9%
<i>dont Japon</i>	3 621	4 156	14,8%	-7,0%
<i>dont Australie/Nouvelle-Zélande</i>	1 243	1 158	-6,8%	-1,8%
<i>dont Hong Kong</i>	822	905	10,2%	-1,6%
<i>dont Asie du Sud-Est</i>	173	118	-31,7%	-32,6%
Région Méditerranée	3 709	4 420	19,2%	13,5%
Autres pays	82	85	3,9%	7,0%
Vie, épargne, retraite	43 845	42 706	-2,6%	-6,4%
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est	6 561	6 713	2,3%	0,5%
<i>dont Allemagne</i>	2 909	2 905	-0,1%	-0,1%
<i>dont Belgique</i>	1 662	1 651	-0,6%	-0,6%
<i>dont Suisse</i>	1 902	2 058	8,2%	1,6%
France	4 383	4 434	1,2%	1,2%
Région Méditerranée & Amérique Latine	4 198	4 806	14,5%	-1,0%
Royaume-Uni & Irlande	3 520	3 071	-12,8%	-1,8%
Canada	806	877	8,8%	12,1%
Asie	563	623	10,6%	8,3%
Dommages	20 031	20 524	2,5%	0,6%
AXA Corporate Solutions Assurance	1 574	1 598	1,5%	1,9%
Autres	655	709	8,3%	5,0%
Assurances Internationales	2 229	2 308	3,5%	2,8%
AllianceBernstein	1 959	1 390	-29,0%	-36,3%
AXA Investment Managers	1 099	863	-21,5%	-21,3%
Gestion d'actifs	3 059	2 253	-26,3%	-30,9%
Activités Bancaires	294	303	3,2%	5,5%
Total	69 458	68 094	-2,0%	-5,1%

Annexe 2 : vie, épargne, retraite – répartition des APE entre produits en unités de compte, produits sur actif général et OPCVMs

Répartition des APE – 12 principaux pays et régions modélisés

En part du Groupe En millions d'euros	APE 9M 2009			% UL dans APE (excl. OPCVM)		Variation des UC en base comparable
	UC	Non-UC	OPCVM	9M 2008	9M 2009	
France	115	1 005		15%	10%	-23%
Etats-Unis	441	145	183	82%	75%	-47%
Royaume-Uni	611	90	10	90%	87%	-23%
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est						
Allemagne	97	245		39%	28%	-25%
Suisse	21	186	0	6%	10%	35%
Belgique	11	163		9%	6%	-38%
Europe centrale et de l'Est	70	36	12	59%	66%	12%
Asie-Pacifique						
Japon	86	294		21%	23%	-7%
Australie/Nouvelle-Zélande	6	39	153	20%	14%	-221%
Hong Kong	31	58	0	48%	35%	-34%
Asie du Sud Est & Chine	39	27		63%	59%	9%
Région Méditerranée & Amérique Latine	55	271	7	33%	17%	-49%
Total	1583	2 560	366	50%	38%	-30%

Annexe 3 : chiffre d'affaires IFRS en devises locales – Trimestres discrets

(en millions de devises locales, sauf Japon en milliards)	T1 08	T2 08	T3 08	T4 08	T1 09	T2 09	T1 09
Vie, épargne, retraite							
Etats-Unis	5 157	5 149	5 149	4 774	4 197	3 257	2 670
France	3 976	3 465	3 215	3 615	4 012	4 012	3 623
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est							
<i>dont Allemagne</i>	1 477	1 478	1 468	1 810	1 516	1 540	1 829
<i>dont Suisse</i>	4 342	915	843	1 010	4 188	922	749
<i>dont Belgique</i>	989	611	419	541	534	514	603
<i>dont Europe centrale et de l'Est</i>	113	116	121	115	115	113	116
Royaume-Uni	708	765	680	676	556	599	620
Asie-Pacifique							
<i>dont Japon (en Milliards)</i>	185	193	207	163	174	188	167
<i>dont Australie/Nouvelle-Zélande</i>	701	625	748	924	918	607	586
<i>dont Hong Kong</i>	3 212	3 145	3 393	3 146	3 178	3 099	3 317
Région Méditerranée	1 291	1 497	920	1 104	1 417	1 532	1 471
Domages							
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est							
<i>dont Allemagne</i>	1 602	597	709	621	1 619	587	699
<i>dont Suisse</i>	2 643	256	159	142	2 686	260	162
<i>dont Belgique</i>	637	517	507	477	648	513	491
France	1 821	1 200	1 362	1 212	1 864	1 224	1 346
Région Méditerranée & Amérique Latine	1 547	1 436	1 215	2 215	1 725	1 678	1 403
Royaume-Uni & Irlande	873	979	901	770	881	952	891
Asie	200	176	187	185	212	205	206
Canada	349	463	437	423	385	530	484
Assurance internationale							
AXA Corporate Solutions Assurance	889	331	354	380	900	355	343
Autres, dont AXA RE	247	205	203	232	279	196	234
Gestion d'actifs							
AllianceBernstein	1 045	1 006	931	711	610	624	667
AXA Investment Managers	374	388	337	337	295	284	284
Banque et Autres							
	87	89	82	110	78	89	91

Annexe 4 : répartition du chiffres d'affaires dommages aux 9M 2009 par ligne de produit

Chiffres d'affaires dommages – contribution & croissance par ligne d'activité

En %	Particuliers Automobile		Particuliers hors Automobile		Entreprises Automobile		Entreprises Hors Automobile	
	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable	% chiffre d'affaires	Variation en comparable
France	32%	2,8%	28%	2,6%	8%	-2,1%	32%	-0,7%
Royaume-Uni ^(a)	19%	18,2%	36%	-5,4%	6%	-9,2%	39%	-3,0%
NORCEE								
<i>dont</i> <i>Allemagne</i>	31%	-3,5%	35%	-0,6%	6%	1,3%	22%	-0,1%
<i>dont</i> <i>Belgique</i>	35%	-0,0%	28%	2,8%	6%	-2,6%	31%	-1,3%
<i>dont</i> <i>Suisse</i>	36%	-1,0%	14%	2,3%	4%	1,4%	46%	2,2%
Région Méditerranée & Amérique Latine	45%	-3,3%	19%	2,9%	10%	-2,1%	26%	1,3%
Canada	39%	20,0%	20%	25,2%	7%	2,9%	37%	-2,3%
Asie	75%	7,5%	7%	8,1%	4%	36,9%	17%	1,4%
Total	35%	1,8%	25%	0,7%	7%	-1,9%	31%	-0,4%

(a) Inclut l'Irlande.

Annexe 5 : vie, épargne, retraite – volumes, valeurs et marge des affaires nouvelles

APE, VAN et marge VAN/APE – 12 principaux pays/régions modélisés								
<i>En million d'euros</i>	9M 2008 APE	9M 2009 APE	Variation à base comparable	9M 2008 VAN	9M 2009 VAN	Variation à base comparable	9M 2009 Marge NBV/APE	Variation à base comparable
Etats-Unis	1 170	770	-40,9%	57	19	-69,9%	2,5%	-2,4pts
France	982	1 120	14,1%	56	63	12,6%	5,6%	-0,1pt
Royaume-Uni	1 007	711	-19,9%	95	71	-15,2%	10,0%	0,6pt
Région Europe du Nord, centrale et de l'Est	880	841	-5,5%	173	149	-14,4%	17,8%	-1,8pt
Allemagne	335	342	1,0%	63	48	-23,7%	14,1%	-4,6pts
Suisse	230	208	-15,1%	67	55	-22,9%	26,3%	-2,7pts
Belgique	193	174	-10,0%	22	22	-0,0%	12,5%	1,2pt
Europe Centrale et de l'Est	122	118	0,9%	22	25	20,2%	20,9%	3,4pts
Asie-Pacifique	832	733	-22,4%	316	300	-20,6%	40,9%	0,9pt
Japon	389	380	-19,9%	214	201	-26,5%	52,8%	-4,8pts
Australie/Nouvelle-Zélande	305	198	-35,8%	27	21	-17,4%	10,6%	2,5pts
Hong Kong	87	89	-8,2%	58	57	-12,1%	63,6%	-2,9pts
Asie du Sud-Est & Chine	52	66	12,7%	17	22	19,2%	32,8%	1,8pt
Région Méditerranée et Amérique Latine	292	332	3,5%	41	46	14,4%	13,8%	1,3pt
TOTAL	5 163	4 508	-14,7%	738	649	-17,8%	14,4%	-0,5pt

Annexe 6 : principaux communiqués de presse du T3 2009

- 07/10/2009 – AXA propose une simplification de sa structure de gouvernance
- 25/08/2009 – Lancement de l'opération d'actionnariat salarié 2009 (Shareplan 2009)
- 05/08/2009 – Des résultats semestriels 2009 solides
- 17/07/2009 – Jean-Laurent Granier est nommé directeur général de la région Méditerranée - Amérique Latine et rejoint le comité exécutif du Groupe AXA

Merci de vous référer à l'adresse Internet suivante pour plus de détails :

<http://www.axa.com/fr/presse/communiques/>

Annexe 7 : opérations sur les fonds propres et la dette d'AXA

Fonds propres

Pas d'opération significative.

Dette

Pas d'opération significative.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 30 OCTOBRE 2009 : AXA ANNONCE LE PRIX DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS A EMETTRE DANS LE CADRE DE SON OPERATION D'ACTIONNARIAT SALARIE 2009 (SHAREPLAN 2009)

Le prix de souscription des actions à émettre dans le cadre de l'opération d'actionnariat salarié 2009 (Shareplan 2009) a été arrêté par le Directoire d'AXA lors de sa réunion du 29 octobre 2009.

Ce prix de souscription est basé sur un cours de référence de 18,65 euros égal à la moyenne arithmétique des cours d'ouverture de l'action AXA sur le compartiment A d'Euronext Paris S.A. sur une période de 20 jours de bourse entre le 1er octobre 2009 inclus et le 28 octobre 2009 inclus (le « Cours de Référence »).

Dans le cadre des offres classique et à effet de levier, pour l'ensemble des pays, le prix de souscription sera égal à 80 % du Cours de Référence (ou sa contre-valeur dans la devise locale),

soit 14,92 euros

Les informations qui suivent constituent pour l'essentiel un rappel des autres conditions générales de l'opération Shareplan 2009 déjà présentées dans un communiqué de presse diffusé le 25 août dernier.

EMETTEUR

AXA, ICB Classification sectorielle :

Industrie : 8000, Sociétés financières

Super secteur : 8500, Assurance

Secteur : 8530, Assurance - Non vie

Sous secteur : 8532, Assurance - Services complets

OBJECTIF DE L'OPÉRATION

Comme chaque année, le Groupe AXA propose à ses collaborateurs, tant en France qu'à l'international, de souscrire à une augmentation de capital qui leur est réservée. Le Groupe AXA souhaite ainsi renforcer le lien existant avec ses collaborateurs et les associer étroitement aux développements et aux résultats futurs du Groupe.

L'opération 2009, intitulée « Shareplan 2009 », se déroule dans 40 pays et concernera plus de 100.000 collaborateurs, à qui seront proposées, dans la plupart des pays, une offre « classique » et une offre dite « à effet de levier ».

TITRES OFFERTS

- Dates des décisions du Directoire : le 29 juin 2009 (principe de l'opération), le 29 juillet 2009 (fixation de la période de réservation) et le 29 octobre 2009 (fixation du Cours de Référence et des dates de la période de rétractation / souscription).
- Type de titres offerts, nombre maximal : conformément à (i) la 20ème résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2009, et (ii) aux décisions du Directoire des 29 juin, 29 juillet et 29 octobre 2009, l'opération présentera les caractéristiques suivantes :
 - Emission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires dont le prix de souscription, dans le cadre des offres classique et à effet de levier, pour l'ensemble des pays, sera égal à 80 % du Cours de Référence.
 - Le nombre maximum d'actions pouvant être émises dans le cadre de cette opération s'élève à 65.502.183 actions, correspondant à une augmentation de capital d'un montant nominal de près de 150 millions d'euros.
 - Les actions nouvelles créées porteront jouissance à compter du 1er janvier 2009.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

- Bénéficiaires de l'émission réservée : les bénéficiaires de l'offre, sauf spécificités réglementaires locales, sont :
 - les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée avec une ou plusieurs entités du périmètre, adhérents d'un plan d'épargne salariale, présents à l'effectif au jour de l'ouverture de la période de réservation et disposant au dernier jour de la période de rétractation / souscription d'une ancienneté de 3 mois minimum acquise en continu ou en discontinu sur la période du 1er janvier 2008 au dernier jour de la période de rétractation / souscription, conformément à l'article L.3342-1 du Code du travail,
 - les anciens salariés des entités éligibles (retraités ou préretraités de ces entités), ayant conservé des avoirs dans un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) et / ou des titres dans un compte

au nominatif inscrits au sein du Plan International d'Actionnariat de Groupe (PIAG) ou du Plan d'Epargne d'Entreprise de Groupe (PEEG) d'AXA,

- ainsi que les agents généraux d'assurance en France disposant d'un mandat individuel avec une entreprise adhérente au PEEG dont ils commercialisent les produits, ayant pris effet depuis au moins 3 mois au dernier jour de la période de rétractation / souscription, conformément aux articles L.3342-1 et D.3331-3 du Code du travail. Les entités du périmètre sont les entités ayant adhéré aux règlements du PEEG ou du PIAG et à leurs avenants.
- les entités du périmètre sont les entités ayant adhéré aux règlements du PEEG ou du PIAG et à leurs avenants.
- Existence ou non d'un droit préférentiel de souscription : émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents d'un plan d'épargne salariale conformément aux dispositions de l'article L.225-138-1 du Code de commerce.
- Modalités de souscription :
 - Pour l'offre classique (hors Corée du Sud, Espagne, Etats-Unis et Italie), les actions seront souscrites par des FCPE dont les salariés recevront des parts. Les porteurs de parts pourront exercer leurs droits de vote directement lors des assemblées générales d'actionnaires d'AXA.
En Corée du Sud, en Espagne, aux Etats-Unis et en Italie, les actions seront souscrites directement par les salariés et inscrites en compte nominatif. Les droits de vote attachés à ces actions seront exercés directement par les salariés actionnaires.
 - Pour l'offre à effet de levier en dehors des Etats-Unis, les actions seront souscrites par des FCPE dont les salariés recevront des parts. Les porteurs de parts exerceront leurs droits de vote directement lors des assemblées générales d'actionnaires d'AXA.
Aux Etats-Unis, les actions seront souscrites directement par les salariés et inscrites en compte nominatif.
- Plafond de souscription : en application de l'article L.3332-10 du Code du travail, les versements annuels des salariés, ne peuvent excéder un quart de leur rémunération annuelle brute ou des pensions reçues au titre de l'année²⁸ (cette limite peut être plus faible en vertu de réglementations locales plus contraignantes). Dans le cadre de la formule avec effet de levier, la limite du quart de la rémunération brute annuelle du souscripteur est calculée après prise en compte de l'apport complémentaire de la banque partenaire (Société Générale). Durant la période de rétractation / souscription, les salariés éligibles auront la possibilité de souscrire (i) dans la formule classique sous les mêmes conditions que pendant la période de réservation et / ou (ii) dans la formule à effet de levier mais avec un plafond de souscription ramené à 2,5% seulement de leur rémunération éligible (après prise en compte de l'apport complémentaire de la banque partenaire).
- Blocage des actions : les salariés ayant participé à Shareplan 2009 devront conserver les parts du FCPE ou les actions détenues en direct, selon les cas, pendant une durée d'indisponibilité d'environ cinq ans, soit jusqu'au 1er avril 2014 en France, jusqu'au 1er juillet 2014 pour le reste du monde et jusqu'au 12 décembre 2014 en Belgique, sauf survenance d'un cas de déblocage anticipé.

CALENDRIER DE L'OPERATION

- Période de réservation à cours inconnu : du 1er septembre 2009 (inclus) au 16 septembre 2009 (inclus).
- Période de fixation du Cours de Référence : du 1er octobre 2009 (inclus) au 28 octobre 2009 (inclus). Des opérations de couverture relatives à l'offre à effet de levier ont été conduites durant cette période par la banque partenaire et pourront continuer à être menées ultérieurement pendant toute la durée de l'opération.
- Le Directoire du 29 octobre 2009 a confirmé les dates de la période de rétractation / souscription : du 2 novembre 2009 (inclus) au 6 novembre 2009 (inclus).
- Date indicative de l'augmentation de capital : en principe le 11 décembre 2009.

COTATION (ou) INSCRIPTION

L'admission des actions nouvelles aux négociations sur le Compartiment A d'Euronext Paris S.A. (Code Euroclear France : 12062) et au New York Stock Exchange sous forme d'American Depositary Shares (ADS), un ADS représentant une action AXA, sera demandée dès que possible après la réalisation de l'augmentation de capital prévue pour le 11 décembre 2009 et interviendra au plus tard le 31 décembre 2009, sur la même ligne que les actions existantes.

²⁸ Pour les agents généraux en France, seuls seront mis en considération les revenus professionnels déclarés à l'impôt sur le revenu au titre de l'année écoulée.

AUTRES INFORMATIONS

Les règlements et les notices des FCPE par lesquels les salariés pourront participer à l'offre ont reçu l'agrément de l'AMF (Autorité des marchés financiers) le 31 juillet 2009.

L'opération se déroule en France ainsi que dans certains pays étrangers y compris aux Etats-Unis où l'offre a été enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) dans un Form S-8 enregistré le 31 juillet 2009 sous le numéro 333-160927.

MISE A DISPOSITION DE DOCUMENTS D'INFORMATION

L'ensemble des documents d'information liés à l'offre Shareplan 2009, en ce compris le présent communiqué, est disponible sur simple demande des bénéficiaires adressée à AXA – 25, Avenue Matignon – 75008 Paris, France. Ces documents sont également consultables directement sur les sites intranet d'AXA et sur le site sécurisé www.capeasi.com de la société de gestion AXA Epargne Entreprise.

Le présent communiqué tient lieu de document d'information tel qu'exigé par la réglementation AMF conformément à l'article 212-4 5° du règlement général de l'AMF et l'article 14 de l'instruction n° 2005-11 du 13 décembre 2005.

CONTACT SALARIES

Pour toute question relative à la présente offre d'actions, les bénéficiaires de l'offre pourront s'adresser à leur Direction des Ressources Humaines.

INFORMATION DE LA SOCIETE RELATIVE A L'EVOLUTION DES REFERENTIELS COMPTABLES

Des discussions ont eu lieu au cours de l'année 2009 au sein de l'IASB (*International Accounting Standards Board*) concernant de possibles modifications des normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tels qu'adoptées par l'Union Européenne (les « Standards »). Certaines de ces modifications pourraient avoir un impact significatif sur les compagnies d'assurance et autres établissements financiers, notamment AXA, qui préparent leurs comptes consolidés conformément à ces Standards. Plusieurs points significatifs étant encore en cours de discussion, le Management de la Société ne peut, aujourd'hui, quantifier avec précision, l'impact potentiel de ces modifications sur AXA. Entre autres, ces modifications impliquent notamment les points suivants:

- L'actif et le passif financier du groupe AXA sont comptabilisés conformément à la norme IAS 39 qui fait actuellement l'objet de modifications importantes. Les dates d'adoption obligatoire se situent entre 2013 et 2014. L'adoption optionnelle par les émetteurs peut être applicable dès 2009; cependant, la Société n'a pas l'intention d'opter pour une mise en oeuvre optionnelle en 2009. Ces modifications, qui concernent principalement la classification de l'actif et du passif financier, l'amortissement et la comptabilité de couverture pourraient avoir un impact significatif sur la présentation des états financiers futurs, sur les fonds propres et le résultat et pourraient également affecter les états comparatifs des années précédentes, selon leur date d'adoption.
- Contrats d'assurance – Phase II (modifications de l'IFRS 4) et consolidation et décomptabilisation. Contrats d'assurance – Phase II dont les modifications pourraient affecter de manière significative le passif des assurés et les actifs correspondants tels que les frais d'acquisitions reportés prévisionnels et comparatifs à la date d'adoption en 2013 ou 2014.

TABLE DE CONCORDANCE

Rubriques	N° page du Document de Référence 2008	N° page de l'actualisation du Document de Référence 2008
1. Personnes responsables	454	5
2. Contrôleurs légaux des comptes	416	6
3. Informations financières sélectionnées	4 à 5	14, 17, 18, 21
4. Facteurs de risque	40 à 47 et 196 à 234	12
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1 Histoire et évolution de la société	9 à 11	n/a
5.2 Investissements	55 à 58 et 60	11
6. Aperçu des activités	18 à 35 et 48 à 52	103
7. Organigramme		
7.1 Description sommaire du Groupe	13 à 16	81
7.2 Liste des filiales importantes	261 à 267	98 à 102
8. Propriétés immobilières, usines et équipement	n/a	n/a
9. Examen de la situation financière et du résultat	61 à 110 et 238 à 420	14 à 67
10. Trésorerie et capitaux		
10.1 Capitaux de l'émetteur	115 à 120 et 316 à 327	112 à 118
10.2 Source et montant des flux de trésorerie	115 à 120 ; 243 à 244 et 314 à 315	79 à 80
10.3 Conditions d'emprunt et structure financière	115 à 120 et 345 à 351	119
10.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux	115 à 120	n/a
10.5 Sources de financement attendues	115 à 120	n/a
11. Recherche et développement, brevets et licences	n/a	n/a
12. Information sur les tendances	60 ; 111 et 420	13, 68, 121
13. Prévision ou estimation du bénéfice	n/a	n/a
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et de direction générale		
14.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	122 à 142	127, 141
14.2 Conflits d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction	141 et 178	n/a
15. Rémunération et avantages		
15.1 Rémunération versée	144 à 182	n/a
15.2 Sommes provisionnées ou constatées aux fins de versement de pensions, retraites ou autres avantages	181	n/a
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1 Date d'expiration des mandats actuels	124 et 136	n/a
16.2 Contrats de service liant les membres des organes d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales	133 et 140	n/a
16.3 Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération	133 à 135	n/a
16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	122 et 448	n/a
17. Salariés		
17.1 Nombre de salariés	143	n/a
17.2 Participations et stock options	159 à 169 ; 177 à 179	n/a
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur	182 ; 188 à 189	n/a
18. Principaux actionnaires	185 à 187	n/a
19. Opérations avec des apparentés	188 à 189	12
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1 Informations financières historiques annuelles	238 à 420	n/a
20.2 Informations financières pro forma	n/a	n/a

Rubriques		N° page du Document de Référence 2008	N° page de l'actualisation du Document de Référence 2008
20.3	Etats financiers	238 à 244	n/a
20.4	Vérification des informations historiques annuelles	421 à 422 et 454	n/a
20.5	Date des dernières informations financières	451	n/a
20.6	Informations financières intermédiaires et autres	451	73 à 126, 128 à 140, 142 à 170
20.7	Politique de distribution des dividendes	235	n/a
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	417 à 419	11 à 12
20.9	Changements significatifs dans la situation financière ou commerciale du Groupe	60 ; 115 à 120 et 420	n/a
21.	Informations complémentaires		
21.1	Capital social	185 à 188 et 426 à 427	117 à 118
21.2	Acte constitutif et statuts	122 ; 424 à 425 et 427 à 431	n/a
22.	Contrats importants	n/a	n/a
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	n/a	n/a
24.	Documents accessibles au public	453	n/a
25.	Informations sur les participations	14 à 16 et 261 à 267	98 à 102